

CONSEIL COMMUNAL DE SCHAERBEEK
GEMEENTERAAD VAN SCHAARBEEK

SEANCE DU 24 JUIN 2026
VERGADERING VAN 24 JUNI 2026

PRÉSENTS-AANWEZIG : M.-h. Hasan KOYUNCU, Président du conseil-Voorzitter van de Gemeenteraad; M.-h. Martin DE BRABANT, Bourgmestre ff-Burgemeester dd; M.-h. Vincent VANHALEWYN, Echevin-Schepen; Mme-mevr. Justine HARZE, Echevine-Schepene; MM.-hh. Cédric MAHIEU, Frédéric NIMAL, Abobakre BOUHJAR, Echevin-Schepenen; Mmes-mevr. Laure LITA, Gudrun WILLEMS, Echevine-Schepene; Mme-mevr. Deborah LORENZINO, Echevine-Schepen; M.-h. Thomas ERALY, Echevin-Schepen; M.-h. Quentin VAN DEN HOVE, Conseiller communal-Gemeenteraadslid; Mmes-mevr. Angelina CHAN, Döne SONMEZ, Conseillère communale-Gemeenteraadsliden; MM.-hh. Bernard CLERFAYT, Georges VERZIN, Conseillers communaux-Gemeenteraadsliden; Mme-mevr. Cécile JODOGNE, Conseillère communale-Gemeenteraadslid; M.-h. Ibrahim DONMEZ, Conseiller communal-Gemeenteraadslid; Mme-mevr. Leila LAHSSAINI, Conseillère communale-Gemeenteraadslid; M.-h. Yusuf YILDIZ, Conseiller communal-Gemeenteraadslid; Mmes-mevr. Naïma BELKHATIR, Emel KOSE, Marie GERVAIS, Conseillère communale-Gemeenteraadsliden; M.-h. Anton SCHUURMANS, Conseiller communal-Gemeenteraadslid; Mme-mevr. Farida TAHAR, Conseillère communale-Gemeenteraadslid; MM.-hh. Ufuk NARINC, Elias AMMI, Conseillers communaux-Gemeenteraadsliden; Mmes-mevr. Barbara TRACHTE, Isabelle DURANT, Sarah BESTRIOUI, Chloé DEGUIDE, Yousra Douhri, Marie SPEECKAERT, Conseillère communale-Gemeenteraadsliden; MM.-hh. Benjamin DEVOS, Abdourahmane BALDE, Saït KÖSE, Olivier WILLOCX, Matthieu DEGREGZ, Quentin VANBAELEN, Mathias GYSELEN, Salih Emin DEMIRHAN, Conseillers communaux-Gemeenteraadsliden; M.-h. David NEUPREZ, Secrétaire Communal-Gemeentesecretaris.

ABSENTS-AFWEZIG : -

EXCUSÉS-VERONTSCHULDIGD : MM.-hh. Emin OZKARA, Sadik KOKSAL, Conseillers communaux-Gemeenteraadsliden; Mme-mevr. Audrey HENRY, Conseillère communale-Gemeenteraadslid; M.-h. Ahmed EL BARGERAGEI, Conseiller communal-Gemeenteraadslid; Mmes-mevr. Yousra OUCHEN, Ayse YIGIT, Conseillère communale-Gemeenteraadsliden; M.-h. Philippe DEN HAENE, Secrétaire Communal Adjoint-Adjunct gemeentesecretaris.

EN DÉBUT DE SÉANCE-IN HET BEGIN VAN DE VERGADERING : -

M. Koyuncu, Président, préside l'assemblée qu'il ouvre en séance publique à 18h40.

De openbare vergadering wordt geopend om 18.40 uur onder voorzitterschap van mhr. Koyuncu, Voorzitter.

Il est satisfait au prescrit de l'article 89 de la nouvelle loi communale et le procès-verbal de la séance du 27.05.2026 à 18h30 est tenu sur le bureau à la disposition des membres du Conseil.

Er wordt voldaan aan de voorschriften van artikel 89 van de nieuwe gemeentewet en de notulen van de vergadering van 27.05.2026 om 18.30 uur zijn ter beschikking van de raadsleden ter tafel neergelegd.

Monsieur Balde est désigné par le sort pour voter le premier lors du vote par appel nominal.

De heer Balde is door het lot aangewezen om als eerste te stemmen bij hoofdelijke stemming.

SEANCE PUBLIQUE - OPENBARE VERGADERING

POINTS EN URGENCE -- PUNTEN IN SPOED

POINT(S) INSCRIT(S) À LA DEMANDE D'HABITANTS -- PUNT(EN) OPGETEKEND OP VERZOEK VAN INWONERS

SP 105.- Les travaux de la rue Richard Vandevelde - Demande de Monsieur Murat Dankus -
-- De werken in de Richard Vandeveldestraat - Verzoek van de heer Murat Dankus

Monsieur Dankus expose son point

Madame Willems répond

Madame Belkhatir, Monsieur Verzin, Madame Chan, Monsieur Gyselen, Madame Lahssaini, Madame Jodogne et Madame Bestrioui interviennent

* * * * *

Monsieur Verzin intervient et demande, par motion d'ordre, que le point 107, Ordonnance de police portant fermeture de tous les établissements accessibles au public à 1h du matin au plus tard dans le Quartier nord, soit traité en début de séance

* * * * *

* * * * *

Madame Deguide intervient concernant le refus d'inscription de son point concernant le suivi de la lutte de l'enseignement et demande un vote sur la réinscription de ce point

* * * * *

* * * * *

Monsieur Eraly intervient et propose de traiter le point 87 en séance publique

* * * * *

* * * * *

Monsieur le Président intervient et propose de traiter le point concernant l'ordonnance, suite à la demande de Monsieur Verzin, en début de séance

* * * * *

* * * * *

Monsieur le Président intervient sur la demande de Mme Deguide et explique qu'en application du ROI, il faut un délai de 3 mois avant que le point puisse être réinscrit

Madame Deguide intervient et demande un vote pour maintenir le point

Monsieur le Président répond

Monsieur Degrez et Monsieur Vanbaelen interviennent

Monsieur le Président intervient

Madame Durant intervient

Monsieur le Président répond

* * * * *

AFFAIRES GÉNÉRALES -- ALGEMENE ZAKEN

Contentieux administratif -- Bestuursgeschillen

SP 107.- Ordonnance de police portant fermeture de tous les établissements accessibles au public à 1h du matin au plus tard dans le Quartier Nord - Approbation --
Politieverordening inzake de sluiting van alle voor het publiek toegankelijke inrichtingen uiterlijk om 01.00 in de wijk Noord - Goedkeuring

Monsieur le Bourgmestre expose le point

Monsieur Mahieu expose le point 121

Madame Chan, Monsieur Degrez, Monsieur Verzin, Monsieur van den Hove, Monsieur Clerfayt, Monsieur Köse, Madame Lahssaini, Madame Durant, Monsieur Ammi, Monsieur Yildiz interviennent

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

L'urgence est admise à l'unanimité. -- De dringendheid wordt eenparig aangenomen.

Décidé, par 30 voix contre 9 et 0 abstention(s). 2 membres n'ont pas voté -- Besloten, met 30 stem(men) tegen 9 en 0 onthouding(en). 2 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Décidé, par 30 voix contre 9 et 0 abstention(s). 2 membres n'ont pas voté

Vu la Nouvelle loi communale, spécialement ses articles 112, 114, 119, 119bis, 121 et 135§2 ;
Vu la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales ;
Vu l'arrêté du Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale du 2 avril 2024 instaurant un certain nombre de mesures de police en vue de prévenir les nuisances et de faciliter le rétablissement de l'ordre public dans le contexte des débordements de violence observés sur le territoire régional et liés au trafic, à la vente et à la consommation de drogues et ses prolongations ultérieures ;
Vu l'arrêté du 02 mars 2026 instaurant un certain nombre de mesures de police administrative en vue de prévenir les nuisances et de faciliter le rétablissement de l'ordre public dans le contexte des débordements de violence observés sur le territoire régional et liés au trafic, à la vente et à la consommation de drogues ;
Vu la loi du 10 novembre 2006 relative aux heures d'ouverture dans le commerce, l'artisanat et les services ;
Vu le Règlement de police relatif à la prostitution en vitrine adopté par le conseil communal en sa séance du 25 septembre 2013 ;
Vu le Règlement de police relatif aux heures de fermeture des débits de boissons adopté par le conseil communal en sa séance du 30 mai 2018 ;
Vu le Règlement relatif à l'exploitation d'un établissement HoReCa adopté par le conseil communal en sa séance du 25 juin 2025 ;
Vu le Règlement de police organisant les autorisations et les conditions d'exploitation des magasins de nuit, des bureaux privés de télécommunication et des librairies-presse adopté par le conseil communal en sa séance du 16 octobre 2024 ;
Vu le rapport administratif de police « HotSpot Quartier Nord » du 10 juin 2026 ;
Considérant que le rapport administratif de police « HotSpot Quartier Nord » du 12 mars 2026, transmis au Bourgmestre faisant fonction met en évidence des faits de vols avec violence, de tapages, d'ivresses, de violences et d'incivilités survenant singulièrement entre 01h00 et 06h00 dans le périmètre délimité par la rue du Progrès, la Place Liedts, la rue des Palais et la rue Royale ;
Que le rapport administratif mentionné ci-dessus précise en outre que les activités nocturnes liées aux établissements ouverts tardivement et à la prostitution (ouverte 24h/24) jouent un rôle majeur dans les faits se déroulant dans ledit périmètre ;
Considérant que le conseil communal adopta en conséquence en sa séance du 25 mars 2026, une ordonnance de police d'après laquelle, les lieux accessibles au public en vue du divertissement, de la consommation ou vente de denrées alimentaires, de la consommation ou vente de boissons alcoolisées (établissements HoReCa et assimilés, carrées et salons de prostitution, etc.) et non soumis à un régime horaire plus restrictifs, situées sur un périmètre qu'il délimite, doivent être fermés au plus tard tous les jours de la semaine et du week-end à 1h du matin et ne pourront rouvrir au plus tôt qu'à partir de 6h du matin ;
Considérant que la zone de police dresse un premier bilan de la mesure votée par le conseil communal en sa séance du 25 mars 2026 ; que ce premier bilan est contenu dans le rapport administratif de police du 10 juin 2026 transmis au Bourgmestre faisant fonction ;
Considérant que d'après le rapport susmentionné, l'ordonnance de police adoptée par le conseil communal en sa séance du 25 mars 2026, a eu un impact globalement positif ;
Que les mesures prises semblent ainsi réduire la pression criminelle et les faits de grande violence dans le périmètre ;
Qu'il ressort par conséquent des éléments disponibles une baisse réelle de la criminalité violente que sont les vols avec violences, les coups et blessures et les homicides ;
Considérant qu'une autorité publique normalement prudente et diligente doit tenir compte des constats et des recommandations émis par les services opérationnels chargés du maintien de l'ordre; que le Conseil d'État souligne dans un arrêt n°241.671 du 30 mai 2018 que : « toute loi de police administrative habilite les autorités compétentes à prendre des mesures préventives tendant à éviter des troubles à l'ordre public avant qu'ils ne surviennent » et que

« l'autorité dispose à cet égard d'un large pouvoir d'appréciation et peut prendre en compte toute situation potentiellement dangereuse et tout risque, même faible, pour la sécurité publique ;

Considérant que l'Ordonnance de police adoptée par le conseil communal en sa séance du 25 mars 2026, s'inscrit dans une démarche générale d'évaluation périodique; que le conseil communal estime eu égard à ce qui précède qu'un assouplissement de la mesure qu'il a initialement votée en sa séance du 25 mars 2026 est indiquée et ce afin de ne pas apporter une restriction excessive aux libertés par rapport à ce qu'exigent la situation et le maintien de l'ordre public ;

Considérant qu'il ne s'agit dès lors pas d'un simple renouvellement des mesures initialement votées le 25 mars 2026 ; que la présente ordonnance de police ne fait par conséquent pas de l'interdiction, la règle, et de la liberté, l'exception ;

ORDONNE

Article 1

L'ordonnance de police s'applique dans le périmètre ci-annexé et délimité par :

- la rue du Progrès (incluse)
- la rue des Palais (incluse)
- la place Liedts (incluse)
- la rue Royale (incluse)

Article 2

Les lieux accessibles au public en vue du divertissement, de la consommation ou vente de denrées alimentaires, de la consommation ou vente de boissons alcoolisées (établissements HoReCa et assimilés, carrées et salons de prostitution, librairies-presses, etc.) et non soumis à un régime horaire plus restrictif, situés sur le territoire repris sur la carte ci-annexée devront respecter les horaires suivants et ne pourront rouvrir au plus tôt qu'à partir de 6h du matin :

- les nuits du lundi au mardi, mardi au mercredi, mercredi au jeudi, jeudi au vendredi et dimanche au lundi : fermeture à 1h du matin au plus tard ;
- les nuits du vendredi au samedi et samedi au dimanche ainsi que la veille du jour férié du 21 juillet 2026 : fermeture à 3h du matin au plus tard.

Article 3

§1. Selon la procédure définie dans la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales :

- sera puni d'une amende administrative de maximum 500 euros, quiconque contrevient aux dispositions de l'ordonnance ;
- sera prononcée par le Collège des bourgmestre et échevins après un avertissement préalable, la fermeture administrative à titre temporaire ou définitif de tout établissement qui contrevient aux dispositions de l'ordonnance ;

§2. La zone de police Bruxelles Nord est chargée de l'exécution de l'ordonnance au besoin par la contrainte et la force conformément aux dispositions de l'article 37 de la loi sur la fonction de police.

Article 4

L'ordonnance de police entre en vigueur le 2 juillet 2026 et est d'application jusqu'au 2 octobre 2026 inclus.

Article 5

Un recours en annulation ainsi qu'un éventuel recours en suspension peuvent être introduits par requête auprès du Conseil d'Etat (rue de la Science 33 à 1040 Bruxelles) dans un délai de 60 jours à compter de la publication de la présente ordonnance.

DE GEMEENTERAAD

Besloten, met 30 stem(men) tegen 9 en 0 onthouding(en). 2 leden hebben niet gestemd

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, in het bijzonder de artikelen 112, 114, 119, 119bis, 121 en 135, § 2;

Gelet op de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties;

Gelet op het Besluit van 02 april 2024 van de minister-president van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tot invoering van enkele bestuurlijke politimaatregelen die bedoeld zijn om overlast als gevolg van de in het gewest vastgestelde geweldplegingen die te maken hebben met drugshandel, -verkoop en -gebruik, te voorkomen en het herstel van de openbare orde te bevorderen;

Gelet op het besluit van 2 maart 2026 van de minister-president van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tot invoering van enkele bestuurlijke politimaatregelen die bedoeld zijn om overlast als gevolg van de in het gewest vastgestelde geweldplegingen die te maken hebben met drugshandel, -verkoop en -gebruik, te voorkomen en het herstel van de openbare orde te bevorderen;

Gelet op de wet van 10 november 2006 betreffende de openingsuren in handel, ambacht en dienstverlening;

Gelet op de Politieverordening betreffende de raamprostitutie, aangenomen door de gemeenteraad tijdens zijn vergadering van 25 september 2013;

Gelet op de Politiereglement betreffende de sluitingsuren van slijterijen, aangenomen door de gemeenteraad tijdens zijn vergadering van 30 mei 2018;

Get op de Reglement betreffende de uitbating van een horecazaak, aangenomen door de gemeenteraad tijdens zijn vergadering van 25 juni 2025;

Gelet op de betreffende de toelatingen en de uitbatingsvoorwaarden van nachtwinkels en private bureaus voor telecommunicatie en krantenwinkels, aangenomen door de gemeenteraad tijdens zijn vergadering van 16 oktober 2024;

Gelet op het administratief politierapport «HotSpot Quartier Nord» van 10 juni 2026;

Overwegende dat het administratieve politierapport «HotSpot Quartier Nord» van 12 maart 2026, dat aan de waarnemend burgemeester is toegezonden, wijst op gevallen van gewelddadige diefstal, geluidsoverlast, dronkenschap, geweld en wangedrag die met name tussen 01.00 en 06.00 uur plaatsvinden in het gebied dat wordt begrensd door Vooruitgangstraat, Paleizenstraat, Het Liedtsplein en Koningsstraat;

Overwegende dat in het bovengenoemde administratieve rapport bovendien wordt vermeld dat de nachtelijke activiteiten in verband met uitgaansgelegenheden die tot laat open zijn en met prostitutie (24 uur per dag open) een belangrijker rol spelen bij de incidenten die zich in het genoemde gebied voordoen;

Overwegende dat de gemeenteraad bijgevolg tijdens zijn zitting van 25 maart 2026 een politieverordening heeft aangenomen, op grond waarvan de voor het publiek toegankelijke plaatsen voor vermaak, de consumptie of verkoop van levensmiddelen, de consumptie of verkoop van alcoholische dranken (HoReCa-inrichtingen en soortgelijke zaken, prostitutielokalen en -salons, enz.) en die niet onderworpen zijn aan strengere openingstijden, gelegen binnen een door de gemeente afgebakend gebied, dagelijks en in het weekend uiterlijk om 1 uur 's nachts moeten sluiten en op zijn vroegst pas vanaf 6 uur 's ochtends weer mogen openen;

Overwegende dat de politiedienst een eerste balans opmaakt van de maatregel die door de gemeenteraad tijdens zijn zitting van 25 maart 2026 is aangenomen; dat deze eerste balans is opgenomen in het administratief politierapport van 10 juni 2026 dat aan de waarnemend burgemeester is toegezonden;

Overwegende dat volgens het bovengenoemde rapport de politieverordening die door de gemeenteraad tijdens zijn vergadering van 25 maart 2026 is aangenomen, over het algemeen een positief effect heeft gehad; dat de maatregelen de criminele druk en de gevallen van ernstig geweld in het gebied lijken te verminderen; dat uit de beschikbare gegevens bijgevolg een daadwerkelijke daling blijkt van de geweldsmisdrijven, zoals gewelddadige diefstallen, mishandeling en moord;

Overwegende dat een normaal voorzichtige en zorgvuldige overheidsinstantie rekening moet houden met de bevindingen en aanbevelingen van de operationele diensten die belast zijn met de handhaving van de openbare orde; dat de Raad van State in arrest nr. 241.671 van 30 mei 2018 benadrukt dat: „elke wet inzake administratieve politie de bevoegde autoriteiten machtigt om preventieve maatregelen te nemen om verstoringen van de openbare orde te voorkomen voordat deze zich voordoen” en dat „de autoriteit in dit verband over een ruime beoordelingsbevoegdheid beschikt en rekening kan houden met elke potentieel gevaarlijke situatie en elk risico, hoe klein ook, voor de openbare veiligheid;

Overwegende dat de politieverordening die door de gemeenteraad tijdens zijn vergadering van 25 maart 2026 is aangenomen, past in een algemeen beleid van periodieke evaluatie; dat de gemeenteraad, gelet op het voorgaande, van mening is dat een versoepeling van de maatregel die hij aanvankelijk tijdens zijn vergadering van 25 maart 2026 heeft aangenomen, aangewezen is, teneinde de vrijheden niet buitensporig te beperken in verhouding tot wat de situatie en de handhaving van de openbare orde vereisen;

Overwegende dat het derhalve niet gaat om een loutere verlenging van de maatregelen die aanvankelijk op 25 maart 2026 zijn aangenomen; dat dit politiebesluit bijgevolg niet het verbod

tot regel en de vrijheid tot uitzondering maakt;

BESLUIT

Artikel 1

De Politieverordening is van toepassing binnen het bijgevoegde gebied, begrensd door:

- Vooruitgangstraat (inbegrepen)
- Paleizenstraat (inbegrepen)
- Het Liedtsplein (inbegrepen)
- Koningsstraat (inbegrepen)

Artikel 2

Plaatsen die voor het publiek toegankelijk zijn voor vermaak, de consumptie of verkoop van levensmiddelen, de consumptie of verkoop van alcoholische dranken (HoReCa-bedrijven en soortgelijke instellingen, bordelen en prostitutiesalons, boek- en krantenwinkels, enz.) die niet onderworpen zijn aan een strenger openingsurenregime, en die gelegen zijn op het grondgebied dat op de bijgevoegde kaart is aangegeven, moeten de volgende openingstijden naleven en mogen op zijn vroegst pas vanaf 6.00 uur 's ochtends weer openen:

- in de nachten van maandag op dinsdag, dinsdag op woensdag, woensdag op donderdag, donderdag op vrijdag en zondag op maandag: sluiting uiterlijk om 1.00 uur 's ochtends;
- in de nachten van vrijdag op zaterdag en van zaterdag op zondag evenals de dag voor de feestdag van 21 juli 2026 : sluiting uiterlijk om 3.00 uur 's ochtends.

Artikel 3

§1. Overeenkomstig de procedure zoals vastgelegd in de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties :

- wordt een administratieve boete van maximaal 500 euro opgelegd aan eenieder die de bepalingen van dit besluit overtreedt;
- zal het College van burgemeester en schepenen, na een voorafgaande waarschuwing, de tijdelijke of definitieve administratieve sluiting uitspreken van elke inrichting die de bepalingen van dit besluit overtreedt.

§2. De politiezone "Noord" is belast met de handhaving van het besluit, indien nodig met gebruik van dwang en geweld, overeenkomstig de bepalingen van artikel 37 van de wet op de politiefunctie.

Artikel 4

Het besluit treedt in werking op 2 juli 2026 en is van toepassing tot en met 2 oktober 2026.

Artikel 5

Een beroep tegen deze beslissing kan worden ingediend door middel van een verzoekschrift bij de Raad van State (Wetenschapsstraat, 33, 1040 Brussel), binnen een termijn van 60 kalenderdagen te tellen vanaf de bekendmaking.

FINANCES / RECEVEUR COMMUNAL -- FINANCIËN / GEMEENTEONTVANGER

Fiscalité locale -- Lokale fiscaliteit

SP 121.- Réglementation fiscale générale sur les mesures de soutien économique aux établissements accessibles au public à 1h du matin au plus tard dans le Quartier Nord –
Instauration -- Algemeen fiscaal reglement houdende economische steunmaatregelen voor alle voor het publiek toegankelijke inrichtingen onderworpen aan een verplichte sluiting in de Noordwijk– Invoering

Ce point est traité en même temps que le point 107 en début de séance -- Dit punt wordt samen met punt 107 aan het begin van de vergadering behandeld

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

L'urgence est admise à l'unanimité. -- De dringendheid wordt eenparig aangenomen.

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté

Vu l'article 170, § 4 de la Constitution, qui consacre l'autonomie fiscale des Communes sous

réserve des exceptions légales ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 117, alinéa 1 et l'article 118, alinéa 1 ;

Vu l'ordonnance du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière des taxes communales telle que modifiée à ce jour ;

Vu la loi du 23 mars 1999 relative à l'organisation judiciaire en matière fiscale ;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale, telle que modifiée à ce jour ;

Vu l'ordonnance de police du 25 mars 2025 portant fermeture de tous les établissements accessibles au public à 1h du matin au plus tard dans le Quartier Nord, telle que modifiée à ce jour ;

Vu sa délibération du 29 mars 2023 votant le règlement taxe sur les débits de boissons autorisés à rester ouverts en dehors des heures d'ouverture fixées par le règlement de police, pour les exercices d'imposition 2023 à 2027 ;

Vu sa délibération du 17 décembre 2025 votant le règlement taxe sur les lieux de prostitution en vitrine, pour les exercices d'imposition 2026 à 2030 ;

Considérant que dans l'article 2 de l'ordonnance de police du 25 mars 2025 portant fermeture de tous les établissements accessibles au public à 1h du matin au plus tard dans le Quartier Nord, il est indiqué : « doivent être fermés au plus tard tous les jours de la semaine et du week-end à 1h du matin et ne pourront rouvrir au plus tôt qu'à partir de 6h du matin » et que donc aucun fait générateur de la taxe peut être constaté ;

Considérant que l'octroi d'une aide pour une journée entière se justifie dans la mesure où la fermeture partielle obligatoire a un impact sur l'exploitation de l'établissement pendant toute la journée concernée ; l'exploitant reste confronté aux mêmes frais d'exploitation fixes, tandis qu'une partie du chiffre d'affaires est définitivement perdue ;

Considérant que la fermeture obligatoire affecte en premier lieu l'activité du travailleur du sexe, alors que l'exploitant d'un salon de prostitution en vitrine n'exerce pas nécessairement lui-même l'activité économique directement touchée, il est justifié de seulement soutenir l'exploitant d'une carrée, car c'est lui qui exerce le travail du sexe ;

Vu, pour le surplus, le rapport du Collège des Bourgmestre et Echevins du 24 juin 2026 et le dossier administratif ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

ARRETE

Article 1

Le présent règlement vise les établissements accessibles au public dans le Quartier Nord soumis à des mesures de fermeture obligatoire.

Article 2

Les règlements-taxes visées sont suspendues pour une période déterminée qui prendra effet le 1er avril 2026 et s'étendra jusqu'à la fin de la fermeture obligatoire.

Article 3

Sont suspendus :

1. La taxe prévue dans le règlement-taxe sur les débits de boissons autorisés à rester ouverts en dehors des heures d'ouverture fixées par le règlement de police tel qu'approuvé par le Conseil Communal le 29 mars 2023 ;
2. La taxe sur une carrée prévue dans le règlement-taxe sur les lieux de prostitution en vitrine tel qu'approuvé par le Conseil Communal le 17 décembre 2025.

Article 4

Ce présent règlement entre en vigueur le 1^{er} avril 2026.

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

Gelet artikel 170, § 4 van de Grondwet, die zich wijdt aan de fiscale autonomie van de gemeenten onder voorbehoud van wettelijke beperkingen;

Gelet op de nieuwe gemeentewet namelijk artikel 117, alinea 1, en artikel 118, alinea 1;

Gelet op de ordonnantie van het Brusselse Hoofdstedelijke Raad van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen, zoals gewijzigd tot op heden;

Gelet op de wet van 23 maart 1999 betreffende de gerechtelijke regeling op gebied van fiscaliteit;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 betreffende de regeling van administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, zoals gewijzigd tot op heden;
Gelet de politieverordening van 25 maart 2026 inzake de sluiting van alle voor het publiek toegankelijke inrichtingen uiterlijk om 01.00 in de wijk Noord, zoals gewijzigd tot op heden;
Gezien het raadsbesluit van 29 maart 2023 betreffende de belasting op de drankgelegenheden toegelaten open te blijven buiten de openingsuren vastgesteld door het politiereglement, goedkeurt voor de aanslagjaren 2023 tot 2027;

Gezien het raadsbesluit van 17 december 2025 betreffende de belasting op de raamprostitutieruimten, goedkeurt voor de aanslagjaren 2026 tot 2030;

Overwegende dat in artikel 2 van de politieverordening van 25 maart 2026 inzake de sluiting van alle voor het publiek toegankelijke inrichtingen uiterlijk om 01.00 in de wijk Noord vermeldt: "moeten elke dag van de week en in het weekend uiterlijk om 01.00 uur sluiten en mogen op zijn vroegst om 06.00 uur weer openen..." en dus hierdoor geen belastbare feiten kunnen worden vastgesteld;

Overwegende dat de toekenning van een ondersteuning voor een volledige dag is gerechtvaardigd omdat de verplichte gedeeltelijke sluiting een impact heeft op de exploitatie van de inrichting gedurende de gehele betrokken dag; de uitbater geconfronteerd blijft met dezelfde vaste exploitatiekosten, terwijl een deel van de omzet definitief verloren gaat;

Overwegende dat de verplichte sluiting in eerste instantie de activiteit van de sekswerker treft, terwijl de uitbater van een salon voor raamprostitutie niet noodzakelijk zelf de rechtstreeks getroffen economische activiteit uitoefent, het gerechtvaardigd is enkel de uitbater van een peeskamer te ondersteunen omdat die het sekswerk verricht;

Gelet bovendien, op het verslag van het College van Burgemeester en Schepenen van 24 juni 2026 en het administratief dossier;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT

Artikel 1

Worden door dit besluit beoogd, de alle voor het publiek toegankelijke inrichtingen onderworpen aan een verplichte sluiting in de Noordwijk.

Artikel 2

De beoogde belastingen worden opgeschort voor een bepaalde periode die ingaat vanaf 1 april 2026 en loopt tot het einde van de verplichte sluiting

Artikel 3

Zijn opgeschort:

1. De belasting voorzien in het belastingreglement op de drankgelegenheden toegelaten open te blijven buiten de openingsuren vastgesteld door het politiereglement zoals goedgekeurd in de gemeenteraad van 29 maart 2023;
2. De belasting op de peeskamers voorzien in het belastingreglement op de raamprostitutieruimten zoals goedgekeurd in de gemeenteraad van 17 december 2025.

Artikel 4

Dit onderhavige reglement treedt in voege op 1 april 2026.

SECRÉTAIRE COMMUNAL -- GEMEENTESCRETARIS

Bureau des Assemblées -- Kantoor der Vergaderingen

SP 1.- Conseil de l'Action Sociale - Remplacement de Monsieur Maxime Baudaux - Election de Monsieur Johan BASILIADES -- Ocmw-raad - Vervanging van de heer Maxime Baudaux - Verkiezing van de heer Johan BASILIADES

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté

Vu la loi du 8 juillet 1976 organique des Centres publics d'action sociale et les modifications apportées ;

Attendu que, conformément à l'article 6 et 6§4 de la loi précitée, le Conseil de l'action sociale de la commune est composé de quatorze membres ;

Vu l'article 17 de cette même loi, qui dispose que "Lorsqu'un membre effectif cesse de faire partie du conseil de l'action sociale avant l'expiration de son mandat et qu'il n'a plus de suppléant, tous les conseillers communaux encore en fonction qui avaient signés l'acte de présentation du membre à remplacer peuvent présenter un nouveau candidat membre effectif et au moins deux candidats suppléants de sexe différent. Dans ce cas, ces candidats sont proclamés élus, les candidats suppléants dans l'ordre de leur numérotation" ;

Vu le mail de démission comme membre du Conseil de l'action sociale présenté par Monsieur Maxime Baudaux ;

Attendu que dans l'acte de présentation introduit par Monsieur Vincent Vanhalewyn, en date du 6 décembre 2024, il n'y a pas de 3^{ème} suppléant ;

Vu l'acte de présentation déposé par Monsieur Vincent Vanhalewyn en date 15 juin 2026, qui présente Monsieur Johan BASILIADES ;

Considérant qu'il y a donc lieu de proclamer Monsieur Johan BASILIADES élu au sens de l'article 17 de la loi précitée ;

DECIDE

de désigner Monsieur Johan BASILIADES, née le 09/04/1969, domicilié avenue Eugène Demolder, 1 bte 6 à 1030 Bruxelles, comme conseiller de l'action sociale en remplacement de Monsieur Maxime Baudaux

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

Gelet op de organieke wet van 8 juli 1976 en haar toegebrachte wijzigingen, betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn ;

Overwegende dat de Raad voor maatschappelijk welzijn van de gemeente overeenkomstig artikel 6 en 6§4 van de voornoemde wet samengesteld is uit veertien leden ;

Gelet op artikel 17 van diezelfde wet, die het volgende bepaalt : "Wanneer een werkend lid voor het verstrijken van zijn mandaat ophoudt deel uit te maken van de raad voor maatschappelijk welzijn en hij geen opvolger meer heeft, kunnen alle nog in functie zijnde gemeenteraadsleden die de akte van voordracht van het te vervangen lid hadden ondertekend, gezamenlijk een nieuw kandidaat-werkend lid en tenminste twee kandidaat-opvolgers van verschillend geslacht voordragen. In dit geval zijn deze kandidaten gekozen verklaard, de kandidaat-opvolgers in de orde van hun nummering" ;

Gelet op de mail van de heer Maxim Baudaux waarbij hij zijn ontslag als lid van de raad voor maatschappelijk welzijn indient ;

Overwegende dat in de kandidatuurakte ingediend door de heer Vincent Vanhalewyn, op datum van 6 december 2024, er geen derde opvolger aangeduid werd ;

Gelet op de kandidatuurakte, neergelegd door de heer Vincent Vanhalewyn op datum van 15 juni 2026, die de heer Johan BASILIADES voorstelt ;

Overwegende dat de heer Johan BASILIADES daarom moet uitgeroepen worden als verkozene, in toepassing van artikel 17 van de bovenvermelde wet ;

BESLUIT

om de heer Johan BASILIADES, geboren op 09/04/1969, wonende Eugène Demolderlaan ,1 bus 6 te 1030 Brussel, voor te stellen als lid voor de raad van maatschappelijk welzijn, ter vervanging van de heer Maxime Baudaux

SP 2.- Commissions du Conseil communal - Modifications - Pour information -- Commissions van de Gemeenteraad - Wijzigingen - Ter informatie

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté

Vu la nouvelle loi communale et notamment ses articles 100, 117 et 120 ;

Vu le règlement d'ordre intérieur du conseil communal ;

Vu la délibération du conseil communal du 2 décembre 2024 portant création des commissions ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins du 9 juin 2026 ;

PREND POUR INFORMATION

1. La modification des membres dans la composition des commissions ci-dessous :
 - Commission 1 : Sécurité Urbaine - Stratégie et développement urbain - Communication et Participation Citoyenne - Informatique & Smart City - Rénovation urbaine - Grands événements
 - Remplacer Madame Laure Lita par Madame Angelina CHAN
 - Commission 5 : Mobilité - Enseignement néerlandophone - Culture - Jeunesse néerlandophone
 - Remplacer Madame Laure Lita par Madame Angelina CHAN
 - Commission 6 : Enseignement francophone - Accueil extra-scolaire - Petite Enfance - Budget - Santé
 - Remplacer Madame Laure Lita par Madame Angelina CHAN
 - Commission 9 : Propreté publique - Espaces Verts - Enfance - Jeunesse - Famille - Coordination des stages de vacances
 - Remplacer Madame Laure Lita par Madame Marie SPEECKAERT

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

Gelet op de nieuwe gemeentewet en in het bijzonder haar artikelen 100, 117 en 120;

Gelet op het intern huishoudelijk reglement van de gemeenteraad;

Gelet op het raadsbesluit dd 2 december 2024 bij dewelke commissies gecreëerd werden;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen van 9 juni 2026;

NEEMT TER INFORMATIE

1. De wijziging van de leden in de samenstelling van de hieronder vermelde commissies :
 - Commissie 1 : Stedelijke Veiligheid - Transversaal Strategisch Plan - Externe Relaties - Erfgoed en Franstalige Cultuur
 - Mevrouw Laure Lita wordt vervangen door Mevrouw Angelina CHAN
 - Commissie 5 : Bevolking - Juridische Zaken - Verzekeringen - Beheer van de Relatie met de Burger
 - Mevrouw Laure Lita wordt vervangen door Mevrouw Angelina CHAN
 - Commissie 6 : Sport - Preventie - Sociale cohesie - Eredienst - Jeugd
 - Mevrouw Laure Lita wordt vervangen door Mevrouw Angelina CHAN
 - Commissie 9 : Openbare netheid - Groene Ruimten - Jonge Kind - Kinderen - Naschoolse opvang - Dierenwelzijn
 - Mevrouw Laure Lita wordt vervangen door Mevrouw Marie SPEECKAERT

SP 3.- Rapport sur la transparence des rémunérations et avantages des mandataires publics bruxellois et sur l'Administration et la situation des affaires de la commune - Exercice 2025 - Pour information -- Jaarverslag over de transparantie van de bezoldigingen en voordelen van de Brusselse openbaar mandatarissen en het bestuur en de toestand der zaken van de Gemeente - Dienstjaar 2025 - Ter informatie

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté

Vu la nouvelle loi communale ;

Vu les articles 117 et 123 de la nouvelle loi communale ;

Vu les prescriptions de l'ordonnance du 14 décembre 2017 ;

Vu l'article 96 de la nouvelle loi communale ;

Vu la décision du collège du 26 mai 2026 ;

PREND POUR INFORMATION

Le rapport annuel sur la transparence des rémunérations et avantages des mandataires publics bruxellois et sur l'Administration et la situation des affaires de la commune - exercice 2025.

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

Gelet op de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de artikelen 117 en 123 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de voorschriften van de ordonnantie van 14 december 2017;

Gelet op artikel 96 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op het besluit van het college van 26 mei 2026;

NEEMT TER INFORMATIE

Het jaarverslag over de transparantie van de bezoldigingen en voordelen van de Brusselse openbare mandatarissen en over het bestuur en de toestand van de gemeente - boekjaar 2025.

SP 4.- ASBL Jeunes Schaerbeekois au Travail - JST - Remplacement d'un représentant à l'Assemblée Générale et au Conseil d'Administration -- VZW Jeunes Schaerbeekois au Travail - JST - Vervanging van een vertegenwoordiger bij de Algemene Vergadering en aan de Raad van Bestuur

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté

Vu la Nouvelle Loi Communale et plus particulièrement son article 120 § 2 ;

Vu les statuts de l'ASBL Jeunes Schaerbeekois au Travail - JST ;

Vu la désignation de Monsieur Ritvan GÖKTAS comme représentant de la commune à l'Assemblée Générale et au Conseil d'Administration de l'ASBL Jeunes Schaerbeekois au Travail - JST, lors du Conseil communal du 28 mai 2025 ;

Vu le courriel de Monsieur Ritvan GÖKTAS présentant sa démission, du 10.06.2026 ;

Vu le mail de Monsieur Georges VERZIN, Conseiller Communal et Chef de groupe du 4 juin 2026 ;

Vu la décision du Collège du 16 juin 2026 ;

DECIDE

De désigner Madame Sabrina BOUDIS en remplacement de Monsieur Ritvan GÖKTAS à l'Assemblée Générale et au Conseil d'Administration de l'ASBL Jeunes Schaerbeekois au Travail - JST.

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

Gelet op de nieuwe gemeentewet en meer bepaald op artikel 120, § 2;

Gelet op de statuten van de vzw Jeunes Schaerbeekois au Travail - JST;

Gelet op de benoeming van de heer Ritvan GÖKTAS als vertegenwoordiger van de gemeente in de Algemene Vergadering en de Raad van Bestuur van de vzw Jeunes Schaerbeekois au Travail - JST, tijdens de gemeenteraadsvergadering van 28 mei 2025;

Gelet op de e-mail van de heer Ritvan GÖKTAS waarin hij zijn ontslag indient, van 10.06.2026;

Gelet op de e-mail van de heer Georges VERZIN, gemeenteraadslid en fractievoorzitter, van 4 juni 2026;

Gelet op het besluit van het College van 16 juni 2026;

BESLUIT

Mevrouw Sabrina BOUDIS aan te wijzen ter vervanging van de heer Ritvan GÖKTAS in de Algemene Vergadering en de Raad van Bestuur van de vzw Jeunes Schaerbeekois au Travail - JST.

SP 5.- IrisNet - Assemblée Générale Ordinaire - 11 juin 2026 - Pour information -- IrisNet-
Algemene Vergadering - 11 juni 2026 - Ter informatie

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté -- Goedgekeurd met eenparigheid van
stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté

Vu la Nouvelle Loi Communale et notamment ses articles 100, 117 et 120 ;
Vu le mail du 27 mai 2026 d'IrisNet invitant la commune de Schaerbeek à participer à une
Assemblée Générale Ordinaire se tenant le 11 juin 2026 ;
Vu qu'aucun mandataire n'a été désigné lors des désignations aux seins des différentes
structures ;
Vu qu'il y a lieu de désigner un membre afin de pouvoir assister à cette Assemblée Générale ;
Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins du 2 juin 2026 ;
DECIDE
de désigner Monsieur Vincent VANHALEWYN pour représenter la commune lors de cette
Assemblée Générale Ordinaire du 11 juin 2026.

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

Gezien de Nieuwe Gemeentewet en met name de artikelen 100, 117 en 120 daarvan;
Gezien de e-mail van 27 mei 2026 van IrisNet waarin de gemeente Schaarbeek wordt
uitgenodigd om deel te nemen aan een gewone algemene vergadering die op 11 juni 2026
plaatsvindt;
Overwegende dat er geen vertegenwoordiger is aangewezen tijdens de benoemingen binnen
de verschillende structuren;
Overwegende dat er een lid moet worden aangewezen om deze Algemene Vergadering bij te
wonen;
Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen van 2 juni 2026;
BESLUIT
de heer Vincent VANHALEWYN aan te wijzen om de gemeente te vertegenwoordigen tijdens
deze Gewone Algemene Vergadering van 11 juni 2026.

SP 6.- Port de Bruxelles s.a. - Assemblée Générale Extraordinaire - 26.06.2026 - Pour
information -- Port de Bruxelles s.a. - Buitengewone Algemene Vergadering - 26.06.2026
- Ter informatie

Ce point est retiré de l'ordre du jour -- Dit punt wordt aan de agenda onttrokken

SP 7.- Vivaqua - Assemblée Générale Extraordinaire - 29 juin 2026 - Pour information --
Vivaqua - Buitengewone Algemene Vergadering - 29 juni 2026 - Ter informatie

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté -- Goedgekeurd met eenparigheid van
stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté

Vu la Nouvelle Loi Communale et notamment ses articles 100, 117 et 120 ;
Vu le courrier du 13 mai 2026 de Vivaqua invitant la commune de Schaerbeek à participer à
une Assemblée Générale Extraordinaire se tenant le 29 juin 2026 ;
Vu l'ordre du jour proposant une modification statutaire ;
Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins du 26 mai 2026 ;

DECIDE

1. De prendre acte que Monsieur Köksal, Monsieur de Brabant, Madame Belkhatir, Monsieur Yildiz, Madame Lorenzino et Madame Durant représenteront la Commune lors de cette assemblée générale extraordinaire ;
2. De prendre acte des changements proposés dans la proposition de la modification des statuts de Vivaqua

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet en in het bijzonder haar artikelen 100, 117 en 120;
Gezien de brief van 13 mei 2026 van Vivaqua waarin de gemeente Schaarbeek wordt uitgenodigd om deel te nemen aan een buitengewone algemene vergadering die op 29 juni 2026 zal plaatsvinden;

Gezien de agenda waarin een statutenwijziging wordt voorgesteld;

Op voorstel van het college van burgemeester en schepenen van 26 mei 2026;

BESLUIT

1. Te noteren dat de heer Köksal, de heer de Brabant, mevrouw Belkhatir, de heer Yildiz, mevrouw Lorenzino en mevrouw Durant de gemeente zullen vertegenwoordigen tijdens deze buitengewone algemene vergadering;
2. Kennis te nemen van de wijzigingen die worden voorgesteld in het voorstel tot statutenwijziging van Vivaqua.

FINANCES / RECEVEUR COMMUNAL -- FINANCIËN / GEMEENTEONTVANGER

Dépenses de subventions et Tutelle -- Subsidie uitgaven en Voogdij

SP 12.- CPAS - Compte de l'exercice 2025 - Approbation -- OCMW - Rekening van het dienstjaar 2025 - Goedkeuring

Madame la Présidente du CPAS expose le point

Monsieur Vanhalewyn intervient

Madame Speeckaert, Madame Gervais, Monsieur Degrez et Monsieur Verzin interviennent

Monsieur Vanhalewyn répond

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Décidé, par 30 voix contre 1 et 8 abstention(s). 2 membres n'ont pas voté -- Besloten, met 30 stem(men) tegen 1 en 8 onthouding(en). 2 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Décidé, par 30 voix contre 1 et 8 abstention(s). 2 membres n'ont pas voté

Vu les articles 117, 249 et 255 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu la Loi organique du 8 juillet 1976 des Centres Publics d'Action Sociale, telle que modifiée à ce jour en particulier son article 89 ;

Vu l'Ordonnance du 3 juin 2003 relative à la Tutelle administrative et aux règles financières budgétaires et comptables de la Loi organique du 8 juillet 1976 relative aux Centres d'Aide Sociale - en particulier son article 30 ;

Vu l'Ordonnance du 14 mars 2019 modifiant la Loi organique des Centres Publics d'Action Sociale ;

Considérant que le Comité de Concertation Commune/CPAS du 27 mai 2026 a approuvé le compte 2025 du CPAS ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins du 16 juin 2026 ;

DECIDE

D'approuver le compte de l'exercice 2025 du CPAS.

DE GEMEENTERAAD

Besloten, met 30 stem(men) tegen 1 en 8 onthouding(en). 2 leden hebben niet gestemd

Gelet op artikelen 117, 249 en 255 van het Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de Openbare Centra voor Maatschappelijk Welzijn zoals gewijzigd tot op heden in het bijzondere artikel 89;
Gelet op Ordonnantie van 3 juni 2003 betreffende de administratieve voogdij en de financiëlebegroting- en boekhoudingregels van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de Openbare Centra voor Maatschappelijk Welzijn - in het bijzonder artikel 30;
Gelet op Ordonnantie van 14 maart 2019 tot wijziging van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn;
Overwegende dat het Concertatiecomité Gemeente/OCMW van 27 mei 2026 de rekening 2025 van het OCMW heeft goedgekeurd;
Gelet op de beslissing van het College van Burgmeester en Schepenen van 16 juni 2026;
BESLUIT
De rekening van het dienstjaar 2025 van het OCMW goed te keuren.

SP 13.- CPAS - Modification budgétaire 1 de l'exercice 2026 - Approbation -- OCMW - Begrotingswijziging 1 voor het dienstjaar 2026 - Goedkeuring

Madame la Présidente du CPAS expose le point

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Décidé, par 30 voix contre 3 et 6 abstention(s). 2 membres n'ont pas voté -- Besloten, met 30 stem(men) tegen 3 en 6 onthouding(en). 2 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Décidé, par 30 voix contre 3 et 6 abstention(s). 2 membres n'ont pas voté

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;
Vu la loi du 8 juillet 1976 organique des Centres Publics d'Action Sociale modifié par l'Ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 29 mai 2019 sur les Centres Publics d'Action Sociale ;
Vu l'Arrêté du Collège réuni de la COCOM de la Région de Bruxelles-Capitale du 26 octobre 1995 portant règlement de la nouvelle comptabilité des CPAS de la région ;
Vu la circulaire de la Commission Communautaire Commune du 11 juin 2019 portant sur les nouvelles règles de tutelle applicables aux Centres Publics d'Action Sociale et aux associations visées au chapitre XII de la loi du 8 juillet 1976 organique des Centres Publics d'Action Sociale ;
Vu la délibération du Conseil de l'Action Sociale du 10 juin 2026 approuvant la modification budgétaire 1 de l'exercice 2026 ayant un impact sur la dotation communale au CPAS ;
Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins du 16 juin 2026 ;
DECIDE
D'approuver la modification budgétaire 1 de l'exercice 2026 du CPAS.

DE GEMEENTERAAD

Besloten, met 30 stem(men) tegen 3 en 6 onthouding(en). 2 leden hebben niet gestemd

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet.
Gelet op de organieke wet van 8 juli 1976 van de Openbare Centra voor Maatschappelijk Welzijn, gewijzigd door de verordening van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 29 mei 2019 op de Openbare Centra voor Maatschappelijk Welzijn;
Gelet op het besluit van het Paritair College van het COCOM van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 26 oktober 1995 betreffende de regulering van de nieuwe rekeningen van de OCMW's van het Gewest;
Gelet op de circulaire van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van 11 juni 2019 met betrekking tot de nieuwe toezichtregels die van toepassing zijn op de Openbare Centra voor Maatschappelijk Welzijn op verenigingen bedoeld in hoofdstuk XII van de wet van 8 juli 1976 op de organische Openbare Centra voor Maatschappelijk Welzijn;
Gelet op de beraadslaging van 10 juni 2026 waarbij de Raad voor Maatschappelijke Welzijn de begrotingswijziging 1 van het dienstjaar 2026, met een invloed op de gemeente dotatie aan het OCMW, vastlegt;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen van 16 juni 2026;
BESLUIT
De begrotingswijziging 1 van het dienstjaar 2026 van het OCMW goed te keuren.

Budget -- Begroting

SP 8.- Comptes annuels 2025 - Arrêt provisoire avant approbation définitive par la tutelle régionale -- Jaarrekeningen 2025 - Voorlopige vaststelling voor definitieve goedkeuring door de regionale voogdij

Monsieur Mahieu expose le point

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Décidé, par 31 voix contre 0 et 8 abstention(s). 2 membres n'ont pas voté -- Besloten, met 31 stem(men) tegen 0 en 8 onthouding(en). 2 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Décidé, par 31 voix contre 0 et 8 abstention(s). 2 membres n'ont pas voté

Vu les articles 96 et 240 de la nouvelle loi communale ;

Vu les articles 74 à 79 de l'Arrêté royal du 2 août 1990 portant le Règlement général de la comptabilité communale ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 02 juin 2026 de soumettre les comptes annuels communaux de l'exercice 2025 au Conseil communal ;

Vu les documents en annexe comprenant :

- le compte budgétaire ;
- le compte de résultats de l'exercice 2025 (du 1/1/2025 au 31/12/2025) ;
- le bilan au 31/12/2025 ;
- les annexes aux comptes annuels composées :
 1. de la liste des travaux en cours d'exécution au 31/12/2025 ;
 2. de la situation de la dette communale ;
 3. de la liste des associations subventionnées ;
 4. liste des droits constatés non perçus au 31/12/2025 ;
 5. du rapport d'information sur les Marchés Publics ;
 6. de la justification des soldes des comptes de régularisation ;
 7. du relevé des engagements à reporter de l'exercice 2025 vers 2026 ;
 8. de la liste des non valeurs comptabilisées sur l'exercice 2025 ;
 9. des annexes de contrôle, conformément à la circulaire dd 10.09.1998 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale ;
 10. de la synthèse des mouvements relatifs aux pensions ;
 11. l'annexe relative à la transparence des mandats, des rémunérations et des avantages des mandataires publics schaerbeekois ;
- le rapport des comptes annuels 2025 ;

Vu les résultats des comptes annuels qui se présentent comme suit :

- Le compte budgétaire laisse apparaître un résultat budgétaire (droits nets – engagements) au service ordinaire et à l'exercice propre de - 7.499.929,23 EUR et de - 11.544.107,50 EUR aux exercices cumulés. Au service extraordinaire apparaît un mali budgétaire de + 2.739.115,28 EUR à l'exercice propre et un boni de + 27.459.067,63 EUR aux exercices cumulés ;
- Le résultat comptable (droits nets – imputations) est, au service ordinaire, de + 5.723.600,81 EUR à l'exercice propre et de + 5.483.079,65 EUR aux exercices cumulés. Au service extraordinaire apparaît un boni comptable de + 15.685.313,57 EUR à l'exercice propre et de + 91.645.260,75 EUR aux exercices cumulés ;
- Le compte de résultats enregistre un boni d'exploitation de 74.435.743,95 EUR et un mali exceptionnel de - 64.284.911,39 EUR, totalisant un boni de l'exercice de + 10.150.832,56 EUR ; La rubrique III' du passif –Résultats-, qui reprend les résultats des exercices antérieurs passe dès lors de 137.814.249,63 EUR au 31/12/2024 à 147.965.082,19 EUR au terme de l'exercice 2025 ;

- Au 31/12/2025, l'actif et le passif du bilan s'élèvent à 664.652.934,52 EUR ;

DECIDE

D'arrêter provisoirement les comptes annuels de l'exercice 2025

DE GEMEENTERAAD

Besloten, met 31 stem(men) tegen 0 en 8 onthouding(en). 2 leden hebben niet gestemd

Gelet op artikelen 96 en 240 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op artikelen 74 tot 79 van het Koninklijk Besluit van 2 augustus 1990 houdende het Algemeen Reglement op de Gemeentelijke Comptabiliteit;

Gelet op de beslissing van het College van Burgermeester en Schepenen van 02 juni 2026 om de gemeentelijke jaarrekeningen van het dienstjaar 2025 aan de Gemeenteraad voor te leggen; Gelet op de documenten als bijlage die omvatten:

- de begrotingsrekening;
- de resultatenrekening van het dienstjaar 2025 (van 1/1/2025 tot 31/12/2025);
- de balans op 31/12/2025;
- de bijlagen bij de jaarrekeningen, bestaande uit:
 1. de lijst van de werken in uitvoering op 31/12/2025;
 2. de toestand van de gemeentelijke schuld;
 3. de lijst van de gesubsidieerde verenigingen;
 4. de lijst van de nog te innen vastgestelde rechten op 31/12/2025;
 5. de reporting ivm inlichtingen over de openbare aanbestedingen;
 6. de rechtvaardiging van de saldo's van de regularisatie-rekeningen;
 7. de lijst van de overdracht vastgelegde uitgaven van 2025 naar 2026;
 8. de lijst van de onwaarden geboekt op het dienstjaar 2025;
 9. de controlebijlagen, overeenkomstig de omzendbrief dd 10.09.1998 van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;
 10. de synthese ivm de verrichtingen mbt de Pensioenen;
 11. de bijlage betreffende de transparantie van mandaten, vergoedingen en voordelen van openbare mandatarissen van Schaarbeek;
- de commentaren aan de jaarrekeningen 2025;

Gelet op de resultaten van de rekeningen:

- Op de gewone dienst vertoont de begrotingsrekening een begrotingsresultaat (netto rechten – vastleggingen) van - 7.499.929,23 EUR op het eigen dienstjaar en van - 11.544.107,50 EUR op de gecumuleerde dienstjaren. Op de buitengewone dienst bedraagt het batig begrotingsresultaat + 2.739.115,28 EUR op het eigen dienstjaar en + 27.459.067,63 EUR op de gecumuleerde dienstjaren;
- Het boekhoudkundig resultaat op de gewone dienst (netto rechten – aanrekeningen) bedraagt + 5.723.600,81 EUR op het eigen dienstjaar en + 5.483.079,65 EUR op de gecumuleerde dienstjaren. Op de buitengewone dienst is er een boekhoudkundig resultaat van + 15.685.313,57 EUR op het eigen dienstjaar en van + 91.645.260,75 EUR op de gecumuleerde dienstjaren;
- De resultatenrekening registreert een batig exploitatieresultaat van 74.435.743,95 EUR en een uitzonderlijk nadelig resultaat van - 64.284.911,39 EUR, hetgeen in totaal een batig resultaat van het dienstjaar oplevert van + 10.150.832,56 EUR;
- Bijgevolg, wordt het bedrag van de rubriek III'van het passief-Résultats-, dat de resultaten van de voorgaande dienstjaren weergeeft, van 137.814.249,63 EUR op 31/12/2024 gebracht op 147.965.082,19 EUR op het einde van het dienstjaar 2025;
- Op 31/12/2025, bedragen het actief en het passief 664.652.934,52 EUR;

BESLUIT

De jaarrekeningen van het dienstjaar 2025 voorlopig vast te stellen

SP 9.- Budget 2025 - Modification budgétaire de clôture (MB 1/2025 et MB 2/2025) - Approbation --> Begroting 2025 - Afsluitende begrotingswijziging (BW 1/2025 en BW 2/2025) - Goedkeuring

Monsieur Vanhalewyn expose le point
Madame Gervais, Monsieur Verzin, Madame Chan, Monsieur Degrez, Madame Lahssaini et Madame Jodogne interviennent
Monsieur Vanhalewyn répond

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Décidé, par 30 voix contre 7 et 2 abstention(s). 2 membres n'ont pas voté -- Besloten, met 30 stem(men) tegen 7 en 2 onthouding(en). 2 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Décidé, par 30 voix contre 7 et 2 abstention(s). 2 membres n'ont pas voté

Vu la Circulaire du 3 mars 2026 relative à la clôture des comptes communaux de l'exercice 2025 ;
Vu l'article 8.4 du Règlement Générale de Comptabilité Communale ;
Vu la Circulaire du 1er février 2006 relative à la problématique des prélèvements ;
Sur proposition du Collège des Bourgmestre et des Echevins du 9 juin 2026 ;
DECIDE
d'approuver les modifications budgétaires 1 & 2 de clôture de l'exercice 2025.

DE GEMEENTERAAD

Besloten, met 30 stem(men) tegen 7 en 2 onthouding(en). 2 leden hebben niet gestemd

Gelet op de Omzendbrief van 3 maart 2026 betreffende de afsluiting van de gemeenterekeningen voor het dienstjaar 2025;
Gelet op het artikel 8.4 van het Algemeen Reglement op de Gemeentelijke Boekhouding;
Gelet op de Omzendbrief van 1 februari 2006 betreffende het probleem van de overboekingen;
Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen van 9 juni 2026;
BESLUIT
de afsluitende begrotingswijzigingen 1 & 2 van het boekjaar 2025 goed te keuren.

SP 10.- Budget 2026 - Modification budgétaire ordinaire (MB1) - Approbation -- Begroting 2026 - Gewone begrotingswijziging (BW1) – Goedkeuring

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Décidé, par 30 voix contre 9 et 0 abstention(s). 2 membres n'ont pas voté -- Besloten, met 30 stem(men) tegen 9 en 0 onthouding(en). 2 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Décidé, par 30 voix contre 9 et 0 abstention(s). 2 membres n'ont pas voté

Vu les articles 96, 240, 241, 242, 247 et 249 de la Nouvelle loi communale ;
Vu les articles 9, 11, 12, 13 et 14 de l'Arrêté royal du 02/08/1990 portant le règlement général de la comptabilité communale ;
Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins du 16 juin 2026 ;
DECIDE
d'approuver la modification budgétaire ordinaire (MB1) 2026.

DE GEMEENTERAAD

Besloten, met 30 stem(men) tegen 9 en 0 onthouding(en). 2 leden hebben niet gestemd

Gelet op de artikels 96, 240, 241, 242, 247 en 249 van de Nieuwe Gemeentewet;
Gelet op de artikels 9, 11, 12, 13 en 14 van het Koninklijk besluit houdende het algemeen reglement op de gemeentelijke boekhouding;
Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen van 16 juni 2026;
BESLUIT
de gewone begrotingswijziging (BW1) 2026 goed te keuren.

SP 11.- Budget 2026 - Modification budgétaire extraordinaire (MB2) - Approbation --
Begroting 2026 - Buitengewone begrotingswijziging (BW2) – Goedkeuring

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Décidé, par 30 voix contre 9 et 0 abstention(s). 2 membres n'ont pas voté -- Besloten, met 30 stem(men) tegen 9 en 0 onthouding(en). 2 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Décidé, par 30 voix contre 9 et 0 abstention(s). 2 membres n'ont pas voté

Vu les articles 96, 240, 241, 242, 247 et 249 de la Nouvelle loi communale ;
Vu les articles 9, 11, 12, 13 et 14 de l'Arrêté royal du 02/08/1990 portant le règlement général de la comptabilité communale ;
Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins du 16 juin 2026 ;
DECIDE
d'approuver la modification budgétaire extraordinaire (MB2) 2026.

DE GEMEENTERAAD

Besloten, met 30 stem(men) tegen 9 en 0 onthouding(en). 2 leden hebben niet gestemd

Gelet op de artikels 96, 240, 241, 242, 247 en 249 van de Nieuwe Gemeentewet;
Gelet op de artikels 9, 11, 12, 13 en 14 van het Koninklijk besluit houdende het algemeen reglement op de gemeentelijke boekhouding;
Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen van 16 juni 2026;
BESLUIT
de buitengewone begrotingswijziging (BW2) 2026 goed te keuren.

Dépenses de subventions et Tutelle -- Subsidie uitgaven en Voogdij

SP 12.- CPAS - Compte de l'exercice 2025 - Approbation -- OCMW - Rekening van het dienstjaar 2025 - Goedkeuring

Ce point a été exposé avant les débats au point 8

SP 13.- CPAS - Modification budgétaire 1 de l'exercice 2026 - Approbation -- OCMW - Begrotingswijziging 1 voor het dienstjaar 2026 - Goedkeuring

Ce point a été exposé avant les débats au point 8 en même temps que le point 12

Fiscalité locale -- Lokale fiscaliteit

SP 14.- Prise en charge par l'administration fiscale régionale de l'établissement et du recouvrement des centimes additionnels à la taxe régionale sur les établissements d'hébergement touristique – Exercice 2027 -- Belasting van de gewestelijke fiscale administratie met de heffing, de inkohieren, de inning en de invordering van de gemeentelijke opcentiemen op de gewestbelasting op de inrichtingen van toeristisch logies – Aanslagjaar 2027

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté

Vu l'article 170, § 4 de la Constitution ;
Vu l'article 117 de la Nouvelle loi communale ;
Vu l'ordonnance du 23 décembre 2016 relative à la taxe régionale sur les établissements d'hébergement touristique, article 13, § 2 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 26 janvier 2017 établissant les modalités de certains actes prévus par l'ordonnance du 23 décembre 2016 relative à la taxe régionale sur les établissements d'hébergement touristique, article 4/1 ;

Considérant que l'administration fiscale régionale assurera l'établissement, l'enrôlement, la perception et le recouvrement des centimes additionnels à la taxe régionale sur l'hébergement touristique pour l'exercice d'imposition 2027, pour autant que la commune émette le souhait de bénéficier de ce service avant le 30 juin 2026 ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

DECIDE

Article 1^{er} :

De charger l'administration fiscale de la Région de Bruxelles-Capitale de l'établissement, de l'enrôlement, de la perception et du recouvrement des centimes additionnels à la taxe régionale sur les établissements touristiques, pour l'exercice d'imposition 2027.

Article 2 :

De charger le Collège des Bourgmestre et Echevins de la notification de cette décision conformément à l'article 4/1 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 26 janvier 2017 établissant les modalités de certains actes prévus par l'ordonnance du 23 décembre 2016 relative à la taxe régionale sur les établissements d'hébergement touristique.

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

Gelet op artikel 170, § 4 van de Grondwet;

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de ordonnantie van 23 december 2016 betreffende de gewestbelasting op de inrichtingen van toeristisch logies, artikel 13, § 2;

Gelet op besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 26 januari 2017 tot vaststelling van de modaliteiten van bepaalde handelingen voorzien door de ordonnantie van 23 december 2016 betreffende de gewestbelasting op de inrichtingen van toeristisch logies, artikel 4/1;

Overwegende dat de gewestelijke fiscale administratie slechts zal instaan voor de heffing, de inkohiering, de inning en de invordering van de gemeentelijke opcentiemen op de gewestbelasting op de inrichtingen van toeristisch logies voor aanslagjaar 2027 in zoverre de gemeente voor 30 juni 2026 de wens uit om van deze dienstverlening gebruik te maken;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT

Artikel 1:

De fiscale administratie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest te belasten met de heffing, de inkohiering, de inning en de invordering van de opcentiemen op de gewestelijke belasting op de inrichtingen van toeristisch logies voor aanslagjaar 2027.

Artikel 2:

Het College van Burgemeester en Schepenen te belasten met de mededeling van deze beslissing aan de gewestelijke fiscale administratie overeenkomstig artikel 4/1 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 26 januari 2017 tot vaststelling van de modaliteiten van bepaalde handelingen voorzien door de ordonnantie van 23 december 2016 betreffende de gewestbelasting op de inrichtingen van toeristisch logies.

DÉVELOPPEMENT STRATÉGIQUE ET DURABLE -- STRATEGISCHE EN DUURZAME ONTWIKKELING (SDO) -

BUURTLEVEN DIENST

Vie de quartier

SP 15.- "Faire Samen Rasquinet" - Subside annuel et convention à l'AMO AMOS (900€) -
Approbation -- "Faire Samen Rasquinet" - jaarlijkse subsidie en overeenkomst aan de
AMO AMOS (900€) – Goedkeuring

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL
Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté

Vu les articles 117 et 123 de la Nouvelle loi communale ;
Considérant la politique communale visant à investir dans certains quartiers schaarbeekoïses ;
Considérant la dynamique menée dans le cadre de la salle Rasquinet depuis 2021 ;
Considérant l'évaluation positive des collaborations passées avec l'AMO AMOS dans le cadre de cette dynamique ;
Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins du 16 juin 2026 ;
DECIDE
d'approuver le subside annuel et la convention à l'AMO AMOS à hauteur de 900 EUR pour l'année 2026.

DE GEMEENTERAAD
Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

Gelet op de artikelen 117 en 123 van de Nieuwe Gemeentewet;
Gezien het gemeentelijk beleid dat erop gericht is te investeren in bepaalde wijken van Schaarbeek;
Gezien de dynamiek die sinds 2021 in het kader van de Rasquinetzaal tot stand is gekomen;
Gezien de positieve evaluatie van de eerdere samenwerkingen met de AMO AMOS in het kader van deze dynamiek;
Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen van 16 juni 2026;
BESLUIT
de jaarlijkse subsidie en de overeenkomst aan de AMO AMOS ten bedrage van 900 EUR voor het jaar 2026 goed te keuren.

SP 16.- Quartier Nord - Subside annuel et convention avec l'asbl CEIRCP (300€) - Approbation
-- Noordwijk - Jaarlijkse subsidie en overeenkomst aan de vzw CEIRCP (300€) –
Goedkeuring

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL
Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté

Vu les articles 117 et 123 de la Nouvelle Loi Communale ;
Considérant la politique communale visant à investir dans le quartier Nord et à soutenir l'implication citoyenne ;
Considérant la dynamique menée dans le cadre du quartier Nord ;
Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins du 16 juin 2026 ;
DECIDE
d'approuver le subside annuel et la convention à l'asbl CEICRP à hauteur de 300 EUR pour l'année 2026.

DE GEMEENTERAAD
Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

Gelet op de artikelen 117 en 123 van de nieuwe gemeentewet;
Overwegende het gemeentelijk beleid dat erop gericht is te investeren in de Noordwijk en de burgerparticipatie te ondersteunen;
Gezien de dynamiek die in het kader van de noordelijke wijk tot stand is gebracht;
Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen van 16 juni 2026;
BESLUIT
de jaarlijkse subsidie en de overeenkomst met de vzw CEICRP ten bedrage van 300 EUR voor het jaar 2026 goed te keuren.

Accompagnement des personnes -- Begeleiding van personen

SP 17.- Convention d'occupation de la Maison Opale par l'équipe Reach Out (Fedasil) -
Approbation -- Overeenkomst met betrekking tot de bezetting van Maison Opale door
het Reach Out team (Fedasil) – Goedkeuring

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté -- Goedgekeurd met eenparigheid van
stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté

Vu l'obligation pour la Commune de respecter ses engagements contractuels vis-à-vis des
pouvoirs subsidiaires ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Vu la décision du Conseil communal du 26 mars 2025 d'approuver la convention-type relative
aux occupations de la Maison Opale (située au n°2 rue Brichaut à 1030 Schaerbeek) ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 14 octobre 2025 d'approuver la
demande d'occupation de la Maison Opale par l'équipe Reach Out (Fedasil) ;

Considérant les demandes de modifications du service juridique de Fedasil par rapport à la
convention-type ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins du 9 juin 2026 ;

DECIDE

D'approuver la convention d'occupation de la Maison Opale par l'équipe Reach Out (Fedasil)

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

Gelet op de verplichting, voor de Gemeente, om haar contractuele verbintenissen tegenover
de subsidiërende overheid na te komen;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op het Raadsbesluit van 26 maart 2025 tot goedkeuring van een type-overeenkomst met
betrekking tot de bezetting van het Opaalhuis, gelegen Brichautstraat 2 te 1030 Schaarbeek;

Gezien de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 14 oktober 2025 om
de aanvraag voor het gebruik van Maison Opale door het Reach Out-team (Fedasil) goed te
keuren;

Gezien de verzoeken tot wijziging van de juridische dienst van Fedasil met betrekking tot de
type-overeenkomst;

Gelet op het Collegebesluit van 9 juni 2026;

BESLUIT

De overeenkomst goed te keuren voor het gebruik van Maison Opale door het Reach Out-team
(Fedasil)

Mobilité -- Mobiliteit

SP 18.- Proposition de convention pour la mutualisation des 39 places de stationnement
(Palais 42-44) entre BePark et la Commune - Approbation -- Voorstel van overeenkomst
betreffende de mutualisering van de 39 parkeerplaatsen (Paleizenstraat 42-44) tussen
BePark en de Gemeente - Goedkeuring

Monsieur Vanbaelen intervient

Madame Harze répond

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Décidé, par 33 voix contre 6 et 0 abstention(s). 2 membres n'ont pas voté -- Besloten, met 33
stem(men) tegen 6 en 0 onthouding(en). 2 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Décidé, par 33 voix contre 6 et 0 abstention(s). 2 membres n'ont pas voté

Vu les articles 117, 234 de la Nouvelle loi communale ;
Vu la loi du 17 juin 2016 - notamment son article 47 - relative aux marchés publics ;
Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions ;
Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;
Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics ;
Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;
Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Échevins du 9 juin 2026 ;
DÉCIDE
D'approuver la convention ci-annexée conclue entre BePark et la commune de Schaerbeek pour la mutualisation des 39 places de stationnement communales du bâtiment sis rue des Palais 42-44

DE GEMEENTERAAD

Besloten, met 33 stem(men) tegen 6 en 0 onthouding(en). 2 leden hebben niet gestemd

Gelet op artikelen 117, 234 van de nieuwe gemeentewet;
Gelet op de wet van 17 juni 2016 - in het bijzonder artikel 47 - inzake overheidsopdrachten;
Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies;
Gelet op het Koninklijk Besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren;
Gelet op het Koninklijk Besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten;
Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;
Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen van 9 juni 2026;
BESLUIT
de goedkeuring van de hierbij gevoegde overeenkomst afgesloten tussen BePark en de gemeente Schaarbeek betreffende de mutualisering van de 39 gemeentelijke parkeerplaatsen van het gebouw gelegen Paleizenstraat 42-44.

Subventions et partenariats -- Subsidies & partnerships

SP 19.- Contrat de gestion VIA ASBL 2026-2031 - Approbation de la convention --
Beheersovereenkomst VIA vzw 2026-2031 - Goedkeuring van de overeenkomst

Ce point est retiré de l'ordre du jour -- Dit punt wordt aan de agenda onttrokken

SP 20.- FEDER 2021-2027 - Projet "Rénovation/extension du bâtiment rue des Palais 153 (Lustrerie)" - Convention entre la Commune de Schaerbeek et la Région de Bruxelles-Capitale, régissant les modalités du financement FEDER de 1.605.182,53 € - Approbation --
EFRO 2021-2027 - Project "Renovatie/uitbreiding van het gebouw aan Paleizenstraat 153 (Lustrerie)" - Overeenkomst tussen de Gemeente Schaarbeek en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest over de modaliteiten en voorwaarden van de EFRO-financiering van 1.605.182,53 € - Goedkeuring

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL
Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;
Vu la décision du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 10 juillet 2025 de sélectionner le projet "Rénovation/extension du bâtiment rue des Palais 153 (Lustrerie)" dans le cadre du FEDER 2021-2027 ;
Vu l'octroi d'une subvention maximum de 1.605.182,53 € pour le projet ;
Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins du 16 juin 2025 ;
DECIDE
D'approuver la convention entre la Commune de Schaerbeek et la Région de Bruxelles-Capitale ayant pour objet le règlement des modalités de financement du projet "Rénovation/extension du bâtiment rue des Palais 153 (Lustrerie)" dans le cadre du FEDER 2021-2027

DE GEMEENTERAAD
Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;
Gelet op het Besluit van 10 juli 2025 van de Regering van de Brussels Hoofdstedelijk Gewest, ten doel van de selectie van het project "Renovatie/uitbreiding van het gebouw aan Paleizenstraat 153 (Lustrerie)" in het EFRO programma 2021-2027;
Gelet op de bevestiging van een maximaal subsidie van 1.605.182,53 € voor het project;
Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen van 16 juni 2025;
BESLUIT
Om de overeenkomst tussen de Gemeente Schaarbeek en de Brussels Hoofdstedelijk Gewest ten doel van de modaliteiten voor de financiering van het project "Renovatie/uitbreiding van het gebouw aan Paleizenstraat 153 (Lustrerie)" in het kader van het EFRO programma 2021-2027 goed te keuren

AFFAIRES GÉNÉRALES -- ALGEMENE ZAKEN

Affaires juridiques -- Juridische zaken

SP 21.- Régie communale autonome - Autorisation d'exploitation du Neptunium par la RCA -
Approbation -- Autonoom gemeentebedrijf - Machtiging aan het AGB tot exploitatie van het Neptunium – Goedkeuring

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL
Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté

Vu les articles 117 et suivants de la Nouvelle Loi Communale ;
Vu l'Ordonnance du 5 juillet 2018 relative aux modes spécifiques de gestion communale et à la coopération intercommunale, notamment les articles 5 à 31 ;
Vu la délibération du Conseil communal du 15 octobre 2025 créant la Régie communale autonome de Schaerbeek ;
Considérant que le mode de fonctionnement d'une régie communale autonome suppose la cession d'un droit réel par la commune à sa régie communale autonome ;
Qu'en effet, une régie doit disposer d'un droit réel sur les biens afin de pouvoir déduire la TVA payée sur les investissements immobiliers ;
Qu'en l'espèce, le projet d'entreprise de la Régie communale autonome de Schaerbeek approuvé par le Conseil communal le 15 octobre 2025 prévoyait la conclusion d'une emphytéose sur le complexe sportif Terdelt et sur la piscine Neptunium ;
Considérant néanmoins que l'étude notariale, désignée par le Collège des Bourgmestre et Echevins en décembre 2025 pour établir le contrat d'emphytéose, a informé la Commune en mai 2026 qu'elle avait reçu une attestation du sol pour la parcelle de la piscine faisant état d'un cassement en catégorie 0 (parcelle présentant une présomption de pollution non vérifiée) et en catégorie 4 (parcelle polluée en cours d'étude ou de traitement) ;

Que les raisons de ce classement de la parcelle en catégorie 0 et 4 devront être approfondies ;
Qu'en tout état de cause, cela bloque actuellement la conclusion d'une emphytéose car, tel qu'indiqué sur ladite attestation, une reconnaissance de l'état du sol doit à tout le moins être réalisée avant l'alinéation d'un droit réel ;

Que diverses démarches - débouchant potentiellement sur une obligation de traitement du sol - devront donc être effectuées, notamment auprès de Bruxelles Environnement, avant de pouvoir conclure l'emphytéose ;

Considérant, afin de ne pas retarder le lancement des activités de la Régie communale autonome, que la Régie doit par conséquent recevoir un droit personnel pour l'exploitation du Neptunium ;

Qu'il convient dès lors d'autoriser la Régie communale autonome de Schaerbeek à exploiter la piscine Neptunium dans le respect du contrat de gestion liant la Régie et la Commune, des statuts de la Régie ainsi que du projet d'entreprise approuvés par le Conseil communal en séance du 15 octobre 2025 ;

Que cette autorisation prendra cours le 1er juillet 2026 pour une durée indéterminée, dans l'attente de l'alinéation d'un droit réel au profit de la Régie communale autonome ;

DECIDE

Autoriser la Régie communale autonome de Schaerbeek à exploiter à partir du 1er juillet 2026 et ce pour une durée indéterminée le Neptunium dans le respect du contrat de gestion, des statuts de la RCA ainsi que du projet d'entreprise approuvés par le Conseil communal en séance du 15 octobre 2025 ;

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

Gelet op de artikelen 117 en volgende van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de Ordonnantie van 5 juli 2018 betreffende de specifieke gemeentelijke bestuursvormen en de samenwerking tussen gemeenten, met name de artikelen 5 tot 31;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 15 oktober 2025 tot oprichting van het Autonoom Gemeentebedrijf van Schaarbeek;

Overwegende dat de werking van een autonoom gemeentebedrijf veronderstelt dat de gemeente een zakelijk recht overdraagt aan haar autonoom gemeentebedrijf;

Dat een autonoom gemeentebedrijf immers over een zakelijk recht op de goederen moet beschikken om de btw betaald op vastgoedinvesteringen te kunnen aftrekken;

Dat in casu het ondernemingsplan van het Autonoom Gemeentebedrijf van Schaarbeek, goedgekeurd door de Gemeenteraad op 15 oktober 2025, voorziet in de vestiging van een erfpachtrecht op het sportcomplex Terdelt en op het zwembad Neptunium;

Overwegende evenwel dat het notariskantoor, dat door het College van Burgemeester en Schepenen in december 2025 werd aangesteld om de erfpachtovereenkomst op te stellen, de Gemeente in mei 2026 heeft meegedeeld dat het een bodemattest had ontvangen voor het perceel van het zwembad, waaruit blijkt dat dit is opgenomen in categorie 0 (perceel waarvoor een niet-geverifieerd vermoeden van bodemverontreiniging bestaat) en in categorie 4 (verontreinigd perceel waarvoor een bodemonderzoek of bodemsanering lopende is);

Dat de redenen voor de opname van het perceel in categorie 0 en 4 nader moeten worden onderzocht;

Dat dit in ieder geval momenteel de vestiging van een erfpachtrecht verhindert aangezien, zoals vermeld op voormeld bodemattest, minstens een verkennend bodemonderzoek moet worden uitgevoerd voor de overdracht van een zakelijk recht;

Dat derhalve verschillende stappen – die mogelijk kunnen leiden tot een verplichting tot bodemsanering – moeten worden ondernomen, onder meer bij Leefmilieu Brussel, alvorens het erfpachtrecht kan worden gevestigd;

Overwegende dat, teneinde de opstart van de activiteiten van het Autonoom Gemeentebedrijf niet te vertragen, het AGB bijgevolg een persoonlijk recht dient te verkrijgen voor de exploitatie van het Neptunium;

Dat het derhalve aangewezen is het Autonoom Gemeentebedrijf van Schaarbeek te machtigen het zwembad Neptunium uit te baten met inachtneming van de beheersovereenkomst tussen het AGB en de Gemeente, van de statuten van het AGB alsook van het businessplan, goedgekeurd door de Gemeenteraad in zijn zitting van 15 oktober 2025;

Dat deze machtiging ingaat op 1 juli 2026 voor onbepaalde duur, in afwachting van de overdracht van een zakelijk recht ten gunste van het Autonoom Gemeentebedrijf;

BESLUIT

Het Autonoom Gemeentebedrijf van Schaarbeek te machtigen om vanaf 1 juli 2026 en voor onbepaalde duur het Neptunium uit te baten met inachtneming van de beheersovereenkomst, de statuten van het AGB en het businessplan, zoals goedgekeurd door de Gemeenteraad in zijn zitting van 15 oktober 2025.

SP 22.- Régie communale autonome - Plan financier 2026 - Approbation -- Autonoom gemeentebedrijf - Financieel plan 2026 - Goedkeuring

Monsieur Verzin intervient

Monsieur Eraly répond

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté

Vu les articles 117 et suivants de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu l'Ordonnance du 5 juillet 2018 relative aux modes spécifiques de gestion communale et à la coopération intercommunale, notamment les articles 5 à 31 et particulièrement l'article 12 ;

Vu la délibération du Conseil communal du 15 octobre 2025 créant la Régie communale autonome de Schaarbeek ;

Considérant qu'en vertu des articles 6 et 12 de l'Ordonnance susmentionnée, le plan de financement d'une régie communale autonome et ses modifications sont soumis à l'approbation du Conseil communal ;

Que, conformément à l'article 6, un plan triennal de financement avait été approuvé au moment de la constitution de la Régie communale autonome de Schaarbeek en séance du Conseil communal du 15 octobre 2025 ;

Qu'entre-temps, les investissements projetés ont été révisés à la baisse, de sorte qu'un nouveau plan financier a été établi pour 2026, tenant compte de la révision des investissements et actualisant les coûts de fonctionnement ;

Qu'il convient d'approuver ce plan financier en vue du lancement des activités de la Régie communale autonome le 1er juillet 2026 ;

DECIDE

Approuver le plan financier 2026 la Régie communale autonome de Schaarbeek.

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

Gelet op de artikelen 117 en volgende van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de Ordonnantie van 5 juli 2018 betreffende de specifieke gemeentelijke bestuursvormen en de samenwerking tussen gemeenten, met name de artikelen 5 tot 31 en meer bepaald artikel 12;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 15 oktober 2025 tot oprichting van het Autonoom Gemeentebedrijf van Schaarbeek;

Overwegende dat krachtens de artikelen 6 en 12 van voornoemde Ordonnantie het financieringsplan van een Autonoom Gemeentebedrijf en de wijzigingen ervan ter goedkeuring aan de Gemeenteraad moeten worden voorgelegd;

Dat overeenkomstig artikel 6 een driejarig financieringsplan werd goedgekeurd bij de oprichting van het Autonoom Gemeentebedrijf van Schaarbeek tijdens de zitting van de Gemeenteraad van 15 oktober 2025;

Dat intussen de geplande investeringen neerwaarts werden herzien, zodat voor 2026 een nieuw financieel plan werd opgesteld dat rekening houdt met de herziening van de investeringen en met de actualisering van de werkingskosten;

Dat het aangewezen is dit financieel plan goed te keuren met het oog op de opstart van de

activiteiten van het Autonoom Gemeentebedrijf op 1 juli 2026;

BESLUIT

Het financieel plan 2026 van het Autonoom Gemeentebedrijf van Schaarbeek goed te keuren.

Gestion Immobilière -- Vastgoedbeheer

SP 23.- Occupation précaire du bien sis rue d'Hoogvorst 8-14 par l'ASBL ANIMAR - Convention d'occupation à titre précaire - Approbation -- Bezetting ten tijdelijke titel van het pand gelegen Hoogvorststraat 8-14 door de VZW ANIMAR - Bezettingsovereenkomst ten tijdelijke titel – Goedkeuring

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Vu la décision du collège des bourgmestre et échevins du 20/04/2021 ;

Vu la décision du collège des bourgmestre et échevins du 02/05/2023 ;

Vu la décision du collège des bourgmestre et échevins du 22/10/2024 ;

Vu la décision du collège des bourgmestre et échevins du 07/10/2025 ;

Vu la décision du collège des bourgmestre et échevins du 09/06/2026 ;

Considérant qu'il y a lieu de faire droit à ces décisions ;

DECIDE

d'adopter la convention d'occupation à titre précaire, déposée au dossier, du bien sis rue d'Hoogvorst 8-14, par l'ASBL ANIMAR, pour la période allant 1er octobre au 31 décembre 2026.

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de beslissing van het college van burgemeester en schepenen dd. 20/04/2021;

Gelet op de beslissing van het college van burgemeester en schepenen dd. 02/05/2023;

Gelet op de beslissing van het college van burgemeester en schepenen dd. 22/10/2024;

Gelet op de beslissing van het college van burgemeester en schepenen dd. 07/10/2025;

Gelet op de beslissing van het college van burgemeester en schepenen dd. 09/06/2026;

Overwegend dat het betaamt gevolg te geven aan deze beslissingen;

BESLUIT

de bezettingsovereenkomst ten tijdelijke titel, neergelegd in het dossier, van het pand gelegen Hoogvorststraat, 8-14 door de vzw ANIMAR van 01/10/2026 tot en met 31/12/2026 aan te nemen.

SP 24.- Régie communale autonome de Schaerbeek - Bail emphytéotique pour le site Terdelt - Approbation -- Autonoom gemeentebedrijf - Erfpacht voor Terdelt – Goedkeuring

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu sa délibération du 15.10.2025 ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 02.06.2026 ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 09.06.2026 ;

Considérant qu'il y a lieu de faire droit à ces décisions ;

DECIDE

D'adopter le bail emphytéotique, déposé au dossier, entre la Commune de Schaerbeek et la Régie communale autonome de Schaerbeek pour le site Terdelt à partir du 01.07.2026 pour une durée de 35 ans et un canon emphytéotique de 1 €

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op haar beraadslaging dd.15.10.2025;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen dd. 02.06.2026;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen dd. 09.06.2026;

Overwegend dat het betaamt gevolg geven aan deze beslissingen;

BESLUIT

De erfpacht, neergelegd in het dossier, tussen de Gemeente Schaarbeek en het autonoom gemeentebedrijf voor Teldelt vanaf 01.07.2026 voor een tijdperk van 35 jaren en een canon van 1 € aan te nemen

SP 25.- Salle omnisports Kinetix - Boulevard Lambermont, 236 - Convention avec l'asbl Royal Canter Schaerbeek - Salle Omnisports du stade communal - Avenue du Suffrage universel, 22 - Convention avec l'asbl AS Schaerbeek - Approbation -- Omnisportzaal - Lambermontlaan, 236 - Bezettingsovereenkomst met de vzw Royal Canter Schaerbeek - Omnisportzaal van de gemeentelijke stadium - Algemeen Kiesrechtlaan, 22 - Bezettingsovereenkomst met de vzw AS Schaerbeek - Goedkeuring

Madame Jodogne intervient

Monsieur Bouhjar répond

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 21.04.2026 ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 09.06.2026 ;

Considérant qu'il y a lieu de faire droit à ces décisions ;

DECIDE

- D'adopter la convention de gestion, déposée au dossier, de la salle omnisports Kinetix (Boulevard Lambermont, 236 - 1030 Schaerbeek) par l'asbl Royal Canter Schaerbeek à partir du 01.07.2026 pour une durée de 24 mois pour un loyer de 2.000 €/mois
- D'adopter la convention de gestion, déposée au dossier, de la salle omnisports du stade communal (Avenue du Suffrage universel, 22 - 1030 Schaerbeek) par l'asbl AS Schaerbeek à partir du 01.07.2026 pour une durée de 24 mois pour un loyer de 2.000 €/mois et 150 €/forfait/mois de consommations énergétiques

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester et Schepenen dd. 21.04.2026;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester et Schepenen dd. 09.06.2026;

Overwegend dat het betaamt gevolg geven aan deze beslissingen;

BESLUIT

- De beheerbezettingsovereenkomst, neergelegd in het dossier, van de omnisportzaal (Lambermontlaan, 236 - 1030 Schaerbeek) door de vzw Royal Canter Schaerbeek vanaf 01.07.2026 voor een tijdperk van 24 maanden tegen een huurprijs van 2.000 €/maand

aan te nemen

- De beheerbezettingsovereenkomst, neergelegd in het dossier, van de omnisportzaal (Algemeen Kiesrechtlaan, 22 - 1030 Schaarbeek) door de vzw AS Schaarbeek vanaf 01.07.2026 voor een tijdperk van 24 maanden tegen een huurprijs van 2.000 €/maand en vaste kosten voor energieverbruik 150 €/maand aan te nemen

SP 26.- Séniorie Brems - Appartement 1D, frais d'instruction du dossier - Convention d'honoraire - Approbation -- Senioresresidentie Brems - Appartement 1D, dossierkosten – De honorariumovereenkomst – Goedkeuring

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;
Vu la décision du collège des bourgmestre et échevins du 14 avril 2026 ;
Vu la décision du collège des bourgmestre et échevins du 9 juin 2026 ;
Vu la délibération du conseil communal du mois d'avril 2026 ;
Considérant qu'il y a lieu de faire droit à ces décisions ;
DECIDE
D'adopter la convention d'honoraires de Me Delphine Lamarque.

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;
Gelet op de beslissing van het college van burgemeester en schepenen dd. 14 april 2026;
Gelet op de beslissing van het college van burgemeester en schepenen dd. 9 juni 2026;
Gezien het besluit van de gemeenteraad van april 2026;
Overwegend dat het betaamt gevolg te geven aan deze beslissingen;
BESLUIT
Het honorariumreglement van meester Delphine Lamarque goed te keuren.

SP 27.- Transfert de 6 logements communaux au Foyer schaarbeekoïse - Bail emphytéotique - 5ème phase - Approbation - Fermettes, rue de Jérusalem 45 - Approbation -- Transfert van 6 gemeentelijke appartementen aan de Schaarbeekse Haard - Erfpacht - 5de phase - Goedkeuring - Boerderijen, Jerusalemstraat 45 – Goedkeuring

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;
Vu les obligations incombant à la commune dans le cadre des subsides dont les immeubles à transférer ont bénéficié pour leur acquisition, rénovation ou construction, et notamment celles issues de :

- l'ordonnance du 7 octobre 1993 organique de la revitalisation des quartiers, telle que modifiée ;
- l'ordonnance du 28 janvier 2010 organique de la revitalisation urbaine et de ses arrêtés d'exécution ;
- l'arrêté du gouvernement de la région de Bruxelles-Capitale en date du 4 février 1999 relatif à la vente par les communes et les centres publics d'aide sociale de certains

immeubles ;

Vu les différents accords de majorité depuis 2012-2018 prévoyant le transfert de gestion des logements communaux au Foyer schaerbeekois ou à l'ASIS ;

Vu sa délibération du 3 décembre 2013 approuvant le plan communal Logement dont le transfert des logements communaux constitue une des actions à entreprendre ;

Vu le nouvel accord de majorité 2018-2024 prévoyant aussi le transfert de gestion des logements communaux au Foyer schaerbeekois ou à l'ASIS ;

Vu ses délibérations des 25 juin et 22 octobre 2014, 28 octobre 2015 et 27 février 2019, approuvant les phases 1 à 4 du transfert au Foyer schaerbeekois, soit respectivement 60, 117, 12 et 13 logements ;

Vu ses délibérations du 26 novembre 2014, 23 septembre 2015 et 29 novembre 2017, approuvant le transfert de 15, 10 et 4 logements à l'ASBL ASIS ;

Vu les statuts de la SCRL Foyer schaerbeekois et sa mission spécifique en matière de logement ;

Vu que la SCRL Foyer schaerbeekois a reçu son agrément en tant que SISP ;

Vu la décision du collège des bourgmestre et échevins du 16 juin 2026 ;

Considérant qu'il y a lieu de faire droit aux conclusions de cette décision ;

DECIDE

1. d'approuver le transfert par bail emphytéotique de 6 logements communaux, situés rue de Jérusalem 45 ;
2. d'adopter le projet de bail emphytéotique déposé au dossier ;
3. de fixer la durée de l'emphytéose à 27 ans ;
4. d'approuver la désignation du cocontractant à savoir la SCRL Foyer schaerbeekois, établie rue de la Consolation 70 à 1030 Bruxelles ;
5. de fixer le montant du canon annuel comme suit : 10.984 €, exigible dès le premier anniversaire de la signature du bail ;
6. de marquer son accord sur la dispense d'inscription hypothécaire d'office ;
7. de transmettre la décision au gouvernement régional bruxellois pour approbation en ce qui concerne la transmission au cocontractant des charges liées aux subventions pour les immeubles concernés.

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de verplichtingen van de gemeente in het kader van de subsidies waarvan de over te maken gebouwen hebben geniet bij hun verwerving, renovatie of bouw, en in het bijzonder deze voortvloeiend uit:

1. de ordonnantie van 7 oktober 1993 houdende organisatie van de herwaardering van wijken, zoals gewijzigd;
2. de ordonnantie van 28 januari 2010 houdende organisatie van de stadsherwaardering, en haar uitvoeringsbesluiten;
3. het besluit van Regering van het Brussels hoofdstedelijk gewest van 4 februari 1999 betreffende de verkoop van bepaalde gebouwen door de gemeenten;

Gelet op de verschillende meerderheidsakkoorden sinds 2012-2018 die voorziening de transfert van het beheer van de gemeentewoningen aan de Schaarbeeks Haard/SVM;

Gelet op haar beraadslaging van 3 december 2013 tot goedkeuring van het gemeentelijk huisvestingsplan waarin de transfert van de gemeentewoningen een van de uit te voeren acties is;

Gelet op het nieuw meerderheidsakkoord 2018-2024 dat ook voorziet in de transfert van het beheer van de gemeentewoningen aan de Schaarbeeks Haard/SVM;

Gelet op haar beraadslagingen van 25 juni en 22 oktober 2014, 28 oktober 2015 en 27 februari 2019 waarbij 60, 117, 12 en 13 wooneenheden via de fases 1 tot 4 aan de Schaarbeeks Haard toevertrouwd werd;

Gelet op haar beraadslagingen van 26 november 2014, 23 september 2015 en 29 november 2017 waarbij 15, 10 en 4 woningen aan de vzw ASIS toevertrouwd werd;

Gelet op de statuten van de Schaarbeeks haard en haar specifieke opdracht inzake huisvesting;

Gelet dat de cvba Schaarbeeks haard een erkenning als OVM heeft ontvangen;

Gelet op de beslissing van het college van burgemeester en schepenen dd.16 juni 2026;

Overwegende dat het past gevolg te geven aan deze beslissing;

BESLUIT

1. de transfert bij erfpacht van 6 gemeentelijke appartementen goed te keuren, gelegen te Jerusalemstraat 45;
2. het ontwerp van erfpacht, gevoegd in het dossier goed te keuren;
3. de duur van de erfpacht op 27 jaar vast te stellen;
4. de aanstelling van de medecontractant goed te keuren, zijnde de Schaarbeeks haard (Trootsstraat 70, te 1030 Brussel);
5. het bedrag van de jaarlijkse canon als volgt vast te leggen: 10.984 €, betaalbaar vanaf de eerste verjaardag van de ondertekening van de erfpachtovereenkomst;
6. zich akkoord te verklaren met de vrijstelling van de ambtshalve hypothecaire inschrijving;
7. de beslissing voor de goedkeuring aan de regering van het Brussels hoofdstedelijk gewest over te maken voor wat de overheveling aan de medecontractant van de lasten verbonden aan de subsidiëring van de betrokken gebouwen betreft.

INFRASTRUCTURE -- INFRASTRUCTUUR

Travaux -- Werken

SP 28.- Asphaltage des chaussées 2026-2027 – Procédure de passation et conditions du marché - Approbation -- Asfalteren van de wegen 2026-2027 – Plaatsingsprocedure en voorwaarden van de opdracht – Goedkeuring

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté

Vu la Nouvelle Loi Communale telle que modifiée à ce jour, en particulier son article 234 § 1 ;
Vu l'ordonnance du 27 juillet 2017 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale modifiant la Nouvelle loi communale en vue de préciser les règles de compétence en matière de marchés publics communaux ;

Vu la loi du 17 juin 2016 - en particulier son article 36 - relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, telle que modifiée à ce jour ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques, tel que modifié à ce jour ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics, tel que modifié à ce jour ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services , telle que modifiée à ce jour ;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles Capitale, telle que modifiée à ce jour ;

Considérant que le revêtement asphaltique de bon nombre d'artères est trop dégradé pour permettre d'y effectuer des réparations locales ;

Vu l'état de vétusté des artères suivantes : avenue Paul Deschanel (Haut ; côté pair entre le n°262 et le début de la rue Monrose) - rue Thiéfry - rue Kessels (entre la rue des Coteaux et la rue Edouard Fiers) - avenue Emile Verhaeren - rue Josaphat (entre la rue Thiéfry et l'avenue Rogier) - rue de la Consolation (entre la rue des Coteaux et l'avenue Paul Deschanel) ;

Considérant que cette liste a été établie sur base de l'état des lieux réalisé par le Service Technique Voirie afin de permettre de planifier en priorité le réasphaltage des chaussées les plus vétustes et de coordonner les travaux préalables des impétrants ;

Considérant que ces travaux d'asphaltage des rues doivent être confiés au secteur privé ;

Vu le cahier spécial des charges Scha/Infra/2026/023 établi par les services technique et administratif communaux ;

Considérant que le coût total des travaux pour l'ensemble des différentes artères est estimé à 590.000€ TVA comprise ;

Vu l'article 1er de l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 27 juin 2024 modifiant l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 1998 relatif à la transmission au Gouvernement des actes des autorités communales en vue de l'exercice de la tutelle administrative ;

Considérant que le montant estimé des travaux est bien inférieur au seuil indiqué dans l'Arrêté susmentionné, en l'occurrence, le seuil de 750.000 € HTVA ;

Considérant dès lors qu'il n'y a pas lieu de transmettre ce dossier à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle générale ;

Considérant que la dépense serait financée par les moyens renseignés dans le programme d'investissement et que le Conseil Communal sera informé de toute modification de ces moyens de financement à l'occasion du vote des modifications budgétaires et des comptes annuels ;

DECIDE

1. d'approuver de confier au secteur privé la réalisation des travaux d'asphaltage des artères suivantes : avenue Paul Deschanel (Haut ; côté pair entre le n°262 et le début de la rue Monroe) - rue Thiéfry - rue Kessels (entre la rue des Coteaux et la rue Edouard Fiers) - avenue Emile Verhaeren - rue Josaphat (entre la rue Thiéfry et l'avenue Rogier) - rue de la Consolation (entre la rue des Coteaux et l'avenue Paul Deschanel) ;
2. d'approuver le cahier spécial des charges Scha/Infra/2026/023, les métrés descriptif, récapitulatif et estimatif, le PGSS ;
3. de passer le marché sur base de la procédure ouverte ;
4. de fixer les conditions du marché telles qu'énoncées dans le cahier spécial des charges Scha/Infra/2026/023 ;
5. d'approuver le texte de l'avis de marché à publier dans le bulletin des Adjudications énonçant notamment les critères de sélection qualitative des soumissionnaires ;
6. d'imputer la dépense estimée à 590.000€ TVA comprise à l'article 421/735-60/53-20260014 du budget extraordinaire de 2026 ;
7. de prendre acte que cette dépense est financée par les moyens renseignés dans le programme d'investissement.

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals tot op heden gewijzigd, inzonderheid artikel 234 § 1 ;
Gelet op de ordonnantie van 27 juli 2017 van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tot wijziging van de nieuwe gemeentewet teneinde de bevoegdheidsregels inzake gemeentelijke overheidsopdrachten te verduidelijken ;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 - inzonderheid artikel 36 - betreffende de overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten van werken, leveringen en diensten, zoals tot op heden gewijzigd ;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 plaatsing overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, zoals tot op heden gewijzigd ;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot vaststelling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, zoals tot op heden gewijzigd ;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten van werken, leveringen en diensten, zoals tot op heden gewijzigd ;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende organisatie van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, zoals tot op heden gewijzigd ;

Overwegende dat de asfaltbekleding van een groot aantal wegen te zwaar beschadigd is om er enkel plaatselijke herstellingen uit te voeren ;

Gelet op de verouderde toestand van de volgende wegen : Paul Deschanellaan (boven; even nummers tussen nr. 262 en het begin van de Monrosestraat) - Thiéfrystraat - Kesselsstraat (tussen de Wijnheuvellenstraat en de Edouard Fiersstraat) - Emile Verhaerenlaan - Josaphatstraat (tussen de Thiéfrystraat en de Rogierstraat) - Trooststraat (tussen de Wijnheuvellenstraat en de Paul Deschanellaan) ;

Overwegende dat deze lijst werd opgemaakt op basis van de plaatsbeschrijving gerealiseerd door de Technische Dienst Wegen om prioritair het herasfalteren van de meest verouderde wegen in te plannen en de voorafgaandelijke werken van de concessiehouders te coördineren ;

Overwegende dat deze asfalteringswerken van de wegen aan de privésector moeten worden toevertrouwd;

Gelet op het bijzonder bestek Scha/Infra/2026/023 opgemaakt door de gemeentelijke technische en administratieve diensten;

Overwegende dat de totale kostprijs van deze werken voor alle wegen samen werd geraamd op 590.000€ BTW inbegrepen;

Gezien artikel 1 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 27 juni 2024 tot wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 16 juli 1998 betreffende de overlegging aan de Regering van de akten van de gemeenteoverheden met het oog op de uitoefening van het administratief toezicht;

Overwegende dat het geraamde bedrag van de werken beduidend lager is dan de in voornoemd besluit vermelde drempel, i.e. de drempel van € 750.000 excl. btw;

Overwegende dat er derhalve geen reden is om dit dossier door te sturen naar de toezichthoudende instantie met het oog op de uitoefening van het algemeen toezicht;

Overwegende dat deze uitgaven zouden worden gefinancierd met de middelen vermeld in het investeringsprogramma en dat de gemeenteraad zal worden ingelicht van elke wijziging van deze financieringsmiddelen ter gelegenheid van de stemming van de begrotingswijzigingen en jaarrekeningen;

BESLUIT

1. goedkeuring om de asfaltering van de volgende wegen toe te vertrouwen aan de privésector : Paul Deschanellaan (boven; even nummers tussen nr. 262 en het begin van de Monrosestraat) - Thiéfrystraat - Kesselsstraat (tussen de Wijnheuvelenstraat en de Edouard Fiersstraat) - Emile Verhaerenlaan - Josaphatstraat (tussen de Thiéfrystraat en de Rogierstraat) - Trooststraat (tussen de Wijnheuvelenstraat en de Paul Deschanellaan);
2. goedkeuring van het bijzonder bestek Scha/Infra/2026/023, de beschrijvende en samenvattende meetstaten, de kostenraming en het AVGP;
3. plaatsing van de opdracht op basis van een openbare procedure;
4. vaststelling van de voorwaarden van de opdracht zoals vermeld in het bijzonder bestek Scha/Infra/2026/023;
5. goedkeuring van de tekst van het in het Bulletin der Aanbestedingen te publiceren bericht van opdracht, waarin met name de kwalitatieve selectiecriteria van de inschrijvers vermeld staan;
6. de uitgave geraamd op 590.000€, BTW inbegrepen, aan te rekenen op artikel 421/735-60/53-20260014 van de buitengewone begroting over 2026;
7. akte te nemen dat deze uitgave wordt gefinancierd met de middelen vermeld in het investeringsprogramma.

SP 29.- Infrastructures sportives – Marché de travaux en vue du renouvellement du gazon synthétique du second terrain de rugby, T-2, du stade Wahis, avec remplissage de granulats de liège – Procédure de passation et conditions du marché – Approbation -- Sportinfrastructures – Opdracht voor werken met het oog op de vernieuwing van het kunstgrasveld van het tweede rugbyterrein, T-2, van het stadion Wahis, met een vulling van kurkgranulaten – Plaatsingsprocedure en voorwaarden van de opdracht – Goedkeuring

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté

Vu la Nouvelle Loi Communale telle que modifiée à ce jour, en particulier ses articles 117 et 234 § 1 ;

Vu la Loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications à ce jour, en particulier son article 36 ;

Vu l'Arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications à ce jour ;

Vu l'Arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications à ce jour ;

Vu l'Ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale et ses modifications à ce jour ;

Vu l'Ordonnance du 17 juillet 2003 modifiant la Nouvelle Loi Communale, en particulier son article 27 ;

Vu l'Ordonnance du 27 juillet 2017 modifiant la Nouvelle Loi Communale en vue de préciser les règles de compétences en matière de marchés publics communaux ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 27 juin 2024 modifiant l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 1998 relatif à la transmission au Gouvernement des actes des autorités communales en vue de l'exercice de la tutelle administrative ;

Vu la décision n°639/620/B/139 du Collège des Bourgmestre et Echevins, datant du 20/12/2022, par laquelle il a décidé de rénover la pelouse en gazon synthétique du terrain principal de rugby (le T-1) du stade Wahis avec remplissage/lestage par des granulats de liège ;

Vu la délibération n°015/20.12.2022/B/0139#, du Collège du 20/12/2022 ;

Considérant que les travaux de rénovation ont été effectués pendant la saison estivale de l'année 2023 ;

Considérant que la pelouse du second terrain de rugby (le T-2) a été installée depuis plus de 15 ans et qu'elle présente un état d'usure relativement avancé et que les détériorations sont de plus en plus visibles ;

Considérant que la pelouse synthétique du T-2 est actuellement lestée par des granulats en plastique vert peu écologiques et qui pourraient présenter certains risques pour la santé des utilisateurs de ce terrain ;

Considérant qu'il devient nécessaire de rénover également la pelouse du T-2 en utilisant, comme lestage un matériau plus écologique qui présenterait moins de risques pour les usagers du terrain ;

Considérant que le service des Sports a fourni les clauses techniques du cahier des charges de ce marché ;

Considérant que le coût des travaux pour le second terrain du stade Wahis T-2 a été estimé à près de 500.000 € TVAC ;

Considérant que, conformément à l'article 234, § 1 de la Nouvelle Loi Communale, le Conseil communal choisit la procédure de passation et en fixe les conditions ;

Considérant que les conditions du marché sont consignées dans le cahier des charges bilingue FR & NL, réf. Scha/Infra/2026/017 ;

Considérant que la procédure de passation préconisée est la procédure ouverte ;

Vu le projet d'avis de marché bilingue qui serait publié au Bulletin Des Adjudications –après la décision du Conseil communal ;

Considérant que l'Arrêté royal du 25 janvier 2001 concernant les chantiers temporaires ou mobiles serait applicable à ce marché de travaux ;

Considérant que la dépense relative aux travaux, estimée à près de 500.000 € TVAC, serait majorée à 550.000 € TVAC et serait imputée à l'article 764/721-60/-/841-20260010 du budget extraordinaire de l'exercice 2026, intitulé : "Aménagements aux terrains en cours d'exécution : Site Josaphat – Stade Wahis – remplacement deuxième terrain de rugby" ;

Considérant que cet article budgétaire est doté d'un crédit suffisant de 700.000 € ;

Considérant que la dépense serait financée par l'emprunt ;

Considérant que ce marché prévoit également l'entretien de la pelouse du T-2 après sa rénovation ;

Considérant que la dépense relative à cet entretien est estimée à 2.000 €/an TVAC à partir de 2028 pendant une durée maximale de 4 ans ;

Considérant que la dépense relative à l'entretien serait imputée à l'article 764/124-06/-620 des budgets ordinaires de 2028, 2029, 2030 et 2031 (crédits à prévoir pour les années précitées) ;

Vu l'article 1er de l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 27 juin 2024 modifiant l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 1998 relatif à la transmission au Gouvernement des actes des autorités communales en vue de l'exercice de la tutelle administrative ;

Considérant que le montant estimé des travaux est bien inférieur au seuil indiqué dans l'Arrêté susmentionné, en l'occurrence, le seuil de 750.000 € HTVA ;

Considérant dès lors qu'il n'y a pas lieu de transmettre ce dossier à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle générale ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 16 juin 2026 ;

DÉCIDE

1. d'approuver la procédure de passation –procédure ouverte– pour le lancement d'un appel à la concurrence en vue du renouvellement du gazon synthétique du second terrain (T-2) du stade Wahis, avec remplissage de granulats de liège ;
2. de fixer les conditions du marché consignées dans le cahier des charges, réf. Scha/Infra/2026/017 ;
3. d'approuver la dépense pour les travaux, estimée à 550.000 € TVAC, qui serait engagée à l'article 764/721-60/-/841-20260010 du budget extraordinaire de l'exercice 2026 ;
4. de financer la dépense pour les travaux par l'emprunt ;
5. de prendre acte du projet d'avis de marché bilingue qui serait publié au niveau national au Bulletin des Adjudications –après la décision du Conseil communal ;
6. de prendre acte que la dépense relative à l'entretien, estimée à 2.000 €/an TVAC à partir de 2028 pendant un maximum de 4 ans, serait imputée à l'article 764/124-06/-620 des budgets ordinaires 2028, 2029, 2030 et 2031 (crédits à prévoir pour les années précitées).

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

Gelet op de nieuwe gemeentewet zoals tot op heden gewijzigd, inzonderheid artikels 117 en 234 § 1;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten en zijn latere wijzigingen, inzonderheid artikel 36;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, zoals tot op heden gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, zoals tot op heden gewijzigd;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, zoals tot op heden gewijzigd;

Gelet op de ordonnantie van 17 juli 2003 tot wijziging van de nieuwe gemeentewet, inzonderheid artikel 27;

Gelet op de ordonnantie van 27 juli 2017 tot wijziging van de nieuwe gemeentewet, teneinde de bevoegdheidsregels inzake gemeentelijke overheidsopdrachten te verduidelijken;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 27 juni 2024 tot wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 16 juli 1998 betreffende de overlegging aan de Regering van de akten van de gemeenteoverheden met het oog op de uitoefening van het administratief toezicht;

Gelet op beslissing nr. 639/620/B/139 van het college van burgemeester en schepenen van 20/12/2022, waarbij dit college heeft beslist het kunstgrasveld van het hoofdterrein voor rugby (T-1) in het Wahis-stadion te vernieuwen met aanvulling/ballast door kurkkorrels;

Gelet op beraadslaging nr. #015/20.12.2022/B/0139# van het college van 20/12/2022;

Overwegende dat de renovatiewerken werden uitgevoerd tijdens de zomer van 2023;

Overwegende dat het gazon van het tweede rugbyterrein (T-2) meer dan 15 jaar geleden werd aangelegd en in vrij ver gevorderde staat van slijtage verkeert en de verslechterde staat steeds zichtbaarder wordt;

Overwegende dat het kunstgrasveld van terrein T-2 vandaag ballast heeft met korrels in groen plastic die niet bijzonder milieuvriendelijk zijn en bepaalde risico's zouden kunnen inhouden voor de gebruikers van dit terrein;

Overwegende dat het noodzakelijk wordt om ook het gazon van T-2 te renoveren en daarvoor als ballast een milieuvriendelijker materiaal te gebruiken dat minder risico's meebrengt voor de gebruikers van het terrein;

Overwegende dat de Sportdienst de technische bepalingen van het bestek voor deze opdracht heeft verstrekt;

Overwegende dat de kosten van de werken voor het tweede terrein T-2 in het Wahis-stadion werden geraamd op bijna € 500.000 incl. btw;

Overwegende dat, overeenkomstig artikel 234, § 1 van de Nieuwe Gemeentewet, de gemeenteraad de plaatsingsprocedure kiest en daarvan de voorwaarden vaststelt;

Overwegende dat de voorwaarden van de opdracht zijn opgenomen in het tweetalige bestek FR & NL, ref. Scha/Infra/2026/017;

Overwegende dat de aanbevolen plaatsingsprocedure de openbare procedure is;
 Gezien het ontwerp van tweetalige aankondiging van opdracht die zou worden gepubliceerd in het Bulletin der Aanbestedingen – na de beslissing van de gemeenteraad;
 Overwegende dat het koninklijk besluit van 25 januari 2001 betreffende de tijdelijke of mobiele bouwplaatsen van toepassing zou zijn op deze opdracht voor werken;
 Overwegende dat de uitgave met betrekking tot de werken, geraamd op bijna € 500.000 incl. btw, zou worden verhoogd tot € 550.000 incl. btw en zou worden aangerekend in artikel 764/721-60/-/841-20260010 van de buitengewone begroting van boekjaar 2026, getiteld: "Aanleg van terreinen in uitvoering: Josaphat-site – Wahis-stadion – vervanging tweede rugbyterrein";
 Overwegende dat dit begrotingsartikel een voldoende krediet heeft van € 700.000;
 Overwegende dat de uitgave zou worden gefinancierd door de lening;
 Overwegende dat deze opdracht ook voorziet in het onderhoud van het gazon van T-2 eens het zal zijn gerenoveerd;
 Overwegende dat de uitgave voor dit onderhoud wordt geraamd op € 2.000 per jaar incl. btw vanaf 2028 en dat gedurende een maximumperiode van 4 jaar;
 Overwegende dat de uitgave voor het onderhoud zou worden aangerekend in artikel 764/124-06/-620 van de gewone begrotingen voor 2028, 2029, 2030 en 2031 (er moet voor deze jaren in de nodige kredieten worden voorzien);
 Gezien artikel 1 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 27 juni 2024 tot wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 16 juli 1998 betreffende de overlegging aan de Regering van de akten van de gemeenteoverheden met het oog op de uitoefening van het administratief toezicht;
 Overwegende dat het geraamde bedrag van de werken beduidend lager is dan de in voornoemd besluit vermelde drempel, i.e. de drempel van € 750.000 excl. btw;
 Overwegende dat er derhalve geen reden is om dit dossier door te sturen naar de toezichthoudende instantie met het oog op de uitoefening van het algemeen toezicht;
 Gelet op de beslissing van het college van burgemeester en schepenen van 16 juni 2026;

BESLUIT

1. de plaatsingsprocedure – openbare procedure – goed te keuren voor de lancering van een oproep tot mededinging met het oog op de vernieuwing van het kunstgrasveld van het tweede terrein (T-2) in het Wahis-stadion, met aanvulling met kurkkorrels;
2. de voorwaarden van de opdracht vast te stellen zoals opgenomen in het bestek, ref. Scha/Infra/2026/017;
3. de uitgave voor de werken goed te keuren, geraamd op € 550.000 incl. btw, die zou worden vastgelegd op artikel 764/721-60/-/841-20260010 van de buitengewone begroting van boekjaar 2026;
4. de uitgave voor de werken te financieren door middel van de lening;
5. kennis te nemen van het ontwerp van tweetalige aankondiging van opdracht die op nationaal niveau zou worden gepubliceerd in het Bulletin der Aanbestedingen – na de beslissing van de gemeenteraad;
6. kennis te nemen van het feit dat de uitgave voor het onderhoud, geraamd op € 2.000 incl. btw per jaar vanaf 2028 gedurende een maximumperiode van 4 jaar, zou worden aangerekend op artikel 764/124-06/-620 van de gewone begrotingen voor 2028, 2029, 2030 en 2031 (er moet voor deze jaren in de nodige kredieten worden voorzien).

SP 30.- Plan de rénovation des trottoirs 2026-2027 – Procédure de passation et conditions du marché - Approbation -- Renovatie van de voetpaden 2026-2027 – Plaatsingsprocedure en voorwaarden van de opdracht – Goedkeuring

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté

Vu la Nouvelle Loi Communale telle que modifiée à ce jour, en particulier son article 234 § 1 ;
 Vu l'ordonnance du 27 juillet 2017 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale

modifiant la Nouvelle loi communale en vue de préciser les règles de compétence en matière de marchés publics communaux ;

Vu la loi du 17 juin 2016 - en particulier son article 36 - relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, telle que modifiée à ce jour ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques, tel que modifié à ce jour ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics, tel que modifié à ce jour ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services , telle que modifiée à ce jour ;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles Capitale, telle que modifiée à ce jour ;

Vu le plan pluriannuel qui a été programmé pour le renouvellement des trottoirs sur l'ensemble du territoire communal sur une période de trente ans ;

Vu l'état de vétusté des artères suivantes : rue Verboeckhaven - rue Léon Mignon - rue Vonck - rue Dahlia - rue du Radium - rue Jules Lebrun ;

Considérant que cette liste a été établie sur base de l'état des lieux réalisé par le Service Technique Voirie afin de permettre de planifier en priorité la rénovation des trottoirs les plus vétustes et de coordonner les travaux préalables des impétrants ;

Considérant que ces travaux de renouvellement des trottoirs doivent être confiés au secteur privé ;

Vu le cahier spécial des charges Scha/Infra/2026/022 établi par les services technique et administratif communaux ;

Considérant que le coût total des travaux pour l'ensemble des différentes artères est estimé à 1.500.000€ TVA comprise ;

Considérant que la dépense serait financée par les moyens renseignés dans le programme d'investissement et que le Conseil Communal sera informé de toute modification de ces moyens de financement à l'occasion du vote des modifications budgétaires et des comptes annuels ;

DECIDE

1. d'approuver de confier au secteur privé la réalisation des travaux de rénovation et de réparation totale ou partielle des trottoirs des artères suivantes : rue Verboeckhaven - rue Léon Mignon - rue Vonck - rue Dahlia - rue du Radium - rue Jules Lebrun ;
2. d'approuver le cahier spécial des charges Scha/Infra/2026/022, les métrés descriptif, récapitulatif et estimatif, le PGSS ;
3. de passer le marché sur base de la procédure ouverte ;
4. de fixer les conditions du marché telles qu'énoncées dans le cahier spécial des charges Scha/Infra/2026/022 ;
5. d'approuver le texte de l'avis de marché à publier dans le bulletin des Adjudications énonçant notamment les critères de sélection qualitative des soumissionnaires ;
6. d'imputer la dépense estimée à 1.500.000€ TVA comprise à l'article 421/735-60/53-20260004 du budget extraordinaire 2026 ;
7. de prendre acte que cette dépense est financée par les moyens renseignés dans le programme d'investissement.

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals tot op heden gewijzigd, inzonderheid artikel 234 § 1; Gelet op de ordonnantie van 27 juli 2017 van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tot wijziging van de nieuwe gemeentewet teneinde de bevoegdheidsregels inzake gemeentelijke overheidsopdrachten te verduidelijken;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 - inzonderheid artikel 36 - betreffende de overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten van werken, leveringen en diensten, zoals tot op heden gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 plaatsing overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, zoals tot op heden gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot vaststelling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken,

zoals tot op heden gewijzigd;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten van werken, leveringen en diensten, zoals tot op heden gewijzigd;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende organisatie van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, zoals tot op heden gewijzigd;

Gelet op het meerjarenplan dat opgesteld werd voor de vernieuwing van de voetpaden over het volledige grondgebied van de gemeente, over een periode van dertig jaar;

Gelet op de verouderde staat van de volgende wegen : Verboeckhavenstraat - Léon Mignonstraat - Vonckstraat - Dahliastraat - du Radiumstraat - Jules Lebrunstraat;

Overwegende dat deze lijst werd opgemaakt op basis van de plaatsbeschrijving gerealiseerd door de Technische Dienst Wegen om prioritair de renovatie van de meest verouderde voetpaden te kunnen inplannen en de voorafgaandelijke werken van de concessiehouders te coördineren;

Overwegende dat de werken voor de renovatie van de voetpaden aan de privésector moeten worden toevertrouwd;

Gelet op het bijzonder bestek Scha/Infra/2026/022 opgemaakt door de gemeentelijke technische en administratieve diensten;

Overwegende dat de totale kostprijs voor de werken aan de voetpaden van al deze wegen werd geraamd op 1.500.000€ BTW inbegrepen ;

Overwegende dat deze uitgave zou worden gefinancierd met de middelen vermeld in het investeringsprogramma en dat de gemeenteraad zal worden ingelicht van elke wijziging van deze financieringsmiddelen ter gelegenheid van de stemming van de begrotingswijzigingen en jaarrekeningen;

BESLUIT

1. goedkeuring om, volgens de behoeften, de volledige of gedeeltelijke vernieuwing van de voetpaden van volgende gemeentewegen toe te vertrouwen aan de privésector : Verboeckhavenstraat - Léon Mignonstraat - Vonckstraat - Dahliastraat - du Radiumstraat - Jules Lebrunstraat;
2. goedkeuring van het bijzonder bestek Scha/Infra/2026/022, de beschrijvende en samenvattende meetstaten, de kostenraming en het AVGP;
3. plaatsing van de opdracht op basis van een openbare procedure;
4. vaststelling van de voorwaarden van de opdracht zoals vermeld in het bijzonder bestek Scha/Infra/2026/022;
5. goedkeuring van de tekst van het in het Bulletin der Aanbestedingen te publiceren bericht van opdracht, waarin de kwalitatieve selectiecriteria van de inschrijvers vermeld staan;
6. de uitgave geraamd op 1.500.000€, BTW inbegrepen, aan te rekenen op artikel 421/735-60/-/53-20260004 van de buitengewone begroting over 2026;
7. akte te nemen dat deze uitgave wordt gefinancierd met de middelen vermeld in het investeringsprogramma.

SP 31.- Réalisation de divers aménagements de voirie – Procédure de passation et conditions du marché – Conclusion d'un accord-cadre pour 1 an - Approbation -- Realisatie van diverse weginrichtingen – Plaatsingsprocedure en voorwaarden van de opdracht – Sluiten van een raamovereenkomst voor 1 jaar – Goedkeuring

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté

Vu la Nouvelle Loi Communale telle que modifiée à ce jour, en particulier son article 234 § 1 ;
Vu l'ordonnance du 27 juillet 2017 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale modifiant la Nouvelle loi communale en vue de préciser les règles de compétence en matière de marchés publics communaux ;

Vu la loi du 17 juin 2016 - en particulier son article 36 et 43 - relative aux marchés publics et à

certaines marchés de travaux, de fournitures et de services, telle que modifiée à ce jour ;
 Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques, tel que modifié à ce jour ;
 Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics, tel que modifié à ce jour ;
 Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services , telle que modifiée à ce jour ;
 Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles Capitale, telle que modifiée à ce jour ;
 Vu le cahier spécial des charges Scha/Infra/2026/024 établi par les services technique et administratif communaux ;
 Considérant que différents aménagements particuliers des voiries, tels que le placement de plateaux, d'oreilles de trottoirs, de renouvellement de parties d'égout et de ralentisseurs de vitesse, sont sollicités chaque année ;
 Considérant que les travaux de réalisation de divers aménagements de voirie doivent être confiés au secteur privé ;
 Considérant que des commandes doivent être passées périodiquement et plusieurs fois par an, sans que les aménagements concernés ne puissent être déterminés à l'avance avec précision ;
 Considérant qu'il y a lieu de conclure un accord-cadre avec un entrepreneur pour une durée de 1 an, après avoir lancé un appel à la concurrence par procédure ouverte ;
 Considérant que les dépenses seront engagées et imputées sur les crédits prévus à cet effet dans le plan triennal, à l'article 421/735-60/53-20260016 du budget extraordinaire 2026 (450.000 €) ;
 Vu l'article 1er de l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 27 juin 2024 modifiant l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 1998 relatif à la transmission au Gouvernement des actes des autorités communales en vue de l'exercice de la tutelle administrative ;
 Considérant que le montant estimé des travaux est bien inférieur au seuil indiqué dans l'Arrêté susmentionné, en l'occurrence, le seuil de 750.000 € HTVA ;
 Considérant dès lors qu'il n'y a pas lieu de transmettre ce dossier à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle générale ;
 Considérant que les dépenses seraient financées par les moyens renseignés dans le programme d'investissement et que le Conseil Communal sera informé de toute modification de ces moyens de financement à l'occasion du vote des modifications budgétaires et des comptes annuels ;

DECIDE

1. d'approuver de confier au secteur privé la réalisation de divers aménagements de voirie comprenant notamment la création de plateaux, le placement de ralentisseurs de vitesse, d'oreilles de trottoirs, d'aménagements pour les PMR et le renouvellement de raccordement aux égouts ;
2. d'approuver le cahier spécial des charges Scha/Infra/2026/024, les métrés descriptif, récapitulatif et estimatif ;
3. de passer le marché sur base de la procédure ouverte, donnant lieu à la conclusion d'un accord cadre avec l'adjudicataire, pour une durée de 1 an, à compter de la notification de sa conclusion ;
4. de fixer les conditions du marché telles qu'énoncées dans le cahier spécial des charges Scha/Infra/2024/016 ;
5. d'approuver le texte de l'avis de marché à publier dans le bulletin des Adjudications énonçant notamment les critères de sélection qualitative des soumissionnaires et les modalités de l'accord cadre ;
6. d'imputer les dépenses estimées à 450.000€, sur les crédits prévus à l'article 421/735-60/53-20260016 du budget extraordinaire 2026 ;
7. de prendre acte que cette dépense est financée par les moyens renseignés dans le programme d'investissement.

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals tot op heden gewijzigd, inzonderheid artikel 234 § 1;
Gelet op de ordonnantie van 27 juli 2017 van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tot wijziging van de nieuwe gemeentewet teneinde de bevoegdheidsregels inzake gemeentelijke overheidsopdrachten te verduidelijken;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 - inzonderheid artikel 36 en 43 - betreffende de overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten van werken, leveringen en diensten, zoals tot op heden gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 plaatsing overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, zoals tot op heden gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot vaststelling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, zoals tot op heden gewijzigd;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten van werken, leveringen en diensten, zoals tot op heden gewijzigd;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende organisatie van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, zoals tot op heden gewijzigd;

Gelet op het bijzonder bestek Scha/Infra/2026/024 opgemaakt door de gemeentelijke technische en administratieve diensten;

Overwegende dat er elk jaar speciale inrichtingen van de wegen zoals het plaatsen van plateaus, voetpadoren en de hernieuwing van straatgoten en verkeersdrempels worden aangevraagd;

Overwegende dat de werken voor de realisatie van diverse weginrichtingen aan de privésector moeten worden toevertrouwd;

Overwegende dat, aangezien deze inrichtingen niet op voorhand exact kunnen worden bepaald, de bestellingen periodiek en meermaals per jaar moeten worden geplaatst;

Overwegende dat het aangewezen is een raamovereenkomst af te sluiten met een aannemer voor een duur van 1 jaar, na uitschrijving van een oproep tot mededinging bij openbare procedure;

Overwegende dat de uitgaven vastgelegd en aangerekend zullen worden op de hiertoe voorziene kredieten van het driejarig plan - artikel 421/735-60/53-20260016 van de buitengewone begroting 2026 (450.000,- €);

Gezien artikel 1 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 27 juni 2024 tot wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 16 juli 1998 betreffende de overlegging aan de Regering van de akten van de gemeenteoverheden met het oog op de uitoefening van het administratief toezicht;

Overwegende dat het geraamde bedrag van de werken beduidend lager is dan de in voornoemd besluit vermelde drempel, i.e. de drempel van € 750.000 excl. btw;

Overwegende dat er derhalve geen reden is om dit dossier door te sturen naar de toezichthoudende instantie met het oog op de uitoefening van het algemeen toezicht;

Overwegende dat deze uitgaven zouden worden gefinancierd met de middelen vermeld in het investeringsprogramma en dat de gemeenteraad zal worden ingelicht van elke wijziging van deze financieringsmiddelen ter gelegenheid van de stemming van de begrotingswijzigingen en jaarrekeningen;

BESLUIT

1. goedkeuring om de realisatie van diverse weginrichtingen toe te vertrouwen aan de privésector, omvattende de inrichting van plateaus, verkeersdrempels, voetpadoren, inrichtingen voor PBM en de vernieuwing van aansluitingen op het rioolnet;
2. goedkeuring van het bijzonder bestek Scha/Infra/2026/024, de beschrijvende en samenvattende meetstaten en de kostenraming;
3. gunning van de opdracht op basis van een openbare procedure, ten gevolge waarvan een raamovereenkomst met de opdrachtnemer kan worden gesloten, voor een looptijd van 1 jaar, te rekenen vanaf de betekening van de afsluiting;
4. vaststelling van de voorwaarden van de opdracht zoals vermeld in het bijzonder bestek Scha/Infra/2026/024;
5. goedkeuring van de tekst van het in het Bulletin der Aanbestedingen te publiceren

- bericht van opdracht, waarin de kwalitatieve selectiecriteria van de inschrijvers en de modaliteiten van de raamovereenkomst vermeld staan;
6. de uitgaven geraamd op 450.000€ aan te rekenen op de hiertoe voorziene kredieten op artikel 421/735-60/53-20260016 van de buitengewone begroting;
 7. akte te nemen dat deze uitgave wordt gefinancierd met de middelen vermeld in het investeringsprogramma.

SP 32.- Crèche "Les Petits Soleils", rue Anatole France 21 - Placement de linoleum dans deux locaux - Procédure de passation, conditions du marché de travaux - Pour information --
Kinderdagverblijf "Les Petits Soleils" - Het leggen van linoleum in twee ruimtes -
Plaatsingsprocedure en voorwaarden van de opdracht voor werken - Ter informatie

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté

Vu les articles 234 § 3 et 236 § 1 de la nouvelle loi communale ;
Vu la loi du 17 juin 2016 - en particulier son article 92 - relative aux marchés publics, telle qu'elle a été modifiée à ce jour ;
Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques, tel qu'il a été modifié à ce jour ;
Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, tel qu'il a été modifié à ce jour ;
Vu l'ordonnance du 27 juillet 2020 modifiant la nouvelle loi communale ;
Considérant qu'il est nécessaire de remplacer le linoleum dans deux locaux de la crèche "Les Petits Soleils", rue Anatole France 21 sur une superficie totale de 120 m² ;
Considérant que trois entreprises spécialisées ont été consultées afin de remettre prix pour ces travaux selon le formulaire d'offre destiné aux marchés publics à faible montant ;
Vu les deux offres reçues aux montants respectifs de 18.616,94 € et 22.506,90 € ;
Considérant que ces deux offres sont techniquement acceptables ;
Considérant qu'il convient dès lors de retenir l'offre économiquement la plus avantageuse ;
Considérant qu'il convient d'engager la dépense de 21.000,00 €, compte tenu d'éventuels suppléments en cours de chantier, à l'article 844/724-60/-000260040 du budget extraordinaire ;
Considérant que cette dépense est financée par les moyens financiers renseignés dans le programme d'investissement, soit par emprunt (selon fiche projet extraite du programme comptable) et que le Conseil Communal sera informé de toute modification de ces moyens de financement lors des votes des modifications budgétaires et des comptes annuels ;
Vu la décision du collège des bourgmestre et échevins du 2 juin 2026 ;

- Arrêter la procédure de passation du marché public de travaux visant au placement de linoleum dans deux locaux de la crèche "Les Petits Soleils", rue Anatole France 21 et fixer les conditions du marché: procédure de marché à faible montant avec consultation de trois entreprises spécialisées ;

PREND POUR INFORMATION

la décision précitée du collège des bourgmestre et échevins

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

Gelet op de artikelen 234 § 3 en 236 § 1 van de nieuwe gemeentewet;
Gelet op de wet van 17 juni 2016 - in het bijzonder het artikel 92 - betreffende de overheidsopdrachten, zoals tot op heden gewijzigd;
Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, zoals tot op heden gewijzigd;
Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken,

zoals tot op heden gewijzigd;

Gelet op de ordonnantie van 27 juli 2020 tot wijziging van de nieuwe gemeentewet;

Overwegende dat het linoleum in twee ruimtes van het kinderdagverblijf "Les Petits Soleils", Anatole France 21, met een totale oppervlakte van 120 m² moet worden vervangen;

Overwegende dat drie gespecialiseerde bedrijven zijn benaderd om een offerte in te dienen voor deze werkzaamheden volgens het offerteformulier voor overheidsopdrachten met een laag bedrag;

Gezien de twee ontvangen offertes voor respectievelijk € 18.616,94 € en 22.506,90 €;

Overwegende dat deze twee offertes technisch aanvaardbaar zijn;

Overwegende dat het derhalve aangewezen is de economisch meest voordelige offerte te behouden;

Overwegende dat het eveneens aangewezen is de uitgave van 21.000,00 € vast te leggen op artikel 844/724-60/-000260040 van de buitengewone begroting, rekening houdend met eventuele meewerken tijdens de uitvoering;

Overwegende dat deze uitgave zal worden gefinancierd met de middelen vermeld in het investeringsprogramma, namelijk via een lening (volgens de projectfiche uit het boekhoudprogramma) en dat de gemeenteraad zal worden ingelicht van elke wijziging van deze financieringsmiddelen ter gelegenheid van de stemming van de begrotingswijzigingen en jaarrekeningen;

Gelet op het collegebesluit van 2 juni 2026, namelijk:

- vaststelling van de plaatsingsprocedure van de overheidsopdracht het leggen van linoleum in twee ruimtes van kinderdagverblijf "Les Petits Soleils" en vastlegging van de voorwaarden van de opdracht : overheidsopdracht van beperkte waarde, na raadpleging van drie gespecialiseerde ondernemingen;

NEEMT TER INFORMATIE

voormeld collegebesluit

SP 33.- Divers bâtiments communaux - Marché de services - mise à disposition de main d'œuvre spécialisée en travaux d'électricité (exercices 2026, 2027, 2028) - Procédure de passation et conditions du marché - Pour information -- Verschiedene gemeentegebouwen - Opdracht voor diensten - terbeschikkingstelling van werkkrachten gespecialiseerd in elektriciteitswerken (begrotingsjaren 2026, 2027, 2028) - Laatsingsprocedure en voorwaarden van de opdracht - Ter informatie

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté

Vu les articles 117, 234 §3 de la nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 17 juin 2016 - en particulier son article 42 § 1er, 1° a, - relative aux marchés publics, telle qu'elle a été modifiée à ce jour ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques, tel qu'il a été modifié à ce jour ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, tel qu'il a été modifié à ce jour ;

Vu l'ordonnance du 27 juillet 2017 modifiant la nouvelle loi communale ;

Considérant que depuis 2020, diverses missions de montage d'installations électriques, dépannages et réparations dans les bâtiments communaux sont confiées au secteur privé ;

Considérant que pour ce faire l'administration communale recourt à un marché de services par accord-cadre pour répondre à des besoins ponctuels ;

Considérant qu'il convient dès lors de relancer la procédure de consultation pour un marché de deux ans, limité à 150.000 € TVA incluse ;

Vu le cahier spécial des charges Scha/Infra/2026/026 ;

Vu la décision du collège des bourgmestre et échevins du 9 juin 2026 qui décide :

1. approuver la procédure de passation du nouveau marché à lancer : procédure négociée sans publication préalable ;

2. fixer les conditions du marché figurant dans le cahier spécial des charges
Scha/Infra/2026/0026 ;
PREND POUR INFORMATION
la décision précitée du collège des bourgmestre et échevins

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

Gelet op de artikelen 117, 234 §3 van de nieuwe gemeentewet;
Gelet op de wet van 17 juni 2016 - in het bijzonder zijn artikel 42 § 1er, 1° a - betreffende de
overheidsopdrachten, zoals tot op heden gewijzigd;
Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten in
de klassieke sectoren, zoals tot op heden gewijzigd;
Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot vaststelling van de algemene
uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken,
zoals tot op heden gewijzigd;
Gelet op de ordonnantie van 27 juli 2017 tot wijziging van de nieuwe gemeentewet;
Overwegende dat sinds 2020 diverse opdrachten voor de plaatsing van elektrische installaties,
depannages en herstellingen in de gemeentegebouwen aan de privésector worden
toevertrouwd;
Overwegende dat - om aan deze punctuele behoeften te voldoen - het
gemeentebestuur gebruik maakt van een opdracht voor diensten op basis van een
raamovereenkomst;
Overwegende dat het bijgevolg aangewezen is een raadgevingsprocedure op te starten voor
een overheidsopdracht van twee jaar , voor een bedrag van maximum 150.000 € BTW
inbegrepen;
Gelet op het bestek Scha/Infra/2026/026;
Gelet op het collegebesluit van 9 juni 2026, houdende:

1. vaststelling van de plaatsingsprocedure van de nieuw te lanceren opdracht :
onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking;
2. vaststelling van de voorwaarden van de opdracht zoals opgesomd in het bestek
Scha/Infra/2026/026;

NEEMT TER INFORMATIE
voormeld collegebesluit

SP 34.- Décompaction du sol et agrandissement des fosses d'arbres dans la cour de l'école
communale sise rue Gallait 131 – Marché public de faible montant – Pour information -
=- Bodemaafbreking en vergroting van de boomperken op de speelplaats van de
gemeentelijke school gelegen te Gallaitstraat 131 – Opdracht van beperkte waarde – Ter
informatie

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté -- Goedgekeurd met eenparigheid van
stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté

Vu les articles 117, 234 § 4, et 236 § 1 de la Nouvelle Loi Communale ;
Vu la loi du 17 juin 2016, en particulier son article 92 relative aux marchés publics, telle qu'elle
a été modifiée à ce jour ;
Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs
classiques, tel qu'il a été modifié à ce jour ;
Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés
publics et des concessions de travaux publics, tel qu'il a été modifié à ce jour ;
Vu l'ordonnance du 27 juillet 2017 modifiant la Nouvelle Loi Communale en vue de préciser les
règles de compétences en matière de marchés publics communaux ;
Considérant que le département SP&EV souhaite procéder à l'agrandissement des fosses et au
décompactage du sol de 3 arbres situés dans la cour de l'école communale sise rue Gallait 131 ;

Considérant que, à cet effet, le SP&EV a fait un appel à la concurrence dans le cadre d'une procédure de marché public de faible montant ;
 Considérant que trois entreprises spécialisées ont été consultées ;
 Considérant que le département SP&EV a reçu trois offres ;
 Considérant que le SP&EV a procédé à l'analyse des offres et a établi un rapport d'attribution ;
 Considérant que le service Marchés publics-Bâtiments a procédé aux vérifications administratives relatives aux soumissionnaires ;
 Considérant que, pour ce qui concerne la situation juridique, les trois entreprises ne se trouvent pas dans une situation d'exclusion de la participation aux marchés publics ;
 Considérant que, Pour ce qui concerne les cotisations sociales et le paiement des impôts, les trois soumissionnaires sont en ordre vis-à-vis de l'ONSS et du SPF Finances ;
 Considérant que le service Marchés publics-Bâtiments propose de désigner l'entreprise Vos Arbres/Gaëtan Comes, comme adjudicataire de ce marché public ;
 Considérant que le prix total de l'offre est de 10.700,00 € HTVA, soit 12.947,00 € TVAC ;
 Considérant qu'il y a lieu d'engager le montant de la dépense majoré à 14.000 € TVAC à l'article 766/725-60/-/640-20260090 du budget extraordinaire 2026, intitulé : "Equipement, maintenance extra. et investissement sur terrains en cours d'exécution : Petits travaux de perméabilisation et de verdurisation de l'espace public" ;
 Considérant que la dépense est financée par l'emprunt et le subside ;
 Vu la décision du collège des bourgmestre et échevins du 02 juin 2026 de :

1. Arrêter la procédure de passation et fixer les conditions du marché : procédure de marché public de faible montant ;
2. Désigner l'entreprise Vos Arbres/Gaëtan Comes, sise Rue du Culot 3 – 5190 Ham-sur-Sambre, aux conditions de son offre du 27/03/2026, ainsi qu'aux conditions générales d'achat applicables aux marchés publics de faible montant conclus par facture acceptée ; ceci, pour un montant total de 10.700,00 € HTVA, soit 12.947,00 € TVAC ;
3. Engager la dépense majorée à 14.000 € TVAC afin de faire face à d'éventuels travaux supplémentaires en cours de chantier ;
4. Engager la dépense à l'article 766/725-60/-/640-20260090 du budget extraordinaire 2026 ;
5. Financer la dépense par l'emprunt et le subside ;

PREND POUR INFORMATION

La décision précitée du Collège des Bourgmestre et Echevins.

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

Gelet op de artikelen 117, 234 § 4, en 236 § 1 van de nieuwe gemeentewet;
 Gelet op de wet van 17 juni 2016 –in het bijzonder zijn artikel 92– betreffende de overheidsopdrachten, zoals tot op heden gewijzigd;
 Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, zoals tot op heden gewijzigd;
 Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot vaststelling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, zoals tot op heden gewijzigd;
 Gelet op de ordonnantie van 27 juli 2017 tot wijziging van de nieuwe gemeentewet teneinde de bevoegdheidsregels inzake gemeentelijke overheidsopdrachten te verduidelijken;
 Overwegende dat de dienst SN&GR wenst over te gaan tot de vergroting van de boomperken en de bodemafbreking rond 3 bomen gelegen op de speelplaats van de gemeentelijke school in de Gallaitstraat 131;
 Overwegende dat de dienst SN&GR met het oog daarop een oproep tot mededinging gedaan in het kader van een overheidsopdracht van beperkte waarde;
 Overwegende dat er drie gespecialiseerde bedrijven zijn geraadpleegd;
 Overwegende dat de dienst SN&GR drie offertes heeft ontvangen;
 Overwegende dat de dienst SN&GR de offertes heeft geanalyseerd en een gunningsverslag heeft opgesteld;
 Overwegende dat de dienst Overheidsopdrachten - Gebouwen de administratieve controles betreffende de inschrijvers heeft uitgevoerd;
 Overwegende dat, wat de juridische situatie betreft, de drie ondernemingen zich niet in een situatie van uitsluiting van deelname aan overheidsopdrachten bevinden;

Overwegende dat, wat betreft de sociale bijdragen en de betaling van belastingen, de drie inschrijvers in orde zijn met hun verplichtingen ten aanzien van de RSZ en de FOD Financiën;
Overwegende dat de dienst Overheidsopdrachten - Gebouwen voorstelt om het bedrijf Vos Arbres/Gaëtan Comesaan te wijzen als opdrachtnemer voor deze overheidsopdracht;
Overwegende dat de totale prijs van de offerte € 10.700,00 excl. btw bedraagt, zijnde € 12.947,00 incl. btw;

Overwegende dat het aangewezen is het bedrag van de uitgave, verhoogd tot € 14.000 incl. btw, vast te leggen op artikel 766/725-60/-/640-20260090 van de buitengewone begroting 2026, met als benaming: 'Uitrusting, buitengewoon onderhoud en investeringen op terreinen in uitvoering: Kleinschalige werken inzake doordringbaarheid en vergroening van de openbare ruimte';

Overwegende dat de uitgaven worden gefinancierd door de lening en de subsidie;

Gelet op de beslissing van het college van burgemeester en schepenen van 2 juni 2026 om:

1. De plaatsingsprocedure vast te stellen en de voorwaarden van de overheidsopdracht te bepalen: overheidsopdracht van beperkte waarde;
2. De onderneming Vos Arbres/Gaëtan Comes, gevestigd te Rue du Culot 3 – 5190 Ham-sur-Sambre, aan te wijzen overeenkomstig de voorwaarden van haar offerte van 27/03/2026, evenals de algemene aankoopvoorwaarden van toepassing op overheidsopdrachten van beperkte waarde gesloten met aanvaarde factuur; dit voor een totaalbedrag van € 10.700,00 excl. btw, zijnde € 12.947,00 incl. btw;
3. De uitgave, verhoogd tot € 14.000 incl. btw, vast te leggen teneinde eventuele bijkomende werken tijdens de uitvoering van de werf te kunnen opvangen;
4. De uitgaven vast te leggen op artikel 766/725-60/-/640-20260090 van de buitengewone begroting voor 2026;
5. De uitgave te financieren door middel van een lening en subsidie;

NEEMT TER INFORMATIE

bovenvermeld collegebesluit

SP 35.- Parc de la Jeunesse - Placement d'une fontaine à boire - Procédure de passation, conditions du marché de travaux - Pour information -- Jeugdпарк - Plaatsing van een drinkfontein - Plaatsingsprocedure en voorwaarden van de opdracht voor werken - Ter informatie

Monsieur Verzin intervient

Madame Lorenzino répond

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté

Vu les articles 234 § 3 et 236 § 1 de la nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 17 juin 2016 - en particulier son article 92 - relative aux marchés publics, telle qu'elle a été modifiée à ce jour ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques, tel qu'il a été modifié à ce jour ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, tel qu'il a été modifié à ce jour ;

Vu l'ordonnance du 27 juillet 2020 modifiant la nouvelle loi communale ;

Vu la nécessité de faire installer une fontaine à boire raccordée au réseau hydraulique au sein du parc de la Jeunesse ;

Considérant que trois entreprises spécialisées ont été consultées afin de remettre prix pour ces travaux selon le formulaire d'offre destiné aux marchés publics à faible montant ;

Vu la seule offre reçue d'un montant de 3.924,89 € TVA incluse ;

Considérant que cette offre est techniquement acceptable ;

Considérant qu'il convient dès lors de retenir cette offre ;

Considérant qu'il convient d'engager la dépense de 4.500 €, compte tenu d'éventuels

suppléments en cours de chantier, à l'article 766/724-60/-600-20260273 du budget extraordinaire ;

Considérant que cette dépense est financée par les moyens financiers renseignés dans le programme d'investissement, soit par emprunt (selon fiche projet extraite du programme comptable) et que le Conseil Communal sera informé de toute modification de ces moyens de financement lors des votes des modifications budgétaires et des comptes annuels ;

Vu la décision du collège des bourgmestre et échevins du 9 juin 2026 2026 ;

- Arrêter la procédure de passation du marché public de travaux "Parc de la Jeunesse - placement d'une fontaine à boire" et fixer les conditions du marché: procédure de marché à faible montant avec consultation de trois entreprises spécialisées ;

PREND POUR INFORMATION

la décision précitée du collège des bourgmestre et échevins

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

Gelet op de artikelen 234 § 3 en 236 § 1 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 - in het bijzonder het artikel 92 - betreffende de overheidsopdrachten, zoals tot op heden gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, zoals tot op heden gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, zoals tot op heden gewijzigd;

Gelet op de ordonnantie van 27 juli 2020 tot wijziging van de nieuwe gemeentewet;

Overwegende dat het noodzakelijk is om in het Jeugdpark een drinkfontein te laten installeren die is aangesloten op het waterleidingnet;

Overwegende dat drie gespecialiseerde bedrijven zijn benaderd om een offerte in te dienen voor deze werkzaamheden volgens het offerteformulier voor overheidsopdrachten met een laag bedrag;

Gezien het enige ontvangen offerte voor 3.924,89 € BTW inbegrepen;

Overwegende dat deze offerte technisch aanvaardbaar is;

Overwegende dat deze offerte derhalve moet worden aanvaard;

Overwegende dat het eveneens aangewezen is de uitgave van 4.500 € vast te leggen op artikel 766/724-60/-600-20260273 van de buitengewone begroting, rekening houdend met eventuele meewerken tijdens de uitvoering;

Overwegende dat deze uitgave zal worden gefinancierd met de middelen vermeld in het investeringsprogramma, namelijk via een lening (volgens de projectfiche uit het boekhoudprogramma) en dat de gemeenteraad zal worden ingelicht van elke wijziging van deze financieringsmiddelen ter gelegenheid van de stemming van de begrotingswijzigingen en jaarrekeningen;

Gelet op het collegebesluit van 9 juni 2026, namelijk:

- vaststelling van de plaatsingsprocedure van de overheidsopdracht "Jeugdpark - Plaatsing van een drinkfontein" en vastlegging van de voorwaarden van de opdracht : overheidsopdracht van beperkte waarde, na raadpleging van drie gespecialiseerde ondernemingen.

NEEMT TER INFORMATIE

voormeld collegebesluit

SP 36.- Parc de la Jeunesse - Rénovation de la toiture de l'abri rustique - Majoration de la dépense - Pour information -- Jeugdpark - renovatiewerken aan het dak van de rustieke schuilplaats - Verhoging van de uitgave - Ter informatie

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL
Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté

Vu les articles 117 et 236 §1 et §3 de la nouvelle loi communale ;
Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics - en particulier son article 42, §1er, 1° a - , telle qu'elle a été modifiée à ce jour ;
Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques, tel qu'il a été modifié à ce jour ;
Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, tel qu'il a été modifié à ce jour ;
Vu l'ordonnance du 27 juillet 2017 modifiant la Nouvelle loi communale en vue de préciser les règles de compétences en matière de marchés publics communaux ;
Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevin, en séance du 14 avril 2026, d'arrêter la procédure de passation et de fixer les conditions du marché visant au remplacement du système de vidéoconférence de la salle du Conseil de l'hôtel communal ;
Considérant que la dépense était initialement estimée à 75.000 € ;
Vu l'unique offre reçue aux montants de :

- option 1 : "Ardoises naturelles" , 81.246,66 TVA incluse ;
- option 2: "Ardoises synthétiques" , de 69.727,46 € TVA incluse ;

Considérant que la dépense finale de 90.000 €, tenant compte d'éventuels suppléments, sera financée par les moyens financiers renseignés dans le programme d'investissement, que le Conseil Communal sera informé de toute modification de ces moyens de financement à l'occasion du vote des modifications budgétaires et des comptes annuels ;
Vu le procès-verbal du collège des bourgmestre et échevins du 9 juin 2026 dans lequel celui-ci décide :

1. Prendre acte de la réception d'une seule offre au terme du délai imparti ;
2. Considérer l'unique offre reçue régulière selon les conditions du cahier spécial des charges Scha/Infra/2026/015 avec :
 - option 1 : "Ardoises naturelles" au prix de 81.246,66 TVA incluse ;
 - option 2: "Ardoises synthétiques" au prix de 69.727,46 € TVA incluse ;
3. Désigner l'unique soumissionnaire en qualité d'adjudicataire du marché ;
4. Opter pour le choix de l'option 1 respectueuse du caractère architectural de l'abri rustique ;
5. Engager la dépense de 90.000 €, tenant compte d'éventuels suppléments, à l'article 766/724-60/-600-20260247 ;
6. Etablir et délivrer le bon de commande pour notification d'attribution du marché ;
7. Approuver le projet de délibération au conseil communal de juin pour prise d'information de la majoration de la dépense ;

PREND POUR INFORMATION

La majoration de la dépense portant le total à 90.000,00 €

DE GEMEENTERAAD
Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

Gelet op de artikelen 117 en 236 §1 en §3 van de nieuwe gemeentewet;
Gelet op de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten - inzonderheid artikel 42, § 1, 1° a -, zoals tot op heden gewijzigd;
Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, zoals tot op heden gewijzigd;
Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot vaststelling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, zoals tot op heden gewijzigd;
Gelet op de ordonnantie van 27 juli 2017 tot wijziging van de nieuwe gemeentewet teneinde de bevoegdheidsregels inzake gemeentelijke overheidsopdrachten te verduidelijken;
Gelet op het besluit van het college van burgemeester en schepenen van 14 april 2026, houdende vaststelling van de plaatsingsprocedure en de voorwaarden van de opdracht betreffende de renovatiewerken aan het dak van de rustieke schuilplaats in het Jeugdпарк - opdracht voor werken bij onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking, aan de voorwaarden van het bestek Scha/Infra/2026/015;
Overwegende dat de kosten aanvankelijk op 75.000 € waren geraamd;

Gezien de enige ontvangen offerte voor de volgende bedragen:

- optie 1: "Natuurlijke leisteek", 81.246,66 € incl. btw;
- optie 2: "Kunstmatige leisteek", 69.727,46 € incl. btw;

Overwegende dat de uiteindelijke uitgaven ten bedrage van 90.000 €, rekening houdend met eventuele meeruitgaven zal worden gefinancierd met de financiële middelen vermeld in het investeringsprogramma, dat de gemeenteraad zal worden ingelicht van elke wijziging van deze financieringsmiddelen ter gelegenheid van de stemming van de begrotingswijzigingen en jaarrekeningen;

Gelet op het collegebesluit van 9 juni 2026 houdende:

1. Vaststellen dat er na afloop van de gestelde termijn slechts één offerte is ontvangen;
2. De enige ontvangen als geldig beschouwen volgens de voorwaarden van het speciale bestek Scha/Infra/2026/015 met:
 - optie 1: "Natuurlijke leisteek" voor een prijs van 81.246,66 € inclusief btw;
 - optie 2: "Synthetische leisteek" voor een prijs van 69.727,46 € inclusief btw;
3. De enige inschrijver aanwijzen als gunningontvanger van de opdracht;
4. Te kiezen voor optie 1, die het architecturale karakter van de rustieke schuilplaats respecteert;
5. De uitgave van 90.000 € vastleggen, rekening houdend met eventuele toeslagen, onder artikel 766/724-60/-600-20260247;
6. De bestelbon opstellen en afgeven ter kennisgeving van de gunning van de opdracht;
7. Het ontwerpbesluit goedkeuren tijdens de gemeenteraadsvergadering van juni ter kennisneming van de verhoging van de uitgave;

NEEMT TER INFORMATIE

De verhoging van de uitgaven, waardoor het totaal op € 90.000,00 komt

SP 37.- Serres communales - Installation d'une détection incendie - Procédure de passation, conditions du marché de travaux - Pour information -- Gemeentelijke serres - Installatie van een brandmeldinstallatie - Plaatsingsprocedure en voorwaarden van de opdracht voor werken - Ter informatie

Monsieur Verzin intervient

Monsieur Vanhalewyn répond

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté

Vu les articles 234 § 3 et 236 § 1 de la nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 17 juin 2016 - en particulier son article 92 - relative aux marchés publics, telle qu'elle a été modifiée à ce jour ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques, tel qu'il a été modifié à ce jour ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, tel qu'il a été modifié à ce jour ;

Vu l'ordonnance du 27 juillet 2020 modifiant la nouvelle loi communale ;

Considérant qu'il est nécessaire de faire installer un système de détection incendie au sein des serres communales ;

Considérant que trois entreprises spécialisées ont été consultées afin de remettre prix pour ces travaux selon le formulaire d'offre destiné aux marchés publics à faible montant ;

Vu les trois offres reçues aux montants respectifs de 30.269,36 €, 37.609,82 € et 43.032,58 € ;

Considérant que ces trois offres sont techniquement acceptables ;

Considérant qu'il convient dès lors de retenir l'offre économiquement la plus avantageuse ;

Considérant qu'il convient d'engager la dépense de 34.000,00 €, compte tenu d'éventuels suppléments en cours de chantier, à l'article 766/724-60/-600-20260070 du budget extraordinaire ;

Considérant que cette dépense est financée par les moyens financiers renseignés dans le

programme d'investissement, soit par emprunt (selon fiche projet extraite du programme comptable) et que le Conseil Communal sera informé de toute modification de ces moyens de financement lors des votes des modifications budgétaires et des comptes annuels ;

Vu la décision du collège des bourgmestre et échevins du 2 juin 2026 ;

- Arrêter la procédure de passation du marché public de travaux "Serres communales - Installation d'une détection incendie" et fixer les conditions du marché: procédure de marché à faible montant avec consultation de trois entreprises spécialisées ;

PREND POUR INFORMATION

la décision précitée du collège des bourgmestre et échevins

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

Gelet op de artikelen 234 § 3 en 236 § 1 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 - in het bijzonder het artikel 92 - betreffende de overheidsopdrachten, zoals tot op heden gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, zoals tot op heden gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, zoals tot op heden gewijzigd;

Gelet op de ordonnantie van 27 juli 2020 tot wijziging van de nieuwe gemeentewet;

Overwegende dat het noodzakelijk is om in de gemeentelijke kassen een brandmeldinstallatie te laten plaatsen;

Overwegende dat drie gespecialiseerde bedrijven zijn benaderd om een offerte in te dienen voor deze werkzaamheden volgens het offerteformulier voor overheidsopdrachten met een laag bedrag;

Gezien de drie ontvangen offertes voor respectievelijk 30.269,36 €, 37.609,82 € en 43.032,58 €;

Overwegende dat deze drie offertes technisch aanvaardbaar zijn;

Overwegende dat het derhalve aangewezen is de economisch meest voordelige offerte te behouden;

Overwegende dat het eveneens aangewezen is de uitgave van 34.000,00 € vast te leggen op artikel 766/724-60/-600-20260070 van de buitengewone begroting, rekening houdend met eventuele meewerken tijdens de uitvoering;

Overwegende dat deze uitgave zal worden gefinancierd met de middelen vermeld in het investeringsprogramma, namelijk via een lening (volgens de projectfiche uit het boekhoudprogramma) en dat de gemeenteraad zal worden ingelicht van elke wijziging van deze financieringsmiddelen ter gelegenheid van de stemming van de begrotingswijzigingen en jaarrekeningen;

Gelet op het collegebesluit van 2 juni 2026, namelijk:

- vaststelling van de plaatsingsprocedure van de overheidsopdracht "Gemeentelijke serres - Installatie van een brandmeldinstallatie" en vastlegging van de voorwaarden van de opdracht : overheidsopdracht van beperkte waarde, na raadpleging van drie gespecialiseerde ondernemingen.

NEEMT TER INFORMATIE

voormeld collegebesluit

SP 38.- Garage communales - Installation d'une détection incendie - Procédure de passation, conditions du marché de travaux - Pour information --> Gemeentelijke garage - Installatie van een brandmeldinstallatie - Plaatsingsprocedure en voorwaarden van de opdracht voor werken - Ter informatie

DÉCISION DU CONSEIL --> BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté --> Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté

Vu les articles 234 § 3 et 236 § 1 de la nouvelle loi communale ;
Vu la loi du 17 juin 2016 - en particulier son article 92 - relative aux marchés publics, telle qu'elle a été modifiée à ce jour ;
Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques, tel qu'il a été modifié à ce jour ;
Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, tel qu'il a été modifié à ce jour ;
Vu l'ordonnance du 27 juillet 2020 modifiant la nouvelle loi communale ;
Considérant qu'il est nécessaire de faire installer un système de détection incendie au sein du garage communal ;
Considérant que sept entreprises spécialisées ont été consultées afin de remettre prix pour ces travaux selon le formulaire d'offre destiné aux marchés publics à faible montant ;
Vu les trois offres reçues aux montants de 22.053,50 € et 29.472,58 € ;
Considérant qu'il convient dès lors de retenir l'offre économiquement la plus avantageuse ;
Considérant qu'il convient d'engager la dépense de 25.000,00 €, compte tenu d'éventuels suppléments en cours de chantier, à l'article 137/724-60/-600-20260274 du budget extraordinaire ;
Considérant que cette dépense est financée par les moyens financiers renseignés dans le programme d'investissement, soit par emprunt (selon fiche projet extraite du programme comptable) et que le Conseil Communal sera informé de toute modification de ces moyens de financement lors des votes des modifications budgétaires et des comptes annuels ;
Vu la décision du collège des bourgmestre et échevins du 9 juin 2026 ;

- Arrêter la procédure de passation du marché public de travaux "Garage communal - Installation d'une détection incendie" et fixer les conditions du marché: procédure de marché à faible montant avec consultation de sept entreprises spécialisées ;

PREND POUR INFORMATION

la décision précitée du collège des bourgmestre et échevins

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

Gelet op de artikelen 234 § 3 en 236 § 1 van de nieuwe gemeentewet;
Gelet op de wet van 17 juni 2016 - in het bijzonder het artikel 92 - betreffende de overheidsopdrachten, zoals tot op heden gewijzigd;
Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, zoals tot op heden gewijzigd;
Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, zoals tot op heden gewijzigd;
Gelet op de ordonnantie van 27 juli 2020 tot wijziging van de nieuwe gemeentewet;
Overwegende dat het noodzakelijk is om in de gemeentelijke garage een brandmeldinstallatie te laten plaatsen;
Overwegende dat zeven gespecialiseerde bedrijven zijn benaderd om een offerte in te dienen voor deze werkzaamheden volgens het offerteformulier voor overheidsopdrachten met een laag bedrag;
Gezien de twee ontvangen offertes voor 22.053,50 € en 29.472,58 €;
Overwegende dat het derhalve aangewezen is de economisch meest voordelige offerte te behouden;
Overwegende dat het eveneens aangewezen is de uitgave van 25.000 € vast te leggen op artikel 137/724-60/-600-20260274 van de buitengewone begroting, rekening houdend met eventuele meerwerken tijdens de uitvoering;
Overwegende dat deze uitgave zal worden gefinancierd met de middelen vermeld in het investeringsprogramma, namelijk via een lening (volgens de projectfiche uit het boekhoudprogramma) en dat de gemeenteraad zal worden ingelicht van elke wijziging van deze financieringsmiddelen ter gelegenheid van de stemming van de begrotingswijzigingen en jaarrekeningen;

Gelet op het collegebesluit van 9 juni 2026, namelijk:

- vaststelling van de plaatsingsprocedure van de overheidsopdracht "Gemeentelijke garage - Installatie van een brandmeldinstallatie" en vastlegging van de voorwaarden van de opdracht : overheidsopdracht van beperkte waarde, na raadpleging van zeven gespecialiseerde ondernemingen;

NEEMT TER INFORMATIE

voormeld collegebesluit

Achats -- Aankopen

SP 39.- Adhésion au marché public de fournitures ayant pour objet " Mobilier urbain " conclu par la centrale d'achat CREAT de la Tussengemeentelijke Maatschappij voor Services (TMVS)" - Approbation -- Toetreding tot de overheidsopdracht voor leveringen met als voorwerp "Straatmeubilair" afgesloten door de aankoopcentrale CREAT van de Tussengemeentelijke Maatschappij voor Services (TMVS) – Goedkeuring

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 17 juin 2016 - notamment son article 47 - relative aux marchés publics ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics ;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu la décision du Conseil Communal du 20 décembre 2023 approuvant l'adhésion à la centrale d'achats CREAT de la Tussengemeentelijke Maatschappij voor Services (TMVS) ;

Vu le marché public de fournitures ayant pour objet «Mobilier urbain » conclu pour d'une durée de 4 ans et valable jusqu'au 31/05/2030 par la centrale d'achats CREAT de la Tussengemeentelijke Maatschappij voor Services (TMVS) avec l'adjudicataire Wolters MABEG ;

Considérant que cette adhésion n'implique aucune obligation dans le chef de l'adhérent de passer commande auprès de la centrale pour les fournitures faisant parties du marché ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

DECIDE

1. D'adhérer au marché public de fournitures ayant pour objet " Mobilier urbain " conclu par la centrale d'achat CREAT de la Tussengemeentelijke Maatschappij voor Services (TMVS) ;
2. D'imputer les dépenses aux articles budgétaires du service (extra)ordinaire aux codes fonctionnels et économiques adéquats et exécutoires au cours de la durée de validité du marché conclu.

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 - in het bijzonder artikel 47 - inzake overheidsopdrachten;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies;

Gelet op het Koninklijk Besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren;

Gelet op het Koninklijk Besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten;
Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;
Gezien het besluit van de Gemeenteraad van 20 december 2023 tot goedkeuring van de toetreding tot de aankoopcentrale CREAT van de Tussengemeentelijke Maatschappij voor Services (TMVS);
Gezien de overheidsopdracht voor leveringen met als voorwerp "Incontinentiemateriaal" voor een periode van 4 jaren en geldig tot 31/05/2030 afgesloten door de aankoopcentrale CREAT van de Tussengemeentelijke Maatschappij voor Services (TMVS met de opdrachtnemer Wolters MABEG;
Overwegende dat deze toetreding geen enkele verplichting inhoudt voor het lid om een bestelling te plaatsen bij de centrale voor de van de opdracht deel uitmakende leveringen;
Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;
BESLUIT

1. Toe te treden tot de overheidsopdracht voor leveringen met als voorwerp "Straatmeubilair" afgesloten door de Aankoopcentrale CREAT van de Tussengemeentelijke Maatschappij voor Services (TMVS);
2. De uitgaven te boeken op artikels van de (buiten)gewone begroting met de adequate functionele en economische codes die zullen worden ingeschreven tijdens de looptijd van het contract.

SP 40.- Adhésion au marché "Machines à café avec produits de consommation correspondants" de la centrale d'achat CREAT de la Tussengemeentelijke Maatschappij voor Services (TMVS)" - Approbation -- Toetreding tot de opdracht "Koffieautomaten met bijhorende verbruiksproducten" van de aankoopcentrale CREAT van de Tussengemeentelijke Maatschappij voor Services (TMVS) – Goedkeuring

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;
Vu la loi du 17 juin 2016 - notamment son article 47 - relative aux marchés publics ;
Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions ;
Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;
Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics ;
Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;
Vu la décision du Conseil Communal du 20 décembre 2023 concernant l'adhésion globale à la centrale d'achats CREAT de la Tussengemeentelijke Maatschappij voor Services (TMVS) ;
Vu le marché public de fournitures « Machines à café avec produits de consommation correspondants » conclu pour d'une durée de 5 ans et valable jusqu'au 30/06/2030 par la centrale d'achats CREAT de la Tussengemeentelijke Maatschappij voor Services (TMVS) avec l'adjudicataire Selecta ;
Considérant que cette adhésion n'implique aucune obligation dans le chef de l'adhérent de passer commande auprès de la centrale pour les fournitures commandées par celle-ci ;
Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;
DECIDE

1. D'adhérer formellement au marché « Machines à café avec produits de consommation correspondants » d'une durée de 5 ans, valable jusqu'au 30/06/2030 de la centrale d'achats CREAT de la Tussengemeentelijke Maatschappij voor Services (TMVS).

2. D'imputer les dépenses aux articles budgétaires du service (extra)ordinaire aux codes fonctionnels et économiques adéquats et exécutoires au cours de la durée de validité du marché conclu.

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 - in het bijzonder artikel 47 - inzake overheidsopdrachten;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies;

Gelet op het Koninklijk Besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren;

Gelet op het Koninklijk Besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gezien het besluit van de Gemeenteraad van 20 december 2023 betreffende de globale toetreding aan de aankoopcentrale CREAT van de Tussengemeentelijke Maatschappij voor Services (TMVS);

Gezien de overheidsopdracht voor leveringen met als voorwerp "Koffieautomaten met bijhorende verbruiksproducten" voor een periode van 5 jaren en geldig tot 30/06/2030 afgesloten door de aankoopcentrale CREAT van de Tussengemeentelijke Maatschappij voor Services (TMVS) met de opdrachtnemer Selecta;

Overwegende dat deze toetreding geen enkele verplichting inhoudt voor het lid om een bestelling te plaatsen bij de centrale voor de door deze laatste bestelde leveringen;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT

1. Formeel aan te sluiten aan de opdracht "Koffieautomaten met bijhorende verbruiksproducten" voor een periode van 5 jaren, geldig tot 30/06/2030 van de aankoopcentrale van CREAT van de Tussengemeentelijke Maatschappij voor Services (TMVS).
2. De uitgaven te boeken op artikels van de (buiten)gewone begroting met de adequate functionele en economische codes die zullen worden ingeschreven tijdens de looptijd van het contract.

SP 41.- Marché public de services ayant pour objet un courtage immobilier visant la vente d'un immeuble sis rue des palais 44 à 1030 schaarbeek - Choix de la procédure de passation et fixation des conditions du marché - Approbation -- Overheidsopdracht voor diensten met als voorwerp vastgoedmakelaarsactiviteiten met het oog op de verkoop van een pand gelegen paleizenstraat 44 te 1030 Schaarbeek - Keuze van de plaatsingsprocedure en vastlegging van de voorwaarden van de opdracht – Goedkeuring

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté

Vu les articles 117, 234 §1, 236 §1 de la nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés

publics ;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu le cahier spécial des charges SCHA/ACHATS/2026/040 ;

Considérant que le marché est estimé à 174.000 € TVAC ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

DÉCIDE :

1. De passer le marché public de services ayant pour objet un courtage immobilier visant la vente d'un immeuble sis rue des palais 44 à 1030 Schaerbeek par procédure négociée directe avec publication préalable conformément à l'article 41 §1er 1° de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et selon les conditions du cahier spécial des charges SCHA/ACHATS/2026/040.
2. D'imputer la dépense, dont le montant est estimé à 174.000 € TVAC, à l'article 124/747-60/413 du budget 2027 et aux autres éventuels articles du budget aux codes fonctionnels et économiques adéquats et exécutoires au cours de la validité du marché conclu le tout sous réserve de l'approbation des budgets par les organes compétents.

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

Gelet op artikelen 117, 234 §1, 236 §1 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op het bestek SCHA/ACHATS/2026/040;

Overwegende dat de opdracht wordt geraamd op 174.000 € BTW inbegrepen;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT :

1. De overheidsopdracht voor diensten met als voorwerp vastgoedmakelaarsactiviteiten met het oog op de verkoop van een pand gelegen paleizenstraat 44 te 1030 Schaarbeek te plaatsen bij vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking overeenkomstig artikel 41 §1 1° van de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten en volgens de voorwaarden vastgelegd in het bestek SCHA/ACHATS/2026/040.
2. De uitgave, geraamd op 174.000 € BTW, te boeken op artikel 124/747-60/413 van de begroting 2027 en eventueel op andere artikels van de begroting met de adequate functionele en economische codes uitvoerbaar tijdens de looptijd van het contract dit alles onder voorbehoud van goedkeuring door de bevoegde beslissingsorganen

SP 42.- Acquisition de diverses fournitures et/ou divers services répondant aux besoins des services - Marchés Publics de faible montant conclus par facture acceptée - Procédure de passation et attribution - Semaine 23/26 - Budget extraordinaire - Pour information --
Aankoop van diverse leveringen en/of diensten voor de behoeften van de diensten - Overheidsopdrachten van beperkte waarde gesloten door middel van een aanvaarde factuur - Week 23/26 - Buitengewone begroting - Ter informatie

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL
Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté

Vu les articles 234 §3, 236 §1 §2 §3 de la Nouvelle loi communale ;
Vu la loi du 17 juin 2016 – notamment son article 92 - relative aux marchés publics ;
Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 - notamment ses articles 6, 7 et 124 - relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;
Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 - notamment les articles 1^{er} à 8, 12, 13, 17, 18, 44 à 65, 115 à 135 et 145 à 160 - établissant les règles générales d'exécution des marchés publics ;
Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;
Vu la décision du 02/06/2026 du Collège des Bourgmestre et Echevins approuvant la procédure de passation et les conditions des marchés ayant pour objet «Acquisition de diverses fournitures et/ou divers services répondant aux besoins des services» ;
Considérant que les dépenses seront financées par emprunts, subsides ou autres financements ;
Considérant que les crédits nécessaires ont été inscrits à cet effet au budget extraordinaire pour 2026 ;
Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;
PREND POUR INFORMATION

La décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 02/06/2026 de passer le marché public de faible montant conclu par facture acceptée selon article 92 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics , ayant pour objet l'« Acquisition de diverses fournitures et/ou divers services répondant aux besoins des services » selon la liste suivante :

BC BB	Article budgétaire Begrotingsar tikel	Service concerné Betrokken dienst	Objet de la dépense Voorwerp van de uitgave	Montant HTVA Bedrag BTWE	Montant TVAC Bedrag BTWI	BC E	Adjudicat aire Opdracht nemer	Type	Type financ emen t
15 64	764/744- 51/ - /841- 20260145	Service sport	Achat de 2 tables de jeux de damier/échecs et 1 table de Ping Pong selon votre offre BT20260075 en pièce jointe	6.411,82 €	7.758,30 €	82 15 47 93 3	KRINKELS	Four nitur e(s)	Empr unt(s)
15 70	764/744- 51/ - /841- 20260145	Service sport	Achat de 6 Goals Festifoot pour le service des Sports.	2.214,00 €	2.678,94 €	46 60 74 21 1	SPORTICO M M.C.H. (MCH)	Four nitur e(s)	Empr unt(s)
15 72	764/724- 60/ - /841- 20260105	Service sport	Achat et pose de sonomètres sur sites sportifs.	5.325,00 €	6.443,25 €	47 59 08 62 5	UTOPIAH	Four nitur e(s)	Empr unt(s)
					16.880,4 9 €				

DE GEMEENTERAAD
Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

Gelet op artikelen 234 §3, 236 §1 §2 §3 van de nieuwe gemeentewet;
Gelet op de wet inzake overheidsopdrachten van 17 juin 2016 - in het bijzonder artikel 92;
Gelet op het Koninklijk Besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in klassieke sectoren - in het bijzonder artikelen 6, 7 en 124;
Gelet op het Koninklijk Besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten - in het bijzonder artikels 1 tot 8, 12, 13, 17,

18, 44 tot 65, 115 tot 135 en 145 tot 160;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brusselse hoofdstedelijke Gewest;

Gelet op de beslissing van 02/06/2026 van het College van Burgemeester en Schepenen die de plaatsingsprocedure en de voorwaarden goedkeurt voor de opdrachten met als voorwerp "Aankoop van diverse goederen en/of diensten om aan de behoeften van de diensten te voldoen";

Overwegende dat de uitgave zal gefinancierd worden door leningen, toelagen en andere financieringen;

Overwegende dat de nodige kredieten hiervoor zijn ingeschreven op de buitengewone begroting van 2026;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

NEEMT TER INFORMATIE

De beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 02/06/2026 tot plaatsing van een overheidsopdracht van beperkte waarde gesloten door middel van een aanvaarde factuur volgens artikel 92 van de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, met als voorwerp de "Aankoop van diverse leveringen en / of diensten die beantwoorden aan de behoeften van de diensten" te plaatsen, volgens de volgende lijst:

BC BB	Article budgétaire Begrotingsar tikel	Service concerné Betrokken dienst	Objet de la dépense Voorwerp van de uitgave	Montant HTVA Bedrag BTWE	Montant TVAC Bedrag BTWI	BC E	Adjudicat aire Opdracht nemer	Type	Type financ emen t
15 64	764/744- 51/ - /841- 20260145	Service sport	Achat de 2 tables de jeux de damier/échecs et 1 table de Ping Pong selon votre offre BT20260075 en pièce jointe	6.411,82 €	7.758,30 €	82 15 47 93 3	KRINKELS	Four niture(s)	Empr unt(s)
15 70	764/744- 51/ - /841- 20260145	Service sport	Achat de 6 Goals Festifoot pour le service des Sports.	2.214,00 €	2.678,94 €	46 60 74 21 1	SPORTICO M.M.C.H. (MCH)	Four niture(s)	Empr unt(s)
15 72	764/724- 60/ - /841- 20260105	Service sport	Achat et pose de sonomètres sur sites sportifs.	5.325,00 €	6.443,25 €	47 59 08 62 5	UTOPIAH	Four niture(s)	Empr unt(s)
					16.880,4 9 €				

SP 43.- Acquisition de diverses fournitures et/ou divers services répondant aux besoins des services - Marchés Publics de faible montant conclus par facture acceptée - Procédure de passation et attribution - Semaine 24/26 - Budget extraordinaire - Pour information --
Aankoop van diverse leveringen en/of diensten voor de behoeften van de diensten -
Overheidsopdrachten van beperkte waarde gesloten door middel van een aanvaarde factuur - Week 24/26 - Buitengewone begroting - Ter informatie

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL
Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté

Vu les articles 234 §3, 236 §1 §2 §3 de la Nouvelle loi communale ;
Vu la loi du 17 juin 2016 – notamment son article 92 - relative aux marchés publics ;
Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 - notamment ses articles 6, 7 et 124 - relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;
Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 - notamment les articles 1er à 8, 12, 13, 17, 18, 44 à 65, 115 à 135 et 145 à 160 - établissant les règles générales d'exécution des marchés publics ;
Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;
Vu la décision du 09/06/2026 du Collège des Bourgmestre et Echevins approuvant la procédure de passation et les conditions des marchés ayant pour objet «Acquisition de diverses fournitures et/ou divers services répondant aux besoins des services» ;
Considérant que les dépenses seront financées par emprunts, subsides ou autres financements ;
Considérant que les crédits nécessaires ont été inscrits à cet effet au budget extraordinaire pour 2026 ;
Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;
PREND POUR INFORMATION

La décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 09/06/2026 de passer le marché public de faible montant conclu par facture acceptée selon article 92 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics , ayant pour objet l'« Acquisition de diverses fournitures et/ou divers services répondant aux besoins des services » selon la liste suivante :

BC BB	Article budgétaire Begrotingsart ikel	Service concerné Betrokken dienst	Objet de la dépense Voorwerp van de uitgave	Montant HTVA Bedrag BTWE	Montant TVAC Bedrag BTWI	BC E	Adjudicat aire Opdrachtn emer	Type	Type financ ement
16 61	722/744- 51/ - /600- 20260041	TSE - Chauffage	Remplace ment de l'ancienne conduite de chauffage.	11.000,4 1 €	13.310,5 0 €	42 03 18 22	SANISTOC K	Servi ce(s)	Empru nt(s)
16 70	767/741- 51/ - /812- 20260176	BIB FR	Remplace ment du tapis de l'entrée de Sésame	604,68 €	731,66 €	41 46 42 83 1	MANUTAN - OVERTOO M	Four niture(s)	Empru nt(s)
17 59	767/724- 60/ - /812- 20260170	BIB FR - BIB Sésame	Matériel audiovisue l pour l'amphithé âtre de la bibliothèq ue Sésame	3.473,70 €	4.203,17 €	41 15 71 59 2	RCO	Four niture(s)	Empru nt(s)
					18.245,3 3 €				

DE GEMEENTERAAD
Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

Gelet op artikelen 234 §3, 236 §1 §2 §3 van de nieuwe gemeentewet;
Gelet op de wet inzake overheidsopdrachten van 17 juin 2016 - in het bijzonder artikel 92;
Gelet op het Koninklijk Besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in klassieke sectoren - in het bijzonder artikelen 6, 7 en 124;
Gelet op het Koninklijk Besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten - in het bijzonder artikels 1 tot 8, 12, 13, 17, 18, 44 tot 65, 115 tot 135 en 145 tot 160;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brusselse hoofdstedelijke Gewest;
Gelet op de beslissing van 09/06/2026 van het College van Burgemeester en Schepenen die de plaatsingsprocedure en de voorwaarden goedkeurt voor de opdrachten met als voorwerp "Aankoop van diverse goederen en/of diensten om aan de behoeften van de diensten te voldoen";

Overwegende dat de uitgave zal gefinancierd worden door leningen, toelagen en andere financieringen;

Overwegende dat de nodige kredieten hiervoor zijn ingeschreven op de buitengewone begroting van 2026;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

NEEMT TER INFORMATIE

De beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 09/06/2026 tot plaatsing van een overheidsopdracht van beperkte waarde gesloten door middel van een aanvaarde factuur volgens artikel 92 van de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, met als voorwerp de "Aankoop van diverse leveringen en / of diensten die beantwoorden aan de behoeften van de diensten" te plaatsen, volgens de volgende lijst:

BC BB	Article budgétaire Begrotingsart ikel	Service concerné Betrokken dienst	Objet de la dépense Voorwerp van de uitgave	Montant HTVA Bedrag BTWE	Montant TVAC Bedrag BTWI	BC E	Adjudicat aire Opdrachtn emer	Type	Type financ ement
16 61	722/744- 51/ - /600- 20260041	TSE - Chauffage	Remplace ment de l'ancienne conduite de chauffage.	11.000,4 1 €	13.310,5 0 €	42 03 18 22 2	SANISTOC K	Servi ce(s)	Empru nt(s)
16 70	767/741- 51/ - /812- 20260176	BIB FR	Remplace ment du tapis de l'entrée de Sésame	604,68 €	731,66 €	41 46 42 83 1	MANUTAN - OVERTOO M	Four niture(s)	Empru nt(s)
17 59	767/724- 60/ - /812- 20260170	BIB FR - BIB Sésame	Matériel audiovisue l pour l'amphithé âtre de la bibliothèq ue Sésame	3.473,70 €	4.203,17 €	41 15 71 59 2	RCO	Four niture(s)	Empru nt(s)
					18.245,3 3 €				

SP 44.- Acquisition de diverses fournitures et/ou divers services répondant aux besoins des services - Marchés Publics de faible montant conclus par facture acceptée - Procédure de passation et attribution - Semaine 25/26 - Budget extraordinaire - Pour information --
Aankoop van diverse leveringen en/of diensten voor de behoeften van de diensten - Overheidsopdrachten van beperkte waarde gesloten door middel van een aanvaarde factuur - Week 25/26 - Buitengewone begroting - Ter informatie

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté

Vu les articles 234 §3, 236 §1 §2 §3 de la Nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 17 juin 2016 – notamment son article 92 - relative aux marchés publics ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 - notamment ses articles 6, 7 et 124 - relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;
Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 - notamment les articles 1^{er} à 8, 12, 13, 17, 18, 44 à 65, 115 à 135 et 145 à 160 - établissant les règles générales d'exécution des marchés publics ;
Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;
Vu la décision du 16/06/2026 du Collège des Bourgmestre et Echevins approuvant la procédure de passation et les conditions des marchés ayant pour objet «Acquisition de diverses fournitures et/ou divers services répondant aux besoins des services» ;
Considérant que les dépenses seront financées par emprunts, subsides ou autres financements ;
Considérant que les crédits nécessaires ont été inscrits à cet effet au budget extraordinaire pour 2026 ;
Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;
PREND POUR INFORMATION
La décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 16/06/2026 de passer le marché public de faible montant conclu par facture acceptée selon article 92 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics , ayant pour objet l'« Acquisition de diverses fournitures et/ou divers services répondant aux besoins des services » selon la liste suivante :

BC BB	Article budgétaire Begrotingsar tikel	Service concerné Betrokken dienst	Objet de la dépense Voorwerp van de uitgave	Montant HTVA Bedrag BTWE	Montant TVAC Bedrag BTWI	BC E	Adjudicat aire Opdracht nemer	Type	Type financ ement
18 69	767/744- 51/ - /822- 20260183	Bib Sophia	Uniflex-S metalen draagraam (Kleur groen NCS S 6020- B90G!) - S161005210 9 -	1.024,84 €	1.240,06 €	42 18 69 33 1	SCHULZ BENELUX	Four nitur e(s)	Empru nt(s)
18 70	421/744- 51/ - /650- 20260050	Voirie	MaximaVida MaximaVida metalen tuinstoel Max okergeel - doos per 2 stuks - artikel - 6688	3.310,28 €	3.310,28 €	86 57 90 14	MaximaVi da	Four nitur e(s)	Empru nt(s)
					4.550,34 €				

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

Gelet op artikelen 234 §3, 236 §1 §2 §3 van de nieuwe gemeentewet;
Gelet op de wet inzake overheidsopdrachten van 17 juin 2016 - in het bijzonder artikel 92;
Gelet op het Koninklijk Besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in klassieke sectoren - in het bijzonder artikelen 6, 7 en 124;
Gelet op het Koninklijk Besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten - in het bijzonder artikels 1 tot 8, 12, 13, 17, 18, 44 tot 65, 115 tot 135 en 145 tot 160;
Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brusselse hoofdstedelijke Gewest;
Gelet op de beslissing van 16/06/2026 van het College van Burgemeester en Schepenen die de plaatsingsprocedure en de voorwaarden goedkeurt voor de opdrachten met als voorwerp "Aankoop van diverse goederen en/of diensten om aan de behoeften van de diensten te

voldoen";

Overwegende dat de uitgave zal gefinancierd worden door leningen, toelagen en andere financieringen;

Overwegende dat de nodige kredieten hiervoor zijn ingeschreven op de buitengewone begroting van 2026;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

NEEMT TER INFORMATIE

De beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 16/06/2026 tot plaatsing van een overheidsopdracht van beperkte waarde gesloten door middel van een aanvaarde factuur volgens artikel 92 van de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, met als voorwerp de "Aankoop van diverse leveringen en / of diensten die beantwoorden aan de behoeften van de diensten" te plaatsen, volgens de volgende lijst:

BC BB	Article budgétaire Begrotingsar tikel	Service concerné Betrokken dienst	Objet de la dépense Voorwerp van de uitgave	Montant HTVA Bedrag BTWE	Montant TVAC Bedrag BTWI	BC E	Adjudicat aire Opdracht nemer	Type	Type financ ement
18 69	767/744- 51/ - /822- 20260183	Bib Sophia	Uniflex-S metalen draagraam (Kleur groen NCS S 6020- B90G!) - S161005210 9 -	1.024,84 €	1.240,06 €	42 18 69 33 1	SCHULZ BENELUX	Four nitur e(s)	Empru nt(s)
18 70	421/744- 51/ - /650- 20260050	Voirie	MaximaVida MaximaVida metalen tuinstoel Max okergeel - doos per 2 stuks - artikel - 6688	3.310,28 €	3.310,28 €	86 57 90 14	MaximaVi da	Four nitur e(s)	Empru nt(s)
					4.550,34 €				

SP 45.- Concession de services visant l'organisation des excursions destinées aux seniors - majoration de l'estimation - Pour information -- Concessie voor diensten met betrekking tot de organisatie van excursies voor senioren -toename van de raming - Ter informatie

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté

Vu les articles 117 et 234 §1 de la Nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux contrats de concession ;

Vu l'arrêté royal du 25 juin 2017 relatif à la passation et aux règles générales d'exécution des contrats de concession ;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale et l'Arrêté du 16 juillet 1998 du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale relatif à la transmission au Gouvernement des actes des autorités communales en vue de l'exercice de la tutelle ;

Vu la délibération du Conseil Communal du 11 février 2026 approuvant la passation d'une concession de services visant l'organisation des excursions destinées aux seniors selon la

procédure et aux conditions fixées dans le cahier de charges de la concession de services scha/achats/2026/008 ;

Vu la décision du 09 juin 2026 du Collège des Bourgmestre et Echevins approuvant l'attribution d'une concession de services visant l'organisation des excursions destinées aux seniors tel que décrit dans le cahier spécial des charges scha/achats/2026/008 à la ARTS ET LOISIRS ASBL/VZW sur la base de son offre du 30 avril 2026 s'élevant à 38.271,23 € ttc ;

Considérant la majoration de la valeur estimée de la concession de service initialement à 15.000€ TVAC ;

PREND POUR INFORMATION

La décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 09 juin 2026 d'attribuer Concession de services visant l'organisation des excursions destinées aux seniors tel que décrit dans le cahier spécial des charges scha/achats/2026/008 à la ARTS ET LOISIRS ASBL/VZW sur la base de son offre du 30 avril 2026 s'élevant à 38.271,23 € ttc en ce qu'elle engendre une majoration par rapport à l'estimation initiale de la valeur estimée de la concession.

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

Gelet op artikelen 117 en 234§1 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 betreffende concessieovereenkomsten;

Gelet op het Koninklijk Besluit van 25 juni 2017 betreffende de gunning en de algemene uitvoeringsregels van concessieovereenkomsten;

Gelet op de Verordening van 14 mei 1998 tot organisatie van het administratief toezicht op de gemeenten van het BrusselsHoofdstedelijk Gewest en het Besluit van 16 juli 1998 van de Brusselse regering betreffende de overdracht aan de regering van handelingen van gemeentelijke autoriteiten ten behoeve van de toezichtsoefening;

Gelet op de beraadslaging van de gemeenteraad van 11 februari 2026 tot goedkeuring van het plaatsen van een concessie voor diensten met betrekking tot de organisatie van excursies voor senioren volgens de procedure en de voorwaarden vastgelegd in het bestek voor de concessie voor diensten scha/achats/2026/008;

Gelet op de beslissing van 09 juin 2026 van het College van Burgemeester en Schepenen die de gunning goedkeurt voor de concessie voor diensten met betrekking tot de organisatie van excursies voor senioren zoals beschreven in het bestek scha/achats/2026/008 aan de ARTS ET LOISIRS ASBL/VZW op grond van zijn offerte van 30 april 2026 ten bedrage van 38.271,23 € BTWI;

Gelet op de toename van de waarde van de concessie voor diensten bij aanvang geraamd op 15.000 € btw;

NEEMT TER INFORMATIE

De beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 09 juni 2026 om een concessie voor diensten met betrekking tot de organisatie van excursies voor senioren zoals beschreven in het bestek scha/achats/2026/008 aan de ARTS ET LOISIRS ASBL/VZW te gunnen op grond van zijn offerte van 30 april 2026 ten bedrage van 38.271,23 € BTWI in die mate dat dit leidt tot een toename van de oorspronkelijke raming van de geschatte waarde van de opdracht.

SP 46.- Marché public de fournitures ayant pour objet la fourniture de petit outillage de jardin- Choix de la procédure de passation et fixation des conditions du marché de la procédure - Pour information -- Overheidsopdracht voor leveringen voor de levering van klein tuingereedschap - Keuze van de plaatsingsprocedure en vastlegging van de voorwaarden van de opdracht - Inleiding van de procedure - Ter informatie

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté

Vu les articles 117 et 234§3 de la Nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;
 Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concession ;
 Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;
 Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics ;
 Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;
 Vu la décision du 02 juin 2026 du Collège des Bourgmestre et Echevins approuvant la procédure de passation et les conditions d'un marché public de fournitures ayant pour objet la fourniture de petit outillage de jardin tel que décrit dans le cahier spécial des charges scha/achats/2026/036 ;
 Considérant que la dépense sera financée par les moyens financiers renseignées dans le programme d'investissement ;
 Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;
 PREND POUR INFORMATION

1. La décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 02 juin 2026 de passer un marché public de fournitures par procédure négociée sans publication préalable ayant pour objet la fourniture de petit outillage de jardin tel que décrit dans le cahier spécial des charges scha/achats/2026/036 ;
2. La dépense, estimée à 40.000€ TVA comprise, sera imputée aux articles 766/124-02/ - /643 du budget (extra)ordinaire 2026, 2027 et aux éventuels articles aux codes fonctionnels et économiques adéquats prévus au budget et exécutoire au cours de la durée de validité du marché conclu.

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

Gelet op artikelen 117 en 234§3 van de nieuwe wet van de gemeente;
 Gelet op de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten;
 Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering , de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken , leveringen en diensten en concessies;
 Gelet op het Koninklijk Besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten klassieke sectoren;
 Gelet op het Koninklijk Besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten;
 Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;
 Gelet op de beslissing van 02 juni 2026 van het College van Burgemeester en Schepenen die de plaatsingsprocedure en de voorwaarden goedkeurt voor de overheidsopdracht voor leveringen voor de levering van klein tuingereedschap zoals beschreven in het bestek scha/achats/2026/036;
 Overwegende dat de uitgave zal gefinancierd worden met de in het investeringsprogramma vermelde financiële middelen;
 Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;
 NEEMT TER INFORMATIE

1. De beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 02 juni 2026 om een overheidsopdracht voor de te plaatsen bij onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking, met als voorwerp levering van klein tuingereedschap zoals beschreven in het bestek scha/achats/2026/036;
2. De uitgave, geschat op 40.000€ BTW inbegrepen, zal geboekt worden op artikel 766/124-02/ - /643 van gewone begroting en eventueel op andere artikels van de begroting 2026, 2027 met de adequate functionele en economische codes uitvoerbaar tijdens de looptijd van het contract.

SP 47.- Marché public de fournitures ayant pour objet la livraison de diverses fournitures pour la rentrée scolaire des écoles communales de la commune de Schaerbeek - Choix de la procédure de passation et fixation des conditions du marché de la procédure - Pour information -- Overheidsopdracht voor leveringen met als voorwerp het leveren van verschillende benodigdheden voor het begin van het schooljaar van de gemeentescholen van de gemeente Schaerbeek - Keuze van de plaatsingsprocedure van de voorwaarden van de opdracht - Inleiding van de procedure - Ter informatie

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté

Vu les articles 117 et 234§3 de la Nouvelle loi communale ;
Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;
Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concession ;
Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;
Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics ;
Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;
Vu la décision du 02 juin 2026 du Collège des Bourgmestre et Echevins approuvant la procédure de passation et les conditions d'un marché public de fournitures ayant pour objet la livraison de diverses fournitures pour la rentrée scolaire des écoles communales de la commune de Schaerbeek tel que décrit dans le cahier spécial des charges scha/achats/2026/037 ;
Considérant que la dépense sera financée par les moyens financiers renseignés dans le programme d'investissement ;
Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;
PREND POUR INFORMATION

1. La décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 02 juin 2026 de passer un marché public de fournitures par procédure négociée sans publication préalable ayant pour objet la livraison de diverses fournitures pour la rentrée scolaire des écoles communales de la commune de Schaerbeek tel que décrit dans le cahier spécial des charges scha/achats/2026/037 ;
2. La dépense, estimée à 39.000€ TVA comprise, sera imputée à l'article budgétaire 134/124-06/ -EC/343 du budget 2026 et aux éventuels articles aux codes fonctionnels et économiques adéquats prévus au budget et exécutoire au cours de la durée de validité du marché conclu.

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

Gelet op artikelen 117 en 234§3 van de nieuwe wet van de gemeente;
Gelet op de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten;
Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering , de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken , leveringen en diensten en concessies;
Gelet op het Koninklijk Besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten klassieke sectoren;
Gelet op het Koninklijk Besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten;
Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;
Gelet op de beslissing van 02 juni 2026 van het College van Burgemeester en Schepenen die de plaatsingsprocedure en de voorwaarden goedkeurt voor de overheidsopdracht voor

leveringen met als voorwerp het leveren van verschillende benodigdheden voor het begin van het schooljaar van de gemeentescholen van de gemeente Schaarbeek zoals beschreven in het bestek scha/achats/2026/037;

Overwegende dat de uitgave zal gefinancierd worden met de in het investeringsprogramma vermelde financiële middelen;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

NEEMT TER INFORMATIE

1. De beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 02 juni 2026 om een overheidsopdracht voor de leveringen te plaatsen bij onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking, met als voorwerp het leveren van verschillende benodigdheden voor het begin van het schooljaar van de gemeentescholen van de gemeente Schaarbeek zoals beschreven in het bestek scha/achats/2026/037;
2. De uitgave, geschat op 39.000 euro, inclusief btw, zal geboekt worden op artikel 134/124-06/ -EC/343 en eventueel op andere artikels van de begroting 2026 met de adequate functionele en economische codes uitvoerbaar tijdens de looptijd van het contract.

SP 48.- Marché public de services ayant pour objet une consultance visant l'organisation et les pratiques en matière de marchés publics au sein de la Commune de Schaerbeek et la définition du support administratif du Département « Marchés publics et support administratif »- Choix de la procédure de passation et fixation des conditions du marché - Pour information -- Overheidsopdracht voor diensten met als voorwerp een adviesopdracht gericht op de organisatie en werkwijze van de overheidsopdrachten binnen de gemeente Schaarbeek en de definiëring van de administratieve ondersteuning van de afdeling "Overheidsopdrachten en Administratieve Ondersteuning". - Keuze van de plaatsingsprocedure en vastlegging van de voorwaarden van de opdracht - Ter informatie

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté

Vu les articles 117 et 234§3 de la Nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concession ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics ;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale et l'arrêté du 16 juillet 1998 du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale relatif à la transmission au Gouvernement des actes des autorités communales en vue de l'exercice de la tutelle ;

Vu la décision du 26.05.2026 du Collège des Bourgmestre et Echevins approuvant la procédure de passation et les conditions d'un marché public de services ayant pour objet une consultance visant l'organisation et les pratiques en matière de marchés publics au sein de la Commune de Schaerbeek et la définition du support administratif du Département « Marchés publics et support administratif » tel que décrit dans le cahier spécial des charges scha/achats/2026/034 ; Considérant que la dépense sera imputée à l'article 104/122-01/-/130 et aux éventuels autres articles aux codes fonctionnels et économiques adéquats prévus au budget et exécutoire au cours de la durée de validité du marché conclu

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

PREND POUR INFORMATION

1. La décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 26.05.2026 de passer un marché

public de services par procédure négociée sans publication préalable conformément à l'article 42 §1er 1° a) de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ayant pour objet une consultance visant l'organisation et les pratiques en matière de marchés publics au sein de la Commune de Schaerbeek et la définition du support administratif du Département « Marchés publics et support administratif » tel que décrit dans le cahier spécial des charges scha/achats/2026/034.

2. La dépense, estimée à +/- 70.000 € TVAC , sera imputée à l'article 104/122-01/-/130 et aux autres éventuels articles du budget aux codes fonctionnels et économiques adéquats et exécutoires au cours de la validité du marché conclu.

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

Gelet op artikelen 117 en 234§3 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering , de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken , leveringen en diensten en concessies;

Gelet op het Koninklijk Besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten klassieke sectoren;

Gelet op het Koninklijk Besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en het besluit van 16 juli 1998 van de regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de doorgifte aan de regering van de handelingen van de gemeentelijke autoriteiten ten behoeve van de uitoefening van toezicht;

Gelet op de beslissing van 26.05.2026 van het College van Burgemeester en Schepenen die de plaatsingsprocedure en de voorwaarden goedkeurt voor de overheidsopdracht voor diensten met als voorwerp een adviesopdracht gericht op de organisatie en werkwijze van de overheidsopdrachten binnen de gemeente Schaarbeek en de definiëring van de administratieve ondersteuning van de afdeling "Overheidsopdrachten en Administratieve Ondersteuning" zoals beschreven in het bestek scha/achats/2026/034;

Overwegende dat de uitgave zal worden geboekt op artikel 104/122-01/-/130 en eventueel op andere artikels van de begroting met de adequate functionele en economische codes uitvoerbaar tijdens de looptijd van het contract.

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

NEEMT TER INFORMATIE

1. De beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 26.05.2026 om een overheidsopdracht voor de diensten te plaatsen bij onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking volgens artikel 42 §1er 1° a) van de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten , met als voorwerp een adviesopdracht gericht op de organisatie en werkwijze van de overheidsopdrachten binnen de gemeente Schaarbeek en de definiëring van de administratieve ondersteuning van de afdeling "Overheidsopdrachten en Administratieve Ondersteuning" zoals beschreven in het bestek scha/achats/2026/034.
2. De uitgave geschat op +/- 70.000 € BTWI , zal geboekt worden op artikel 104/122-01/-/130 en eventueel op andere artikels van de begroting met de adequate functionele en economische codes uitvoerbaar tijdens de looptijd van het contract.

SP 49.- Marché public de services ayant pour objet l'impression d'imprimés promotionnels, de papeterie, de carnets divers autocopiants, d'autres carnets et d'imprimés non standard - Choix de la procédure de passation et fixation des conditions du marché de la procédure - Pour information -- Overheidsopdracht voor diensten met als voorwerp het drukken van promotioneel drukwerk, papierwaren, diverse boekjes met zelfkopiërend papier, andere boekjes en niet-standaard drukwerk - Keuze van de plaatsingsprocedure

en vastlegging van de voorwaarden van de opdracht - Inleiding van de procedure - Ter informatie

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté

Vu les articles 117 et 234§3 de la Nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concession ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics ;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu la décision du 26 mai 2026 du Collège des Bourgmestre et Echevins approuvant la procédure de passation et les conditions d'un marché public de services ayant pour objet l'impression d'imprimés promotionnels, de papeterie, de carnets divers autocopiants, d'autres carnets et d'imprimés non standard tel que décrit dans le cahier spécial des charges scha/achats/2026/031 ;

Considérant que la dépense sera financée par les moyens financiers renseignées dans le programme d'investissement ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

PREND POUR INFORMATION

1. La décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 26 mai 2026 de passer un marché public de services par procédure négociée sans publication préalable ayant pour objet l'impression d'imprimés promotionnels, de papeterie, de carnets divers autocopiants, d'autres carnets et d'imprimés non standard tel que décrit dans le cahier spécial des charges scha/achats/2026/031 ;
2. La dépense, estimée à 120.000€ TVA comprise, sera imputée à l'article 134/124-06/ - /343 et aux autres éventuels articles du budget 2026, 2027, 2028, 2029 aux codes fonctionnels et économiques adéquats et exécutoires au cours de la validité du marché conclu.

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

Gelet op artikelen 117 en 234§3 van de nieuwe wet van de gemeente;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering , de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken , leveringen en diensten en concessies;

Gelet op het Koninklijk Besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten klassieke sectoren;

Gelet op het Koninklijk Besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op de beslissing van 26 mei 2026 van het College van Burgemeester en Schepenen die de plaatsingsprocedure en de voorwaarden goedkeurt voor de overheidsopdracht voor diensten met als voorwerp het drukken van promotioneel drukwerk, papierwaren, diverse boekjes met zelfkopiërend papier, andere boekjes en niet-standaard drukwerk zoals beschreven in het bestek scha/achats/2026/031;

Overwegende dat de uitgave zal gefinancierd worden met de in het investeringsprogramma

vermelde financiële middelen;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

NEEMT TER INFORMATIE

1. De beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 26 mei 2026 om een overheidsopdracht voor de diensten te plaatsen bij onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking, met als voorwerp het drukken van promotioneel drukwerk, papierwaren, diverse boekjes met zelfkopiërend papier, andere boekjes en niet-standaard drukwerk zoals beschreven in het bestek scha/achats/2026/031;
2. De uitgave, geschat op 120.000€ BTW inbegrepen, zal geboekt worden op artikel 134/124-06/ - /343 en eventueel op andere artikels van de begroting 2026, 2027, 2028, 2029 met de adequate functionele en economische codes uitvoerbaar tijdens de looptijd van het contract.

SP 50.- Marché public de services ayant pour objet l'impression, le routage et la distribution du Schaerbeek Info - Choix de la procédure de passation et fixation des conditions du marché de la procédure - Pour information -- Overheidsopdracht voor diensten met als voorwerp het drukwerk, postvoorbereiding en verdeling van Schaerbeek Info - Keuze van de plaatsingsprocedure en vastlegging van de voorwaarden van de opdracht - Inleiding van de procedure - Ter informatie

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté

Vu les articles 117 et 234§3 de la Nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concession ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics ;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu la décision du 16 juin 2026 du Collège des Bourgmestre et Echevins approuvant la procédure de passation et les conditions d'un marché public de services ayant pour objet l'impression, le routage et la distribution du Schaerbeek Info tel que décrit dans le cahier spécial des charges scha/achats/2026/039 ;

Considérant que le marché est estimé à 125.000€ TVAC ;

Considérant que le marché est divisé en une tranche ferme et une tranche conditionnelle ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

PREND POUR INFORMATION

1. La décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 16 juin 2026 de passer un marché public de services par procédure négociée sans publication préalable ayant pour objet l'impression, le routage et la distribution du Schaerbeek Info tel que décrit dans le cahier spécial des charges scha/achats/2026/039 ;
2. La dépense, estimée à 125.000€ TVA comprise, sera imputée à l'article budgétaire 104/124-48/ - /340 du budget ordinaire de 2026 et 2027 et aux éventuels articles aux codes fonctionnels et économiques adéquats prévus au budget et exécutoire au cours de la durée de validité du marché conclu.

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

Gelet op artikelen 117 en 234§3 van de nieuwe wet van de gemeente;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten;
Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering , de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken , leveringen en diensten en concessies;
Gelet op het Koninklijk Besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten klassieke sectoren;
Gelet op het Koninklijk Besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten;
Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;
Gelet op de beslissing van 16 juni 2026 van het College van Burgemeester en Schepenen die de plaatsingsprocedure en de voorwaarden goedkeurt voor de overheidsopdracht voor diensten met als voorwerp abonnementen, onderhoud en de aanschaf van extra preventieve radars zoals beschreven in het bestek scha/achats/2026/039;
Overwegende dat de opdracht wordt geraamd op 125.000€ BTW inbegrepen;
Overwegende dat de opdracht is onderverdeeld in een vast deel en een voorwaardelijk deel;
Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

NEEMT TER INFORMATIE

1. De beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 16 juni 2026 om een overheidsopdracht voor de diensten te plaatsen bij onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking, met als voorwerp het drukwerk, postvoorbereiding en verdeling van Schaarbeek Info zoals beschreven in het bestek scha/achats/2026/039;
2. De uitgave, geschat op 125.000€ BTW inbegrepen, zal geboekt worden op artikel 104/124-48/ - /340 van de gewone begroting van 2026 en 2027 en eventueel op andere artikels met de adequate functionele en economische codes uitvoerbaar tijdens de looptijd van het contract.

SP 51.- Marché public de services ayant pour objet les abonnements, maintenance et acquisition complémentaire de radars préventifs - Choix de la procédure de passation et fixation des conditions du marché de la procédure - Pour information --
Overheidsopdracht voor diensten met als voorwerp abonnementen, onderhoud en de aanschaf van extra preventieve radars - Keuze van de plaatsingsprocedure en vastlegging van de voorwaarden van de opdracht - Inleiding van de procedure - Ter informatie

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté

Vu les articles 117 et 234§3 de la Nouvelle loi communale ;
Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;
Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concession ;
Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;
Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics ;
Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;
Vu la décision du 09 juin 2026 du Collège des Bourgmestre et Echevins approuvant la procédure de passation et les conditions d'un marché public de services ayant pour objet les abonnements, maintenance et acquisition complémentaire de radars préventifs tel que décrit dans le cahier spécial des charges scha/achats/2026/038 ;
Considérant que le marché est estimé à 70.000€ TVAC ;
Considérant que la dépense sera financée par les moyens financiers renseignées dans le programme d'investissement ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

PREND POUR INFORMATION

1. La décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 09 juin 2026 de passer un marché public de services par procédure négociée sans publication préalable ayant pour objet les abonnements, maintenance et acquisition complémentaire de radars préventifs tel que décrit dans le cahier spécial des charges scha/achats/2026/038 ;
2. La dépense, estimée à 70.000€ TVA comprise, sera imputée à l'article budgétaire 421/124-02/650 du budget ordinaire pour les abonnements et les réparations de 2026, 2027, 2028, 2029, à l'article budgétaire 421/744-51/650-20260124 du budget extraordinaire pour l'achat du radar préventif de 2026, 2027, 2028, 2029 et aux éventuels articles aux codes fonctionnels et économiques adéquats prévus au budget et exécutoire au cours de la durée de validité du marché conclu.

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

Gelet op artikelen 117 en 234§3 van de nieuwe wet van de gemeente;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering , de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken , leveringen en diensten en concessies;

Gelet op het Koninklijk Besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten klassieke sectoren;

Gelet op het Koninklijk Besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op de beslissing van 09 juni 2026 van het College van Burgemeester en Schepenen die de plaatsingsprocedure en de voorwaarden goedkeurt voor de overheidsopdracht voor diensten met als voorwerp abonnements, onderhoud en de aanschaf van extra preventieve radars zoals beschreven in het bestek scha/achats/2026/038;

Overwegende dat de opdracht wordt geraamd op 70.000€ BTW inbegrepen;

Overwegende dat de uitgave zal gefinancierd worden met de in het investeringsprogramma vermelde financiële middelen;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

NEEMT TER INFORMATIE

1. De beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 09 juni 2026 om een overheidsopdracht voor de diensten te plaatsen bij onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking, met als voorwerp abonnements, onderhoud en de aanschaf van extra preventieve radars zoals beschreven in het bestek scha/achats/2026/038;
2. De uitgave, geschat op 70.000€ BTW inbegrepen, zal geboekt worden op artikel 421/744-51/650-20260124 van gewone begroting 2026, 2027, 2028, 2029 voor de abonnements en herstellingen, 421/744-51/650-20260124 van buitengewone begroting 2026, 2027, 2028, 2029 voor de aankoop van de radars en eventueel op andere artikels met de adequate functionele en economische codes uitvoerbaar tijdens de looptijd van het contract.

SP 52.- Marché subséquent ayant pour objet « L'accompagnement dans la mise en place, la facilitation et l'autonomisation du Conseil Consultatif des Aîné(e)s (CCA) de la Commune de Schaerbeek » Approbation du mode de passation et fixation des conditions du marché
- Pour information -- Vervolgopdracht met als voorwerp " Ondersteuning bij de oprichting, facilitering en versterking van de Adviesraad voor Senioren (CCA) van de gemeente Schaarbeek - Goedkeuring van de plaatsingsprocedure en de voorwaarden van de opdracht - Ter informatie

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL
Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté

Vu l'article 117 , 234 § 3 de la Nouvelle loi communale ;
Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;
Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics ;
Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;
Vu la délibération du Conseil Communal du 26 novembre 2025 approuvant d'adhérer à la centrale d'achat du Bureau Bruxellois de Planification (BBP) pour des services liés aux processus et l'accord cadre conclu pour le lot 3 : "Déploiement d'un processus participatif et animation de réunions" avec les adjudicataires suivants : Callida&Co; ERU; Ecores; Dreamocracy; Glassroots; Habitat et Participation ;
Vu le cahier des charges de Bureau Bruxellois de Planification pour des services liés aux processus participatifs pour le compte du Bureau bruxellois de la planification (BBP) sous forme d'accord-cadre avec plusieurs opérateurs économiques ;
Vu la nécessité de remettre en concurrence les adjudicataires du lot 3 : Déploiement d'un processus participatif et animation de réunions , à savoir : Callida&Co; ERU; Ecores; Dreamocracy; Glassroots; Habitat et Participation ;
Considérant que le marché est estimé à 20.000€ TVAC ;
Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;
PREND POUR INFORMATION

1. La décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 09.06.2026 d'approuver le cahier spécial des charges pour un marché subséquent ayant pour objet « L'accompagnement dans la mise en place, la facilitation et l'autonomisation du Conseil Consultatif des Aîné(e)s (CCA) de la Commune de Schaerbeek » établi dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre ayant pour objet des services liés aux processus participatifs conclu par le Bureau Bruxellois de Planification agissant en tant que centrale d'achats pour le lot 3 : "Déploiement d'un processus participatif et animation de réunions" avec les adjudicataires suivants : Callida&Co; ERU; Ecores; Dreamocracy; Glassroots; Habitat et Participation et de mandater le bureau Bruxellois de Planification de procéder à la passation et à l'attribution du marché subséquent au nom et pour compte de l'AC de Schaerbeek étant le pouvoir adjudicateur adhérent à cette centrale d'achats
2. Les dépenses estimées à 20.000€ TVAC seront imputées à concurrence de 5000 € en 2026, 10.000 € en 2027, 5.000 € en 2028 à l'article 834/124-06/ -AA/843 et aux autres éventuels articles du budget aux codes fonctionnels et économiques adéquats et exécutoires au cours de la validité du marché conclu le tout réserve de validation et d'approbation par tout organe décisionnel compétent.

DE GEMEENTERAAD
Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

Gelet op artikel 117 , 234 § 3 van de nieuwe gemeentewet;
Gelet op de wet overheidsopdrachten van 17 juni 2016;
Gelet op het Koninklijk Besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten;
Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels hoofdstedelijke Gewest;
Gelet op het besluit van de gemeenteraad van 26 november 2025 tot goedkeuring van de toetreding tot de aankoopcentrale van het Brussels Planbureau (BBP) voor procesgerelateerde diensten en de raamovereenkomst die is gesloten voor perceel 3: "Uitvoering van een participatief proces en facilitering van bijeenkomsten" met de volgende aannemers: Callida&Co; ERU; Ecores; Dreamocracy; Glassroots; Habitat et Participation ;
Gezien het bestek van het Brussels Planbureau voor diensten in verband met participatieve processen ten behoeve van het Brussels Planbureau (BBP) in de vorm van een raamovereenkomst met verschillende economische actoren;
Gezien de noodzaak om de aannemers voor perceel 3: Opzetten van een participatief proces en begeleiding van vergaderingen, opnieuw in mededinging te stellen, namelijk : Callida&Co;

ERU; Ecores; Dreamocracy; Glassroots; Habitat et Participation;
Overwegende dat de opdracht wordt geraamd op 20.000€ btw;
Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;
NEEMT TER INFORMATIE

1. De beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 09.06.2026 het bestek voor de vervolgoopdracht met als voorwerp "Ondersteuning bij de oprichting, facilitering en versterking van de Adviesraad voor Senioren (CCA) van de gemeente Schaarbeek", opgesteld in het kader van de uitvoering van de raamovereenkomst voor diensten met betrekking tot participatieve processen, gesloten door het Brussels Planbureau als aankoopcentrale voor perceel 3: "Uitvoering van een participatief proces en facilitering van bijeenkomsten", met de volgende contractanten: Callida&Co; ERU; Ecores; Dreamocracy; Glassroots; Habitat et Participation goed te keuren en om het Brussels Planbureau te mandateren over te gaan tot het plaatsen en gunnen van een vervolgoopdracht in naam en voor rekening van gemeentelijke administratie van Schaarbeek zijnde een aangesloten aanbestedende overheid van deze aankoopcentrale..
2. De uitgaven, waarvan het bedrag wordt geraamd op 20.000 € incl. btw, te boeken a rato van 5000 € in 2026, 10.000 € in 2027, 5.000 € in 2028 op artikel 834/124-06/ -AA/843 en op eventuele andere artikelen van de begroting met de passende functionele en economische codes, uitvoerbaar gedurende de looptijd van de gesloten opdracht onder voorbehoud van goedkeuring door de bevoegde beslissingsorganen.

Bâtiment -- Gebouwen

SP 53.- Bâtiment communal sis Rue Josaphat 81 (Antenne Josaphat) - Installation d'une Caméra de sécurité - Marché public de faible montant – Pour information --
Gemeentelijk gebouw aan de Josaphatstraat 81 (Josaphat-vestiging) – Installatie van een bewakingscamera – Overheidsopdracht van beperkte waarde – Ter informatie

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté

Vu les articles 234§3 et 236§1 de la nouvelle loi communale ;
Vu la loi du 17 juin 2016 - en particulier son article 92 - relative aux marchés publics, telle qu'elle a été modifiée à ce jour ;
Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques, tel qu'il a été modifié à ce jour ;
Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, tel qu'il a été modifié à ce jour ;
Vu l'ordonnance du 27 juillet 2017 modifiant la Nouvelle loi communale en vue de préciser les règles de compétences en matière de marchés publics communaux ;
Vu la nécessité de procéder à l'installation d'une caméra de vidéosurveillance à l'antenne population Josaphat (rue Josaphat 81) ;
Considérant que ces services devraient être réalisés par une entreprise spécialisée du secteur privé ;
Considérant que cette dépense sera financée par les moyens financiers renseignés dans le programme d'investissement ;
Considérant que le Conseil Communal sera informé de toute modification de ces moyens de financement à l'occasion du vote des modifications budgétaires et des comptes annuels ;
Vu la décision du collège des bourgmestre et échevins du 28 avril 2026 :

1. D'arrêter la procédure de passation du marché de services : Marché public de faible montant, après consultation de trois entreprises spécialisées ;
2. De désigner la société ayant remis l'offre économiquement la plus avantageuse d'un montant de 1.997.71 € TVAC ;
3. D'engager la somme de 2.150 € TTC, à l'article 104/724-60/ - /600-20260029 du budget extraordinaire 2026 ;

4. De prendre acte que cette dépense est financée par les moyens renseignés dans le programme d'investissement ;

PREND POUR INFORMATION

la décision précitée du collège des bourgmestre et échevins

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

Gelet op de artikelen 234§3 en 236§1 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 - in het bijzonder zijn artikel 92 - betreffende de overheidsopdrachten, zoals tot op heden gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, zoals tot op heden gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot vaststelling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, zoals tot op heden gewijzigd;

Gelet op de ordonnantie van 27 juli 2017 tot wijziging van de nieuwe gemeentewet teneinde de bevoegdheidsregels inzake gemeentelijke overheidsopdrachten te verduidelijken;

Gelet op de noodzaak om een bewakingscamera te installeren in het Josaphat-buurtcentrum (Josaphatstraat 81);

Overwegende dat deze diensten door een gespecialiseerd bedrijf uit de privésector moeten worden uitgevoerd ;

Overwegende dat deze uitgave zal worden gefinancierd met de middelen vermeld in het investeringsprogramma;

Overwegende dat de gemeenteraad zal worden ingelicht van elke wijziging van deze financieringsmiddelen ter gelegenheid van de stemming over de begrotingswijzigingen en jaarrekeningen;

Gelet op het collegebesluit van 28 april 2026, houdende:

1. vaststelling van de plaatsingsprocedure en de voorwaarden van de opdracht : overheidsopdracht van beperkte waarde, met raadpleging van drie gespecialiseerde ondernemingen;
2. aanduiding van de firma die de economisch voordeligste offerte indiende, voor een bedrag van 1.997.71 €, BTW inbegrepen;
3. vastlegging van de som van 2.150 €, alle belastingen inbegrepen, op artikel 104/724-60/ - /600-20260029 van de buitengewone begroting over 2026;
4. akte te nemen dat deze uitgave zal worden gefinancierd met de middelen vermeld in het investeringsprogramma;

NEEMT TER INFORMATIE

voornoemd collegebesluit

SP 54.- Bâtiment communal sise Avenue des Jardins 50 - Relevé Complexe plaine Wahis - Marché public de faible montant - Pour information -- Gemeentelijk gebouw aan de Jardinslaan 50 - Onderzoek van het Complexe plaine Wahis - Overheidsopdracht van beperkte waarde - Ter informatie

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté

Vu les articles 234§3 et 236§1 de la nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 17 juin 2016 - en particulier son article 92 - relative aux marchés publics, telle qu'elle a été modifiée à ce jour ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques, tel qu'il a été modifié à ce jour ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, tel qu'il a été modifié à ce jour ;

Vu l'ordonnance du 27 juillet 2017 modifiant la Nouvelle loi communale en vue de préciser les règles de compétences en matière de marchés publics communaux ;
 Considérant que le bâtiment communal sise Avenue des Jardins 50, nécessite un relevé en vue de lancer une étude en interne pour l'aménagement des locaux utilisés auparavant par le club de sport « pétanque des jardins » en nouveau vestiaire et salle de gymnastique pour le club de rugby Kituro ;
 Considérant que ces services devraient être réalisés par une entreprise spécialisée du secteur privé ;
 Vu les quatre entreprises consultées par la Direction Infrastructures à cette fin, dans le cadre d'un marché public de faible montant ;
 Vu les deux offres reçues ;
 Considérant que ces offres ont été jugées administrativement et techniquement conformes ;
 Considérant que cette dépense sera financée par les moyens financiers renseignés dans le programme d'investissement ;
 Considérant que le Conseil Communal sera informé de toute modification de ces moyens de financement à l'occasion du vote des modifications budgétaires et des comptes annuels ;
 Vu la décision du collège des bourgmestre et échevins du 26 mai 2026 :

1. D'arrêter la procédure de passation du marché de services : Marché public de faible montant, après consultation de quatre entreprises spécialisées ;
2. De désigner la société ayant remis l'offre économiquement la plus avantageuse d'un montant de 3.327,5 € TVAC ;
3. D'imputer la dépense, estimée à 3.327,5 € TTC, à l'article 764/747-60/ - /600_20260046 du budget extraordinaire 2026 ;
4. De prendre acte que cette dépense est financée par les moyens renseignés dans le programme d'investissement ;

PREND POUR INFORMATION
 la décision précitée du collège des bourgmestre et échevins

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

Gelet op de artikelen 234§3 en 236§1 van de nieuwe gemeentewet;
 Gelet op de wet van 17 juni 2016 - in het bijzonder zijn artikel 92 - betreffende de overheidsopdrachten, zoals tot op heden gewijzigd;
 Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, zoals tot op heden gewijzigd;
 Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot vaststelling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, zoals tot op heden gewijzigd;
 Gelet op de ordonnantie van 27 juli 2017 tot wijziging van de nieuwe gemeentewet teneinde de bevoegdheidsregels inzake gemeentelijke overheidsopdrachten te verduidelijken;
 Overwegende dat het gemeentelijk gebouw aan de Jardinslaan 50 moet worden opgemeten om een intern onderzoek te kunnen starten naar de inrichting van de ruimtes die voorheen door de sportclub « Pétanque des Jardins » werden gebruikt, tot nieuwe kleedkamers en een gymzaal voor de rugbyclub Kituro;
 Overwegende dat deze diensten door een gespecialiseerd bedrijf uit de privésector moeten worden uitgevoerd;
 Gelet op de vier door de directie Infrastructuur geraadpleegde ondernemingen, in het kader van een overheidsopdracht van beperkte waarde;
 Gelet op de twee ontvangen offertes;
 Overwegende dat deze offertes als administratief en technisch conform werden beschouwd;
 Overwegende dat deze uitgave zal worden gefinancierd met de middelen vermeld in het investeringsprogramma;
 Overwegende dat de gemeenteraad zal worden ingelicht van elke wijziging van deze financieringsmiddelen ter gelegenheid van de stemming over de begrotingswijzigingen en jaarrekeningen;
 Gelet op het collegebesluit van 26 mei 2026, houdende:

1. vaststelling van de plaatsingsprocedure en de voorwaarden van de opdracht : overheidsopdracht van beperkte waarde, met raadpleging van vier gespecialiseerde ondernemingen;

2. aanduiding van de firma die de economisch voordeligste offerte indiende, voor een bedrag van 3.327,5 €, BTW inbegrepen;
3. aanrekening van de uitgave van 3.327,5 €, alle belastingen inbegrepen, op artikel 764/747-60/ - /600_20260046 van de buitengewone begroting over 2026;
4. akte te nemen dat deze uitgave zal worden gefinancierd met de middelen vermeld in het investeringsprogramma;

NEEMT TER INFORMATIE
voornoemd collegebesluit

SP 55.- Ecole 1, Rue Josaphat 229 - Mission d'étude pour l'aménagement d'un pôle sportif - Augmentation de la dépense - Approbation -- Ecole 1, Josaphatstraat 229 - Studieopdracht voor de inrichting van een sportsite – Verhoging van de uitgave – Goedkeuring

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté

Vu la Nouvelle Loi Communale telle que modifiée à ce jour, en particulier son article 234 § 1 ;
Vu la Loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications à ce jour, en particulier son article 36 ;

Vu l'Arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications à ce jour ;

Vu l'Arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications à ce jour ;

Vu l'Ordonnance du 17 juillet 2003 modifiant la Nouvelle Loi Communale, en particulier son article 27 ;

Vu l'Ordonnance du 27 juillet 2017 modifiant la Nouvelle Loi Communale en vue de préciser les règles de compétences en matière de marchés publics communaux ;

Vu la décision du collège des bourgmestre et échevins du 14 octobre 2025 d'approuver le projet de marché public de travaux d'aménagement d'un pôle sportif à l'Ecole 1, Rue Josaphat 229 ;

Vu l'approbation de la procédure de passation et des conditions du marché par le conseil communal du 15 octobre 2025 (procédure ouverte aux conditions du CSC Scha/Infra/2025/021) ;

Considérant que ces travaux étaient estimés à 1.557.000€ TVAC, et que la date d'ouverture des offres était le 8 décembre 2025 à 15h ;

Considérant que l'offre du présumé adjudicataire s'élève à 1.489.138,78 € HTVA, soit 1.578.487,11 € TVAC ;

Considérant que l'offre est légèrement supérieure à l'estimation du marché ;

Considérant que le bureau d'études a fourni les justifications suivantes par rapport à cette augmentation du prix ;

Un certain nombre de postes (mis en évidence dans le présent rapport et ses annexes) présentent des dépassements non négligeables par rapport aux estimatifs de l'auteur de projet. Ces prix élevés pourraient néanmoins notamment s'expliquer par :

- Le contexte de bâtiment classé ;
- Une pris en compte des marges pour palier à des incertitudes liées à la rénovation ;
- Le contexte d'intervention en site occupé (contexte scolaire) ;
- La demande de phasage des travaux devant permettre l'utilisation de l'une des deux salles de sports par l'école tout au long des travaux ;
- La durée de chantier relativement importante envisagée en relation à ce phasage ;
- Un contexte urbain dense rendant plus complexes les questions d'accès et de stockage ;
- Une tendance (constatée par le pouvoir adjudicateur) pour certaines entreprises à remettre des prix moins concurrentiels en fin d'année ;

Considérant que la Direction Infrastructures estime par conséquent que les prix remis par l'entreprise est représentatif du marché, et qu'il n'y aurait pas d'intérêt à relancer la

procédure ;

Considérant que, par ailleurs, relancer le marché mettrait en danger l'obtention de subsides pour ce projet ;

Considérant que, afin de pouvoir engager la somme nécessaire à la bonne exécution des travaux, la Direction Infrastructures, a demandé au service des Finances de réaliser les ajustements nécessaires pour renforcer l'article budgétaire consacré à ce projet ;

Considérant que ces ajustements ont été réalisés avec diligence, augmentant ainsi l'article budgétaire avec le code projet 20250121 ;

Considérant qu'en conséquence, la Direction Infrastructures recommande d'approuver l'augmentation de la dépense pour ce projet à 1.725.000 € afin de pouvoir réaliser un engagement budgétaire suffisant et exécuter sereinement ces travaux lors de la désignation de l'adjudicataire ;

Considérant que le Cahier de Charge de la mission d'étude prévoit un taux d'honoraire de 15%, la Direction Infrastructure recommande la mise à jour du montant crédité pour les honoraires de mission d'étude à 15% du montant crédité pour les travaux ;

Considérant un taux de TVA différent pour les dépenses d'étude et travaux, le montant à créditer pour la mission d'étude est porté à 295.000€ tva ;

Considérant que cette mise à jour est réalisée au moyen d'un ajustement interne de crédit (AIC) ;

DECIDE

D'approuver l'augmentation de la dépense pour ce projet.

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

Gelet op de nieuwe gemeentewet zoals tot op heden gewijzigd, inzonderheid artikel 234 § 1; Gelet op de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten en zijn latere wijzigingen, inzonderheid artikel 36;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, zoals tot op heden gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, zoals tot op heden gewijzigd;

Gelet op de ordonnantie van 17 juli 2003 tot wijziging van de nieuwe gemeentewet, inzonderheid artikel 27;

Gelet op de ordonnantie van 27 juli 2017 tot wijziging van de nieuwe gemeentewet, teneinde de bevoegdheidsregels inzake gemeentelijke overheidsopdrachten te verduidelijken;

Gelet op het collegebesluit van 14 oktober 2025 om het project goed te keuren voor de overheidsopdracht betreffende de inrichting van een sportcentrum in School 1, Josafatstraat 229;

Gelet op de goedkeuring van de plaatsingsprocedure en de voorwaarden van de opdracht door de gemeenteraad van 15 oktober 2025 (openbare procedure, aan de voorwaarden van het bestek Scha/Infra/2025/021);

Overwegende dat het bedrag van deze werken op 1.557.000€ BTW inbegrepen werd geraamd, en dat de openingsdatum van de offertes 8 december 2025 was, om 15u;

Overwegende dat de offerte van de vermoedelijke opdrachthouder 1.489.138,78 € exclusief BTW, bedraagt, hetzij 1.578.487,11 € BTW inbegrepen;

Overwegende dat de offerte lichtjes hoger ligt dan de raming van de opdracht;

Overwegende dat het studiebureau de volgende rechtvaardigingen aanhaalt in verband met deze verhoging van de prijs;

Een bepaald aantal punten (die in het onderzoeksverslag van de offertes en zijn bijlagen duidelijk worden vermeld) vertonen niet te verwaarlozen overschrijdingen ten opzichte van de ramingen van de projectauteur. Deze hoge prijzen kunnen evenwel worden verklaard door:

- de context van een geklasseerd gebouw;
- het feit dat rekening wordt gehouden met zekere marges om het hoofd te bieden aan onzekerheden verbonden met de renovatie;
- de context van de interventie, namelijk een school die tijdens de werken verder functioneert;
- de vraag om de werken te faseren, zodanig dat telkens één van beide sportzalen van de school tijdens de volledige duur van de werken kan worden gebruikt;
- de relatief lange duur van de werken die wordt voorzien, rekening houdend met

- genoemde fasering;
- de stedelijke context, waardoor de toegangs- en stockeringsmogelijkheden meer complex zijn;
- een tendens (vastgesteld door de aanbestedende overheid) voor sommige ondernemingen om op het einde van het jaar minder concurrentiële prijzen over te maken;

Overwegende dat de Directie Infrastructuur bijgevolg van mening is dat de door de onderneming overgemaakte prijzen representatief zijn voor de huidige markt, en we er geen belang bij hebben een nieuwe procedure op te starten;

Overwegende bovendien dat een nieuwe procedure opstarten het bekomen van subsidies voor dit project in gevaar zou brengen;

Overwegende dat, om de nodige som te kunnen vastleggen voor de goede uitvoering van de werken, de Directie Infrastructuur aan de dienst Financiën heeft gevraagd de nodige aanpassingen te doen om het begrotingsartikel voor dit project te verhogen;

Overwegende dat deze aanpassingen zeer snel werden aangebracht en het begrotingsartikel met de projectcode 20250121 werd verhoogd;

Overwegende dat bijgevolg de Directie Infrastructuur aanbeveelt om de verhoging van de uitgave voor dit project tot 1.725.000 € goed te keuren, zodat een voldoende hoge budgettaire vastlegging kan worden gerealiseerd en deze werken na de aanduiding van de opdrachthouder zonder problemen kunnen worden uitgevoerd;

Aangezien het bestek van de studieopdracht een ereloonpercentage van 15 % voorziet, beveelt de Directie Infrastructuur aan het gecrediteerde bedrag voor de erelonen van de studieopdracht te actualiseren tot 15 % van het voor de werken gecrediteerde bedrag;

Rekening houdend met het verschil in btw-tarief tussen studie- en uitvoeringskosten, wordt het voor de studieopdracht te crediteren bedrag vastgesteld op 295.000€ incl. btw;

Rekening houdend met deze actualisering wordt uitgevoerd via een interne kredietaanpassing (IKA);

BESLUIT

De verhoging van de uitgave voor dit project goed te keuren

SP 56.- Réaménagement du Parc Cité Jardins - Procédure de passation et conditions du marché - Approbation -- Heraanleg van het park aan de Bloemtuinenlaan - Plaatsingsprocedure en voorwaarden van de opdracht - Goedkeuring

Monsieur Schuurmans intervient

Madame Lorenzino répond

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté

Vu la Nouvelle Loi Communale telle que modifiée à ce jour, en particulier son article 234 § 1 ;
Vu la Loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications à ce jour, en particulier son article 41 ;

Vu l'Arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications à ce jour ;

Vu l'Arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications à ce jour ;

Vu l'Ordonnance du 17 juillet 2003 modifiant la Nouvelle Loi Communale, en particulier son article 27 ;

Vu l'Ordonnance du 27 juillet 2017 modifiant la Nouvelle Loi Communale en vue de préciser les règles de compétences en matière de marchés publics communaux ;

Vu le projet de réaménagement du Parc Cité Jardins, sis 16 Avenue des jardins, porté par le SPEV ;

Considérant que les travaux ont pour but, notamment, d'augmenter la capacité d'accueil de la plaine de jeux ;

Considérant que le montant estimé de ce marché est de 635.377,80€ TVAC ;
 Considérant que conformément à l'article 234, § 1 de la Nouvelle Loi Communale, le Conseil communal doit être sollicité pour choisir la procédure de passation et fixer les conditions du marché ;
 Considérant que ce marché de travaux sera régi par le cahier des charges Scha/Infra/2026/025 ;
 Considérant que la procédure préconisée pour ce marché est la procédure négociée directe avec publication préalable ;
 Considérant que la dépense serait imputée aux articles 766/725-60/ - /640-20260023, 766/725-60/ - /640-20260031 et 766/725-60/ - /640-20260090 du budget extraordinaire de l'exercice 2026 ;
 Considérant que la dépense serait financée par les moyens renseignés dans le programme d'investissement ;
 Considérant que le Conseil Communal sera informé de toute modification de ces moyens de financement à l'occasion du vote des modifications budgétaires et des comptes annuels ;
 Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 16 juin 2026 ;

DÉCIDE

1. D'approuver de lancer un marché de travaux en vue du réaménagement du Parc Cité Jardins ;
2. D'approuver la procédure de passation : procédure négociée directe avec publication préalable ;
3. De fixer les conditions du marché consignées dans le cahier des charges Scha/Infra/2026/025 ;
4. D'imputer la dépense relative aux travaux, estimée à 635.377,80€ TVAC, aux articles 766/725-60/ - /640-20260023, 766/725-60/ - /640-20260031 et 766/725-60/ - /640-20260090 du budget extraordinaire de l'exercice 2026 ;
5. De prendre acte que cette dépense sera financée par les moyens renseignés dans le programme d'investissement.

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

Gelet op de nieuwe gemeentewet zoals tot op heden gewijzigd, inzonderheid artikel 234 § 1;
 Gelet op de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten en zijn latere wijzigingen, inzonderheid artikel 41;
 Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, zoals tot op heden gewijzigd;
 Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, zoals tot op heden gewijzigd;
 Gelet op de ordonnantie van 17 juli 2003 tot wijziging van de nieuwe gemeentewet, inzonderheid artikel 27;
 Gelet op de ordonnantie van 27 juli 2017 tot wijziging van de nieuwe gemeentewet, teneinde de bevoegdheidsregels inzake gemeentelijke overheidsopdrachten te verduidelijken;
 Gelet op de uitvoering van het heraanlegproject van het park aan de Bloemtuinenlaan, gelegen Bloemtuinenlaan, die gedragen is door SNGR;
 Overwegende de werkzaamheden tot doel hebben, o.a., de capaciteit van de speeltuin te vergroten;
 Overwegende dat het ramingsbedrag voor deze nieuwe opdracht 635.377,80€, BTW inbegrepen, bedraagt;
 Overwegende dat conform artikel 234 § 1 van de nieuwe gemeentewet, de Gemeenteraad de plaatsingsprocedure kiest en de voorwaarden van de opdracht bepaalt;
 Overwegende dat deze opdracht voor werken wordt geregeld door het bestek met referentie Scha/Infra/2026/025;
 Overwegende dat de aanbevolen procedure voor deze opdracht de vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking procedure is;
 Overwegende dat de uitgave zou worden aangerekend op de volgende artikels: 766/725-60/ - /640-20260023, 766/725-60/ - /640-20260031 en 766/725-60/ - /640-20260090 van de buitengewone begroting over 2026;
 Overwegende dat de uitgave zou worden gefinancierd met de middelen aangegeven in het investeringsprogramma;

Overwegende dat de gemeenteraad zal worden ingelicht van elke wijziging van deze financieringsmiddelen ter gelegenheid van de stemming van de begrotingswijzigingen en jaarrekeningen;

Gelet op het collegebesluit van 16 juni 2026;

BESLUIT

1. Goedkeuring om een overheidsopdracht voor werken te lanceren voor de heraanleg van het park aan de Bloemtuinenlaan;
2. Goedkeuring van de plaatsingsprocedure : vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking;
3. Vastlegging van de voorwaarden van de opdracht zoals opgesomd in het bestek met ref. Scha/Infra/2026/025;
4. Aanrekening van de uitgave voor de werken, geraamd op 635.377,80 €, BTW inbegrepen, op de volgende artikels: 766/725-60/ - /640-20260023, 766/725-60/ - /640-20260031 en 766/725-60/ - /640-20260090 van de buitengewone begroting over 2026;
5. Akte te nemen dat de uitgave zal worden gefinancierd met de middelen vermeld in het investeringsprogramma.

Contrats de quartier -- Wijkcontracten

SP 57.- Contrat de quartier Petite colline : Opération 2.1.1 « Construire la capacité d'hébergement » : rénovation du bâtiment Chaumière 15 en 3 logements assimilés sociaux à 1030 Bruxelles. Lancement d'un appel d'offres relatif à la mise en œuvre d'un bail à la rénovation -- Duurzaam Wijkcontract "Kleine Heuvel" : Operatie 2.1.1 "Versterking van de huisvestingscapaciteit" : renovatie van het gebouw Chaumière 15 tot 3 met sociale woningen gelijkgestelde wooneenheden te 1030 Brussel. Opstart van een overheidsopdracht met betrekking tot de uitvoering van een renovatiehuur

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté

Vu les articles 117, 234 et 236 de la nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de service ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Vu l'arrêté royal du 22 juin 2017 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics ;

Vu l'Ordonnance du 6 octobre 2016, organique de la revitalisation urbaine ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 24 novembre 2016, relatif aux Contrats de quartier durable ;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 23 juillet 2021 approuvant le programme du contrat de quartier Petite colline ;

Considérant que la construction reprise sous rubrique constitue l'opération 2.1.1 du Contrat de Quartier Durable Petite Colline, dont la modification de programme a été approuvée par le Gouvernement régional en date du 5 juin 2023 ;

Considérant que cette opération consiste en l'acquisition et la rénovation d'un immeuble d'habitation actuellement inoccupé afin d'y créer trois logements à caractère social ;

Considérant que cette opération s'inscrit également dans une stratégie plus globale portée par le CQD Petite Colline, à savoir la « Fabrique de la rénovation » ;

Considérant qu'en date du 10 octobre 2023, le Collège des Bourgmestre et Échevins a approuvé le mode de passation — par procédure négociée sans publication préalable conformément à l'article 42, § 1er, 1°, de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics — ainsi que le cahier spécial des charges relatif à cette opération ;

Considérant qu'en date du 4 mai 2021, le Collège a approuvé l'introduction d'une demande de subvention auprès du Gouvernement en vue de l'acquisition du bien ;

Considérant qu'en date du 27 mars 2023, le Gouvernement a octroyé une subvention d'un montant total de 282.125 € afin de contribuer au financement de cette acquisition ;

Considérant qu'en date du 12 décembre 2023, le Collège a approuvé la proposition du comité d'avis visant à attribuer le marché d'études au bureau ADN Architectures ;

Considérant qu'en date du 10 septembre 2024, le CBE a approuvé le dossier de permis d'urbanisme ;

Considérant qu'en date du 17 septembre 2024, le Collège a approuvé l'introduction d'une demande de subvention auprès du Gouvernement pour les études et la rénovation du bien, laquelle est toutefois restée sans suite ;

Considérant qu'en date du 18 novembre 2025, urban.brussels a délivré le permis d'urbanisme ;

Considérant que, suite à l'installation du nouveau gouvernement régional et aux informations communiquées à ce jour, la reconduction des subsides « Politique de la Ville – Axe 1 » par urban.brussels, initialement envisagée pour la poursuite de l'opération, ne peut actuellement être garantie ;

Considérant que, si la commune n'a reçu aucune réponse officielle à la demande de subside, les informations informelles reçues indiquent qu'aucun financement régional au titre de la rénovation urbaine n'est envisagé pour subsidier ce projet ;

Considérant que, dans ce contexte, diverses pistes alternatives ont été explorées afin de permettre la concrétisation du projet malgré les incertitudes liées aux subsides « Politique de la Ville – Axe 1 » ;

Considérant que la piste d'un montage de type « Housing Deal » — consistant en un démembrement et un partenariat avec des investisseurs privés à vocation sociale — a notamment été analysée avec Sohonet, mais n'a pas pu être retenue en raison du nombre insuffisant de logements prévus dans le projet, le dispositif nécessitant un minimum de 20 logements ;

Considérant que la possibilité d'un partenariat avec la Coopérative Bruxelloise d'Habitats (CoBHa) a également été étudiée ;

Considérant que cette option n'a toutefois pas pu être retenue en raison du nombre insuffisant d'unités de logement prévues — le dispositif exigeant un minimum de 10 logements — ainsi que de l'absence d'espace communautaire au sein du projet ;

Considérant que, dans ce contexte, une solution alternative est proposée afin de permettre la concrétisation du projet, à savoir le recours au mécanisme du bail à la rénovation ;

Considérant que ce dispositif permettrait de confier le bien à un opérateur chargé de réaliser les travaux de rénovation en contrepartie d'un droit de jouissance temporaire à très long terme sur l'immeuble, selon les modalités à définir dans le cadre de la convention de bail ;

Considérant que la durée du bail permettrait ainsi à l'opérateur d'amortir les frais d'investissement ;

Considérant que, parmi les divers acteurs consultés, l'asbl Renovassistance s'est dite potentiellement intéressée par un montage de ce type ;

Considérant que les services d'Urban ont marqué leur accord sur ce type de montage ;

Considérant que Renovassistance pourrait solliciter auprès de la Commune une contribution financière dans l'hypothèse où le plan de financement ne permettrait pas d'atteindre une durée de remboursement inférieure ou égale à 50 ans ;

Considérant que le recours à cette formule permettrait de poursuivre les objectifs poursuivis par l'opération, à savoir la remise sur le marché de logements à caractère social ainsi que la rénovation qualitative du bâtiment, tout en tenant compte du contexte budgétaire actuel et de l'absence de confirmation des financements régionaux initialement prévus ;

Considérant que, dans ce cadre, un projet d'appel d'offres relatif à la mise en œuvre d'un bail à la rénovation a été établi et est soumis à l'approbation du Collège en annexe de la présente délibération ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 16 juin 2026 ;

DECIDE

1. De prendre connaissance de l'absence, à ce jour, de reconduction des subsides « Politique de la Ville – Axe 1 » prévus initialement pour financer ce projet ;
2. De constater que cette situation ne permet actuellement plus de garantir le financement régional initialement envisagé pour la poursuite de l'opération 2.1.1 ;
3. De marquer son accord sur le principe du recours à une solution alternative de type bail à la rénovation afin de permettre la réalisation du projet ;
4. D'approuver le lancement de l'appel d'offres relatif à la mise en œuvre d'un bail à la rénovation, tel que repris en annexe.

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

Gelet op de artikelen 117, 234 en 236 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 17 juni betreffende de overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de gunning van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren;

Gelet op het koninklijk besluit van 22 juni 2017 dat de algemene uitvoeringsregels voor overheidsopdrachten bepaalt;

Gelet op de organieke ordonnantie van 6 oktober 2016 voor stadsherwaardering;

Gelet op het besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 24 november 2016 betreffende de duurzame wijkcontracten;

Gelet op het besluit van de Executieve van 23 juli 2021 dat het programma van het wijkcontract Kleine Heuvel goedkeurt;

Gelet op het besluit van de Executieve van 05 juni 2023 dat de wijziging van programma van het wijkcontract Kleine Heuvel goedkeurt;

Overwegende dat de hierboven vermelde constructie de operatie 2.1.1 vormt van het Duurzaam Wijkcontract “Petite Colline”, waarvan de programmawijziging werd goedgekeurd door de Regering op 5 juni 2023;

Overwegende dat deze operatie gericht is op de verwerving en renovatie van een momenteel leegstaand woongebouw, met het oog op de creatie van drie sociale woningen;

Overwegende dat dit initiatief kadert binnen een ruimere strategie gedragen door het DWC “Petite Colline”, genaamd “Renovatiefabriek”;

Overwegende dat het College van Burgemeester en Schepenen op 4 mei 2021 de indiening heeft goedgekeurd van een subsidieaanvraag bij de Regering met het oog op de verwerving van het goed, wat heeft geleid tot de toekenning op 27 maart 2023 van een subsidiebedrag van 282.125 €;

Overwegende dat het College op 10 oktober 2023 de plaatsingswijze heeft goedgekeurd, namelijk een onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking overeenkomstig artikel 42, §1, 1°, van de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, evenals het bijzonder bestek met betrekking tot deze operatie;

Overwegende dat het College op 12 december 2023 heeft beslist om de studieopdracht toe te wijzen aan het bureau ADN Architecturen, op voorstel van het adviescomité;

Overwegende dat het College op 10 september 2024 het dossier voor de aanvraag van een stedenbouwkundige vergunning heeft goedgekeurd, die werd afgeleverd door urban.brussels op 18 november 2025;

Overwegende dat op 17 september 2024 een subsidieaanvraag werd ingediend bij de Regering voor de studies en de renovatie van het goed, waarop tot op heden geen antwoord werd ontvangen;

Overwegende dat, ingevolge de installatie van de nieuwe Gewestregering, de verlenging van de subsidies “Stadsbeleid – As 1”, die oorspronkelijk voorzien waren voor de voortzetting van de operatie, momenteel niet kan worden gegarandeerd;

Overwegende dat, ondanks het uitblijven van een officieel antwoord, de informele informatie aangeeft dat er geen gewestelijke financiering in het kader van stadsvernieuwing voor dit project wordt voorzien;

Overwegende dat in deze context van budgettaire onzekerheid verschillende alternatieve pistes werden onderzocht om de realisatie van het project mogelijk te maken;

Overwegende dat de piste van een “Housing Deal”-constructie, waarbij een samenwerking met private investeerders met een sociaal oogmerk wordt opgezet, werd geanalyseerd in samenwerking met Sohonet, maar niet kon worden weerhouden wegens het onvoldoende aantal wooneenheden, aangezien dit systeem een minimum van 20 eenheden vereist;

Overwegende dat ook de mogelijkheid van een samenwerking met de Brusselse Wooncoöperatie (CoBHa) werd onderzocht, maar niet kon worden weerhouden wegens het onvoldoende aantal wooneenheden (minimum 10 eenheden vereist) en het ontbreken van een gemeenschappelijke ruimte in het project;

Overwegende dat derhalve een alternatieve oplossing wordt voorgesteld, namelijk het gebruik van een renovatiehuur;

Overwegende dat dit mechanisme het mogelijk maakt het goed toe te vertrouwen aan een

operator die instaat voor de renovatiewerken in ruil voor een tijdelijk gebruiksrecht op lange termijn, volgens modaliteiten vast te leggen in een huurovereenkomst;
 Overwegende dat de duur van de huurovereenkomst de operator in staat stelt de gedane investeringen af te schrijven;
 Overwegende dat, onder de geraadpleegde actoren, de vzw Renovassistance een potentiële interesse heeft getoond voor een dergelijke constructie;
 Overwegende dat de diensten van Urban hun instemming hebben betuigd met een dergelijke regeling;
 Overwegende dat Renovassistance bij de Gemeente een financiële bijdrage zou kunnen aanvragen in het geval dat het financieringsplan geen terugbetalingstermijn van 50 jaar of minder toelaat;
 Overwegende dat het gebruik van deze formule het mogelijk maakt de doelstellingen van de operatie te realiseren, met name het opnieuw op de markt brengen van sociale woningen en de kwalitatieve renovatie van het gebouw, rekening houdend met de huidige budgettaire context;
 Overwegende dat een ontwerp van overheidsopdracht met betrekking tot de uitvoering van een renovatiehuur werd opgesteld en ter goedkeuring wordt voorgelegd aan het College als bijlage bij deze beraadslaging;
 Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen van 16 juni 2026;

BESLUIT

1. Kennis te nemen van het feit dat de subsidies “Stadsbeleid – As 1”, die oorspronkelijk voorzien waren voor de financiering van dit project, tot op heden niet werden verlengd;
2. Vast te stellen dat deze situatie het momenteel niet langer mogelijk maakt om de oorspronkelijk voorziene gewestelijke financiering voor de voortzetting van operatie 2.1.1 te waarborgen;
3. Zijn akkoord te verlenen met het principe om een alternatieve oplossing van het type renovatiehuur toe te passen teneinde de realisatie van het project mogelijk te maken;
4. De opstart van de overheidsopdracht goed te keuren met betrekking tot de uitvoering van een renovatiehuur, zoals opgenomen in bijlage.

SP 58.- Contrat de quartier Petite colline : Opération 2.3 Fabrique de la rénovation « Construire la capacité d'hébergement » : rénovation de 2 bâtiments rue des Plantes 121-123 et 125-127 en logements assimilés sociaux. Lancement d'un appel d'offres relatif à la mise en œuvre d'un bail à la rénovation -- Wijkcontract « Petite Colline » : Operatie 2.3 « Fabrique de la rénovation – Versterking van de huisvestingscapaciteit » : renovatie van 2 gebouwen gelegen aan de Plantenstraat 121-123 en 125-127 tot met sociale woningen gelijkgestelde wooneenheden. Lancering van een overheidsopdracht met betrekking tot de uitvoering van een renovatiehuur

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté

Vu les articles 117, 234 et 236 de la nouvelle loi communale ;
 Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de service ;
 Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;
 Vu l'arrêté royal du 22 juin 2017 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics ;
 Vu l'Ordonnance du 6 octobre 2016, organique de la revitalisation urbaine ;
 Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 24 novembre 2016, relatif aux Contrats de quartier durable ;
 Vu l'arrêté de l'Exécutif du 23 juillet 2021 approuvant le programme du contrat de quartier Petite colline ;
 Considérant que la construction reprise sous rubrique constitue l'opération 2.3 du contrat de

quartier durable Petite Colline dont la modification de programme a été approuvée par le Gouvernement régional en date du 05 juin 2023 ;

Considérant que celle-ci consiste à acquérir et rénover deux immeubles d'habitation mitoyens, l'un vide et l'autre suroccupé, afin d'y créer 7 logements à caractère social ;

Considérant que cette opération s'inscrit dans une stratégie plus globale portée dans le CQD Petite Colline, à savoir la « Fabrique de la rénovation » ;

Considérant qu'en date du 07 mai 2024, le Collège des Bourgmestre et Échevins a approuvé le mode de passation (par procédure négociée sans publication préalable conformément à l'article 42 § 1er, 1° de la loi du 17 juin 2016 sur les marchés publics) ainsi que le cahier spécial des charges relatifs à cette opération ;

Considérant qu'en date du 04 mai 2021, le Collège a approuvé l'introduction d'une demande de subvention auprès du Gouvernement en vue de l'acquisition du bien ;

Considérant qu'en date du 19 décembre 2023, le Gouvernement a octroyé une subvention d'un montant total de 244.296 € afin de contribuer au financement de cette acquisition ;

Considérant qu'en date du 04 juin 2024, le Collège a approuvé la proposition du comité d'avis d'attribuer le marché d'études aux bureaux d'études MAMOUT architectes ;

Considérant qu'en date du 22 juillet 2024, le Collège a approuvé le dossier de permis d'urbanisme ;

Considérant qu'en date du 24 juin 2025, le Collège a approuvé l'introduction d'une demande de subvention auprès du Gouvernement pour les études et la rénovation du bien, laquelle est toutefois restée sans suite ;

Considérant qu'en date du 05 mars 2026, Urban.brussels a délivré le permis d'urbanisme ;

Considérant que, suite à l'installation du nouveau gouvernement régional et aux informations communiquées à ce jour, la reconduction des subsides « Politique de la Ville – Axe 1 » par Urban.brussels, initialement envisagée pour la poursuite de l'opération, ne peut actuellement être garantie ;

Considérant que, bien que la commune n'ait reçu aucune réponse officielle à la demande de subside, les informations informelles reçues indiquent qu'aucun financement régional au titre de la rénovation urbaine n'est envisagé pour subsidier ce projet ;

Considérant que, dans ce contexte, diverses pistes alternatives ont été explorées afin de permettre la concrétisation du projet malgré les incertitudes liées aux subsides « Politique de la Ville – Axe 1 » ;

Considérant que la piste d'un montage de type « Housing Deal » (démembrement et partenariat avec des investisseurs privés à vocation sociale) a notamment été analysée avec Sohonet, mais n'a pas pu être retenue en raison du nombre insuffisant de logements prévus dans le projet, le dispositif nécessitant un minimum de 20 logements ;

Considérant que la possibilité d'un partenariat avec la Coopérative Bruxelloise d'Habitats (CoBHa) a également été étudiée, mais n'a pas pu être retenue en raison du nombre insuffisant d'unités de logement prévues, le dispositif exigeant un minimum de 10 logements, ainsi que de l'absence d'espace communautaire au sein du projet ;

Considérant que, dans ce contexte, une solution alternative est proposée afin de permettre la concrétisation du projet, à savoir le recours au mécanisme du bail à la rénovation ;

Considérant que ce dispositif permettrait de confier le bien à un opérateur chargé de réaliser les travaux de rénovation en contrepartie d'un droit de jouissance temporaire à très long terme sur l'immeuble, selon les modalités à définir dans le cadre de la convention de bail ;

Considérant que la durée du bail permettrait ainsi à l'opérateur d'amortir les frais d'investissement ;

Considérant que, parmi les divers acteurs consultés, l'asbl Renovassistance s'est dite potentiellement intéressée par un montage de ce type ;

Considérant que Renovassistance pourrait solliciter auprès de la Commune une contribution financière dans l'hypothèse où le plan de financement ne permettrait pas d'atteindre une durée de remboursement inférieure ou égale à 50 ans ;

Considérant que les services d'Urban ont marqué leur accord sur ce type de montage ;

Considérant que le recours à cette formule permettrait de poursuivre les objectifs poursuivis par l'opération, à savoir la remise sur le marché de logements à caractère social ainsi que la rénovation qualitative du bâtiment, tout en tenant compte du contexte budgétaire actuel et de l'absence de confirmation des financements régionaux initialement prévus ;

Considérant que, dans ce cadre, un projet d'appel d'offres relatif à la mise en œuvre d'un bail à la rénovation a été établi et est soumis à l'approbation du Collège en annexe de la présente délibération ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 16 juin 2026 ;

DECIDE

1. De prendre connaissance de l'absence, à ce jour, de reconduction des subsides « Politique de la Ville – Axe 1 » prévus initialement pour financer ce projet ;
2. De constater que cette situation ne permet actuellement plus de garantir le financement régional initialement envisagé pour la poursuite de l'opération 2.3 ;
3. De marquer son accord sur le principe du recours à une solution alternative de type bail à la rénovation afin de permettre la réalisation du projet ;
4. D'approuver le lancement de l'appel d'offres relatif à la mise en œuvre d'un bail à la rénovation, tel que repris en annexe.

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

Gelet op de artikelen 117, 234 en 236 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 17 juni betreffende de overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de gunning van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren;

Gelet op het koninklijk besluit van 22 juni 2017 dat de algemene uitvoeringsregels voor overheidsopdrachten bepaalt;

Gelet op de organieke ordonnantie van 6 oktober 2016 voor stadsherwaardering;

Gelet op het besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 24 november 2016 betreffende de duurzame wijkcontracten;

Gelet op het besluit van de Executieve van 23 juli 2021 dat het programma van het wijkcontract Kleine Heuvel goedkeurt;

Gelet op het besluit van de Executieve van 05 juni 2023 dat de wijziging van programma van het wijkcontract Kleine Heuvel goedkeurt;

Overwegende dat de onderhavige constructie de operatie 2.3 vormt van het Duurzaam Wijkcontract « Petite Colline », waarvan de programmamodificatie werd goedgekeurd door de Regering op 5 juni 2023;

Overwegende dat deze operatie tot doel heeft twee aangrenzende woongebouwen, waarvan één leegstaand en het andere overbewoond is, te verwerven en te renoveren met het oog op de creatie van zeven sociale woningen;

Overwegende dat deze operatie kadert binnen een globale strategie die wordt ontwikkeld in het kader van het DWC « Petite Colline », genaamd « Fabrique de la rénovation »;

Overwegende dat het College van Burgemeester en Schepenen op 7 mei 2024 de gunningswijze heeft goedgekeurd, met name een onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking overeenkomstig artikel 42, § 1, 1°, van de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, alsook het bijzonder bestek met betrekking tot deze operatie;

Overwegende dat het College op 4 mei 2021 de indiening van een subsidieaanvraag bij de Regering heeft goedgekeurd met het oog op de verwerving van het betrokken goed;

Overwegende dat de Regering op 19 december 2023 een subsidie heeft toegekend ten bedrage van 244.296 euro ter financiering van voornoemde verwerving;

Overwegende dat het College op 4 juni 2024 het voorstel van het adviescomité heeft goedgekeurd om de studieopdracht toe te wijzen aan het architectenbureau MAMOUT architectes;

Overwegende dat het College op 22 juli 2024 het dossier voor de aanvraag van de stedenbouwkundige vergunning heeft goedgekeurd;

Overwegende dat het College op 24 juni 2025 de indiening van een subsidieaanvraag bij de Regering heeft goedgekeurd met het oog op de financiering van de studies en de renovatiewerken, welke zonder gevolg is gebleven;

Overwegende dat Urban.brussels op 5 maart 2026 de stedenbouwkundige vergunning heeft afgeleverd;

Overwegende dat, naar aanleiding van de installatie van de nieuwe gewestregering en gelet op de thans beschikbare informatie, de verlenging van de subsidies « Stadsbeleid – As 1 » door Urban.brussels, die aanvankelijk werd voorzien voor de voortzetting van de operatie, op dit ogenblik niet kan worden gegarandeerd;

Overwegende dat, hoewel geen officieel antwoord werd ontvangen op de subsidieaanvraag, de informele informatie aangeeft dat geen gewestelijke financiering in het kader van

stadsvernieuwing wordt voorzien voor dit project;

Overwegende dat in deze context verschillende alternatieve pistes werden onderzocht om de realisatie van het project mogelijk te maken, ondanks de onzekerheden met betrekking tot de subsidies « Stadsbeleid – As 1 »;

Overwegende dat de piste van een « Housing Deal »-constructie, met opsplitsing van eigendom en een partnerschap met private investeerders met een sociale doelstelling, onder meer werd onderzocht met Sohonet, maar niet kon worden weerhouden wegens het onvoldoende aantal geplande woningen, aangezien het systeem een minimum van twintig eenheden vereist;

Overwegende dat de mogelijkheid van een partnerschap met de Coöperatieve Brusselse Woonmaatschappij (CoBHa) eveneens werd onderzocht, maar niet kon worden weerhouden wegens het onvoldoende aantal geplande woningen — waarbij het systeem een minimum van tien eenheden vereist — evenals het ontbreken van een gemeenschappelijke ruimte binnen het project;

Overwegende dat in deze context wordt voorgesteld een alternatieve oplossing toe te passen, namelijk het gebruik van een renovatiehuurcontract;

Overwegende dat dit mechanisme het mogelijk maakt het goed toe te vertrouwen aan een operator die belast is met de uitvoering van de renovatiewerken in ruil voor een tijdelijk gebruiksrecht op lange termijn op het gebouw, volgens de voorwaarden vast te leggen in een huurovereenkomst;

Overwegende dat de duur van deze huurovereenkomst de operator in staat stelt de gedane investeringen af te schrijven;

Overwegende dat onder de geraadpleegde actoren de vzw Renovassistance zich potentieel geïnteresseerd heeft getoond in een dergelijke constructie;

Overwegende dat Renovassistance bij de Gemeente een financiële bijdrage zou kunnen aanvragen in het geval dat het financieringsplan geen terugbetalingstermijn van 50 jaar of minder toelaat;

Overwegende dat de diensten van Urban hun instemming hebben betuigd met een dergelijke regeling;

Overwegende dat het gebruik van deze formule het mogelijk maakt de doelstellingen van de operatie te blijven nastreven, met name het opnieuw op de markt brengen van sociale woningen en de kwalitatieve renovatie van het gebouw, rekening houdend met de huidige budgettaire context en het uitblijven van bevestiging van de oorspronkelijk voorziene gewestelijke financieringen;

Overwegende dat een ontwerp van bestek met betrekking tot de uitvoering van een renovatiehuur werd opgesteld en ter goedkeuring wordt voorgelegd aan het College in bijlage bij deze beraadslaging;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen van 16 juni 2026;

BESLUIT

1. Kennis te nemen van het feit dat, tot op heden, de subsidies « Stadsbeleid – As 1 », die oorspronkelijk voorzien waren voor de financiering van dit project, niet werden verlengd;
2. Vast te stellen dat deze situatie het momenteel niet langer mogelijk maakt de oorspronkelijk voorziene gewestelijke financiering voor de voortzetting van operatie 2.3 te garanderen;
3. Zijn akkoord te verlenen met het principe om een alternatieve oplossing toe te passen van het type renovatiehuur, teneinde de uitvoering van het project mogelijk te maken;
4. Goedkeuring te verlenen aan de lancering van de overheidsopdracht met betrekking tot de uitvoering van een renovatiehuur, zoals opgenomen in de bijlage.

SP 59.- Contrat de quartier Petite colline : Opération 3.2 - Construction d'un équipement mixte "santé / jeunesse" rue Dupont n° 20 à Schaerbeek - MARCHE DE TRAVAUX – Dossier adjudication, Fixation du mode de passation et des conditions du marché de travaux -- Wijkcontract Kleine Heuvel: Operatie 3.2 Bouw van een gemengde uitrusting "gezondheid / jeugd" Dupontstraat nr. 20 te Schaarbeek. OPDRACHT VOOR WERKEN – Aanbestedingsdossier, Bepaling van de gunningswijze en voorwaarden voor de opdracht voor werken

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté -- Goedgekeurd met eenparigheid van

stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté

Vu les articles 117, 234 et 236 de la nouvelle loi communale ;
Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de service ;
Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;
Vu l'arrêté royal du 22 juin 2017 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics ;
Vu l'Ordonnance du 6 octobre 2016, organique de la revitalisation urbaine ;
Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 24 novembre 2016, relatif aux Contrats de quartier durable ;
Vu l'arrêté de l'Exécutif du 23 juillet 2021 approuvant le programme du contrat de quartier Petite colline ;
Considérant que la construction reprise sous la rubrique constitue l'opération 3.2 du contrat de quartier Petite Colline, dont le programme a été approuvé par le Gouvernement régional en date du 23 juillet 2021 et dont la modification de programme n°1 a été approuvée en date du 05 juin 2023 ;
Considérant que ce projet vise la création d'un équipement mixte axé santé/jeunesse, sous la forme envisagée d'un CSSI (Centre Social Santé Intégré), porté par le Planning Familial Groupe Santé Josaphat, la Maison Médicale du Nord et les Services sociaux des Quartiers-1030 ;
Considérant que le coût total de l'opération au stade programme s'élevait à 3.846.660,00 € ;
Considérant que la mise en œuvre de l'opération nécessite une étude architecturale à confier à un bureau extérieur ;
Considérant que les frais d'études sont évalués à 346.700,00 €, répartis entre les honoraires (326.700,00 € TVAC) et les indemnités des candidats sélectionnés ayant remis une offre régulière (20.000,00 €) ;
Considérant que l'ensemble de l'opération est subsidié par la Région à concurrence de 2.566.894,59 € et que le solde sera financé par emprunt ;
Considérant qu'un subside FEDER 2021–2027 a été approuvé en date du 29 juin 2023 pour un montant de 540.249,00 € ;
Considérant qu'en date du 29 mars 2023, le Conseil communal a approuvé le mode de passation par procédure concurrentielle avec négociation conformément à l'article 38, §1er, 1° de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, et que le cahier des charges SCHAE / INFRA / 2023 / CQDCP / 3.2 a été établi à cette fin ;
Considérant que, étant donné son coût global supérieur à 209.000,00 € HTVA, ce marché est soumis à publicité européenne ;
Considérant que l'avis de marché a été publié le 16 mai 2023 au Bulletin des Adjudications (Belgique) et le 19 mai 2023 au Journal officiel de l'Union européenne (JOUE) ;
Considérant qu'en date du 04 juin 2024, le Collège a approuvé la proposition du comité d'avis d'attribuer le marché d'études aux bureaux CARTON 123 AM, sis Carton de Wiartlaan 123 à 1090 Jette ;
Considérant qu'en date du 08 juillet 2025, le Collège des Bourgmestre et Échevins a approuvé le dossier de permis d'urbanisme ;
Considérant que l'enquête publique relative à cette opération s'est tenue durant 14 jours, du 26 mars 2026 au 09 avril 2026, et que la commission de concertation du 23 avril 2026 a émis un avis favorable sous condition d'une modification relative à l'infiltration des eaux ;
Considérant que le bureau d'études a actualisé le montant des travaux en phase d'élaboration du dossier d'exécution et que celui-ci est estimé à 2.967.834,30 € TVAC, montant inscrit au budget extraordinaire 2026 ;
Considérant que, pour mener à bien cette opération du CQDPC, le projet fera l'objet d'un marché de travaux par procédure ouverte établie sur base de l'article 36, §1er de la loi du 17 juin 2016 ;
Considérant qu'en outre, conformément à l'article 58 de ladite loi, la valeur du marché étant supérieure à 139.000 € HTVA, l'opportunité de diviser le marché en lots a été examinée ;
Considérant qu'il est proposé de passer le marché de travaux par procédure ouverte avec clauses sociales en deux lots définis comme suit :

- Lot 1 : Construction d'un équipement mixte « santé / jeunesse » ;
- Lot 2 : Travaux de désamiantage ;

Considérant que l'ensemble du dossier est téléchargeable via le lien suivant : <https://www.swisstransfer.com/d/9b78de7c-01b9-41b7-a080-d7be13333b27> ;

Vu le cahier des charges SCHAE / INFRA / 2026 / CQDPC / 3.2 dressé à cette fin ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 16 juin 2026 ;

DECIDE

1. De prendre connaissance et approuver le cahier spécial des charges SCHAE / INFRA / 2026 / CQDPC / 3.2 dressé pour le marché public de travaux par procédure ouverte (cf. annexes) ;
2. De passer le marché concernant les travaux de construction d'un équipement mixte "santé / jeunesse" rue Dupont n° 20 à Schaerbeek par procédure ouverte avec clauses sociales en 2 lots aux conditions fixées dans le cahier spécial des charges SCHAE / INFRA / 2026 / CQDPC / 3.2 ;
3. De prendre acte que cette dépense sera financée par les moyens financiers renseignés dans le programme d'investissement. Le Conseil Communal sera informé de toute modification de ces moyens de financement à l'occasion du vote des modifications budgétaires et des comptes annuels ;
4. D'autoriser la transmission du cahier spécial des charges et des annexes (FR et NL) à la tutelle ;
5. D'autoriser la transmission du cahier spécial des charges et des annexes (FR et NL) à Urban ;

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

Gelet op de artikelen 234, 236 en 249 § 1 al 2 van de nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 – en in het bijzonder het artikel 92 – betreffende de overheidsopdrachten, zoals tot op heden gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 – in het bijzonder het artikel 124 – betreffende het gunnen van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, zoals tot op heden gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 dat de algemene uitvoeringsregels voor overheidsopdrachten en de concessies voor openbare werken bepaalt, zoals tot op heden gewijzigd;

Gelet op de ordonnantie van 27 juli 2017 die de nieuwe gemeentewet wijzigt om de regels voor de bevoegdheden op het vlak van gemeentelijke overheidsopdrachten te verduidelijken;

Overwegende dat de bouw vermeld in rubriek de operatie 3.1 van het wijkcontract Kleine Heuvel, waarvan het programma werd goedgekeurd door de Gewestelijke Regering op 23 juli 2021, vormt;

Overwegende dat de uitvoering van de operatie een architecturale studie vereist die moet worden gegund aan een extern bureau;

Overwegende dat de in deze rubriek opgenomen constructie operatie 3.2 vormt van het Wijkcontract Petite Colline, waarvan het programma werd goedgekeurd door de Regering op 23 juli 2021 en waarvan de programmawijziging nr. 1 werd goedgekeurd op 5 juni 2023;

Overwegende dat dit project de oprichting beoogt van een gemengde voorziening gericht op gezondheid/jeugd, in de vorm van een CSSI (Centre Social Santé Intégré), gedragen door Planning Familial Groupe Santé Josaphat, Maison Médicale du Nord en de Services sociaux des Quartiers-1030;

Overwegende dat de totale kostprijs van de operatie in de programmatiefase 3.846.660,00 € bedroeg;

Overwegende dat de uitvoering van de operatie een architecturale studie vereist die aan een extern studiebureau moet worden toevertrouwd;

Overwegende dat de studiekosten worden geraamd op 346.700,00 €, verdeeld in erelonen (326.700,00 € incl. btw) en vergoedingen voor de geselecteerde kandidaten die een regelmatige offerte hebben ingediend (20.000,00 €);

Overwegende dat de volledige operatie door het Gewest wordt gesubsidieerd ten belope van 2.566.894,59 € (91,96 %) en dat het saldo zal worden gefinancierd via lening;

Overwegende dat een EFRO-subsidie 2021–2027 werd goedgekeurd op 29 juni 2023 voor een bedrag van 540.249,00 €;

Overwegende dat de Gemeenteraad op 29 maart 2023 de gunningswijze heeft goedgekeurd

via een mededingingsprocedure met onderhandeling overeenkomstig artikel 38, §1, 1° van de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, en dat het bestek SCHAE / INFRA / 2023 / CQDCP / 3.2 daartoe werd opgesteld;

Overwegende dat, gelet op de totale kostprijs van meer dan 209.000,00 € excl. btw, deze opdracht onderworpen is aan Europese bekendmaking;

Overwegende dat de aankondiging van de opdracht werd gepubliceerd op 16 mei 2023 in het Bulletin der Aanbestedingen (België) en op 19 mei 2023 in het Publicatieblad van de Europese Unie (PBUE);

Overwegende dat het College op 4 juni 2024 het voorstel van het adviescomité heeft goedgekeurd om de studieopdracht toe te wijzen aan CARTON 123 AM, gevestigd Carton de Wiartlaan 123 te 1090 Jette;

Overwegende dat het College van Burgemeester en Schepenen op 8 juli 2025 het dossier voor de omgevingsvergunning heeft goedgekeurd;

Overwegende dat het openbaar onderzoek met betrekking tot deze operatie gedurende 14 dagen liep, van 26 maart 2026 tot en met 9 april 2026, en dat de overlegcommissie van 23 april 2026 een gunstig advies heeft uitgebracht onder voorwaarde van een aanpassing met betrekking tot de infiltratie van het water;

Overwegende dat het studiebureau het bedrag van de werken heeft geactualiseerd tijdens de opmaak van het uitvoeringsdossier en dat dit wordt geraamd op 2.967.834,30 € incl. btw, bedrag opgenomen in de buitengewone begroting 2026;

Overwegende dat, om deze operatie van het Wijkcontract tot een goed einde te brengen, dit project het voorwerp zal uitmaken van een opdracht voor werken via een open procedure op basis van artikel 36, §1 van de wet van 17 juni 2016;

Overwegende dat bovendien, overeenkomstig artikel 58 van voormelde wet, en aangezien de waarde van de opdracht hoger is dan 139.000 € excl. btw, de opportuniteit werd onderzocht om de opdracht in percelen te verdelen;

Overwegende dat wordt voorgesteld de opdracht voor werken via een open procedure met sociale clausules in twee percelen te gunnen, als volgt:

- Perceel 1 : Bouw van een gemengde voorziening “gezondheid / jeugd”;
- Perceel 2 : Asbestverwijderingswerken;

Gelet op het bestek SCHAE / INFRA / 2026 / CQDPC / 3.2 dat daartoe werd opgesteld;

Overwegende dat het volledige dossier via de volgende link kan worden gedownload : <https://www.swisstransfer.com/d/9b78de7c-01b9-41b7-a080-d7be13333b27>;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen van 16 juni 2026;

BESLUIT

1. Kennis te nemen van en goedkeuring te verlenen aan het bijzonder bestek SCHAE / INFRA / 2026 / CQDPC / 3.2 opgesteld voor de overheidsopdracht voor werken via open procedure (cf. bijlagen);
2. De opdracht betreffende de werken voor de bouw van een gemengde voorziening “gezondheid / jeugd” gelegen Dupontstraat nr. 20 te Schaarbeek te gunnen via open procedure met sociale clausules in 2 percelen onder de voorwaarden vastgesteld in het bijzonder bestek SCHAE / INFRA / 2026 / CQDPC / 3.2;
3. Akte te nemen dat deze uitgave wordt gefinancierd met de middelen opgenomen in het investeringsprogramma; De gemeenteraad zal bij de stemming over de begrotingswijzigingen en de jaarrekening op de hoogte worden gebracht van elke wijziging in deze financieringsmiddelen;
4. De verzending van het bijzonder bestek en de bijlagen (FR en NL) aan de toezichthoudende overheid goed te keuren;
5. De verzending van het bijzonder bestek en de bijlagen (FR en NL) aan Urban goed te keuren.

SP 60.- Contrat de rénovation urbaine Brabant | Nord | Saint-Lazare - Opération EO12B « Pôle petite enfance, rue d'Hoogvorst » - Marché de travaux - Fixation du mode de passation et des conditions du marché de travaux -- Stadsvernieuwingscontract Brabant | Noord | Sint-Lazarus - Operatie EO12B "Centrum voor jonge kinderen, Hoogvorststraat"

- Contract voor werken - Vaststelling van de wijze van gunning en van de voorwaarden van het contract voor werken

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté

Vu les articles 117, 234 et 236 de la nouvelle loi communale ;
Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de service ;
Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;
Vu l'arrêté royal du 22 juin 2017 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics ;
Vu l'Ordonnance du 6 octobre 2016, organique de la revitalisation urbaine ;
Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 30 mars 2017, relatif aux Contrats de rénovation urbaine ;
Vu l'arrêté de l'Exécutif du 23 novembre 2017 approuvant le programme du contrat de rénovation Brabant | Nord | Saint-Lazare ;
Vu l'arrêté de l'Exécutif du 08 juillet 2021 approuvant la modification du programme du contrat de rénovation Brabant | Nord | Saint-Lazare ;
Vu l'arrêté de l'Exécutif du 02 mai 2024 approuvant la deuxième modification du programme du contrat de rénovation Brabant | Nord | Saint-Lazare" ;
Considérant que la construction d'un « Pôle petite enfance, rue d'Hoogvorst », constitue l'opération EO.12/B du contrat de rénovation urbaine Brabant | Nord | Saint-Lazare ;
Considérant que la mise en œuvre de l'opération nécessite une étude architecturale à confier à un bureau extérieur ;
Considérant qu'en date du 21 mai 2024, le Collège a approuvé l'attribution du marché d'études à l'équipe de bureaux d'étude VANDEN EECKHOUDT-CREYF + ORTS ET BALLÉRIAUX (AM) pour l'opération de construction d'un pôle pour la petite enfance sur les terrains sis rue d'Hoogvorst 2-14 ;
Considérant qu'en date du 21 janvier 2025, le Collège a approuvé la définition du Comité d'Accompagnement proposé par RenovaS ;
Considérant qu'en date du 21 février 2025, le bureau d'étude a présenté la phase d'esquisse ainsi que les principaux choix opérés pour l'avant-projet au comité d'accompagnement qui a fait part de ses commentaires/remarques. Sur base de ces éléments, l'avant-projet a été approfondi ;
Considérant qu'en date du 20 juin 2025, l'avant-projet a été présenté lors de la réunion de projet organisée par Urban ;
Considérant qu'en date du 07 octobre 2025, le Collège a approuvé l'avant-projet ;
Considérant qu'en date du 09 décembre 2025, le Collège a approuvé le dossier de permis d'urbanisme ;
Considérant qu'en date du 14 avril 2026 et en date du 22 avril 2026, le Collège et le Conseil ont approuvé les conditions de l'appel à candidatures pour l'identification d'un porteur du projet en agriculture urbaine ;
Considérant que l'enquête publique de cette opération s'est tenue durant 30 jours, à savoir du 26 mars au 24 avril 2026 ; la commission de concertation qui s'est tenue en date du 07 mai 2026 a émis un avis favorable avec conditions ;
Considérant que l'impact de ces conditions sur le projet architectural a déjà été pris en compte et intégré par le bureau d'étude dans le dossier d'adjudication ;
Considérant que les délais d'instruction de la demande de permis d'urbanisme arrivent à échéance le 11 juillet 2026 ;
Considérant qu'une tranche conditionnelle a été prévue pour le projet en agriculture urbaine et que cette tranche pourra être activée si le montant des offres reçues pour le marché de travaux le permettra du point de vue budgétaire et si un porteur de projet capable d'assurer la gestion en autonomie de la zone d'agriculture urbaine aura été identifié ;
Considérant que compte tenu des échéances et du planning prévisionnel du projet, il est

essentiel d'attribuer le marché de travaux avant la fin du 2026 ;

Considérant que pour mener à bien cette opération du CRUBNSL, ce projet fera l'objet d'un marché de travaux par procédure « ouverte » établie sur base de l'article 36, § 1er de la loi. En outre, conformément à l'article 58 de la loi du 17 juin 2016, la valeur du présent marché étant supérieur à 139.000€ HTVA, l'opportunité de diviser le marché en lot a été examiné. À ce titre, il est proposé de passer le marché de travaux par procédure ouverte avec clauses sociales en 2 lots établis comme suit :

- Lot 1 : Construction d'un équipement comprenant une crèche, des bureaux et un projet en agriculture urbaine au niveau sous-sol ;
- Lot 2 : Désamiantage ;

Considérant l'estimation du coût des travaux réactualisée par le bureau d'études en phase dossier d'exécution ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Échevins en date du 16 juin 2026 ;

DECIDE

1. D'approuver le cahier spécial des charges (SCHAE / INFRA / 2026 / CRUBNSL / EO.12B) dressé pour le marché public de travaux par procédure ouverte et les documents techniques annexes ;
2. De passer le marché concernant les travaux de rénovation et construction d'un équipement comprenant une crèche ONE, des bureaux et un projet en agriculture urbaine au niveau sous-sol sur les terrains sis rue d'Hoogvorst 2-14 par procédure ouverte avec clauses sociales en 2 lots aux conditions fixées dans le cahier spécial des charges SCHAE / INFRA / 2026 / CRUBNSL / EO.12B ;
3. D'approuver la dépense pour les travaux, soit un montant estimé de 6.177.148 € TVAC (marge de 17 % incluse) dont 5.877.148 € sont inscrit au budget extraordinaire 2026 et 300.000 € ont été inscrit dans la procédure d'élaboration de la MB2 du BE 2026 ;
4. De prendre acte que cette dépense est financée par les moyens renseignés dans le programme d'investissement ;
5. De s'engager à respecter les conditions d'octroi de subvention fixées aux articles 5 et 6 du décret du 18 juillet 2023 de la Commission communautaire française visant au soutien de l'accueil de l'enfance, tel que modifié ;
6. De s'engager à respecter les normes fixées par l'O.N.E. ;
7. D'autoriser la transmission du cahier spécial des charges et des annexes (FR et NL) à la tutelle.

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

Gelet op de artikelen 117, 234 en 236 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 met betrekking tot de overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 plaatsing overheidsopdrachten in de klassieke sectoren;

Gelet op het koninklijk besluit van 22 juni 2017 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten;

Gelet op de ordonnantie van 6 oktober 2016, houdende de organisatie van de Stedelijke herwaarderding;

Gelet op het besluit van de regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 30 maart 2017, met betrekking tot de stadsvernieuwingscontracten;

Gelet op het besluit van de Executieve van 23 november 2017 dat het programma van het stadsvernieuwingscontract Brabant | Noord | Sint-Lazarus goedkeurt;

Gelet op het besluit van de executieve van 08 juli 2021 ter goedkeuring van de wijziging van het programma van het stadsvernieuwingscontract Brabant | Noord | Sint-Lazarus;

Gelet op het besluit van de executieve van 2 mei 2024 tot goedkeuring van de tweede wijziging van het programma van het stadsvernieuwingscontract Brabant | Noord | Sint-Lazare;

Overwegende dat de constructie van "Centrum voor jonge kinderen, Hoogvorststraat" de operatie EO.12B van dit programma Stadsvernieuwingscontract Brabant | Noord | Sint-Lazarus vormt;

Overwegende dat de uitvoering van de operatie een architecturale studie vereist die moet worden gegund aan een extern bureau;

Overwegende dat het College op 21 mei 2024 het voorstel van het adviescomité om de

studieopdracht te gunnen aan het studiebureau "VANDEN EECKHOUDT-CREYF + ORTS ET BALLÉRIAUX (Vereniging)" heeft goedgekeurd;
 Overwegende dat het College op 21 januari 2022 de definitie van het begeleidingscomité voorgesteld door RenovaS heeft goedgekeurd;
 Overwegende dat het ontwerp bureau op 21 februari 2025 de schetsfase en de belangrijkste keuzes voor het voorontwerp heeft gepresenteerd aan de begeleidingscommissie, die haar opmerkingen heeft kenbaar gemaakt. Op basis van deze elementen is het voorontwerp verder uitgewerkt;
 Overwegende dat op 20 juni 2025 het voorontwerp werd voorgesteld tijdens de door Urban georganiseerde projectvergadering;
 Overwegende dat op 7 oktober 2025 het College het voorontwerp heeft goedgekeurd;
 Overwegende dat het College op 9 december 2025 het dossier voor de stedenbouwkundige vergunning heeft goedgekeurd;
 Overwegende dat het College en de Raad op 14 april 2026 en op 22 april 2026 de voorwaarden van de oproep tot het indienen van kandidaturen voor de selectie van een projectleider op het gebied van stadslandbouw hebben goedgekeurd;
 Overwegende dat de openbare enquête over deze operatie gedurende 30 dagen heeft plaatsgevonden, namelijk van 26 maart tot 24 april 2026; de overlegcommissie die op 7 mei 2026 bijeenkwam, heeft een gunstig advies met voorwaarden uitgebracht;
 Overwegende dat de impact van deze voorwaarden op het architectuurproject reeds in aanmerking is genomen en door het studiebureau is geïntegreerd in het aanbestedingsdossier;
 Overwegende dat de termijnen voor de behandeling van de aanvraag voor een stedenbouwkundige vergunning op 11 juli 2026 aflopen;
 Overwegende dat er voor het stadslandbouwproject een voorwaardelijke tranche is voorzien en dat deze tranche kan worden vrijgegeven indien het bedrag van de ontvangen offertes voor de bouwopdracht dit vanuit budgettaire oogpunt toelaat en indien er een projectdrager is gevonden die in staat is om het beheer van het stadslandbouwgebied zelfstandig op zich te nemen;
 Overwegende dat het, gezien de deadlines en de voorlopige planning van het project, essentieel is om de bouwopdracht vóór eind 2026 te gunnen;
 Overwegend dat de waarde van de huidige opdracht hoger is dan 139.000 euro exclusief btw, is de mogelijkheid om de opdracht in percelen te verdelen onderzocht, dit overeenkomstig artikel 58 van de wet van 17 juni 2016;
 Overwegende dat in dit verband wordt voorgesteld de opdracht voor de uitvoering van werken te gunnen door middel van een openbare procedure met sociale clausules in vier percelen die als volgt worden vastgesteld:

- PERCEEL 1: Bouw van een complex met een kinderdagverblijf, kantoren en een stadslandbouwproject in de kelder;
- PERCEEL 2: Asbestverwijdering;

Gezien de kostenraming voor de werken die werd bijgewerkt door het studiebureau in de uitvoeringsfase van het dossier;

Op voorstel van het college van Burgemeester en Schepenen op 16 juni 2026;

BESLUIT

1. Goedkeuring van het bijzonder bestek (SCHAE / INFRA / 2026 / CRUBNSL / EO.12B) dat is opgesteld voor de openbare aanbesteding van bouwwerkzaamheden via een openbare procedure, alsmede de bijbehorende technische documenten;
2. Het gunnen van de opdracht voor de renovatie- en bouwwerkzaamheden van een complex bestaande uit een ONE-crèche, kantoren en een stadslandbouwproject in de kelderverdieping op de terreinen gelegen aan de Hoogvorststraat 2-14, via een openbare aanbestedingsprocedure met sociale clausules, verdeeld over 2 percelen, onder de voorwaarden vastgelegd in het speciale bestek SCHAE / INFRA / 2026 / CRUBNSL / EO.12B;
3. De uitgave door de werken, hetzij een geraamd bedrag van 6.177.148 € BTWI (inclusief 17% marge) waarvan 5.877.148 € is opgenomen in de buitengewone begroting 2026 en 300.000 € is opgenomen in de procedure voor de opstelling van begrotingswijziging 2 van de buitengewone begroting 2026;
4. Er akte van te nemen dat deze uitgave wordt gefinancierd door de middelen voorzien in het investeringsprogramma;
5. Zich ertoe te verbinden de voorwaarden voor de toekenning van subsidies na te leven die zijn vastgelegd in de artikelen 5 en 6 van het decreet van 18 juli 2023 van de Franse

- Gemeenschapscommissie ter ondersteuning van de kinderopvang, zoals gewijzigd;
6. Zich ertoe te verbinden de door het O.N.E. vastgestelde normen na te leven;
 7. Toestemming te verlenen voor de toezendingen van het speciale bestek en de bijlagen (FR en NL) aan de toezichthoudende instantie.

VIE CITOYENNE -- BURGERLEVEN (LEVEN IN DE GEMEENTE)

SP 61.- Attribution des subsides 2026 dans le cadre de l'appel à projets "culture 1030" - Pour information -- Toekenning van subsidies 2026 in het kader van de projectoproep "culture 1030" - Ter informatie

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté

Vu l'article 119 de la Nouvelle loi communale ;
Vu le règlement communal relatif à l'octroi, l'emploi et le contrôle des subventions communales en date du 27 mars 2019 ;
Considérant que la commune de Schaerbeek s'est dotée d'une enveloppe budgétaire destinée à soutenir des projets culturels de la commune ;
Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 16 juin 2026 ;
DECIDE
De prendre connaissance de la répartition des subsides attribués dans le cadre de l'appel à projets "culture 1030"

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

Gelet op artikel 119 van de nieuwe gemeentewet;
Gelet op de gemeentelijke verordening betreffende de toekenning, de besteding en de controle van gemeentelijke subsidies van 27 maart 2019;
Overwegende dat de gemeente Schaarbeek over een budget beschikt om culturele projecten van de gemeente te ondersteunen;
Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen 16 juni 2026;
BESLUIT
Kennis te nemen van de verdeling van subsidies toegekend in het kader van de projectoproep "culture 1030".

Loisirs néerlandophones -- Nederlandstalige vrije tijd

SP 62.- Octroi de subsides aux associations néerlandophones de jeunesse pour l'année 2026 - Approbation -- Toekennen van subsidies aan Nederlandstalige jeugdverenigingen voor het werkjaar 2026 – Goedkeuring

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;
Vu la loi du 26 juillet 1971 organisant les agglomérations et fédérations de communes ;
Vu l'arrêté royal du 30 juillet 1985 modifié par l'arrêté royal du 19 janvier 1989 réglant la tutelle administrative sur l'agglomération bruxelloise et les communes qui composent la Région de Bruxelles-Capitale ;
Vu l'article 10 de la loi du 16 juillet 1973, garantissant la protection des tendances idéologiques

et philosophiques ;

Vu le décret du 28 janvier 1974 du conseil culturel de la Communauté culturelle néerlandophone, relatif au pacte culturel et plus particulièrement les articles 3, §1, 6 et 10 ;

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions et sa délibération du 15 janvier 1985 ;

Considérant qu'un crédit de 3825 EUR est prévu à l'article 761/332-02/ - /824 du budget de 2026 pour l'octroi de subsides aux associations de jeunesse néerlandophones ;

Vu le rapport du Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 16 juin 2026 ;

Considérant qu'il y a lieu d'y faire droit ;

DECIDE

D'accorder, pour l'exercice 2026, un subside aux associations néerlandophones de jeunesse, reprises ci-après, pour un montant total de 3.825 EUR :

1. Ratatouille : 1.275 €
2. Chiro : 1.275 €
3. Scouts : 1.275 €

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 26 juli 1971 op de agglomeraties en federaties van de gemeenten;

Gelet op het koninklijk besluit van 30 juli 1985 gewijzigd bij koninklijk besluit van 19 januari 1989 tot regeling van het administratief toezicht op de Brusselse agglomeratie en de gemeenten die tot het Brussels Hoofdstedelijk Gewest behoren;

Gelet op artikel 10 van de wet van 16 juli 1973, waarbij de bescherming van de ideologische en filosofische strekkingen gewaarborgd wordt;

Gelet op het decreet van 28 januari 1974 van de Cultuurraad voor de Nederlandstalige Cultuurgemeenschap, betreffende het cultuurpact en inzonderheid artikels 3, §1, 6 en 10;

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en aanwending van sommige toelagen en gelet op zijn raadsbesluit van 15 januari 1985;

Overwegende dat in uitgaven een krediet van 3825 EUR voorzien is op artikel 761/332-02/ - /824 op de begroting van 2026 voor het toekennen van toelagen aan de plaatselijke Nederlandstalige jeugdverenigingen;

Gelet op het verslag van het College van Burgemeester en Schepenen van 16 juni 2026;

Overwegende dat het betaamt hieraan een gunstig gevolg te geven;

BESLUIT

Een toelage toe te kennen aan de hierna vermelde plaatselijke Nederlandstalige jeugdverenigingen voor het dienstjaar 2026 voor een totaal van 3.825 EUR :

1. Ratatouille : 1.275 €
2. Chiro : 1.275 €
3. Scouts : 1.275 €

SP 63.- Octroi de subsides aux associations néerlandophones de seniors pour l'année 2026 -
Approbation -- Toekennen van subsidies aan de Nederlandstalige seniorenverenigingen
voor het werkjaar 2026 – Goedkeuring

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 26 juillet 1971 organisant les agglomérations et fédérations de communes ;

Vu l'arrêté royal du 30 juillet 1985 modifié par l'arrêté royal du 19 janvier 1989 réglant la tutelle administrative sur l'agglomération bruxelloise et les communes qui composent la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu l'article 10 de la loi du 16 juillet 1973, garantissant la protection des tendances idéologiques

et philosophiques ;

Vu le décret du 28 janvier 1974 du conseil culturel de la Communauté culturelle néerlandophone, relatif au pacte culturel et plus particulièrement les articles 3, §1, 6 et 10 ;

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions et sa délibération du 15 janvier 1985 ;

Considérant qu'un crédit de 1.109,25 € est prévu à l'article 834/332-02/821, sous réserve de l'approbation du budget 2026, pour l'octroi de subsides aux associations de seniors néerlandophones ;

Vu le rapport du Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 2 juin 2026 ;

Considérant qu'il y a lieu d'y faire droit ;

DECIDE

D'accorder, pour l'exercice 2026, un subside aux associations néerlandophones de seniors, reprises ci-après, pour un montant total de 1.109,25 €.

Curieuze Schaarbekenaren	€ 554,50
De Schare	€ 554,50

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 26 juli 1971 op de agglomeraties en federaties van de gemeenten;

Gelet op het koninklijk besluit van 30 juli 1985 gewijzigd bij koninklijk besluit van 19 januari 1989 tot regeling van het administratief toezicht op de Brusselse agglomeratie en de gemeenten die tot het Brussels Hoofdstedelijk Gewest behoren;

Gelet op artikel 10 van de wet van 16 juli 1973, waarbij de bescherming van de ideologische en filosofische strekkingen gewaarborgd wordt;

Gelet op het decreet van 28 januari 1974 van de Cultuurraad voor de Nederlandstalige Cultuurgemeenschap, betreffende het cultuurpact en inzonderheid artikels 3, §1, 6 en 10;

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en aanwending van sommige toelagen en gelet op zijn raadsbesluit van 15 januari 1985;

Overwegende dat in uitgaven een krediet van € 1.109,25 voorzien is op artikel 834/332-02/821, onder voorbehoud van de goedkeuring van de begroting van 2026, voor het toekennen van toelagen aan de plaatselijke Nederlandstalige seniorenverenigingen;

Gelet op het verslag van het College van Burgemeester en Schepenen van 2 juni 2026;

Overwegende dat het betaamt hieraan een gunstig gevolg te geven;

BESLUIT

Een toelage toe te kennen aan de hierna vermelde plaatselijke Nederlandstalige seniorenverenigingen voor het dienstjaar 2026 voor een totaal van € 1.109,25.

Curieuze Schaarbekenaren	€ 554,50
De Schare	€ 554,50

SP 64.- Octroi de subsides aux associations néerlandophones socio-culturelles pour l'année 2026 - Approbation -- Toekennen van subsidies aan Nederlandstalige socio-culturele verenigingen voor het werkjaar 2026 – Goedkeuring

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 26 juillet 1971 organisant les agglomérations et fédérations de communes ;

Vu l'arrêté royal du 30 juillet 1985 modifié par l'arrêté royal du 19 janvier 1989 réglant la tutelle administrative sur l'agglomération bruxelloise et les communes qui composent la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu l'article 10 de la loi du 16 juillet 1973, garantissant la protection des tendances idéologiques et philosophiques ;
 Vu le décret du 28 janvier 1974 du conseil culturel de la Communauté culturelle néerlandophone, relatif au pacte culturel et plus particulièrement les articles 3, §1, 6 et 10 ;
 Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions et sa délibération du 15 janvier 1985 ;
 Considérant qu'un crédit de € 7.447,28 est prévu à l'article 762/332-02/AB/821, sous réserve de l'approbation du budget 2026, pour l'octroi de subsides aux associations néerlandophones socio-culturelles ;
 Vu le rapport du Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 2 juin 2026 ;
 Considérant qu'il y a lieu d'y faire droit ;

DECIDE

D'accorder, pour l'exercice 2026, un subside aux associations néerlandophones socio-culturelles, reprises ci-après, pour un montant total de € 7.447,28.

11.11.11.- Comité Schaarbeek	450 €
Curieus Schaarbeek	497,28 €
Willemsfonds Schaarbeek - Evere - Sint-Joost	950 €
De Schakel	1.500 €
NASCI vzw	1.500 €
Aksent vzw - Lokaal Dienstencentrum	1.500 €
BBTD Educatieve en Culturele Vereniging	300 €
Davidsfonds	750 €

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 26 juli 1971 op de agglomeraties en federaties van de gemeenten;

Gelet op het koninklijk besluit van 30 juli 1985 gewijzigd bij koninklijk besluit van 19 januari 1989 tot regeling van het administratief toezicht op de Brusselse agglomeratie en de gemeenten die tot het Brussels Hoofdstedelijk Gewest behoren;

Gelet op artikel 10 van de wet van 16 juli 1973, waarbij de bescherming van de ideologische en filosofische strekkingen gewaarborgd wordt;

Gelet op het decreet van 28 januari 1974 van de Cultuurraad voor de Nederlandstalige Cultuurgemeenschap, betreffende het cultuurpact en inzonderheid artikels 3, §1, 6 en 10;

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en aanwending van sommige toelagen en gelet op zijn raadsbesluit van 15 januari 1985;

Overwegende dat in uitgaven een krediet van € 7.447,28 voorzien is op artikel 762/332-02/AB/821, onder voorbehoud van de goedkeuring van de begroting van 2026, voor het toekennen van toelagen aan de plaatselijke Nederlandstalige socio-culturele verenigingen;

Gelet op het verslag van het College van Burgemeester en Schepenen van 2 juni 2026;

Overwegende dat het betaamt hieraan een gunstig gevolg te geven;

BESLUIT

Een toelage toe te kennen aan de hierna vermelde plaatselijke Nederlandstalige socio-culturele verenigingen voor het dienstjaar 2026 voor een totaal van € 7.447,28.

11.11.11.- Comité Schaarbeek	450 €
Curieus Schaarbeek	497,28 €
Willemsfonds Schaarbeek - Evere - Sint-Joost	950 €
De Schakel	1.500 €
NASCI vzw	1.500 €
Aksent vzw - Lokaal Dienstencentrum	1.500 €
BBTD Educatieve en Culturele Vereniging	300 €
Davidsfonds	750 €

SP 65.- Règlement relatif aux subventions Brede School Schaarbeek - Approbation --
Subsidiereglement Brede School Schaarbeek – Goedkeuring

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté

Vu l'article 119 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu la convention relative à Brede School (approuvée dans l'analyse réf. 679/824/B/130 et prolongée par un avenant approuvé dans l'analyse réf. 838/821/B/113), dans laquelle la commune de Schaerbeek s'engage à contribuer à la réalisation de l'objectif politique suivant de la Commission communautaire flamande : travailler avec Brede School à la mise en place d'un réseau axé sur le quartier et à l'amélioration des perspectives de développement des enfants et des jeunes dans un environnement d'apprentissage et de vie élargi ;

Compte tenu de la volonté de Brede School de mettre davantage l'accent sur la co-crédation avec et à l'initiative des partenaires au sein du réseau de Brede School afin de concevoir des projets poursuivant les objectifs suivants :

1. Création de réseaux : la création d'un réseau néerlandophone au sein duquel des acteurs locaux provenant de divers secteurs collaborent ;
2. Apprentissage élargi : favoriser un environnement d'apprentissage et de vie élargi pendant et en dehors des heures de cours ;
3. Égalité des chances : renforcer de manière globale les opportunités de développement pour tous les enfants et les jeunes, en accordant une attention particulière aux enfants et aux jeunes en situation de vulnérabilité ;

Compte tenu de la nécessité de disposer de critères objectifs et d'une procédure permettant de traiter correctement ces demandes ;

Vu le fait qu'un budget total de 5 000 € est disponible à cet effet, après la modification budgétaire, sur le poste budgétaire 761/321-01/-/821 ;

Vu l'approbation du Collège lors de sa séance du 16 juin 2026 ;

DECIDE

Approuver le règlement relatif aux subventions Brede School de Schaerbeek .

Article 1 – Mission et objectifs

Le présent règlement de subvention soutient les projets au sein du réseau Brede School , traduit en français par « école élargie », composé des écoles néerlandophones de Schaerbeek et de leurs partenaires. Brede School Schaerbeek est répartie en 3 groupes (Cluster Park, Cluster Factorij et Cluster Spoor).

Elle part des besoins et des opportunités locales des enfants et des jeunes et a pour mission centrale de maximiser leurs chances de développement. Brede School met l'accent sur les 5 aspects essentiels du développement intégral :

1. Santé mentale et physique.
2. Sécurité.
3. Développement des talents et plaisir.
4. Participation sociale.
5. Préparation à l'avenir.

Brede School travaille pour cela à partir de trois objectifs généraux :

1. Création de réseau : créer un réseau néerlandophone où des acteurs locaux de secteurs divers collaborent.
2. Apprentissage élargi : stimuler un environnement d'apprentissage et de vie élargi pendant et en dehors des heures de cours.
3. Égalité des chances : renforcer de manière intégrée les chances de développement de tous les enfants et jeunes, avec une attention particulière pour les enfants et jeunes en situation de précarité.

Article 2 – Objet du règlement

Le présent règlement prévoit un cadre de soutien financier pour des projets qui contribuent à la mission et aux objectifs de Brede School et qui visent le développement, la participation et

l'épanouissement élargi des enfants et des jeunes dans la commune de Schaerbeek, tant pendant qu'en dehors des heures scolaires.

Article 3 – Public cible

Les projets doivent bénéficier aux enfants et aux jeunes âgés de 2,5 à 14 ans qui habitent à Schaerbeek ou y fréquentent l'école. La langue utilisée est le néerlandais.

Article 4 – Demandeur

Les subventions peuvent être demandées par :

- une personne physique agissant en son propre nom et sans but lucratif.
- une association sans personnalité juridique et sans but lucratif.
- une personne morale sans but lucratif.
- une institution publique.

Article 5 – Projets pouvant être soutenus

Les types de projets suivants sont éligibles, à condition qu'ils contribuent de manière démontrable aux objectifs de Brede School, définis dans le plan d'action annuel.

1. Projets renforçant le réseau dans le cadre du bien-être, du développement des talents, de la participation sociale et de la préparation à l'avenir.
 - coopérations entre écoles et partenaires externes ;
 - initiatives de liaison entre enseignement, sport, culture, jeunesse, bien-être, organisations de lutte contre la pauvreté, etc.
2. Projets autour de l'apprentissage élargi et du développement des talents, tant pendant qu'en dehors des heures de cours.
 - activités éducatives ;
 - activités de loisirs ;
 - parcours et ateliers ;
 - projets de développement des talents ;
 - activités axées sur les compétences et l'expérience.
3. Projets misant sur l'inclusion et l'égalité des chances.
 - activités accessibles pour les familles vulnérables ;
 - projets réduisant les obstacles (financiers, linguistiques, mobilité, participation) ;
 - actions atteignant effectivement les enfants en situation de vulnérabilité sociale.
4. Projets innovants ou expérimentaux.
 - projets pilotes au sein du réseau Brede School ;
 - parcours d'innovation en collaboration avec les écoles et les partenaires.

Article 6 – Dépenses éligibles

Les subventions peuvent être accordées pour :

- les frais de fonctionnement ;
- les frais d'accompagnement et de collaboration ;
- le matériel (consommables ou petits achats) ;
- la communication et la diffusion ;
- les mesures d'inclusion (interprète, assistance, matériel adapté) ;
- les frais de transport s'ils sont fonctionnels pour le projet ;
- les frais d'organisation d'activités ou de parcours.

En principe, les subventions ne sont pas accordées pour l'achat de matériel ou d'infrastructures ayant une valeur durable ou de longue durée. À titre exceptionnel, il peut être dérogé à cette règle si le demandeur démontre que ces dépenses sont essentielles à la réalisation du projet plus large et qu'aucune autre source de financement n'est disponible.

Article 7 – Montant de la subvention et budget

1. Le montant maximal de subvention par projet s'élève à 1 500 €.
2. Le conseil communal détermine chaque année le budget total disponible.
3. Les projets sont traités tant que le budget disponible n'est pas épuisé.
4. Le collège des bourgmestre et échevins peut, à titre exceptionnel, relever le montant maximal accordé pour les projets de grande ampleur impliquant plusieurs écoles ou acteurs.

Article 8 – Procédure de demande

1. Les demandes doivent être effectuées au moyen du formulaire de demande disponible sur le site web.
2. La demande contient au minimum :
 - les données du demandeur ;
 - une description précise du projet ;

- les objectifs et la valeur ajoutée attendue pour les enfants et les jeunes ;
 - les partenaires impliqués ;
 - le public cible et la portée ;
 - le calendrier ;
 - un budget.
3. Les demandes peuvent être introduites à titre continu, jusqu'au 1er octobre.
 4. La demande est examinée dans un délai de quatre à huit semaines après réception d'un dossier complet.

Article 9 – Évaluation

1. Seules les demandes complètes sont évaluées.
2. Les demandes sont évaluées sur le fond selon les critères suivants :
 - la mesure dans laquelle le projet contribue à un ou plusieurs objectifs de Brede School, définis dans le plan d'action annuel ;
 - la pertinence par rapport aux besoins et opportunités locaux des enfants et des jeunes ;
 - l'attention portée à l'égalité des chances et à l'atteinte des groupes cibles vulnérables, voir le "Armoedetoets" de Brede School Schaerbeek ;
 - la collaboration entre écoles et/ou partenaires locaux ;
 - la mesure dans laquelle des partenariats durables sont mis en place ;
 - la qualité de fond et la faisabilité démontrables (objectifs, approche, calendrier, évaluation) ;
 - une répartition équilibrée du budget total de Brede School Schaerbeek entre les trois groupes d'écoles (Cluster Park, Factorij et Spoor).
3. L'évaluation de fond des demandes est effectuée par le service Loisirs néerlandophones, qui émet un avis au collège des bourgmestre et échevins.
4. La décision est prise par le collège des bourgmestre et échevins.
5. Le demandeur est informé par e-mail de la décision du collège des bourgmestre et échevins dans un délai d'une semaine.

Article 10 – Rapport et paiement

1. La subvention est versée à 80% après approbation du projet par le collège des bourgmestre et échevins ; les 20% restants (le solde) sont payés après la remise du rapport d'évaluation accompagné des pièces justificatives. Si les frais de réalisation sont inférieurs au montant accordé, la différence est déduite.
2. Le demandeur remet, dans un délai d'un mois à compter de la fin du projet :
 - un rapport de fond permettant de vérifier, à l'aide du formulaire d'évaluation, si la subvention a été utilisée aux fins pour lesquelles elle a été octroyée ;
 - un relevé complet et schématique des recettes et dépenses relatives au projet, avec pièces justificatives.

Article 11 – Contrôle et récupération

1. La commune peut effectuer à tout moment un contrôle sur l'exécution ou l'utilisation des fonds.
2. En cas d'irrégularités ou de non-exécution, la subvention peut être récupérée en tout ou en partie.
3. En cas de fraude ou de fausses déclarations de la part du demandeur, la commune de Schaerbeek peut décider de suspendre l'octroi de la subvention, de ne plus accorder de subventions à l'avenir au demandeur et de récupérer le montant de la subvention accordée.

Article 12 – Clause de non-discrimination

Le demandeur s'engage à ne tolérer aucune forme de discrimination fondée sur le sexe, la nationalité, la prétendue race, la couleur de peau, l'ascendance, l'origine nationale ou ethnique, l'âge, l'orientation sexuelle, l'état civil, la naissance, la fortune, la conviction religieuse ou philosophique, l'opinion politique, la langue, l'état de santé actuel ou futur, le handicap, une caractéristique physique ou génétique ou l'origine sociale.

Article 13 – Entrée en vigueur

Le présent règlement a été approuvé par le Conseil communal du 24 juin 2026 et entre en vigueur le 25 juin 2026.

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, art. 119;

Gelet op de convenant van Brede School (goedgekeurd in analyse ref. 679/824/B/130 en verlengd met addendum goedgekeurd in analyse ref. 838/821/B/113), waarin de gemeente Schaarbeek zich ertoe verbindt zich om een bijdrage te leveren aan de realisatie van de volgende beleidsdoelstellingen van de Vlaamse Gemeenschapscommissie: met Brede Scholen werken aan een buurtgericht netwerk en ontwikkelingskansen van kinderen en jongeren in een brede leer- en leefomgeving;

Gelet op de wens van Brede School om meer in te zetten op cocreatie met en initiatief van de partners binnen het netwerk van Brede School om projecten vorm te geven met volgende doelstellingen:

1. Netwerkvorming: het creëren van een Nederlandstalig netwerk waarin lokale actoren uit diverse sectoren samenwerken;
2. Breed leren: het stimuleren van een brede leer- en leefomgeving tijdens en buiten de lesuren;
3. Kansengelijkheid: het integraal versterken van ontwikkelingskansen voor alle kinderen en jongeren, met bijzondere aandacht voor kinderen en jongeren in kwetsbare situaties;

Gelet op de nood aan objectieve criteria en een procedure om deze aanvragen correct te behandelen;

Gelet op het feit dat hiervoor een totaal budget beschikbaar, na de begrotingswijziging, is van 5.000 € op het budgettair artikel 761/321-01/-/821;

Gelet op de goedkeuring van het College in zitting van 16 juni 2026;

BESLUIT

Het subsidiereglement Brede School Schaarbeek goed te keuren

Artikel 1 – Missie en doelstellingen

Dit subsidiereglement ondersteunt projecten binnen het netwerk van de Brede School, dat bestaat uit de Nederlandstalige scholen in Schaarbeek en partners. Brede School Schaarbeek is opgedeeld in 3 clusters (Cluster Park, Cluster Factorij en Cluster Spoor).

Deze vertrekt vanuit de lokale noden en kansen van kinderen en jongeren en heeft als kernopdracht hun ontwikkelingskansen te maximaliseren. Brede school zet in op de 5 kernaspecten van integrale ontwikkeling:

1. Mentaal en fysieke gezondheid
2. Veiligheid
3. Talentontwikkeling en plezier
4. Maatschappelijke participatie
5. Voorbereiding op de toekomst

De Brede School werkt hiervoor vanuit drie algemene doelstellingen:

1. Netwerkvorming: het creëren van een Nederlandstalig netwerk waarin lokale actoren uit diverse sectoren samenwerken.
2. Breed leren: het stimuleren van een brede leer- en leefomgeving tijdens en buiten de lesuren.
3. Kansengelijkheid: het integraal versterken van ontwikkelingskansen voor alle kinderen en jongeren, met bijzondere aandacht voor kinderen en jongeren in kwetsbare situaties.

Artikel 2 – Doel van het reglement

Dit reglement voorziet een kader voor een financiële ondersteuning voor projecten die bijdragen aan de missie en doelstellingen van de Brede School en die gericht zijn op de ontwikkeling, participatie en brede ontplooiing van kinderen en jongeren in de gemeente Schaarbeek, zowel binnen als buiten de schooluren.

Artikel 3 – Doelgroep

Projecten moeten ten goede komen aan kinderen en jongeren van 2,5 tot 14 jaar die in Schaarbeek wonen of naar school gaan. De voertaal is Nederlands.

Artikel 4 - Aanvrager

Subsidies kunnen worden aangevraagd door:

- een natuurlijk persoon die handelt in eigen naam en zonder winstgevend doel
- een vereniging zonder rechtspersoonlijkheid en zonder winstgevend doel
- een rechtspersoon zonder winstgevend doel

- een openbare instelling

Artikel 5 – Projecten die steun kunnen krijgen

Volgende types projecten komen in aanmerking, mits zij aantoonbaar bijdragen aan de Brede School doelstellingen, bepaald in het jaarlijkse actieplan.

1. Netwerkversterkende projecten in kader van welbevinden, talentontwikkeling, maatschappelijke participatie en voorbereiding op de toekomst.
 - samenwerkingen tussen scholen en externe partners;
 - verbindende initiatieven tussen onderwijs, sport, cultuur, jeugd, welzijn, armoedeorganisaties, enz.
2. Projecten rond breed leren en talentontwikkeling, zowel tijdens als buiten de lesuren
 - educatieve activiteiten;
 - vrijetijdsactiviteiten;
 - trajecten en ateliers;
 - talentontwikkelingsprojecten;
 - competentie- en ervaringsgerichte activiteiten.
3. Projecten die inzetten op inclusie en kansengelijkheid
 - laagdrempelige activiteiten voor kwetsbare gezinnen;
 - projecten die drempels verlagen (financieel, taal, mobiliteit, participatie);
 - acties die kinderen in maatschappelijk kwetsbare situaties effectief bereiken.
4. Innovatieve of experimentele projecten
 - pilootprojecten binnen het bredeschoolnetwerk;
 - vernieuwingstrajecten in samenwerking met scholen en partners.

Artikel 6 – In aanmerking komende uitgaven

Subsidies kunnen worden toegekend voor:

- werkingskosten;
- begeleidings- en samenwerkingskosten;
- materiaal (verbruiksgoederen of kleine aankopen);
- communicatie en outreach;
- inclusieve maatregelen (tolk, assistentie, aangepast materiaal);
- vervoerskosten indien functioneel voor het project;
- organisatiekosten van activiteiten of trajecten.

Subsidies worden in principe niet toegekend voor de aankoop van materiaal of infrastructuur met een blijvende of langdurige waarde. In uitzonderlijke gevallen kan hiervan worden afgeweken als de aanvrager aantoont dat deze uitgaven essentieel zijn voor de realisatie van het bredere project en geen ander financieringskanaal beschikbaar is.

Artikel 7 – Subsidiebedrag en budget

1. Het maximale subsidiebedrag per project bedraagt € 1.500.
2. De gemeenteraad bepaalt jaarlijks het totale beschikbare budget.
3. Projecten worden behandeld zolang het beschikbare budget niet uitgeput is.
4. Het college van burgemeester en schepenen kan, bij wijze van uitzondering, het toegekende maximumbedrag van de subsidie optrekken voor grootschalige projecten waarbij meerdere scholen of actoren betrokken zijn.

Artikel 8 – Aanvraagprocedure

1. Aanvragen gebeuren via het aanvraagformulier, dat beschikbaar gesteld wordt op de website.
2. De aanvraag bevat minimaal:
 - gegevens van de aanvrager o een nauwkeurige omschrijving van het project;
 - de doelstellingen en beoogde meerwaarde voor kinderen en jongeren;
 - betrokken partners;
 - doelgroep en bereik;
 - timing;
 - een begroting.
3. Aanvragen kunnen doorlopend worden ingediend, tot 1 oktober.
4. De aanvraag wordt beoordeeld binnen een termijn van vier tot acht weken na ontvangst van een volledig dossier.

Artikel 9 – Beoordeling

1. Enkel volledige subsidieaanvragen worden beoordeeld.
2. De aanvragen worden inhoudelijk beoordeeld aan de hand van volgende criteria:
 - de mate waarin het project bijdraagt aan één of meerdere doelstellingen van de

Brede School, bepaald in het jaarlijks actieplan;

- de relevantie voor de lokale noden en kansen van kinderen en jongeren;
- de aandacht voor kansengelijkheid en het bereiken van kwetsbare doelgroepen zie armoedetoets Brede School Schaarbeek
- de samenwerking tussen scholen en/of lokale partners;
- de mate waarin ingezet wordt op duurzame partnerschappen;
- aantoonbare inhoudelijke kwaliteit en haalbaarheid tonen (doelen, aanpak, timing, evaluatie).
- een evenwichtige spreiding over de drie clusters van het totale budget van Brede School Schaarbeek

3. De inhoudelijke beoordeling van de aanvragen gebeurt door de dienst Vrije Tijd, die een advies uitbrengt naar het college van burgemeester en schepenen.
4. De beslissing wordt genomen door het college van burgemeester en schepenen.
5. De aanvrager wordt via mail op de hoogte gebracht van de beslissing van het college van burgemeester en schepenen binnen een termijn van 1 week.

Artikel 10 – Rapportering en uitbetaling

1. De subsidie wordt 80% uitbetaald na goedkeuring van het project door het college van burgemeester en schepenen de overige 20% (het saldo) wordt afgerekend na indiening van het evaluatieverslag met bewijsstukken. Indien de kosten van uitvoering lager zijn dan het toegekende bedrag wordt het verschil in mindering gebracht.
2. De aanvrager bezorgt binnen een maand na afloop van het project:
 - een inhoudelijk verslag dat toelaat na te gaan of de subsidie werd gebruikt voor het doel waarvoor ze werd toegekend via het evaluatieformulier;
 - een volledig en schematisch overzicht van de inkomsten en de uitgaven met betrekking tot het project met bewijsstukken.

Artikel 11 – Controle en terugvordering

1. De gemeente kan op elk moment een controle uitvoeren op de uitvoering of besteding.
2. Bij onregelmatigheden of niet-uitvoering kan de subsidie geheel of gedeeltelijk worden teruggevorderd.
3. In geval van fraude of valse verklaringen in hoofde van de aanvrager, kan gemeente Schaarbeek beslissen om de toekenning van de subsidie te schorsen en in de toekomst geen subsidies meer toe te staan aan de aanvrager en het verleende subsidiebedrag terug te vorderen.

Artikel 12 – Non-discriminatieclausule

De aanvrager verbindt er zich toe geen enkele vorm van discriminatie op grond van geslacht, nationaliteit, zogenaamd ras, huidskleur, afkomst, nationale of etnische afstamming, leeftijd, seksuele geaardheid, burgerlijke staat, geboorte, vermogen, geloof of levensbeschouwing, politieke overtuiging, taal, huidige of toekomstige gezondheidstoestand, handicap, fysieke of genetische eigenschap of sociale afkomst te dulden.

Artikel 13 – Inwerkingtreding

Dit reglement werd goedgekeurd in de Gemeenteraad van 24 juni 2026 treedt in werking op 25 juni 2026

SP 66.- Règlement relatif aux subventions Loisirs néerlandophones - Jeunesse - Approbation
-- Subsidiereglement Vrije Tijd - Jeugd - Goedkeuring

Monsieur van den Hove intervient

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté

Vu l'article 119 de la nouvelle loi communale ;

Vu les besoins et les opportunités locaux des enfants et des jeunes, ainsi que la mission principale du service Loisirs - Jeunesse, à savoir l'organisation ou la facilitation d'une offre de loisirs pour les enfants et les jeunes néerlandophones âgés de 0 à 26 ans ;

Vu les quatre ambitions stratégiques centrales du plan local de politique culturelle :

1. Schaerbeek accueille – une commune accueillante avec des activités et actions accessibles ;
2. Schaerbeek brille – vivre la culture près de chez soi ;
3. Schaerbeek relie – des alliés partageant une responsabilité commune ;
4. Schaerbeek chérit – améliorer la qualité de vie et faciliter l'épanouissement personnel ;

Compte tenu de la volonté du service Loisirs – Jeunesse de miser davantage sur la co-création avec et à l'initiative des partenaires au sein du réseau du service Loisirs – Jeunesse afin de mettre en place des projets visant les objectifs suivants :

1. Organiser et faciliter des événements et des activités pour les enfants et les jeunes ;
2. Soutenir les initiatives de jeunesse ascendantes ;
3. Assurer la participation des jeunes à la politique locale de la jeunesse ;

Compte tenu de la nécessité de disposer de critères objectifs et d'une procédure permettant de traiter correctement ces demandes ;

Étant donné que l'examen des demandes tiendra compte des quatre thèmes prioritaires du service Loisirs - Jeunesse :

1. Les filles dans l'espace public ;
2. Racisme, discrimination et image ;
3. Pauvreté et vulnérabilité ;
4. Écologie et durabilité ;

Compte tenu du fait qu'un budget total de 5.000 € est disponible à cet effet, après la modification budgétaire, sur le poste budgétaire 761/321-01/-JD/821 ;

Vu l'approbation du Collège lors de sa séance du 16 juin 2026 ;

DECIDE

D'approuver le règlement de subvention Loisirs - Jeunesse

Article 1 – Mission et objectifs

Ce règlement de subsides soutient des projets au sein du réseau du service Temps libre – Jeunesse.

Celui-ci part des besoins et opportunités locaux des enfants et des jeunes et a pour mission centrale d'organiser ou de faciliter une offre de loisirs pour les enfants et jeunes néerlandophones de 0 à 26 ans. Le service Temps libre – Jeunesse poursuit plusieurs objectifs. Ces objectifs s'inscrivent dans le cadre du plan local de politique culturelle, articulé autour de quatre ambitions stratégiques centrales :

1. Schaerbeek Accueille – une commune hospitalière avec des actions accessibles
2. Schaerbeek Brille – vivre la culture près de chez soi
3. Schaerbeek Relie – des alliés avec une responsabilité partagée
4. Schaerbeek Chérit – améliorer la qualité de vie et faciliter l'épanouissement personnel

Article 2 – Objet du règlement

Ce règlement prévoit un cadre pour un soutien financier aux projets qui contribuent à la mission et aux objectifs du service Temps libre – Jeunesse.

Article 3 – Public cible

Les projets doivent bénéficier aux enfants et jeunes de 0 à 26 ans qui habitent Schaerbeek ou y passent régulièrement leur temps libre.

Le service Temps libre – Jeunesse travaille pour cela à partir de quatre thèmes prioritaires :

1. Les filles dans l'espace public
2. Racisme, discrimination & représentations
3. Pauvreté & vulnérabilité
4. Écologie & durabilité

La langue véhiculaire est en principe le néerlandais ; les participant-e-s néerlandophones doivent pouvoir participer aux activités en néerlandais.

Il est tenu compte du contexte multilingue des habitant-e-s de la commune, dans un souci d'inclusion et d'accessibilité ; la promotion via supports imprimés ou réseaux sociaux peut être diffusée en deux ou plusieurs langues, mais une communication en néerlandais est obligatoire.

Article 4 – Demandeur

Des subsides peuvent être demandés par :

- une personne physique agissant en son nom propre et sans but lucratif ;
- une association de fait sans personnalité juridique et sans but lucratif ;
- une association sans but lucratif ;

Article 5 – Projets pouvant être soutenus

Les types de projets suivants sont éligibles, pour autant qu'ils contribuent de manière

démontrable aux objectifs et thèmes prioritaires du service Temps libre – Jeunesse, tels que définis dans le plan de politique et le plan d'action annuel, et qu'ils soient clairement destinés au public cible décrit à l'article 3 :

1. Projets mettant explicitement l'accent sur un ou plusieurs des quatre thèmes prioritaires :
 - Les filles dans l'espace public ;
 - Racisme, discrimination & représentations ;
 - Pauvreté & vulnérabilité ;
 - Écologie & durabilité ;
2. Projets favorisant l'accessibilité et l'inclusion :
 - Projets améliorant l'accessibilité et renforçant l'inclusion ;
 - Projets facilitant les rencontres et augmentant l'implication ;
 - Projets utilisant le néerlandais et le multilinguisme de manière ciblée ;
 - Projets activant l'espace (semi-)public comme lieu inclusif ;
3. Projets misant sur la proximité et l'implication des acteurs locaux :
 - Projets valorisant des lieux particuliers et impliquant de nouveaux hotspots ;
 - Projets renforçant les talents locaux ;
 - Projets utilisant la musique comme moteur de connexion ;
 - Projets augmentant la proximité et favorisant la participation ;
4. Projets favorisant le lien social et la construction communautaire :
 - Projets stimulants et entretenant les réseaux ;
 - Projets partageant espaces et infrastructures ;
 - Initiatives bottom-up ;
 - Collaborations entre différents partenaires locaux ;
5. Projets contribuant à la qualité de vie des jeunes et facilitant l'épanouissement personnel :
 - Projets abordant des thèmes sociétaux et adoptant une approche politisante ;
 - Projets améliorant l'accessibilité numérique et la résilience ;
 - Projets misant sur l'apprentissage tout au long de la vie et le développement de compétences ;

Article 6 – Dépenses éligibles

Des subsides peuvent être accordés pour :

- frais de fonctionnement ;
- frais d'accompagnement et de collaboration ;
- matériel (consommables ou petits achats) ;
- communication et outreach ;
- mesures inclusives (interprète, assistance, matériel adapté) ;
- frais de transport si fonctionnels pour le projet ;
- frais d'organisation d'activités ou de parcours.

Les subsides ne sont en principe pas accordés pour l'achat de matériel ou d'infrastructure ayant une valeur durable ou à long terme. Des exceptions peuvent être faites si le demandeur démontre que ces dépenses sont essentielles à la réalisation du projet et qu'aucun autre financement n'est disponible.

Article 7 – Montant du subside et budget

1. Le montant maximal par projet est de 5 000 €.
2. Le Conseil communal détermine chaque année le budget total disponible.
3. Les projets sont traités tant que le budget disponible n'est pas épuisé.
4. Le Collège des bourgmestre et échevins peut, à titre exceptionnel, augmenter le montant maximal pour des projets de grande envergure impliquant plusieurs acteurs.

Article 8 – Procédure de demande

1. Les demandes se font via le formulaire disponible sur le site web.
2. La demande contient au minimum :
 - les données du demandeur ;
 - une description précise du projet ;
 - les objectifs et la valeur ajoutée pour les enfants et les jeunes ;
 - les partenaires impliqués ;
 - le public cible et la portée ;
 - le calendrier ;
 - un budget.

3. Les demandes peuvent être introduites en continu, jusqu'au 1er octobre.
4. La demande est évaluée dans un délai de quatre à huit semaines après réception d'un dossier complet.

Article 9 – Évaluation

1. Seules les demandes complètes sont évaluées.
2. Les demandes sont évaluées sur base des critères suivants :
 - la mesure dans laquelle le projet contribue aux objectifs du service Temps libre – Jeunesse, définis dans le plan de politique et le plan d'action annuel ;
 - la pertinence pour les besoins et opportunités locaux des enfants et des jeunes ;
 - l'attention portée à l'égalité des chances et à l'accès des publics vulnérables ;
 - la collaboration entre partenaires locaux ;
 - la mesure dans laquelle des partenariats durables sont mis en place ;
 - la qualité et la faisabilité démontrables (objectifs, approche, calendrier, évaluation) ;
 - une répartition équilibrée du budget total du service Temps libre – Jeunesse entre les différents quartiers de la commune ;
3. L'évaluation est effectuée par le service Temps libre, qui émet un avis au Collège des bourgmestre et échevins ;
4. La décision est prise par le Collège des bourgmestre et échevins ;
5. Le demandeur est informé par mail de la décision dans un délai d'une semaine.

Article 10 – Rapport et paiement

1. Le subside est payé à 80 % après approbation du projet par le Collège ; les 20 % restants sont versés après remise du rapport d'évaluation avec pièces justificatives. Si les dépenses réelles sont inférieures au montant accordé, la différence est déduite.
2. Le demandeur transmet dans le mois suivant la fin du projet :
 - un rapport de contenu permettant de vérifier l'utilisation correcte du subside, via le formulaire d'évaluation ;
 - un aperçu complet et schématique des recettes et dépenses liées au projet, avec pièces justificatives.

Article 11 – Contrôle et récupération

1. La commune peut contrôler à tout moment l'exécution ou l'utilisation du subside.
2. En cas d'irrégularités ou de non-exécution, le subside peut être récupéré totalement ou partiellement.
3. En cas de fraude ou de fausses déclarations, la commune peut suspendre l'octroi du subside, refuser toute demande future et récupérer les montants versés.

Article 12 – Clause de non-discrimination

Le demandeur s'engage à ne tolérer aucune forme de discrimination fondée sur le sexe, la nationalité, la prétendue race, la couleur de peau, l'origine, l'ascendance nationale ou ethnique, l'âge, l'orientation sexuelle, l'état civil, la naissance, la fortune, la religion ou la philosophie, les convictions politiques, la langue, l'état de santé actuel ou futur, le handicap, une caractéristique physique ou génétique ou l'origine sociale.

Article 13 – Entrée en vigueur

Ce règlement, approuvé par le Conseil communal du 24 juin 2026, entre en vigueur le 25 juin 2026.

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, art. 119;

Gelet op de lokale noden en kansen van kinderen en jongeren en de kernopdracht van de dienst Vrije Tijd - Jeugd, namelijk het organiseren of faciliteren van een vrijetijdsaanbod voor Nederlandstalige kinderen en jongeren van 0-26 jaar;

Gelet op de vier centrale strategische ambities van het lokaal cultuurbeleidsplan:

1. Schaarbeek Verwelkomt – een gastvrije gemeente met toegankelijke werkingen;
2. Schaarbeek Schittert – cultuur beleven dichtbij huis;
3. Schaarbeek Verbindt – bondgenoten met gedeelde verantwoordelijkheid;
4. Schaarbeek Koestert – levenskwaliteit verhogen en zelfontplooiing faciliteren;

Gelet op de wens van de dienst Vrije Tijd - Jeugd om meer in te zetten op cocreatie met en initiatief van de partners binnen het netwerk van de dienst Vrije Tijd - Jeugd om projecten vorm te geven met volgende doelstellingen:

1. Evenementen en activiteiten voor kinderen en jongeren organiseren en faciliteren;
2. Bottom-up jeugdinitiatieven ondersteunen;
3. Zorgen voor participatie van jongeren binnen het lokale jeugdbeleid;

Gelet op de nood aan objectieve criteria en een procedure om deze aanvragen correct te behandelen;

Gelet op het feit dat er bij de behandeling van de aanvragen rekening gehouden zal worden met de vier inhoudelijke prioritaire thema's van de dienst Vrije Tijd - Jeugd:

1. Meisjes in de publieke ruimte;
2. Racisme, discriminatie & beeldvorming;
3. Armoede & kwetsbaarheid;
4. Ecologie & duurzaamheid;

Gelet op het feit dat hiervoor een totaal budget beschikbaar, na de begrotingswijziging, is van 5.000 € op het budgettair artikel 761/321-01/-JD/821;

Gelet op de goedkeuring van het College in zitting van 16 juni 2026;

BESLUIT

Het subsidiereglement Vrije Tijd - Jeugd goed te keuren

Artikel 1 – Missie en doelstellingen

Dit subsidiereglement ondersteunt projecten binnen het netwerk van de dienst Vrije Tijd – Jeugd.

Deze vertrekt vanuit de lokale noden en kansen van kinderen en jongeren en heeft als kernopdracht het organiseren of faciliteren van een vrijetijdsaanbod voor Nederlandstalige kinderen en jongeren van 0-26 jaar. De dienst Vrije Tijd - Jeugd zet in op verschillende doelstellingen.

Deze doelstellingen kaderen binnen het bredere lokale cultuurbeleidsplan, met vier centrale strategische ambities:

1. Schaarbeek Verwelkomt – een gastvrije gemeente met toegankelijke werkingen
2. Schaarbeek Schittert – cultuur beleven dichtbij huis
3. Schaarbeek Verbindt – bondgenoten met gedeelde verantwoordelijkheid
4. Schaarbeek Koestert – levenskwaliteit verhogen en zelfontplooiing faciliteren

Artikel 2 – Doel van het reglement

Dit reglement voorziet een kader voor een financiële ondersteuning voor projecten die bijdragen aan de missie en doelstellingen van de dienst Vrije Tijd – Jeugd.

Artikel 3 – Doelgroep

Projecten moeten ten goede komen aan kinderen en jongeren van 0 tot 26 jaar die in Schaarbeek wonen of regelmatig hun vrije tijd hier doorbrengen.

De dienst Vrije Tijd - Jeugd werkt hiervoor vanuit vier prioritaire inhoudelijke thema's:

1. Meisjes in de publieke ruimte
2. Racisme, discriminatie & beeldvorming
3. Armoede & kwetsbaarheid
4. Ecologie & duurzaamheid

De voertaal is in principe Nederlands, Nederlandstalige deelnemers moeten in het Nederlands kunnen deelnemen aan de activiteiten.

Er wordt rekening gehouden met de meertalige achtergrond van de inwoners van onze gemeente, met het oog op een bredere inclusiviteit en toegankelijkheid; promotie via drukwerk of sociale media en dergelijke mag twee- of meertalig verspreid worden, maar er moet minstens in het Nederlands gecommuniceerd worden.

Artikel 4 - Aanvrager

Subsidies kunnen worden aangevraagd door:

- een natuurlijk persoon die handelt in eigen naam en zonder winstgevend doel
- een vereniging zonder rechtspersoonlijkheid en zonder winstgevend doel (feitelijke vereniging)
- een vereniging zonder winstoogmerk

Artikel 5 – Projecten die steun kunnen krijgen

Volgende types projecten komen in aanmerking, mits zij aantoonbaar bijdragen aan de doelstellingen en prioritaire thema's van de dienst Vrije Tijd – Jeugd, en zoals bepaald in het beleidsplan en het jaarlijkse actieplan, en die aantoonbaar gericht zijn op de doelgroep zoals omschreven in artikel 3.

1. Projecten die expliciet inzetten op een of meerdere van de vier prioritaire thema's:
 - Meisjes in de publieke ruimte;
 - Racisme, discriminatie & beeldvorming;

- Armoede & kwetsbaarheid;
- Ecologie & duurzaamheid;
- 2. Projecten met een toegankelijke en inclusieve werking:
 - Projecten die toegankelijkheid verbeteren en inclusie verhogen;
 - Projecten die ontmoeting faciliteren en betrokkenheid verhogen;
 - Projecten die het Nederlands en meertaligheid doelgericht inzetten;
 - Projecten die (semi-)openbare ruimte activeren als inclusieve plek;
- 3. Projecten die inzetten op nabijheid en betrokkenheid van lokale actoren:
 - Projecten die bijzondere plekken ontsluiten en nieuwe hotspots betrekken;
 - Projecten die lokaal talent versterken;
 - Projecten die inzetten op muziek als motor voor verbinding;
 - Projecten die nabijheid vergroten en participatie bevorderen;
- 4. Projecten die inzetten op verbinding en gemeenschapsvorming:
 - Projecten die netwerken stimuleren en onderhouden;
 - Projecten die ruimtes en infrastructuur gedeeld inzetten;
 - Bottom-up initiatieven;
 - Samenwerkingen tussen verschillende lokale partners;
- 5. Projecten die bijdragen aan de levenskwaliteit van jongeren en die zelfontplooiing faciliteren:
 - Projecten die inspelen op maatschappelijke thema's en politiserend werken;
 - Projecten die digitale toegankelijkheid en veerkracht vergroten;
 - Projecten die inzetten op levenslang leren en competenties ontwikkelen;

Artikel 6 – In aanmerking komende uitgaven

Subsidies kunnen worden toegekend voor:

- werkingskosten;
- begeleidings- en samenwerkingskosten;
- materiaal (verbruiksgoederen of kleine aankopen);
- communicatie en outreach;
- inclusieve maatregelen (tolk, assistentie, aangepast materiaal);
- vervoerskosten indien functioneel voor het project;
- organisatiekosten van activiteiten of trajecten.

Subsidies worden in principe niet toegekend voor de aankoop van materiaal of infrastructuur met een blijvende of langdurige waarde. In uitzonderlijke gevallen kan hiervan worden afgeweken als de aanvrager aantoont dat deze uitgaven essentieel zijn voor de realisatie van het bredere project en geen ander financieringskanaal beschikbaar is.

Artikel 7 – Subsidiebedrag en budget

1. Het maximale subsidiebedrag per project bedraagt € 5000
2. De gemeenteraad bepaalt jaarlijks het totale beschikbare budget.
3. Projecten worden behandeld zolang het beschikbare budget niet uitgeput is.
4. Het college van burgemeester en schepenen kan, bij wijze van uitzondering, het toegekende maximumbedrag van de subsidie optrekken voor grootschalige projecten waarbij meerdere actoren betrokken zijn.

Artikel 8 – Aanvraagprocedure

1. Aanvragen gebeuren via het aanvraagformulier, dat beschikbaar gesteld wordt op de website.
2. De aanvraag bevat minimaal:
 - gegevens van de aanvrager
 - een nauwkeurige omschrijving van het project;
 - de doelstellingen en beoogde meerwaarde voor kinderen en jongeren;
 - betrokken partners;
 - doelgroep en bereik;
 - timing;
 - een begroting.
3. Aanvragen kunnen doorlopend worden ingediend, tot 1 oktober.
4. De aanvraag wordt beoordeeld binnen een termijn van vier tot acht weken na ontvangst van een volledig dossier.

Artikel 9 – Beoordeling

1. Enkel volledige subsidieaanvragen worden beoordeeld.
2. De aanvragen worden inhoudelijk beoordeeld aan de hand van volgende criteria:

- de mate waarin het project bijdraagt aan één of meerdere doelstellingen van de dienst Vrije Tijd - Jeugd, bepaald in het beleidsplan en het jaarlijks actieplan;
 - de relevantie voor de lokale noden en kansen van kinderen en jongeren;
 - de aandacht voor kansengelijkheid en het bereiken van kwetsbare doelgroepen
 - de samenwerking tussen lokale partners;
 - de mate waarin ingezet wordt op duurzame partnerschappen;
 - aantoonbare inhoudelijke kwaliteit en haalbaarheid tonen (doelen, aanpak, timing, evaluatie);
 - een evenwichtige spreiding over de verschillende wijken van de gemeente van het totale budget van de dienst Vrije Tijd – Jeugd.
3. De inhoudelijke beoordeling van de aanvragen gebeurt door de dienst Vrije Tijd, die een advies uitbrengt naar het college van burgemeester en schepenen.
 4. De beslissing wordt genomen door het college van burgemeester en schepenen.
 5. De aanvrager wordt via mail op de hoogte gebracht van de beslissing van het college van burgemeester en schepenen binnen een termijn van 1 week.

Artikel 10 – Rapportering en uitbetaling

1. De subsidie wordt 80% uitbetaald na goedkeuring van het project door het college van burgemeester en schepenen de overige 20% (het saldo) wordt afgerekend na indiening van het evaluatieverslag met bewijsstukken. Indien de kosten van uitvoering lager zijn dan het toegekende bedrag wordt het verschil in mindering gebracht.
2. De aanvrager bezorgt binnen een maand na afloop van het project:
 - een inhoudelijk verslag dat toelaat na te gaan of de subsidie werd gebruikt voor het doel waarvoor ze werd toegekend via het evaluatieformulier;
 - een volledig en schematisch overzicht van de inkomsten en de uitgaven met betrekking tot het project met bewijsstukken.

Artikel 11 – Controle en terugvordering

1. De gemeente kan op elk moment een controle uitvoeren op de uitvoering of besteding.
2. Bij onregelmatigheden of niet-uitvoering kan de subsidie geheel of gedeeltelijk worden teruggevorderd.
3. In geval van fraude of valse verklaringen in hoofde van de aanvrager, kan gemeente Schaarbeek beslissen om de toekenning van de subsidie te schorsen en in de toekomst geen subsidies meer toe te staan aan de aanvrager en het verleende subsidiebedrag terug te vorderen.

Artikel 12 – Non-discriminatieclausule

De aanvrager verbindt er zich toe geen enkele vorm van discriminatie op grond van geslacht, nationaliteit, zogenaamd ras, huidskleur, afkomst, nationale of etnische afstamming, leeftijd, seksuele geaardheid, burgerlijke staat, geboorte, vermogen, geloof of levensbeschouwing, politieke overtuiging, taal, huidige of toekomstige gezondheidstoestand, handicap, fysieke of genetische eigenschap of sociale afkomst te dulden.

Artikel 13 – Inwerkingtreding

Dit reglement werd goedgekeurd in de Gemeenteraad van 24 juni 2026 treedt in werking op 25 juni 2026

Bibliothèque néerlandophone -- Nederlandstalige bibliotheek

SP 67.- Convention relative à la déclaration de la rémunération pour le droit de prêt public par l'intermédiaire de Cultuurconnect - Approbation -- Overeenkomst aangifte vergoeding voor openbaar leenrecht via Cultuurconnect – Goedkeuring

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté

Vu l'article 117 de la Nouvelle loi communale ;

Considérant que la rémunération pour le « droit de prêt public », également appelée « prêt public », constitue, en droit d'auteur belge, une « licence légale » et une exception légale au droit d'auteur exclusif, donnant lieu à une rémunération fixée par la loi et par arrêté royal, que

les bibliothèques publiques reconnues en Flandre et à Bruxelles (néerlandophones) sont tenues de payer annuellement ;

Vu les articles XI.243 à XI.245 du Code de droit économique (CDE) et l'Arrêté royal du 13 décembre 2012 « relatif à la rémunération pour le prêt public et abrogeant l'arrêté royal du 25 avril 2004 relatif aux droits à rémunération pour le prêt public des auteurs, artistes interprètes ou exécutants, producteurs de phonogrammes et producteurs des premières fixations de films » ;

Considérant que les modalités d'organisation pratique de la rémunération légale pour le droit de prêt public pour les bibliothèques publiques reconnues précitées, dans lesquelles l'autorité flamande prenait en charge centralement cette rémunération, ont été modifiées au 1er janvier 2026 ;

Considérant que la responsabilité financière, administrative et juridique de la déclaration annuelle auprès de Reprobel et du paiement y afférent incombe aux pouvoirs locaux depuis le 1er janvier 2026 ;

Vu la convention de gestion (2026-2030) entre la Communauté flamande et Cultuurconnect visant à assurer un rôle de soutien et de facilitation dans cette transition ;

Considérant que, par cette convention, la commune et Cultuurconnect définissent les modalités selon lesquelles les bibliothèques publiques adhérentes peuvent effectuer, de manière centralisée via Cultuurconnect, leur déclaration annuelle dans le cadre de la rémunération légale pour le droit de prêt public, ainsi que les modalités selon lesquelles Cultuurconnect effectue annuellement le paiement centralisé de la rémunération correspondante à Reprobel ;

Vu la convention entre Cultuurconnect et Reprobel, conclue initialement jusqu'au 31 décembre 2027 et portant sur les déclarations relatives aux années de référence 2024 et 2025, et ensuite prolongée annuellement ;

Vu la décision du Collège en sa séance du 09 juin 2026 ;

DÉCIDE

D'approuver la convention relative à la déclaration de la rémunération pour le droit de prêt public entre la commune de Schaerbeek et Cultuurconnect.

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

Overwegende dat de vergoeding voor 'openbaar leenrecht', ook wel 'openbare uitlening' genoemd, naar Belgisch auteursrecht een 'wettelijke licentie' is en een wettelijke uitzondering is op het exclusieve auteursrecht waartegenover een bij wet en koninklijk besluit bepaalde vergoeding staat die de erkende openbare bibliotheken in Vlaanderen en Brussel (Nederlandstalig) jaarlijks verplicht moeten betalen;

Gelet op artikelen XI.243-245 van het Wetboek van Economisch Recht (WER) en in het Koninklijk Besluit van 13 december 2012 'betreffende de vergoeding voor openbare uitlening en tot intrekking van het koninklijk besluit van 25 april 2004 betreffende de vergoedingsrechten voor openbare uitlening van de auteurs, vertolkende of uitvoerende kunstenaars, producenten van fonogrammen en producenten van eerste vastleggingen van films';

Overwegende dat de manier waarop de wettelijke vergoeding voor openbaar leenrecht voor de bedoelde erkende openbare bibliotheken praktisch wordt georganiseerd, waarbij de Vlaamse overheid de vergoeding centraal op zich nam, veranderde op 1/1/2026;

Overwegende dat de financiële, administratieve en juridische verantwoordelijkheid voor de jaarlijkse aangifte bij en betaling aan Reprobel sinds 1/1/2026 bij de lokale besturen ligt;

Gelet op de beheersovereenkomst (2026-2030) tussen de Vlaamse Gemeenschap en Cultuurconnect om een ondersteunende en faciliterende rol op te nemen in deze overgang;

Overwegende dat met deze overeenkomst de gemeente en Cultuurconnect afspraken maken over hoe toetredende openbare bibliotheken hun jaarlijkse aangifte in het kader van de wettelijke vergoeding voor openbaar leenrecht gecentraliseerd via Cultuurconnect kunnen laten verlopen, en over hoe Cultuurconnect de daarmee overeenstemmende vergoeding voor openbaar leenrecht jaarlijks centraal betaalt aan Reprobel;

Gelet op deze overeenkomst tussen Cultuurconnect en Reprobel die initieel zal lopen tot en met 31 december 2027 en betrekking hebben op de aangiftes voor referentie jaren 2024 en 2025 en vervolgens jaarlijks zal worden verlengd;

Gelet op de beslissing van het College in zitting van 9/6/2026;

BESLUIT

De overeenkomst aangifte vergoeding voor openbaar leenrecht tussen de gemeente Schaarbeek en Cultuurconnect goed te keuren.

Enseignement néerlandophone -- Nederlandstalig onderwijs

SP 68.- Règlement scolaire de l'année scolaire 2026-2027 - Approbation -- Het Schoolreglement schooljaar 2026-2027 – Goedkeuring

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Décidé, par 33 voix contre 0 et 6 abstention(s). 2 membres n'ont pas voté -- Besloten, met 33 stem(men) tegen 0 en 6 onthouding(en). 2 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Décidé, par 33 voix contre 0 et 6 abstention(s). 2 membres n'ont pas voté

Vu la nouvelle loi communale du 24 juin 1988, et notamment les articles 104 et 119 ;
Vu le décret communal flamand du 15 juillet 2005, et notamment les articles 42 et 43 ;
Considérant que le pouvoir organisateur doit établir pour chacune de ses écoles fondamentales néerlandophones, un règlement scolaire qui gère les relations entre le pouvoir organisateur, les parents et les élèves ;
Vu les modifications du 31/03/2021 dans le décret BaO/2007/05, contrôle des coûts dans l'enseignement primaire ;
Vu les modifications dans la loi sur l'enseignement obligatoire du 01/09/2020 ;
Vu les modifications du 23/02/2021 dans le décret BaO/2002/11, les absences des élèves dans l'enseignement primaire ;
Vu la législation sur la vie privée, RGPD, le service de l'enseignement Néerlandophone a fait les modifications dans le règlement scolaire pour que celui ci est en règle avec la législation actuelle ;
Vu que le modèle de règlement du OVSG a été suivi pour faire les modifications nécessaires ;
Vu la décision du Collège en séance du 16/06/2026 ;
DECIDE
d'approuver le règlement scolaire pour l'année 2026-2027.

DE GEMEENTERAAD

Besloten, met 33 stem(men) tegen 0 en 6 onthouding(en). 2 leden hebben niet gestemd

Gelet op de nieuwe gemeentewet van 24 juni 1988, en in het bijzonder haar artikelen 104 en 119;
Gelet op het gemeentedecreet van 15 juli 2005, en in het bijzonder haar artikelen 42 en 43;
Overwegende dat een schoolbestuur voor elk van zijn basisscholen een schoolreglement moet opstellen dat de betrekkingen tussen het schoolbestuur, de ouders en de leerlingen regelt;
Gelet op de wijziging van 31/03/2021 in het decreet BaO/2007/05, kostenbeheersing in het basisonderwijs;
Gelet op de wijziging in de wetgeving van de leerplichtonderwijs vanaf 01/09/2020;
Gelet op de wijziging van 23/02/2021 in het decreet BaO/2002/11, afwezigheden van leerlingen in het basisonderwijs;
Gelet op de privacywetgeving, GDPR, heeft de dienst NL Onderwijs een aantal wijzigingen doorgevoerd in het schoolreglement om ervoor te zorgen dat het schoolreglement in regel is met de huidige wetgeving;
Gelet op het model voor schoolreglement basisonderwijs van OVSG dat werd gevolgd als richtlijn voor het doorvoeren van deze aanpassingen;
Gelet op de beslissing van het College in zitting van 16/06/2026;
BESLUIT
Het schoolreglement voor het schooljaar 2026-2027 goed te keuren.

SP 69.- Octroi de subsides aux associations des parents des écoles néerlandophones schaarbeekoises pour l'année 2026 - Approbation -- Toekennen van subsidies aan

ouderverenigingen van Nederlandstalige Schaarbeekse scholen voor het jaar 2026 –
Goedkeuring

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté

Vu la Constitution ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Vu l'article 10 de la loi du 16 juillet 1973, garantissant la protection des tendances idéologiques et philosophiques ;

Vu le décret du 28 janvier 1974 du conseil culturel de la Communauté culturelle néerlandophone, relatif au pacte culturel et plus particulièrement les articles 3, §1, 6 et 10 ;

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions et sa délibération du 15 janvier 1985 ;

Vu les demandes des associations des parents des écoles De Kriek, Hendrik Conscience, Paviljoen, De Buurt, Sint-Lukas Basisschool, Boodschapinstituut, Kunstschool Sint-Lukas ;

Vu la demande non conforme de l'association des parents de l'école Heilige Familie ;

Vu le Règlement du 28 mars 2018 sur l'octroi, l'emploi et les contrôles sur les subventions communales ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins en date du 16/06/2026 ;

DECIDE

D'accorder, pour l'exercice 2026, un subside aux associations des parents néerlandophones, repris ci-après, pour un montant total de 3.450 € sur l'article 762/332-02/AC/823.

Ecole	Montant
Basisschool De Buurt	€ 500,00
GBS Paviljoen	€ 500,00
Hendrik Conscience	€ 500,00
Sint-Lukas Basisschool	€ 450,00
Ouderwerking Boodschapinstituut	€ 500,00
GBS De Kriek	€ 500,00
Sint-Lukas Kunstschool	€ 500,00

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

Gelet op de Grondwet;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op artikel 10 van de wet van 16 juli 1973, waarbij de bescherming van de ideologische en filosofische strekkingen gewaarborgd wordt;

Gelet op het decreet van 28 januari 1974 van de Cultuurraad voor de Nederlandstalige Cultuurgemeenschap, betreffende het cultuurpact en inzonderheid artikels 3, §1, 6 en 10;

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en aanwending van sommige toelagen en gelet op zijn raadsbesluit van 15 januari 1985;

Gelet op de aanvragen van de ouderverenigingen die voldoen aan de voorwaarden van de scholen De Kriek, Hendrik Conscience, Paviljoen, De Buurt, Sint-Lukas Basisschool, Boodschapinstituut; Sint-Lukas Kunstschool;

Gelet op de aanvraag van de oudervereniging die niet voldoet aan de voorwaarden van de school Heilige Familie;

Gelet op het Reglement van 28 maart 2018 betreffende de toekenning, aanwending en controle van gemeentelijke subsidies;

Gezien de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 16/06/2026;

BESLUIT

Een toelage toe te kennen aan de hierna vermelde plaatselijke Nederlandstalige ouderverenigingen voor het dienstjaar 2026 voor een totaal van 3.450 € op artikel 762/332-02/AC/823.

School	Bedrag
Basisschool De Buurt	€ 500,00
GBS Paviljoen	€ 500,00
Hendrik Conscience	€ 500,00
Sint-Lukas Basisschool	€ 450,00
Ouderwerking Boodschapinstituut	€ 500,00
GBS De Kriek	€ 500,00
Sint-Lukas Kunstschool	€ 500,00

SP 70.- Règlement fixant la redevance pour la garderie, la soupe, les repas chauds, les fruits, les activités et les excursions de plusieurs jours pour les écoles néerlandophones -
Approbation -- Reglement vaststellend de retributie voor opvang, soep, warme maaltijden, fruit, activiteiten en meerdaagse uitstappen in het Nederlandstalig gemeentelijk onderwijs - Goedkeuring

Monsieur Verzin intervient

Madame Willems répond

Monsieur Verzin réplique

Madame Willems et Monsieur Eraly répondent

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Décidé, par 33 voix contre 6 et 0 abstention(s). 2 membres n'ont pas voté -- Besloten, met 33 stem(men) tegen 6 en 0 onthouding(en). 2 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Décidé, par 33 voix contre 6 et 0 abstention(s). 2 membres n'ont pas voté

Vu la Constitution, en particulier les articles 41, 162 et 173 ;

Vu la Nouvelle Loi communale, en particulier les articles 116, 117, 119, 137bis et 252 ;

Considérant que la fixation des tarifs relatifs à la participation parentale aux frais de garderie, de soupe, de repas chauds, de fruits, des activités et des excursions de plusieurs jours relève du Conseil communal ;

Vu le Décret relatif à la politique éducative locale du 30/11/2007 et ses modifications ultérieures ;

Vu les circulaires relatives aux frais scolaires et extrascolaires ;

Considérant que, dans le cadre des services proposés par les écoles communales et afin de répondre aux attentes de la population, l'administration communale a mis en place une plateforme – tickets.1030.be – permettant la commande de garderie, de soupe, de repas et de fruits ;

Considérant la nécessité pour la commune de remplir ses obligations dans le respect des exigences du plan de gestion et du prescrit de l'article 252 de la Nouvelle Loi Communale lequel impose aux communes de réaliser l'équilibre budgétaire ;

Considérant que la Commune doit prévoir les moyens nécessaires afin d'assurer sa mission de service public ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins en date du 16/06/2026 ;

Vu la situation financière de la Commune ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestres et échevins ;

DÉCIDE

D'approuver le règlement fixant la redevance pour la garderie, la soupe, les repas chauds, les fruits, les activités et les excursions de plusieurs jours pour les écoles néerlandophones.

Article 1 – Dispositions générales

§1. La commune de Schaerbeek organise pour les élèves de l'enseignement fondamental communal néerlandophone :

- Les garderies :
 - une garderie avant et après les cours pendant les jours scolaires ;
 - une garderie de midi ;
 - une garderie le mercredi après-midi ;
 - une garderie pendant les vacances d'automne, de Noël, de Carnaval et de Pâques ;
 - une garderie pendant les journées pédagogiques ;
- La distribution de soupe, de repas chauds et de fruits ;
- Les activités scolaires, notamment la natation et les excursions culturelles ;
- Les excursions de plusieurs jours .

Pendant les vacances scolaires et les journées pédagogiques, la garderie est organisée les jours ouvrables de 7h30 à 18h00.

Aucune garderie n'est organisée pendant les vacances d'été, ni les samedis, dimanches et jours fériés légaux.

§2. Les rétributions dues sont à charge de la ou des personnes exerçant l'autorité parentale ou du représentant légal de l'enfant qui bénéficie des services proposés.

Article 2 – Services proposés

§1. Les parents ou représentants légaux peuvent inscrire leur enfant à la garderie pendant les périodes scolaires, les vacances scolaires et les journées pédagogiques.

§2. Les parents ou représentants légaux peuvent commander pour leur enfant de la soupe, des repas chauds et des fruits.

§3. Les élèves participent aux activités éducatives organisées par l'école dans le cadre du programme scolaire, y compris les sorties pédagogiques, les activités sportives, les activités culturelles et les excursions de plusieurs jours .

Ces activités se déroulent en principe pendant les heures de cours et font partie intégrante du projet pédagogique de l'école.

Les excursions de plusieurs jours sont organisées conformément à la planification pédagogique de l'école.

Une dispense de participation à ces activités ne peut être accordée que par la direction de l'école sur la base d'une demande motivée des parents ou du représentant légal.

Article 3 – Inscription

Toutes les inscriptions s'effectuent via la plateforme tickets.1030.be.

§1. Garderie pendant les périodes scolaires

- Les inscriptions pour le mois suivant doivent être effectuées au plus tard le dernier jour du mois en cours ;
- La présence à la garderie entre le 1er et le 15 septembre n'est pas facturée ;
- En cas d'une modification de la situation familiale ou du besoin de garderie, une nouvelle demande doit être introduite.

§2. Garderie pendant les vacances scolaires et les journées pédagogiques

- L'inscription doit être effectuée au plus tard cinq jours ouvrables avant le début de la période de vacances ou de la journée pédagogique ;
- Aucune place de garderie ne peut être garantie pour les enfants non inscrits.

§3. Soupe, repas chauds et fruits

- Les modifications relatives à la commande de soupe, de repas chauds ou de fruits doivent être demandées via tickets.1030.be ;
- Les annulations ou cessations doivent être signalées au plus tard le 15 du mois précédent ;
- Toute modification prend effet le premier jour du mois suivant ;
- Les fruits sont proposés sous la forme d'un abonnement mensuel.

Article 4 – Fixation des rétributions

§1. Le Conseil communal fixe les tarifs. Le Collège des Bourgmestre et des Échevins peut adapter annuellement les tarifs conformément aux règles d'indexation prévues dans le présent règlement.

§2. Les repas chauds et la soupe commandés par les parents sont facturés conformément aux tarifs en vigueur. Les montants facturés sont arrondis à l'unité supérieure.

1. Garderie pendant les périodes scolaires

La rétribution pour la garderie pendant les jours scolaires est fixée sous la forme d'un montant

forfaitaire annuel. Le forfait choisi reste intégralement dû indépendamment de la présence effective de l'enfant.

	lundi	mardi	mercredi	jeudi	vendredi
matin	€ 14,20/an	€ 14,20/an	€ 14,20/an	€ 14,20/an	€ 14,20/an
midi	1030 € 41,04/an Non-1030 € 68,39/an	1030 € 41,04/an Non-1030 € 68,39/an	-	1030 € 41,04/an Non-1030 € 68,39/an	1030 € 41,04/an Non-1030 € 68,39/an
soir	€ 33,68/an	€ 53,66/an	-	€ 53,66/an	€ 53,66/an
mercredi après-midi	-	-	1030 € 107,85/an Non-1030 € 108,91/an	-	-

2. Garderie pendant les vacances

La rétribution pour la garderie pendant les vacances est fixée sous la forme d'un montant forfaitaire par période de vacances.

- Semaine de vacances de 4 jours : € 28,93
- Semaine de vacances de 5 jours : € 35,78

3. Soupe et repas chauds

Les tarifs des repas chauds et de la soupe sont basés sur le coût réel payé par la Commune au fournisseur.

Pour les élèves qui ne résident pas à Schaerbeek, une majoration de 20 % est appliquée au prix du repas.

	Soupe	Repas + soupe
Maternelle résident Schaerbeek	€ 0	€ 4,35
Maternelle non-résident Schaerbeek	€ 0	€ 5,22
Primaire résident Schaerbeek	€ 0,56	€ 4,96
Primaire non-résident Schaerbeek	€ 0,56	€ 5,95

4. Soupe gratuite pour les élèves de maternelle

Afin de promouvoir une alimentation saine, chaque enfant fréquentant une école maternelle située sur le territoire de Schaerbeek reçoit chaque jour scolaire gratuitement une portion de soupe.

5. Abonnement fruits

Les fruits sont proposés sous la forme d'un abonnement mensuel.

Le montant forfaitaire est fixé à € 8 par mois et reste dû indépendamment de l'utilisation effective du service.

6. Activités pédagogiques, sportives et culturelles

La rétribution pour les activités culturelles, les activités sportives, les cours de natation et les autres activités faisant partie du programme scolaire est fixée conformément aux dispositions relatives à la facture maximale stricte (« scherpe maximumfactuur ») prévues par la réglementation de la Communauté flamande.

La rétribution due par les parents ou représentants légaux ne peut excéder le montant maximal annuel indexé de la facture maximale stricte.

Pour l'année scolaire 2026-2027, la facture maximale stricte s'élève à :

- Enseignement maternel : € 55,00 par élève et par année scolaire ;
- Enseignement primaire : € 110,00 par élève et par année scolaire.

Ces montants sont automatiquement adaptés conformément aux montants maximaux fixés et indexés par la Communauté flamande.

7. Cours de natation

Chaque élève de l'enseignement primaire a droit, pendant une année scolaire, à l'accès gratuit à la piscine conformément à la réglementation scolaire en vigueur.

Pour les autres années d'études, une rétribution pour l'accès à la piscine sera réclamée.

Cette rétribution est fixée à 1,50 € par séance de natation et est comprise dans la facture maximale stricte.

8. Excursions de plusieurs jours

Les excursions de plusieurs jours sont organisées conformément aux dispositions relatives à la

facture maximale moins stricte (« minder scherpe maximumfactuur ») prévues par la réglementation de la Communauté flamande.

La rétribution totale pouvant être réclamée aux parents ou représentants légaux pendant l'ensemble de la scolarité dans l'enseignement primaire pour les excursions de plusieurs jours ne peut excéder le montant maximal fixé et indexé par la communauté flamande.

Pour l'année scolaire 2026-2027, la facture maximale moins stricte s'élève à € 560 par élève pour l'ensemble de la durée de l'enseignement primaire.

Lorsqu'un élève intègre l'école en cours de scolarité ou quitte l'école avant la fin de l'enseignement primaire, la rétribution pour les excursions de plusieurs jours est calculée au prorata des activités effectivement suivies.

Aucune rétribution n'est demandée pour les excursions de plusieurs jours dans l'enseignement maternel.

9. Sanctions

Garderie sans inscription

Lorsqu'un enfant fréquente la garderie sans inscription préalable, un coût administratif forfaitaire de 3 € par période de garderie est facturé afin de couvrir les frais organisationnels supplémentaires.

Retard dans la reprise de l'enfant

Lorsqu'un enfant n'est pas repris avant l'heure officielle de fermeture de la garderie, une indemnité forfaitaire est due afin de couvrir les frais supplémentaires de personnel, de surveillance et d'organisation supportés par la Commune.

Cette indemnité a exclusivement pour objet de couvrir les frais supplémentaires liés à la prolongation de la garderie :

- Première période de 30 minutes après 18h00 : € 11,10 ;
- Chaque période supplémentaire de 30 minutes : € 53,10.

Article 5 – Indexation

§1. Les tarifs relatifs à la garderie pendant les périodes scolaires et de vacances sont évalués annuellement par le Collège des Bourgmestre et Échevins dans les limites de l'indexation applicable. Pour le calcul de l'indexation, l'indice du mois de janvier est utilisé comme indice de base.

§2. Les frais administratifs sont également révisés annuellement par le Collège des Bourgmestre et Échevins.

§3. Les tarifs des repas et de la soupe sont adaptés annuellement sur la base de la révision de prix prévue dans le marché public.

§4. Les rétributions relatives aux activités et aux excursions de plusieurs jours sont automatiquement adaptées aux montants maximaux indexés de la facture maximale stricte et de la facture maximale moins stricte tels que fixés par la communauté flamande.

Si la réglementation flamande est modifiée, les montants mentionnés dans le présent règlement sont réputés être automatiquement remplacés par les montants maximaux légaux en vigueur à ce moment.

Article 6 – Facturation

§1. Garderie pendant les périodes scolaires, repas, soupe et fruits

- La rétribution pour la garderie pendant les périodes scolaires est fixée par année scolaire. Le paiement s'effectue par tranches mensuelles par virement ou versement, avec mention de la communication structurée communiquée par la Commune ;
- La soupe et les repas chauds sont facturés mensuellement sur la base de l'inscription valable ;
- L'abonnement fruits est facturé mensuellement.

§2. Garderie pendant les vacances scolaires et les journées pédagogiques

Le paiement de la garderie pendant les vacances scolaires et les journées pédagogiques est réglé par la facture scolaire mensuelle suivant ces inscriptions.

§3. Activités et excursions de plusieurs jours

La facturation est effectuée conformément aux activités organisées par l'école et dans les limites de la facture maximale stricte et de la facture maximale moins stricte prévues par la réglementation flamande.

Le coût total est réparti sur les différents mois de l'année scolaire et est repris mensuellement sur la facture scolaire.

Article 7 – Remboursements

§1. En cas d'absence d'un élève, les frais relatifs aux deux premiers jours des repas et de la soupe commandés restent à charge des parents ou du représentant légal.

En cas d'absence d'au moins trois jours consécutifs, justifiée par un certificat médical et immédiatement signalée tant au secrétariat de l'école qu'au service de l'Enseignement néerlandophone, la facturation des repas et de la soupe est suspendue à partir du troisième jour d'absence.

§2. En cas de désinscription d'un élève, qu'elle résulte d'une mesure disciplinaire ou d'une décision des parents ou du représentant légal, tous les services auxquels l'élève est inscrit restent dus jusqu'à la fin du mois en cours.

La cessation des services prend effet le premier jour du mois suivant.

Article 8 – Recouvrement amiable

Les factures doivent être payées dans un délai de quinze jours calendrier à compter de la date d'envoi de l'invitation à payer.

En cas de non-paiement dans ce délai, un premier rappel gratuit est envoyé. Le débiteur dispose alors à nouveau d'un délai de quinze jours calendrier pour effectuer le paiement.

À défaut de paiement, un deuxième rappel est envoyé. Des frais administratifs de 15 € sont portés en compte à cette occasion. Le débiteur dispose à nouveau de quinze jours calendrier pour acquitter la facture.

En cas de non-paiement persistant, une mise en demeure par courrier recommandé est envoyée. Les frais liés à cet envoi recommandé sont entièrement à charge du débiteur.

Article 8bis – Recouvrement forcé

Lorsque la procédure de recouvrement amiable demeure sans résultat et qu'aucun plan d'apurement amiable n'est en cours, le Receveur communal peut désigner un huissier de justice et délivrer une contrainte non fiscale.

Le Collège des Bourgmestre et des Échevins vise la contrainte et la déclare exécutoire conformément à l'article 137bis de la Nouvelle Loi communale.

Tous les frais de procédure sont à charge du débiteur conformément à l'article 1024 du Code judiciaire.

Si le recouvrement par voie de contrainte s'avère impossible, le débiteur peut être cité devant la juridiction compétente.

Article 8ter – Recours

Le débiteur peut introduire un recours contre la contrainte dans le mois de sa signification, conformément à l'article 137bis de la Nouvelle Loi communale.

Le recours est introduit par requête ou par citation.

En cas de recours, le Receveur communal demande à l'huissier de justice de suspendre la procédure de recouvrement jusqu'à ce qu'une décision judiciaire définitive soit intervenue.

Article 9 – Exonérations

Les parents ou représentants légaux qui se trouvent dans une situation de vulnérabilité financière ou sociale peuvent introduire une demande d'exonération totale ou partielle des rétributions relatives à la garderie, à la soupe et aux repas chauds.

La demande est adressée au service de l'Enseignement néerlandophone et doit être accompagnée des pièces justificatives nécessaires.

Le formulaire de demande est disponible auprès des secrétariats des écoles et du service de l'Enseignement néerlandophone.

Une exonération accordée ne produit ses effets que pour l'avenir et ne peut avoir d'effet rétroactif.

Article 10 – Réductions et tarifs sociaux

§1. Familles avec plusieurs enfants

Pour les familles dont plusieurs enfants sont inscrits dans une ou plusieurs écoles fondamentales communales :

- L'enfant le plus âgé ou le premier enfant inscrit paie le tarif complet de garderie ;
- À partir du deuxième enfant, une réduction de 60 % est accordée sur les tarifs de garderie.

§2. Familles monoparentales

Les familles monoparentales peuvent obtenir, sur présentation d'une attestation de composition de ménage, une réduction de 60 % sur les tarifs de garderie pour tous les enfants du ménage.

§3. Familles en séjour irrégulier

Les personnes qui produisent une attestation d'aide médicale urgente ou une attestation équivalente délivrée par le CPAS peuvent bénéficier d'une réduction de 100 %.

§4. Statut social

Les bénéficiaires d'un statut BIM ainsi que les personnes percevant des allocations de

chômage, en incapacité de travail ou suivant une formation reconnue peuvent bénéficier d'une réduction conformément aux tarifs et conditions prévus dans le présent règlement.

Situation	Documents à fournir	Garderie	Repas/soupe
Statut BIM / RVT	Attestation BIM	100 % - 1030 / 50 % - hors 1030	50 %
Famille monoparentale	Composition de ménage	60 % par enfant	50 %
Famille sans papiers	Carte médicale CPAS	100 %	100 %
Formation reconnue dans le cadre du travail	Attestation de l'école ou du centre	100 % - 1030 / 50 % - hors 1030	50 %
Invalidité	Attestation d'invalidité	100 % - 1030 / 50 % - hors 1030	50 %
Chômage	Attestation de chômage	100 % - 1030 / 50 % - hors 1030	50 %

Article 11 – Enfants des membres du personnel

§1. Garderie pendant les périodes scolaires

Les enfants des membres du personnel enseignant et non enseignant de l'enseignement communal néerlandophone bénéficient gratuitement de la garderie lorsque le parent est au travail pendant les heures de garderie.

Les membres du personnel travaillant dans une autre école communale fournissent à cet effet une attestation à la direction de l'école dans laquelle leur enfant est inscrit.

§2. Garderie pendant les vacances scolaires

Les enfants des éducateurs / éducatrices occupés dans le cadre de la garderie pendant les vacances bénéficient gratuitement de la garderie.

Article 12 – Attestation fiscale

Conformément à la réglementation fiscale en vigueur, les parents reçoivent annuellement une attestation fiscale pour les frais de garde d'enfants payés.

Article 13 – Traitement des données

Les données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent règlement sont traitées conformément au Règlement général sur la protection des données (RGPD) et à la réglementation belge applicable.

Article 14 – Entrée en vigueur

Le présent règlement entre en vigueur le 1er septembre 2026.

À partir de cette date, tous les règlements antérieurs relatifs à la garderie, à la soupe, aux repas chauds, aux fruits, aux activités et aux excursions de plusieurs jours dans l'enseignement communal néerlandophone sont abrogés et remplacés.

DE GEMEENTERAAD

Besloten, met 33 stem(men) tegen 6 en 0 onthouding(en). 2 leden hebben niet gestemd

Gelet op de Grondwet, in het bijzonder de artikels 41,162 en 173;

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, in het bijzonder de artikels 116, 117, 119,137bis en 252;

Overwegende dat de prijsbepaling voor de deelname in de kosten voor opvang, soep, warme maaltijden, fruit, activiteiten en meerdaagse uitstappen door de ouders berust bij de Gemeenteraad;

Gelet op het Decreet betreffende het flankerend onderwijsbeleid op lokaal niveau van 30/11/2007 en de daaropvolgende wijzigingen;

Gelet op de omzendbrieven betreffende de school- en buitenschoolse kosten;

Overwegende dat, in het kader van diensten aangeboden door de gemeentescholen en om te beantwoorden aan de wensen van de bevolking, de gemeentelijke administratie een platform ontwikkeld heeft - tickets.1030.be - voor de bestelling van opvang, soep, maaltijden en fruit;

Gelet op de noodzaak voor de gemeente om haar verplichtingen na te komen in overeenstemming de eisen van het beheersplan, het driejarenplan en de bepalingen van artikel 252 van de nieuwe gemeentewet, die gemeenten verplicht een evenwichtige begroting te realiseren;

Overwegende dat de Gemeente de nodige middelen dient te voorzien teneinde haar missie

van openbare dienstverlening te waarborgen;
Overwegende de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 16/06/2026;
Gezien de financiële toestand van de gemeente;
Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;
BESLUIT

Het reglement betreffende de retributies voor opvang, soep, warme maaltijden, fruit, activiteiten en meerdaagse uitstappen in het Nederlandstalig gemeentelijk onderwijs goed te keuren.

Artikel 1 – Algemene bepalingen

§1. De gemeente Schaarbeek organiseert voor de leerlingen van het Nederlandstalig gemeentelijk basisonderwijs:

- Opvang:
 - Voor- en naschoolse opvang tijdens schooldagen;
 - Middagopvang;
 - Opvang op woensdagnamiddag;
 - Opvang tijdens de herfst-, kerst-, krokus- en paasvakantie;
 - Opvang tijdens pedagogische studiedagen;
- De verstrekking van soep, warme maaltijden en fruit;
- Schoolactiviteiten waaronder zwemmen en culturele uitstappen;
- Meerdaagse schooluitstappen.

Tijdens schoolvakanties en pedagogische studiedagen wordt de opvang georganiseerd op werkdagen van 7u30 uur tot 18u00.

Er wordt geen opvang voorzien tijdens de zomervakantie, noch op zaterdagen, zondagen en wettelijke feestdagen.

§2. De verschuldigde retributies zijn ten laste van de persoon of personen die het ouderlijk gezag uitoefenen of van de wettelijke vertegenwoordiger van het kind dat gebruikmaakt van de aangeboden diensten.

Artikel 2 – Aangeboden diensten

§1. Ouders of wettelijke vertegenwoordigers kunnen hun kind inschrijven voor opvang tijdens schoolperiodes, schoolvakanties en pedagogische studiedagen.

§2. Ouders of wettelijke vertegenwoordigers kunnen voor hun kind soep, warme maaltijden en fruit bestellen.

§3. De leerlingen nemen deel aan de onderwijsactiviteiten die door de school worden georganiseerd in het kader van het schoolprogramma, met inbegrip van pedagogische uitstappen, sportactiviteiten, culturele activiteiten en meerdaagse schooluitstappen.

Deze activiteiten vinden in principe plaats tijdens de schooluren en maken integraal deel uit van het pedagogisch project van de school.

Meerdaagse schooluitstappen worden volgens de pedagogische planning van de school georganiseerd.

Een vrijstelling van deelname aan deze activiteiten kan uitsluitend worden toegestaan door de schooldirectie op basis van een gemotiveerde aanvraag van de ouders of wettelijke vertegenwoordiger.

Artikel 3 – Inschrijving

Alle inschrijvingen verlopen via het platform tickets.1030.be.

§1. Opvang tijdens schoolperiodes

- Inschrijvingen voor de daaropvolgende maand dienen uiterlijk op de laatste dag van de lopende maand te gebeuren;
- De aanwezigheid in de opvang tussen 1 en 15 september wordt niet aangerekend;
- Bij een wijziging van de gezinssituatie of van de opvangbehoefte moet een nieuwe aanvraag worden ingediend.

§2. Opvang tijdens schoolvakanties en pedagogische studiedagen

- De inschrijving moet uiterlijk vijf werkdagen vóór de aanvang van de vakantieperiode of de pedagogische studiedag gebeuren;
- Voor niet-ingeschreven kinderen kan geen opvangplaats worden gegarandeerd.

§3. Soep, warme maaltijden en fruit

- Wijzigingen aan de bestelling van soep, warme maaltijden of fruit moeten via tickets.1030.be worden aangevraagd;
- Annuleringen of stopzettingen dienen uiterlijk op de 15e dag van de voorafgaande maand te worden gemeld;

- Elke wijziging gaat in op de eerste dag van de daaropvolgende maand;
- Fruit wordt aangeboden via een maandelijks abonnement.

Artikel 4 – Vaststelling van de retributies

§1. De gemeenteraad stelt de tarieven vast. Het College van Burgemeester en Schepenen kan de tarieven jaarlijks aanpassen overeenkomstig de in dit reglement bepaalde indexeringsregels.

§2. De door ouders bestelde warme maaltijden en soep worden gefactureerd volgens de geldende tarieven. Factuurbedragen worden naar boven afgerond.

1. Opvang tijdens schoolperiodes

De retributie voor opvang tijdens schooldagen wordt vastgesteld als een jaarlijks forfaitair bedrag. Het gekozen forfait blijft volledig verschuldigd, ongeacht de effectieve aanwezigheid van het kind.

	maandag	dinsdag	woensdag	donderdag	vrijdag
ochtend	€ 14,20/jaar	€ 14,20/jaar	€ 14,20/jaar	€ 14,20/jaar	€ 14,20/jaar
middag	1030 € 41,04/jaar Niet-1030 € 68,39/jaar	1030 € 41,04/jaar Niet-1030 € 68,39/jaar	-	1030 € 41,04/jaar Niet-1030 € 68,39/jaar	1030 € 41,04/jaar Niet-1030 € 68,39/jaar
avond	€ 33,68/jaar	€ 53,66/jaar	-	€ 53,66/jaar	€ 53,66/jaar
woensdag namiddag	-	-	1030 € 107,85/jaar Niet-1030 € 108,91/jaar	-	-

2. Vakantieopvang

De retributie voor vakantieopvang wordt vastgesteld als een forfaitair bedrag per vakantieperiode.

- 4-daagse vakantieweek: € 28,93
- 5-daagse vakantieweek: € 35,78

3. Soep en warme maaltijden

De tarieven voor warme maaltijden en soep zijn gebaseerd op de werkelijke kostprijs die de gemeente aan de leverancier betaalt.

Voor leerlingen die niet in Schaarbeek wonen, wordt een toeslag van 20% toegepast op de maaltijdprijs.

	Soep	Maaltijd + soep
Kleuter inwoner Schaarbeek	€ 0	€ 4,35
Kleuter niet-Schaarbeek	€ 0	€ 5,22
Lager Schaarbeek	€ 0,56	€ 4,96
Lager niet-Schaarbeek	€ 0,56	€ 5,95

4. Gratis soep voor kleuters

Ter bevordering van gezonde voeding ontvangt elke kleuter die schoolloopt in een kleuterschool op het grondgebied van Schaarbeek op elke schooldag gratis een portie soep.

5. Fruitabonnement

Fruit wordt aangeboden via een maandelijks abonnement.

Het forfaitaire bedrag bedraagt € 8 per maand en blijft verschuldigd ongeacht het effectieve gebruik van de dienst.

6. Pedagogische, sportieve en culturele activiteiten

De retributie voor culturele activiteiten, sportactiviteiten, zwemlessen en andere activiteiten die deel uitmaken van het schoolprogramma worden vastgesteld overeenkomstig de bepalingen inzake de scherpe maximumfactuur zoals vastgelegd door de Regelgeving van de Vlaamse Gemeenschap.

De door de ouders of wettelijke vertegenwoordigers verschuldigde retributie mag het jaarlijks geïndexeerde maximumbedrag van de scherpe maximumfactuur niet overschrijden.

Voor het schooljaar 2026-2027 bedraagt de scherpe maximumfactuur:

- Kleuteronderwijs: € 55,00 per leerling per schooljaar;
- Lager onderwijs: € 110,00 per leerling per schooljaar.

Deze bedragen worden automatisch aangepast overeenkomstig de door de Vlaamse overheid

vastgestelde en geïndexeerde maximumbedragen.

7. Zwemlessen

Elke leerling van het lager onderwijs heeft gedurende één schooljaar recht op gratis toegang tot het zwembad overeenkomstig de geldende onderwijsregelgeving.

Voor de overige schooljaren kan een retributie voor de toegang tot het zwembad worden aangerekend. Deze retributie bedraagt € 1,50 per zwembeurt en wordt opgenomen binnen de scherpe maximumfactuur.

8. Meerdaagse schooluitstappen

Meerdaagse schooluitstappen worden georganiseerd overeenkomstig de bepalingen inzake de minder scherpe maximumfactuur zoals vastgelegd door de regelgeving van de Vlaamse Gemeenschap.

De totale retributie die gedurende de volledige schoolloopbaan in het lager onderwijs aan de ouders of wettelijke vertegenwoordigers kan worden aangerekend voor meerdaagse uitstappen, mag het door de Vlaamse overheid vastgestelde en geïndexeerde maximumbedrag niet overschrijden.

Voor het schooljaar 2026-2027 bedraagt de minder scherpe maximumfactuur € 560,00 per leerling voor de volledige duur van het lager onderwijs.

Wanneer een leerling tijdens de schoolloopbaan instroomt of de school verlaat vóór het einde van het lager onderwijs, wordt de retributie voor meerdaagse uitstappen pro rata verrekend overeenkomstig de daadwerkelijk gevolgde uitstappen.

Voor leerlingen in het kleuteronderwijs wordt geen retributie gevraagd voor meerdaagse uitstappen.

9. Sancties

Niet-ingeschreven opvang

Wanneer een kind zonder voorafgaande inschrijving gebruikmaakt van de opvang, wordt een forfaitaire administratieve kost van € 3 per opvangmoment aangerekend ter dekking van de bijkomende organisatorische kosten.

Laattijdig ophalen

Wanneer een kind niet vóór het officiële sluitingsuur van de opvang wordt opgehaald, is een forfaitaire vergoeding verschuldigd ter dekking van de bijkomende personeels-, toezicht- en organisatiekosten die hierdoor voor de gemeente ontstaan.

Deze vergoeding heeft uitsluitend tot doel de extra kosten verbonden aan de verlengde opvang te dekken:

- Eerste periode van 30 minuten na 18u00: € 11,10;
- Elke daaropvolgende periode van 30 minuten: € 53,10.

Artikel 5 – Indexering

§1. De tarieven voor opvang tijdens school- en vakantieperiodes worden jaarlijks geëvalueerd door het College van Burgemeester en Schepenen binnen de grenzen van de geldende indexering. Voor de berekening van de indexering geldt de index van januari als basisindex.

§2. Ook de administratieve kosten en aanmaningskosten worden jaarlijks herzien door het College van Burgemeester en Schepenen.

§3. De maaltijd- en soeptarieven worden jaarlijks aangepast op basis van de prijsherziening voorzien in de overheidsopdracht.

§4. De retributie voor activiteiten en meerdaagse schooluitstappen worden automatisch aangepast aan de jaarlijks geïndexeerde maximumbedragen van de scherpe en minder scherpe maximumfactuur zoals vastgesteld door de Vlaamse overheid.

Indien de Vlaamse regelgeving wordt gewijzigd, worden de in dit reglement vermelde bedragen geacht automatisch te worden vervangen door de op dat ogenblik geldende wettelijke maximumbedragen.

Artikel 6 – Facturatie

§1. Opvang tijdens schoolperiodes, maaltijden, soep en fruit

- De retributie voor opvang tijdens schoolperiodes wordt vastgesteld per schooljaar. De betaling gebeurt in maandelijkse schijven via overschrijving of storting, met vermelding van de door de gemeente opgegeven gestructureerde mededeling;
- Soep en warme maaltijden worden maandelijks gefactureerd op basis van de geldige inschrijving;
- Het fruitabonnement wordt maandelijks aangerekend.

§2. Vakantieopvang en pedagogische studiedagen

De betaling van de opvang tijdens schoolvakanties en pedagogische studiedagen wordt geregeld via de eerstvolgende maandelijkse schoolfactuur.

§3. Activiteiten en meerdaagse uitstappen

De facturatie gebeurt overeenkomstig de door de school georganiseerde activiteiten en binnen de grenzen van de scherpe en minder scherpe maximumfactuur zoals bepaald door de Vlaamse regelgeving.

De totale kost wordt gespreid over de verschillende maanden van het schooljaar en maandelijks opgenomen in de schoolfactuur.

Artikel 7 – Terugbetalingen

§1. Bij afwezigheid van een leerling blijven de kosten voor de eerste twee dagen van de bestelde maaltijden en soep ten laste van de ouders of wettelijke vertegenwoordiger.

Bij een afwezigheid van minstens drie opeenvolgende dagen, gestaafd door een medisch attest en onmiddellijk gemeld aan zowel het schoolsecretariaat als de dienst Nederlandstalig Onderwijs, wordt de aanrekening van maaltijden en soep stopgezet vanaf de derde afwezigheidsdag.

§2. Bij uitschrijving van een leerling, ongeacht of deze het gevolg is van een tuchtmaatregel dan wel een beslissing van de ouders of wettelijke vertegenwoordiger, blijven alle ingeschreven diensten verschuldigd tot het einde van de lopende maand.

De stopzetting van de diensten gaat in op de eerste dag van de daaropvolgende maand.

Artikel 8 – Minnelijke invordering

Facturen dienen betaald te worden binnen een termijn van vijftien kalenderdagen, te rekenen vanaf de verzenddatum van de betalingsuitnodiging.

Bij niet-betaling binnen deze termijn wordt een eerste kosteloze herinnering verstuurd. De schuldenaar beschikt vervolgens opnieuw over vijftien kalenderdagen om de betaling uit te voeren.

Indien betaling uitblijft, wordt een tweede herinnering verstuurd. Hiervoor wordt een administratieve kost van € 15 aangerekend. De schuldenaar beschikt opnieuw over vijftien kalenderdagen om de factuur te vereffenen.

Bij verdere niet-betaling wordt een aangetekende ingebrekestelling verstuurd. De kosten van deze aangetekende zending zijn volledig ten laste van de schuldenaar.

Artikel 8bis – Gedwongen invordering

Wanneer de minnelijke invorderingsprocedure zonder resultaat blijft en geen minnelijk afbetalingsplan lopende is, kan de Gemeenteontvanger een gerechtsdeurwaarder aanstellen en een niet-fiscaal dwangbevel uitvaardigen.

Het College van Burgemeester en Schepenen viseert het dwangbevel en verklaart het uitvoerbaar overeenkomstig artikel 137bis van de Nieuwe Gemeentewet.

Alle procedurekosten zijn overeenkomstig artikel 1024 van het Gerechtelijk Wetboek ten laste van de schuldenaar.

Indien invordering via dwangbevel onmogelijk blijkt, kan de schuldenaar voor de bevoegde rechtbank worden gedagvaard.

Artikel 8ter – Beroep

De schuldenaar kan tegen het dwangbevel beroep instellen binnen één maand na betekening, overeenkomstig artikel 137bis van de Nieuwe Gemeentewet.

Het beroep wordt ingesteld bij verzoekschrift of dagvaarding.

In geval van beroep vraagt de Gemeenteontvanger aan de gerechtsdeurwaarder de invorderingsprocedure op te schorten totdat een definitieve rechterlijke beslissing is genomen.

Artikel 9 – Vrijstellingen

Ouders of wettelijke vertegenwoordigers die zich in een financieel of sociaal kwetsbare situatie bevinden, kunnen een aanvraag indienen voor een volledige of gedeeltelijke vrijstelling van de retributies voor opvang, soep en warme maaltijden.

De aanvraag wordt gericht aan de dienst Nederlandstalig Onderwijs en moet vergezeld zijn van de nodige bewijsstukken.

Het aanvraagformulier is beschikbaar op de schoolsecretariaten en bij de dienst Nederlandstalig Onderwijs.

Een toegekende vrijstelling werkt uitsluitend voor de toekomst en kan geen terugwerkende kracht hebben.

Artikel 10 – Verminderingen en sociale tarieven

§1. Gezinnen met meerdere kinderen

Voor gezinnen met meerdere kinderen die ingeschreven zijn in één of meerdere gemeentelijke basisscholen geldt:

- Het oudste of eerste ingeschreven kind betaalt het volledige opvangtarief;
- Vanaf het tweede kind wordt een vermindering van 60% toegekend op de

opvangtarieven.

§2. Eenoudergezinnen

Eenoudergezinnen kunnen, op basis van een attest van gezinssamenstelling, een vermindering van 60% verkrijgen op de opvangtarieven voor alle kinderen van het gezin.

§3. Gezinnen zonder wettig verblijf

Personen die een attest van dringende medische hulp of een gelijkwaardig attest van het OCMW voorleggen, kunnen een vermindering van 100% verkrijgen.

§4. Sociaal statuut

Begunstigden van een RVT-statuuut of personen die een werkloosheidsuitkering ontvangen, arbeidsongeschikt zijn of een erkende opleiding volgen, kunnen een vermindering verkrijgen overeenkomstig de in dit reglement opgenomen tarieven en voorwaarden.

Situatie	Te mailen documenten	Opvang	Maaltijd/soep
BIM-statuuut RTV-statuuut	Attest RVT	100% - 1030 50% - niet-1030	50%
Eenoudergezin	Attest gezinssamenstelling	60% per kind	50%
Familie zonder papieren	Medische kaart OCMW	100%	100%
Erkende opleiding in het kader van werk	Attest school of centrum	100% - 1030 50% - niet-1030	50%
Werkonbekwaamheid	Attest werkonbekwaamheid	100% - 1030 50% - niet-1030	50%
Werkloosheidsuitkering	Attest werkloosheidsuitkerin g	100% 1030 50% niet-1030	50%

Artikel 11 – Kinderen van personeelsleden

§1. Opvang tijdens schoolperiodes

Kinderen van onderwijzend en niet-onderwijzend personeel van het Nederlandstalig gemeentelijk onderwijs genieten gratis opvang wanneer de ouder tijdens de opvanguren aan het werk is.

Personeelsleden die in een andere gemeentelijke school werkzaam zijn, bezorgen hiervoor een attest aan de directie van de school waar hun kind is ingeschreven.

§2. Opvang tijdens schoolvakanties

Kinderen van opvangbegeleiders die tijdens de vakantieopvang tewerkgesteld zijn, genieten gratis opvang.

Artikel 12 – Fiscaal attest

Overeenkomstig de geldende fiscale regelgeving ontvangen ouders jaarlijks een fiscaal attest voor de betaalde kinderopvangkosten.

Artikel 13 – Gegevensverwerking

De persoonsgegevens die in het kader van dit reglement worden verwerkt, worden behandeld overeenkomstig de Algemene Verordening Gegevensbescherming (AVG/GDPR) en de toepasselijke Belgische regelgeving."

Artikel 14 – Inwerkingtreding

Dit reglement treedt in werking op 1 september 2026.

Vanaf die datum worden alle eerdere reglementen betreffende opvang, soep, warme maaltijden, fruit, activiteiten en meerdaagse uitstappen binnen het Nederlandstalig gemeentelijk onderwijs opgeheven en vervangen.

Sports -- Sport

SP 71.- Octroi d'un subside à l'asbl "Jeunesse Bruxelloise" - Approbation -- Toekenning van een subsidie voor de vzw "Jeunesse Bruxelloise"- Goedkeuring

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL
Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté

Vu l'article 117 et l'article 123 de la nouvelle loi communale ;
Vu la loi du 26 juillet 1971 organisant les agglomérations et fédérations de communes ;
Vu l'arrêté royal du 30 juillet 1985 modifié par l'arrêté royal du 19 janvier 1989 réglant la tutelle administrative sur l'agglomération bruxelloise et les communes qui composent la Région de Bruxelles-Capitale ;
Vu l'article 10 de la loi du 17 juillet 1973, garantissant la protection des tendances idéologiques et philosophiques ;
Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions et sa délibération du 15 janvier 1985 ;
Vu le règlement sur les subsides octroyés aux cercles sportifs, adopté en séance du 27 mars 2019 ;
Considérant qu'un crédit de 15.181 € est prévu à l'article 764/332-02/-AF/71 du budget ordinaire 2026 pour l'octroi de subsides aux clubs sportifs ;
Considérant la demande de subside introduite par l'ASBL Jeunesse Bruxelloise pour l'organisation d'un tournoi de football à caractère caritatif à Schaerbeek, présentant un intérêt communal ;
Vu le rapport du 16 juin 2026 du Collège des Bourgmestre et Échevins ;
Considérant qu'il y a lieu d'y faire droit ;
DECIDE
d'approuver l'octroi d'un subside de 2.000 € à l'asbl "Jeunesse Bruxelloise"

DE GEMEENTERAAD
Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

Gelet op artikel 117 en artikel 123 van de nieuwe gemeentewet;
Gelet op de wet van 26 juli 1971 op de agglomeraties en federaties van de gemeenten;
Gelet op koninklijk besluit van 30 juli 1985 gewijzigd bij koninklijk besluit van 19 januari 1989 tot regeling van het administratief toezicht op de Brusselse agglomeratie en de gemeenten die tot het Brussels Hoofdstedelijk Gewest behoren;
Gelet op artikel 10 van de wet van 17 juli 1973, waarbij de bescherming van de ideologische en filosofische strekkingen gewaarborgd wordt;
Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en aanwending van sommige toelagen en gelet op zijn raadsbesluit van 15 januari 1985;
Gelet op het reglement op de subsidies toegestaan aan de sportclubs, beraadslaagd op 27 maart 2019;
Overwegende dat in uitgaven een krediet van € 15.181 voorzien is op artikel 764/332-02/-AF/71 van het gewoon budget 2026 voor de subsidies toegestaan aan de sportclubs;
Overwegende de subsidieaanvraag ingediend door de vzw Jeunesse Bruxelloise voor de organisatie van een liefdadig voetbaltornooi in Schaarbeek, dat een gemeentelijk belang vertoont;
Gelet op het verslag van 16 juni 2026 van het College van Burgemeester en Schepenen;
Overwegende dat het betaamt hieraan een gunstig gevolg te geven;
BESLUIT
De toekenning van een subsidie van € 2.000 aan de vzw "Jeunesse Bruxelloise" goed te keuren

Enfance - Jeunesse - Famille - Bien-être animal -- Kindertijd - Jeugd - Gezin - Dierenwelzijn
SP 72.- Subsides aux associations actives dans le domaine de la coopération et de la solidarité internationale - Approbation -- Subsides aan de verenigingen actief op gebied van ontwikkelingscoöperatie en de internationale solidariteit – Goedkeuring

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL
Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté

Vu les articles 117 et 123 de la nouvelle loi communale ;
Vu la délibération du Conseil communal du 28 mars 2018 adoptant le règlement relatif aux subventions communales ;
Considérant qu'un crédit de 18.360 € est prévu budget ordinaire 2026 pour l'octroi de subsides aux associations actives dans le domaine de la coopération Nord-Sud ;
Vu le rapport du 16 juin 2026 du Collège des Bourgmestre et échevins ;
Considérant qu'il y a lieu de faire droit aux conclusions de ce rapport ;
DECIDE
De répartir comme suit les subsides aux associations actives dans le domaine de la coopération et de la solidarité internationale pour un montant total de 18.360€.

DEMANDES DE SUBSIDES		
N°	Structure	Décision -Budget accordé
1	Actions@Village asbl	3.000,00 €
2	Asmae asbl	3.000,00 €
3	Centre d'Impulsion Socioprofessionnel et Culturel (Ciproc) asbl	3.000,00 €
4	Elikia Give Hope asbl	2.000,00 €
5	Guinée Sport Plus et Culture asbl	1.360,00 €
6	Les Ateliers Zarragga asbl	3.000,00 €
7	Terre à Terre asbl	3.000,00 €
TOTAL		18.360,00 €

DE GEMEENTERAAD
Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

Gelet op artikels 117 en 123 van de nieuwe gemeentewet;
Gelet op de beraadslaging van de gemeenteraad van 28 maart 2018 die het reglement met betrekking tot de gemeentelijke toelagen vaststelt;
Overwegende dat in uitgaven een krediet van 18.360 € voorzien is in het gewoon budget 2026 voor de subsidies aan de verenigingen actief op gebied van ontwikkelingscoöperatie en de internationale solidariteit;
Gezien het verslag van 16 juni 2026 aan het College van Burgemeester en Schepenen;
Overwegende dat het betaamt gevolg te geven aan de conclusies van dit verslag;
BESLUIT
de subsidies aan de verenigingen actief op gebied van ontwikkelingscoöperatie en de internationale solidariteit als volgt te verdelen voor een totaal bedrag van 18.360€.

SUBSIDIEAANVRAGEN		
N°	Structuur	Beslissing - Budget toegekend
1	Actions@Village asbl	3.000,00 €
2	Asmae asbl	3.000,00 €
3	Centre d'Impulsion Socioprofessionnel et Culturel (Ciproc) asbl	3.000,00 €
4	Elikia Give Hope asbl	2.000,00 €
5	Guinée Sport Plus et Culture asbl	1.360,00 €
6	Les Ateliers Zarragga asbl	3.000,00 €
7	Terre à Terre asbl	3.000,00 €

TOTAAL	18.360,00 €
--------	-------------

SP 73.- Subventions aux associations et autres structures actives dans le domaine de la Petite Enfance, de l'Enfance et de la Jeunesse - Exercice 2026 - Approbation -- Subsidies aan de verenigingen en andere structuren werken met Kleine Kinderen, Kinderen en Jeugd voor het dienstjaar 2026 – Goedkeuring

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;
Vu la loi du 26 juillet 1971 organisant les agglomérations et fédérations de communes ;
Vu l'arrêté royal du 30 juillet 1985 modifié par l'arrêté royal du 19 janvier 1989 réglant la tutelle administrative sur l'agglomération bruxelloise et les communes qui composent la Région de Bruxelles-Capitale ;
Vu l'article 10 de la loi du 16 juillet 1973, garantissant la protection des tendances idéologiques et philosophiques ;
Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions et sa délibération du 15 janvier 1985 ;
Vu la délibération du Conseil communal du 28 mars 2018 adoptant le règlement relatif aux subventions communales ;
Considérant qu'un crédit de 61.200 € est prévu à l'article 761 332 02 AA 842 du budget ordinaire de 2026 pour l'octroi de subsides aux associations et autres structures actives dans le domaine de la Petite Enfance, Enfance et Jeunesse ;
Vu le rapport du Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 16 juin 2026 ;
Considérant qu'il y a lieu d'y faire droit ;
DECIDE
D'accorder, pour l'exercice 2026, un subside aux associations actives dans le domaine de la Petite Enfance, l'Enfance et de la Jeunesse, reprises ci-après, pour un montant total de 61.200 €.

DEMANDES DE SUBSIDES pour la Petite enfance (0-3 ans)		
N°	Structure	Décision -Budget accordé
1	Crèche Pasitos	800,00 €
2	Grandir en santé	1.000,00 €
3	La Soucoupe	1.000,00 €
TOTAL Petite Enfance		2.800,00 €
DEMANDES DE SUBSIDES pour l'Enfance (3-12 ans)		
N°	Structure	Décision -Budget accordé
1	Agissons Ensemble	1.100,00 €
2	Atelier des Petits Pas	1.100,00 €
3	CréACtions	1.200,00 €
4	Enfants et Compagnie	2.200,00 €
5	Espace de Dialogue Interculturel (EDI)	1.800,00 €
6	Femmes Epanouies et Actives – FEZA	1.200,00 €
7	L'Os à Moelle ASBL	1.200,00 €

8	Le bâton de parole Catherine Beyens	1.200,00 €
9	Le Caméléon Bavard	1.100,00 €
10	L'épicurieuse asbl	1.200,00 €
11	Level Up Academy	1.100,00 €
12	Maison de Quartier d'Helmet	1.100,00 €
13	MJ Le Petit Parc 1030	2.100,00 €
14	Musiques Mosaïques – Amadeo Kollektif	1.100,00 €
15	Récits nomades	1.100,00 €
16	Soleil Henri Evenepoel	2.100,00 €
17	Tekno-Family	2.500,00 €
18	Zone Femmes aisbl	1.500,00 €
TOTAL Enfance		25.900,00 €
DEMANDES DE SUBSIDES pour la Jeunesse (13-25 ans)		
N°	Structure	Décision – Budget accordé
1	Action Josaphat	1.500,00 €
2	Bouillon de cultures	1.500,00 €
3	CEDAS	2.000,00 €
4	INFOR JEUNES – Centre d'accueil et d'information jeunesse	1.500,00 €
5	MJ Bakayaro	1.500,00 €
6	MJ Caméra Quartier	2.000,00 €
7	MJ Same Same Brussels	2.000,00 €
8	SA'MATH	1.500,00 €
9	Singa Bruxelles	1.500,00 €
10	Stronger With Words	2.000,00 €
11	Vibes asbl	2.000,00 €
12	AIS Hope asbl	3.500,00 €
TOTAL JEUNESSE		22.500,00 €
DEMANDES DE SUBSIDES pour les Mouvements de Jeunesse (6-18 ans)		
N°	Structure	Décision – Budget accordé
1	7 ^{ème} unité Sainte Suzanne – Les fripons	500,00 €
2	7 ^{ème} unité Sainte Suzanne – Les nutons	500,00 €
3	7 ^{ème} unité Sainte Suzanne – Lutins Brownies	500,00 €
4	7 ^{ème} unité Sainte Suzanne – Lutins Farfadets	500,00 €
5	7 ^{ème} unité Sainte Suzanne Compagnie des Guides Antilopes	500,00 €
6	7 ^{ème} unité Sainte Suzanne Guides Horizons	500,00 €
7	10 ^{ème} unité Divin Sauveur – Louveteaux Mowha	500,00 €
8	10 ^{ème} unité Divin Sauveur – Louveteaux Seonee	500,00 €

9	10 ^{ème} unité Divin Sauveur – Troupe du Fenneck	500,00 €
10	10 ^{ème} unité Divin Sauveur – Poste Pionnier	500,00 €
11	11 ^{ème} unité Sainte Suzanne – Section Baladins	500,00 €
12	11 ^{ème} unité Sainte Suzanne – Meute Mowha	500,00 €
13	11 ^{ème} unité Sainte Suzanne – Meute Seeonee	500,00 €
14	11 ^{ème} unité Sainte Suzanne – Meute Waigunga	500,00 €
15	11 ^{ème} unité Sainte Suzanne la horde des Caribous	500,00 €
16	11 ^{ème} unité Sainte Suzanne la troupe du Cerf	500,00 €
17	11 ^{ème} unité Sainte Suzanne poste Pionnier	500,00 €
18	11 ^{ème} unité Sainte Suzanne Poste Pionnier Mixte chaîne Piguis	500,00 €
19	66 ^{ème} unité Corbeau Noir des Scouts et Guides Pluralistes – Enfance	500,00 €
20	66 ^{ème} unité Corbeau Noir des Scouts et Guides Pluralistes – Jeunesse	500,00 €
TOTAL Mouvement de Jeunesse		10.000,00 €
TOTAL		61.200,00 €

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 26 juli 1971 op de agglomeraties en federaties van de gemeenten;

Gelet op het koninklijk besluit van 30 juli 1985 gewijzigd bij koninklijk besluit van 19 januari 1989 tot regeling van het administratief toezicht op de Brusselse agglomeratie en de gemeenten die tot het Brussels Hoofdstedelijk Gewest behoren;

Gelet op artikel 10 van de wet van 16 juli 1973, waarbij de bescherming van de ideologische en filosofische strekkingen gewaarborgd wordt;

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en aanwending van sommige toelagen en gelet op zijn raadsbesluit van 15 januari 1985;

Gelet op de beraadslaging van de gemeenteraad van 28 maart 2018 die het reglement met betrekking tot de gemeentelijke toelagen vaststelt;

Overwegende dat in uitgaven een krediet van 61.200 € voorzien is op artikel 761 332 02 AA 842 op de begroting van 2026 voor de subsidies aan de verenigingen die werken met Kleine Kinderen, Kinderen en Jeugd;

Gelet op het verslag van het College van Burgemeester en Schepenen van 16 juni 2026;

Overwegende dat het betaamt hieraan een gunstig gevolg te geven;

BESLUIT

Een toelage toe te kennen aan de hierna vermelde plaatselijke aan de verenigingen en andere structuren die werken met kleine kinderen, kinderen en Jeugd voor het dienstjaar 2026 voor een totaal van 61.200 €

SUBSIDIEAANVRAGEN voor Kleine Kinderen (0-3 jaar)		
N°	Structuur	Beslissing - Budget toegekend
1	Crèche Pasitos	800,00 €
2	Grandir en santé	1.000,00 €
3	La Soucoupe	1.000,00 €
TOTAAL Kleine Kinderen		2.800,00 €
SUBSIDIEAANVRAGEN voor Kinderen (3-12 jaar)		

N°	Structuur	Beslissing - Budget toegekend
1	Agissons Ensemble	1.100,00 €
2	Atelier des Petits Pas	1.100,00 €
3	CréACTIONS	1.200,00 €
4	Enfants et Compagnie	2.200,00 €
5	Espace de Dialogue Interculturel (EDI)	1.800,00 €
6	Femmes Epanouies et Actives - FEZA	1.200,00 €
7	L'Os à Moelle ASBL	1.200,00 €
8	Le bâton de parole Catherine Beyens	1.200,00 €
9	Le Caméléon Bavard	1.100,00 €
10	L'épicurieuse asbl	1.200,00 €
11	Level Up Academy	1.100,00 €
12	Maison de Quartier d'Helmet	1.100,00 €
13	MJ Le Petit Parc 1030	2.100,00 €
14	Musiques Mosaïques - Amadeo Kollektif	1.100,00 €
15	Récits nomades	1.100,00 €
16	Soleil Henri Evenepoel	2.100,00 €
17	Tekno-Family	2.500,00 €
18	Zone Femmes asbl	1.500,00 €
TOTAAL Kinderen		25.900,00 €
SUBSIDIEAANVRAGEN voor Jeugd (13-25 jaar)		
N°	Structuur	Beslissing - Budget toegekend
1	Action Josaphat	1.500,00 €
2	Bouillon de cultures	1.500,00 €
3	CEDAS	2.000,00 €
4	INFOR JEUNES – Centre d'accueil et d'information jeunesse	1.500,00 €
5	MJ Bakayaro	1.500,00 €
6	MJ Caméra Quartier	2.000,00 €
7	MJ Same Same Brussels	2.000,00 €
8	SA'MATH	1.500,00 €
9	Singa Bruxelles	1.500,00 €
10	Stronger With Words	2.000,00 €
11	Vibes asbl	2.000,00 €
12	ALS Hope asbl	3.500,00 €
TOTAAL JEUGD		22.500,00 €
SUBSIDIEAANVRAGEN voor Jeugdbeweging (6-18 jaar)		
N°	Structuur	Beslissing - Budget toegekend
1	7ème unité Sainte Suzanne - Les fripons	500,00 €

2	7ème unité Sainte Suzanne - Les nutons	500,00 €
3	7ème unité Sainte Suzanne - Lutins Brownies	500,00 €
4	7ème unité Sainte Suzanne - Lutins Farfadets	500,00 €
5	7ème unité Sainte Suzanne Compagnie des Guides Antilopes	500,00 €
6	7ème unité Sainte Suzanne Guides Horizons	500,00 €
7	10ème unité Divin Sauveur - Louveteaux Mowha	500,00 €
8	10ème unité Divin Sauveur - Louveteaux Seeonee	500,00 €
9	10ème unité Divin Sauveur - Troupe du Fenneck	500,00 €
10	10ème unité Divin Sauveur - Poste Pionnier	500,00 €
11	11ème unité Sainte Suzanne - Section Baladins	500,00 €
12	11ème unité Sainte Suzanne - Meute Mowha	500,00 €
13	11ème unité Sainte Suzanne - Meute Seeonee	500,00 €
14	11ème unité Sainte Suzanne - Meute Waigunga	500,00 €
15	11ème unité Sainte Suzanne la horde des Caribous	500,00 €
16	11ème unité Sainte Suzanne la troupe du Cerf	500,00 €
17	11ème unité Sainte Suzanne poste Pionnier	500,00 €
18	11ème unité Sainte Suzanne Poste Pionnier Mixte chaine Piguis	500,00 €
19	66ème unité Corbeau Noir des Scouts et Guides Pluralistes - Enfance	500,00 €
20	66ème unité Corbeau Noir des Scouts et Guides Pluralistes - Jeunesse	500,00 €
TOTAAL Jeugdbeweging		10.000,00 €
TOTAAL		61.200,00 €

Seniors -- Seniores

SP 74.- Subventions aux associations et autres structures actives dans le domaine des Aînés
- Exercice 2026 - Approbation -- Subsidies aan de verenigingen en andere structuren
werken met Ouderen voor het dienstjaar 2026 – Goedkeuring

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté -- Goedgekeurd met eenparigheid van
stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 26 juillet 1971 organisant les agglomérations et fédérations de communes ;

Vu l'arrêté royal du 30 juillet 1985 modifié par l'arrêté royal du 19 janvier 1989 réglant la tutelle administrative sur l'agglomération bruxelloise et les communes qui composent la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu l'article 10 de la loi du 16 juillet 1973, garantissant la protection des tendances idéologiques et philosophiques ;

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions et sa délibération du 15 janvier 1985 ;

Vu la délibération du Conseil communal du 28 mars 2018 adoptant le règlement relatif aux

subventions communales ;

Considérant qu'un crédit de 25.000 € est prévu à l'article 834/332-22/-AA/843 du budget ordinaire de 2026 pour l'octroi de subsides aux associations et autres structures actives dans le domaine des Aînés ;

Vu le rapport du Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 16 juin 2026 ;

Considérant qu'il y a lieu d'y faire droit ;

DECIDE

D'accorder, pour l'exercice 2026, un subside aux associations actives dans le domaine des Aînés, reprises ci-après, pour un montant total de 25.000 €.

DEMANDES DE SUBSIDES pour les Aînés		
N°	Structure	Décision -Budget accordé
1	Aksent vzw	2.000,00 €
2	BabbelBike	2.250,00 €
3	Espace Forma	3.500,00 €
4	La Gerbe - Mémoire Vivante / En car et encore!	1.500,00 €
5	La Gerbe - Mémoire Vivante / Chansons pour tous	2.000,00 €
6	La Troupe du Possible	2.000,00 €
7	Le PCS Reyers via l'Union des Locataires de Schaerbeek	1.500,00 €
8	Les Nouveaux Disparus	1.500,00 €
9	L'Os à Moëlle	2.000,00 €
10	Maison Biloba Huis	2.000,00 €
11	MJ Le Petit Parc 1030	1.250,00 €
12	Sensibel	1.500,00 €
13	Zone Femmes	2.000,00 €
TOTAL		25.000,00 €

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 26 juli 1971 op de agglomeraties en federaties van de gemeenten;

Gelet op het koninklijk besluit van 30 juli 1985 gewijzigd bij koninklijk besluit van 19 januari 1989 tot regeling van het administratief toezicht op de Brusselse agglomeratie en de gemeenten die tot het Brussels Hoofdstedelijk Gewest behoren;

Gelet op artikel 10 van de wet van 16 juli 1973, waarbij de bescherming van de ideologische en filosofische stekkingen gewaarborgd wordt;

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en aanwending van sommige toelagen en gelet op zijn raadsbesluit van 15 januari 1985;

Gelet op de beraadslaging van de gemeenteraad van 28 maart 2018 die het reglement met betrekking tot de gemeentelijke toelagen vaststelt;

Overwegende dat in uitgaven een krediet van 25.000 € voorzien is op artikel 834/332-22/-AA/843 op de begroting van 2026 voor de subsidies aan de verenigingen die werken met Ouderen;

Gelet op het verslag van het College van Burgemeester en Schepenen van 16 juni 2026;

Overwegende dat het betaamt hieraan een gunstig gevolg te geven;

BESLUIT

Een toelage toe te kennen aan de hierna vermelde plaatselijke aan de verenigingen en andere structuren die werken met ouderen voor het dienstjaar 2026 voor een totaal van 25.000 €.

SUBSIDIEAANVRAGEN voor Ouderen		
N°	Structuur	Beslissing - Budget toegekend

1	Aksent vzw	2.000,00 €
2	BabbelBike	2.250,00 €
3	Espace Forma	3.500,00 €
4	La Gerbe - Mémoire Vivante / En car et encore!	1.500,00 €
5	La Gerbe - Mémoire Vivante / Chansons pour tous	2.000,00 €
6	La Troupe du Possible	2.000,00 €
7	Le PCS Reyers via l'Union des Locataires de Schaerbeek	1.500,00 €
8	Les Nouveaux Disparus	1.500,00 €
9	L'Os à Moëlle	2.000,00 €
10	Maison Biloba Huis	2.000,00 €
11	MJ Le Petit Parc 1030	1.250,00 €
12	Sensibel	1.500,00 €
13	Zone Femmes	2.000,00 €
TOTAAL		25.000,00 €

Solidarité & Egalité des chances -- Solidariteit & Gelijke kansen

SP 75.- Subventions aux associations actives dans le domaine handicap - Approbation --
Subsidies aan de verenigingen actief op gebied van handicap – Goedkeuring

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté

Vu les articles 117 et 123 de la nouvelle loi communale ;

Vu la délibération du Conseil communal du 27 mars 2019 adoptant le règlement relatif aux subventions communales ;

Considérant qu'un crédit de 18360 € est prévu au budget ordinaire 2026 pour l'octroi de subsides aux associations actives dans le domaine du handicap ;

Vu le rapport du 16 juin 2026 du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

Considérant qu'il y a lieu de faire droit aux conclusions de ce rapport ;

DECIDE

De répartir comme suit les subsides aux associations actives dans le domaine du handicap pour un montant total de 18.360 euros.

Casa Clara asbl	2.400
L'Escale asbl	2.050
Le Gaffi asbl	2.050
Maison de quartier Helmet asbl	2.050
Les Tofs-Services Asbl	2.400
Train World	2.000
AMT Concept asbl	2.050
L'effiloché asbl	960
La vie en bleu asbl	2.400

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

Gelet op artikels 117 en 123 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de beraadslaging van de gemeenteraad van 27 maart 2019 die het reglement met betrekking tot de gemeentelijke toelagen vaststelt;

Overwegende dat in uitgaven een krediet van 18360 € voorzien is van het gewoon budget 2026 voor de subsidies toegestaan voor verenigingen actief op gebied van familie/handicap;

Gezien het verslag van 16 juni 2026 van het College van Burgemeester en Schepenen;

Overwegende dat het betaamt gevolg te geven aan de conclusies van dit verslag;

BESLUIT

De subsidies aan de verenigingen actief op gebied van handicap als volgt te verdelen voor een totaal bedrag van 18.360 euros :

Casa Clara vzw	2.400
L'Escale vzw	2.050
Le Gaffi vzw	2.050
Maison de quartier Helmet vzw	2.050
Les Tofs-Services vzw	2.400
Train World	2.000
AMT Concept vzw	2.050
L'effiloché vzw	960
La vie en bleu vzw	2.400

ENSEIGNEMENT COMMUNAL FRANCOPHONE -- FRANSTALIG GEMEENTELIJK ONDERWIJS

Direction et inspection pédagogique -- Directie en Pedagogische inspectie

SP 76.- Approbation du projet pédagogique communal "Les Journées du respect" et de la convention proposée dans ce cadre aux ASBL intervenant dans le projet -- Goedkeuring van het gemeenschappelijk educatief project "Dagen van Respect" en van de overeenkomst die in deze context wordt voorgesteld aan de VZW's die betrokken zijn bij het project

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté

Vu la nouvelle Loi communale ;

Vu le Décret "Missions" du 24 juillet 1997 de la Fédération Wallonie-Bruxelles définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre ;

Considérant le projet de l'Inspection pédagogique communale "Les journées du respect" proposé avec la collaboration des deux centres PMS communaux et destiné à sensibiliser les élèves de 1ère année du secondaire aux problématiques du harcèlement, du harcèlement scolaire et du cyberharcèlement ;

Considérant le modèle de convention, ci-joint, à faire signer par les ASBL (Lupiotés, Education globale et développement asbl, Jeunesse et droit, Amos, Déclic...) qui participeront au projet ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Échevins du 9 juin 2026 ;

DECIDE

D'approuver le projet pédagogique communal "Les journées du respect" destiné aux élèves de 1re année de l'enseignement secondaire des écoles communales et le modèle de convention y afférent proposé en annexe

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

Gelet op de nieuwe Gemeentewet;

Gelet op het decreet "Opdrachten" van 24 juli 1997 van de Federatie Wallonië-Brussel waarin de prioritaire opdrachten van het basis- en secundair onderwijs worden gedefinieerd en de structuren worden georganiseerd die nodig zijn om ze te verwezenlijken;

Gezien het project "Dagen van Respect" van de Gemeentelijke Pedagogische Inspectie, voorgesteld in samenwerking met de twee gemeentelijke PMS-centra en bedoeld om leerlingen van het eerste jaar secundair onderwijs bewust te maken van de problematiek van pesten, pesterijen en cyberpesten;

Gezien de bijgevoegde modelovereenkomst die moet worden ondertekend door de VZW's (Lupiot, Luzzi, Jeunesse et droit, Amos, Déclit, enz.) die aan het project zullen deelnemen;

Op het voorstel van het college van burgemeester en schepenen van 9 juni 2026;

BESLUIT

het gemeentelijk onderwijsproject "Dagen van Respect" voor leerlingen van het 1e jaar secundair onderwijs in gemeentescholen en de bijbehorende modelovereenkomst die in de bijlage wordt voorgesteld, goed te keuren.

SP 77.- Extension de l'Ecole Neuve sur le site Optima de la Grande rue au Bois par restructuration (pour la rentrée scolaire 2026-2027) - Approbation -- Uitbreiding van de Ecole Neuve op de Optima-site in de Grande rue au Bois door herstructurering (voor de start van het schooljaar 2026-2027) – Goedkeuring

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté

Vu la Nouvelle Loi communale ;

Vu le Décret "Missions" du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre ;

Vu le Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire du 03 mai 2019 ;

Vu la Circulaire n° 9541 du 04 juillet 2025 concernant l'organisation de l'enseignement fondamental ordinaire ;

Considérant que l'École Neuve (école fondamentale communale portant le numéro FASE 95639) présente, chaque année, une liste d'attente d'une cinquantaine d'enfants qui ne peuvent être inscrits par manque de places ;

Considérant que, par manque de places également, l'École Neuve ne peut organiser une classe d'accueil pour les petits enfants de 2,5 ans à 3 ans qui ne sont pas encore inscrits en 1re maternelle ;

Considérant que l'École Neuve, qui remporte un franc succès pédagogique, est à l'étroit dans ses locaux actuels ;

Considérant que la rénovation du site Optima a été financée par la Fédération Wallonie-Bruxelles à condition d'accueillir, après rénovation, des élèves francophones ;

Considérant que le projet d'extension a été proposé à la Direction de l'École Neuve et à son équipe enseignante par l'Inspection pédagogique communale ;

Considérant que ce projet d'extension a été validé par la Direction et l'équipe enseignante de l'École Neuve ;

Considérant que le projet a été présenté aux élèves et aux parents de l'École Neuve ;

Considérant que le projet d'extension a été présenté à la COPALOC ;

Considérant que le projet pédagogique initial de l'École Neuve, validé par le Collège des Bourgmestres et Échevins et construit sur des pédagogies actives (Montessori, Freinet, Gardner, Reggio...), ne sera pas modifié par l'extension ;

Considérant que l'augmentation du nombre d'élèves et de classes se fera progressivement (sur plusieurs années scolaires) afin que l'augmentation progressive du cadre enseignant soit couverte par les subsides de la Fédération Wallonie-Bruxelles ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Échevins ;

DÉCIDE

D'approuver l'extension de l'École Neuve (FASE 95639) sur le site Optima de la Grande rue au Bois - par restructuration (avec déménagement partiel de l'école vers le site Optima par manque de places sur le site originel Cambier) - pour la rentrée scolaire 2026-2027.

Dans la nouvelle configuration, 14 classes (5 classes en maternelle et 9 classes en primaire) sont prévues au bout d'un processus progressif d'extension sur plusieurs années scolaires afin d'accueillir +/- 340 élèves.

Dans la pratique, les 5 classes de maternelle seront organisées sur le site originel de l'Avenue Ernest Cambier, 2C à 1030 Schaerbeek (avec la création d'une classe d'accueil pour les petits), tandis que les 9 classes de primaire seront organisées sur le site Optima de la Grande rue au Bois (Grande rue au Bois, 76 à 1030 Schaerbeek).

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

Gezien de Nieuwe Gemeentewet;

Gezien het decreet „Opdrachten” van 24 juli 1997 tot vaststelling van de prioritaire opdrachten van het basisonderwijs en het secundair onderwijs en tot organisatie van de structuren die nodig zijn om deze te verwezenlijken;

Gezien het Wetboek van het basisonderwijs en het secundair onderwijs van 3 mei 2019;

Gezien Circulaire nr. 9541 van 4 juli 2025 betreffende de organisatie van het gewoon basisonderwijs;

Overwegende dat de École Neuve (gemeentelijke basisschool met nummer FASE 95639) elk jaar een wachtlijst heeft van ongeveer vijftig kinderen die niet kunnen worden ingeschreven wegens plaatsgebrek;

Overwegende dat de École Neuve, eveneens wegens een gebrek aan plaatsen, geen opvangklas kan organiseren voor kleuters van 2,5 tot 3 jaar die nog niet zijn ingeschreven in de eerste kleuterklas;

Overwegende dat de École Neuve, die een groot pedagogisch succes kent, te krap zit in haar huidige lokalen;

Overwegende dat de renovatie van de Optima-site werd gefinancierd door de Federatie Wallonië-Brussel op voorwaarde dat er na de renovatie Franstalige leerlingen zouden worden opgevangen;

Overwegende dat het uitbreidingsproject door de gemeentelijke onderwijsinspectie werd voorgesteld aan de directie van de École Neuve en aan haar onderwijsteam;

Overwegende dat het project is voorgelegd aan de leerlingen en ouders van de École Neuve;

Overwegende dat het uitbreidingsproject is voorgelegd aan de COPALOC;

Overwegende dat het oorspronkelijke pedagogische project van de École Neuve, dat is goedgekeurd door het College van Burgemeester en Schepenen en is gebaseerd op actieve pedagogische methoden (Montessori, Freinet, Gardner, Reggio...), niet zal worden gewijzigd door de uitbreiding;

Overwegende dat de toename van het aantal leerlingen en klassen geleidelijk zal plaatsvinden (over meerdere schooljaren) zodat de geleidelijke uitbreiding van het onderwijzend personeel gedekt wordt door de subsidies van de Federatie Wallonië-Brussel;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT

De uitbreiding van de École Neuve (FASE 95639) op de Optima-locatie aan de Grande rue au Bois goed te keuren – door middel van een herstructurering (met een gedeeltelijke verhuizing van de school naar de Optima-locatie wegens ruimtegebrek op de oorspronkelijke Cambier-locatie) – met ingang van het schooljaar 2026-2027.

In de nieuwe configuratie zijn 14 klassen (5 kleuterklassen en 9 basisschoollklassen) gepland na een geleidelijk uitbreidingsproces over meerdere schooljaren om +/- 340 leerlingen te kunnen opvangen.

In de praktijk zullen de 5 kleuterklassen worden ondergebracht op de oorspronkelijke locatie aan de Ernest Cambierlaan 2C in 1030 Schaerbeek (met de oprichting van een opvangklas voor de allerkleinsten), terwijl de 9 basisschoollklassen zullen worden ondergebracht op de Optima-

localité au Bois (Grande rue au Bois, 76 in 1030 Schaarbeek).

Logistique & budget -- Logistiek & begroting

SP 78.- Enseignement communal - Circulaire 7052 - gratuité scolaire - année scolaire 2026-2027 - Réseau communal d'enseignement secondaire - Perception des frais de photocopies -- Gemeentelijk onderwijs - Omzendbrief 7052 - Kosteloos onderwijs - schooljaar 2026-2027 - Gemeentelijk netwerk secundair onderwijs - Inning kopieergeld

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté

Vu la Constitution et notamment les articles 41, 162 et 173 ;

Vu la Nouvelle Loi Communale et notamment les articles 116, 117 et 137bis ;

Vu le décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre, ainsi que ses modifications subséquentes, et notamment l'article 100° ;

Vu la circulaire 7052 relative à la gratuité scolaire du 19/03/2019 ;

Vu la nécessité pour la commune de remplir ses obligations dans le respect des exigences du plan de gestion et du prescrit de l'article 252 de la Nouvelle Loi Communale lequel impose aux communes de réaliser l'équilibre budgétaire ;

Considérant la nécessité pour la commune de générer des recettes pour couvrir les dépenses qu'exige l'ensemble de ses activités, et en particulier d'assurer les recettes permettant de faire face aux débours liés au leasing d'imprimantes et à l'achat de consommables pour les photocopies effectuées au sein des écoles secondaires dont la commune est le pouvoir organisateur ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins du 18 mai 2021 ;

Vu la situation financière de la commune ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Échevins ;

ARRETE

Dispositions générales

Article 1

Il est établi à partir de l'année scolaire 2021 – 2022 une redevance forfaitaire pour les photocopies à destination des élèves fréquentant les établissements de l'enseignement secondaire dont la commune est le pouvoir organisateur.

Article 2

La redevance est due par les responsables légaux de l'élève ou l'élève majeur.

Article 3

La redevance est fixée au taux de 42,00 € par élève pour l'année scolaire 2026-2027.

Article 4

En cas de départ ou d'arrivée d'un élève au cours de l'année scolaire, la redevance est réduite de 10,00 % par mois non entamé.

Recouvrement Amiable

Article 5

La redevance visée par le présent règlement est payable dans les 15 jours calendrier par virement au compte de l'administration communale mentionnées sur la facture et reprenant la communication structurée indiquée.

Article 6

A défaut de paiement intégral de la facture dans le délai imparti, un premier rappel gratuit est adressé au redevable qui dispose d'un délai de 10 jours calendrier pour effectuer le paiement.

Article 7

A défaut de paiement à l'échéance, une mise en demeure est adressée par recommandé au redevable dont les frais postaux sont à sa charge. Le redevable dispose d'un délai de 10 jours calendrier pour effectuer le paiement.

Recouvrement forcé

Article 8

En cas de non-paiement à l'issue de la procédure de recouvrement amiable et pour autant qu'aucune réclamation amiable ne soit pendante, des poursuites sont entamées par voie d'huissier de justice à la requête du Receveur communal sur base d'une contrainte non-fiscale visée et rendue exécutoire par le Collège des Bourgmestre et Échevins.

Conformément aux dispositions de l'article 1024 du Code judiciaire, les frais de cette procédure sont entièrement à charge du redevable.

Dans l'éventualité où une contrainte non-fiscale ne peut pas être délivrée, le redevable est cité en justice dans les formes et délais prévus par les Codes civil et judiciaire.

Recours contre la procédure de recouvrement forcé par contrainte non-fiscale

Article 9

Le redevable peut introduire un recours contre la contrainte dans les formes et le délai prévu à l'article 137bis de la Nouvelle loi communale, à savoir dans le mois de la signification de la contrainte par requête ou par citation.

En cas de recours, le Receveur communal invite l'huissier de justice à suspendre la procédure jusqu'à ce qu'une décision coulée en force de chose jugée soit rendue.

Entrée en vigueur du règlement

Article 10

Le présent règlement communal est entré en vigueur le 1^{er} septembre 2021

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

Gelet op de Grondwet en met name artikels 41, 162 et 173;

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet en met name artikels 116, 117 et 137bis;

Gelet op het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, alsook de hierop volgende wijzigingen, en met name artikel 100°;

Gelet op omzendbrief 7052 met betrekking tot kosteloos onderwijs van 19/03/2019;

Gelet op de noodzaak voor de gemeente om haar verplichtingen te vervullen rekening houdend met het beheersplan en de bepalingen van artikel 252 van de Nieuwe Gemeentewet die de gemeenten tot een evenwichtig budgettair resultaat nopen;

Gelet op de noodzaak voor de gemeente ontvangsten te genereren om de kosten van haar activiteiten te dekken, en in het bijzonder de ontvangsten te verzekeren om het hoofd te bieden aan de kosten voor het leasen van printers en de aankoop van verbruiksmaterialen voor gedane fotokopieën in de secundaire scholen waarvan de gemeente als inrichtende macht optreedt;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 18 mei 2021;

Gelet op de financiële toestand van de gemeente;

Op het voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT

Algemene bepalingen

Artikel 1

Een forfaitaire retributie voor fotokopieën t.a.v. leerlingen in de secundaire scholen waarvan de gemeente optreedt als inrichtende macht wordt ingesteld vanaf schooljaar 2021-2022.

Artikel 2

De retributie is verschuldigd door de wettelijke verantwoordelijken van de leerling of de volwassen leerling.

Artikel 3

De retributie is vastgesteld op 42,00 € per leerling voor het schooljaar 2026-2027

Artikel 4

Als de leerling tijdens het schooljaar vertrekt of aankomt, wordt de retributie verminderd met 10,00 % voor elke niet begonnen maand.

Minnelijke Invordering

Artikel 5

De bedoelde retributie van dit reglement moet betalen worden binnen de 15 kalenderdagen door overschrijving op de rekening van de gemeentelijke administratie met de gestructureerde mededeling die op de factuur vermeld staan.

Artikel 6

Bij gebrek aan volledige betaling van de factuur binnen de aangewezen termijn, wordt een gratis herinnering naar de schuldenaar verstuurd die een termijn van 10 kalenderdagen krijgt om de betaling uit te voeren

Artikel 7

Bij gebrek aan betaling binnen deze termijn wordt per aangetekende zending een ingebrekestelling naar de schuldenaar verstuurd, waarvan de portkosten voor rekening van de schuldenaar zijn. De schuldenaar heeft een termijn van 10 kalenderdagen om de betaling uit te voeren.

Gedwongen invordering

Artikel 8

Ingeval niet-betaling bij vervalttermijn van de minnelijke invordering en voor zover geen minnelijke klacht hangende is worden verdere stappen ondernomen door een gerechtsdeurwaarder op vraag van de Gemeenteontvanger en op basis van een niet-fiscaal dwangbevel dat door het College van Burgemeester en Schepenen bedoeld en uitvoerbaar verklaard wordt.

Overeenkomstig de bepalingen van artikel 1024 van het Gerechtelijk Wetboek zijn de kosten van deze procedure volledig ten laste van de schuldenaar.

Indien er geen niet-fiscale schuldvordering kan worden afgeleverd, wordt de schuldenaar voor de rechter gedaagd in de vormen en binnen de termijnen die in het burgerlijk en gerechtelijk wetboek zijn vastgesteld.

Beroep tegen de procedure van gedwongen invordering door middel van niet-fiscaal dwangbevel

Artikel 9

De schuldenaar kan tegen het dwangbevel een rechtsmiddel instellen in de vorm en binnen de termijn die zijn vastgesteld in artikel 137bis van de nieuwe gemeente wet, d.w.z. binnen een maand na de betekening van het dwangbevel door middel van een verzoekschrift of een dagvaarding. In geval van beroep nodigt de gemeenteontvanger de deurwaarder uit om de procedure op te schorten totdat een beslissing is genomen die van kracht wordt.

In voege treden van het reglement

Artikel 10

Dit onderhavige reglement is op 1 september 2021 in werking getreden.

ENSEIGNEMENT COMMUNAL FRANCOPHONE -- FRANSTALIG GEMEENTELIJK ONDERWIJS

Direction et inspection pédagogique -- Directie en Pedagogische inspectie

SP 87.- Nouveau R.O.I. de l'enseignement fondamental communal (d'après le modèle proposé par le CECP) - Approbation -- Nieuwe reglement van orde voor het gemeentelijk basisonderwijs (naar het door het CECP voorgestelde model) - Goedkeuring

Ce point est traité en séance publique au lieu d'en comité secret

Monsieur Verzin intervient

Monsieur Eraly répond

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Décidé, par 33 voix contre 6 et 0 abstention(s). 2 membres n'ont pas voté -- Besloten, met 33 stem(men) tegen 6 en 0 onthouding(en). 2 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Décidé, par 33 voix contre 6 et 0 abstention(s). 2 membres n'ont pas voté

Vu la nouvelle Loi communale ;

Vu le Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire du 3 mai 2019 de la Fédération Wallonie-Bruxelles ;

Considérant l'obligation de mettre à jour le Règlement d'Ordre Intérieur applicable dans nos écoles fondamentales communales en fonction de l'évolution de la législation en vigueur en général et du Code de l'enseignement en particulier ;

Considérant le modèle de Règlement d'Ordre Intérieur (ROI) destiné aux élèves de l'enseignement fondamental proposé par le Conseil de l'Enseignement des Communes et des Provinces (CECP) ;

Considérant le Règlement d'Ordre Intérieur proposé par la Direction de l'Enseignement communal francophone ;
Considérant l'obligation légale de faire approuver ce Règlement d'ordre intérieur des écoles fondamentales de la commune de Schaerbeek par le Pouvoir organisateur ;
Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Échevins du 9 juin 2026 ;
DÉCIDE
D'approuver le Règlement d'Ordre Intérieur destiné aux élèves de l'enseignement fondamental des écoles maternelles, primaires et fondamentales (ordinaires et spécialisées) de la commune de Schaerbeek.
Il entrera en vigueur dès la rentrée scolaire 2026-2027.

DE GEMEENTERAAD

Besloten, met 33 stem(men) tegen 6 en 0 onthouding(en). 2 leden hebben niet gestemd

Gezien de nieuwe Gemeentewet;
Gezien de Wet op het basisonderwijs en het secundair onderwijs van 3 mei 2019 van de Federatie Wallonië-Brussel;
Overwegende dat het huishoudreglement dat van toepassing is in onze gemeentelijke basisscholen moet worden bijgewerkt in het licht van de evolutie van de geldende wetgeving in het algemeen en van de Onderwijswet in het bijzonder;
Gezien het model van reglement van orde(RO) voor leerlingen van het basisonderwijs, voorgesteld door de Onderwijsraad van de Gemeenten en Provincies (CECP);
Gezien het model van het reglement van orde voorgesteld door de Directie Gemeentelijk Onderwijs;
Gezien de wettelijke verplichting om dit reglement van orde van de basisscholen van de gemeente Schaerbeek te laten goedkeuren door de organiserende instantie;
Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen van 9 juni 2026;
BESLUIT
Het reglement van orde voor leerlingen van het basisonderwijs in de kleuterscholen, basisscholen en lagere scholen (gewone en gespecialiseerde) van de gemeente Schaerbeek goed te keuren.
Het treedt in werking bij de start van het schooljaar 2026-2027.

POINTS EN URGENCE -- PUNTEN IN SPOED

POINT(S) INSCRIT(S) À LA DEMANDE D'HABITANTS -- PUNT(EN) OPGETEKEND OP VERZOEK VAN INWONERS

SP 105.- Les travaux de la rue Richard Vandevelde - Demande de Monsieur Murat Dankus -

-- De werken in de Richard Vandeveldestraat - Verzoek van de heer Murat Dankus

Monsieur Murat Dankus expose son point en début de séance -- De heer Murat Dankus zet zijn standpunt aan het begin van de vergadering uiteen

DÉVELOPPEMENT STRATÉGIQUE ET DURABLE -- STRATEGISCHE EN DUURZAME ONTWIKKELING

Programme de Prévention Urbaine -- Programma voor stadspreventie

SP 106.- Impulsion locale 2026 en Cohésion sociale (ex-FIPI communal) - Projet de répartition 2026 - Approbation -- Lokale Impuls 2026 in Sociale Cohesie (ex-FIM)/ Gemeentelijke) - Verdelingproject 2026 - Goedkeuring

Monsieur Verzin intervient

Monsieur Bouhjar répond

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

L'urgence est admise à l'unanimité. -- De dringendheid wordt eenparig aangenomen.

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL
Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté

Vu les articles 117 et 123 de la nouvelle loi communale ;
Vu le nouveau Décret Cohésion sociale du 30 novembre 2018 de la Commission Communautaire Française ;
Vu l'appel à projets 2026 « Impulsion locale » lancé par la Commission Communautaire Française (COCOF) ;
Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins du 23 juin 2026 ;
DECIDE
d'approuver le projet de répartition budgétaire présenté par le Collège des Bourgmestre et Echevins pour les actions envisagées.

DE GEMEENTERAAD
Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

Gelet op de artikelen 117 en 123 van de nieuwe gemeentewet;
Gelet op het nieuwe decreet in Sociale Cohesie van de 30 november 2018 van de Franse Gemeenschapscommissie;
Gelet op de oproep « lokale Impuls 2026 » gelanceerd door de Franse Gemeenschapscommissie;
Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen van 23 juni 2026;
BESLUIT
om de begroting toewijzingen zoals voorgesteld door het College van Burgemeester en Schepenen voor de voorgenomen acties, goed te keuren.

AFFAIRES GÉNÉRALES -- ALGEMENE ZAKEN

Contentieux administratif -- Bestuursgeschillen

SP 107.- Ordonnance de police portant fermeture de tous les établissements accessibles au public à 1h du matin au plus tard dans le Quartier Nord - Approbation --
Politieverordening inzake de sluiting van alle voor het publiek toegankelijke inrichtingen uiterlijk om 01.00 in de wijk Noord - Goedkeuring

Ce point a été traité en début de séance -- Dit punt is aan het begin van de vergadering behandeld

SP 108.- Règlement de police concernant l'usage des Espaces Verts situés sur le domaine public de la commune de Schaerbeek – Modification - Approbation -- Politierèglement betreffende het gebruik van de groene ruimten gelegen op het openbaar domein van de gemeente Schaarbeek - Wijziging - Goedkeuring

Monsieur Verzin intervient
Monsieur le Bourgmestre ff répond

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

L'urgence est admise à l'unanimité. -- De dringendheid wordt eenparig aangenomen.
Décidé, par 32 voix contre 0 et 7 abstention(s). 2 membres n'ont pas voté -- Besloten, met 32 stem(men) tegen 0 en 7 onthouding(en). 2 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL
Décidé, par 32 voix contre 0 et 7 abstention(s). 2 membres n'ont pas voté

Vu la Nouvelle loi communale, notamment les articles 117, 119, 119bis et 135 ;
Vu la Loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales et les arrêtés royaux qui l'exécutent ;
Vu l'Arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique, « le Code de la route » ;
Vu l'Ordonnance de la Région Bruxelles-Capitale du 29 novembre 2018 relative à l'utilisation

de modes de transport partagés en flotte libre alternatifs à l'automobile ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 17 janvier 2019 portant exécution de l'ordonnance du 29 novembre 2018 relatif au partage de modes transports en flotte libre constituant une alternative à la voiture et l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 31 janvier 2019 modifiant l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 mars 2013 fixant les modalités d'utilisation des places de stationnement par les opérateurs de véhicules à moteur partagés ;

Vu le Règlement général communal pour l'occupation de locaux et terrains communaux ;

Vu le Règlement Général de Police commun aux 19 Communes bruxelloises ;

Considérant qu'avec le système des sanctions administratives, la commune est en mesure de lutter plus rapidement et plus efficacement contre la "petite criminalité", mais également contre certains troubles à la propreté, à la salubrité, à la sécurité et à la tranquillité publique et contre les dérangements publics sur son territoire ;

Considérant que le Chapitre 5 « Espaces verts » du Règlement Général de Police Commun permet aux Communes de prendre des règlements particuliers en la matière ;

Considérant que divers parcs, espaces verts et aires de jeux sont situés sur le domaine public de la commune ;

Considérant que le Collège des Bourgmestre et Echevins a approuvé, en date du 4 février 2020, une ligne de conduite concernant la circulation des vélos et des trottinettes dans le parc Josaphat ;

Considérant que le Règlement Général de Police Commun est silencieux, notamment, par rapport aux engins non-motorisés dans les espaces verts et que, par conséquent, il s'avère nécessaire de réglementer la matière ;

Considérant que le parc sis 117 rue Josaphat dit « Parc Rasquinet » présente des particularités qui le distingue des autres parcs communaux ; que ces caractéristiques appellent à une vigilance particulière ; que le présent Règlement tend donc à protéger l'intérêt général ;

Considérant que la nature particulière de ce parc repose sur les fondements suivants :

- Il est l'unique lieu de passage pour accéder à la crèche sise 115 rue Josaphat, dite « Planète Bleue » ;
- Il constitue également l'unique chemin donnant accès aux logements du Foyer Schaerbeekois sis 111 rue Josaphat ;
- Pour accéder à la consultation ONE, il faut passer par ce parc ;
- Il communique directement avec la salle communale « Rasquinet », sise 109 rue Josaphat ;
- Un seul chemin de passage pour tous ces usagers notamment des poussettes et très jeunes enfants est rendu compliqué lorsque des personnes sont accompagnées de leur chien ;
- Ce parc est particulièrement fréquenté par de très jeunes enfants en raison de la présence d'une grande aire de jeux ;
- La superficie (+6000 m²) et la configuration rendent difficile la cohabitation entre les jeux d'enfants et les promenades canines car, en effet, cette plaine de jeux occupe une place centrale dans le parc ;
- Il n'existe qu'un seul chemin autour du parc, ce qui implique qu'en cas de promenade d'un chien, il y a forcément un passage extrêmement proche de l'aire de jeux, de la crèche et des logements ;

Considérant qu'au fil du temps, des plaintes de riverains sont parvenues à la Commune quant aux comportements inappropriés de chiens et de leurs maîtres ; que des usagers du parc Rasquinet, des familles qui habitent les logements précités et des clients de la crèche précitée ainsi que de sa directrice sont à la source de ces plaintes ; qu'elles décrivent, photos à l'appui, des actes effrayants tels que l'entraînement des chiens au combat ou de chiens encouragés à arracher des branches d'arbre ; que le sentiment d'insécurité des riverains ne peut être négligé ;

Considérant que les constatations de terrain permettent d'affirmer que ce contexte rend le parc impropre à la présence de chiens ; que moult réunions (pas moins de 5) interservices se sont tenues afin de solutionner le problème en évitant l'interdiction des chiens dans le parc ; qu'au regard des échecs essuyés par les différentes pistes explorées, il en va de la responsabilité de l'autorité communale de prendre une mesure adéquate à la situation dans le parc ; qu'après 2 années de réflexions, il faut reconnaître qu'il existe une nécessité impérieuse d'interdire les chiens dans le parc ;

Considérant que, mis à part le chiffre noir, de janvier 2021 à juin 2022, ce n'est pas moins de 254 fois que les gardiens de la paix ont dû intervenir pour des incivilités liées aux chiens et à leurs maîtres dans ce parc ; que les gardiens de la paix ont été témoins de combats de chiens et d'entraînements de chiens contre les arbres ; que l'écorce abîmée des arbres du parc démontre que ces entraînements se poursuivent encore aujourd'hui ; que le danger est donc établi ;

Considérant que les Communes ont pour mission de faire jouir les habitants des avantages d'une bonne police, notamment de la sécurité publique ; qu'il est dès lors nécessaire d'opérer une balance des intérêts entre sécurité des usagers du parc Rasquinet et la liberté de circulation des chiens et de leurs maîtres ; qu'au vu de ce qui précède, la mesure prise par ce règlement est proportionnée ;

Considérant que la protection de la santé publique, de la jeunesse et de l'environnement au sein des parcs et espaces verts communaux constitue une priorité pour la commune de Schaerbeek ;

Considérant qu'en vertu de la législation fédérale, l'interdiction de fumer et de vapoter s'applique de plein droit aux plaines de jeux à l'air libre ainsi que dans un périmètre de 10 mètres aux entrées et sorties des crèches et des écoles ;

Considérant que les parcs « Rasquinet », « Reine-Verte », « Lacroix » et « Van Dyck » présentent des configurations spécifiques caractérisées par des espaces réduits et une fréquentation particulièrement élevée par de très jeunes enfants ; que cette promiscuité rend impossible la cohabitation saine entre les usagers et la fumée de cigarette ;

Considérant qu'en raison de cette exigüité, l'application stricte des seules limites légales fédérales créerait un découpage morcelé et illisible sur le terrain ; qu'il est techniquement et pratiquement impossible d'y délimiter des zones "fumeurs/non-fumeurs" qui soient cohérentes et applicables efficacement ;

Considérant que le regroupement forcé des fumeurs dans des espaces restreints au sein de ces parcs créerait de facto des "fumeurs à ciel ouvert" à proximité immédiate desquels les enfants en déplacement seraient inévitablement exposés au tabagisme passif ;

Considérant en outre que le jet de mégots de cigarettes constitue une pollution majeure et un risque sanitaire et d'ingestion direct pour les enfants, particulièrement dans les infrastructures qui leur sont dédiées telles que les bacs à sable et les plaines de jeux ;

Considérant dès lors qu'au vu de la configuration de ces quatre parcs, seule une interdiction totale de fumer sur l'ensemble de leur périmètre permet de garantir la salubrité, la santé publique et la sécurité des usagers les plus vulnérables ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

DECIDE

d'adopter le règlement de police de la commune de Schaerbeek concernant l'usage des Espaces Verts situés sur le domaine public de la commune de Schaerbeek comme suit :

Article 1 : Champ d'application

Sous réserve du Règlement Général de Police Commun aux 19 communes bruxelloises, le présent règlement s'applique à tous les usagers des espaces verts situés sur le domaine public de la commune de Schaerbeek à l'exception des espaces verts gérés par une autre autorité administrative.

Article 2

L'autorité compétente est le Collège des Bourgmestre et Echevins au sens des articles 98 – 99, § 1 – 100 – 103 – 105 – 106 – 107 – 109, du Règlement Général de Police Commun.

L'autorité compétente est le Bourgmestre au sens des articles 99, § 2 – 101 – 104, du Règlement Général de Police Commun.

Article 3

La circulation piétonne est prioritaire en tout lieu.

Article 4 : En complément à l'article 105 du Règlement général de police commun.

§ 1. La circulation des véhicules non motorisés tels que les cycles, les trottinettes, les planches à roulettes et les patins à roulettes est interdite dans les espaces verts, sauf celle des voitures d'enfants et des véhicules des personnes moins valides.

Par dérogation à l'alinéa précédent, la circulation de ces véhicules non-motorisés (tels que les cycles, trottinettes, planches à roulettes et patins à roulettes) conduits par des enfants âgés jusqu'à 11 ans inclus est autorisée, sauf lorsqu'en raison d'une densité importante d'usagers plus faibles, la sécurité de ces derniers pourrait être compromise.

En tout état de cause, l'usager devra descendre de son véhicule à la première réquisition de l'agent habilité ou de l'agent ou du fonctionnaire de police.

§ 2. Les personnes non-autorisées à circuler avec les véhicules mentionnés au § 1 sont autorisés à pénétrer dans les espaces verts avec ceux-ci, tout en marchant à côté et en les poussant à la main.

§ 3. La circulation des mêmes véhicules non motorisés est autorisée pour tous les usagers aux endroits spécialement destinés à cet effet, pour autant qu'une signalétique spécifique le précise.

Article 5 : Conformément à l'article 105 du Règlement général de police commun

Les conducteurs qui sont admis à circuler avec des véhicules motorisés (article 105 du RGPC) et des engins mentionnés à l'article 4 (du présent règlement) doivent le faire à l'allure du pas en tenant leur droite et en laissant toujours la priorité aux usagers les plus faibles.

Article 6 : En complément aux articles 100 et 109, § 1 et conformément au Chapitre 6 « Animaux » du Règlement général de police commun

Les animaux doivent être tenus par tous moyens appropriés, minimum par une laisse courte. Les propriétaires d'animaux ou les personnes qui en ont la garde même occasionnelle doivent s'assurer que ces animaux :

1. n'incommodent pas le public de quelque manière que ce soit ;
2. n'endommagent pas les plantations ou autres objets se trouvant sur l'espace public ;
3. ne causent pas de tort aux autres animaux, qu'ils soient domestiqués ou sauvages ;
4. abandonnent leurs déjections uniquement dans les endroits spécialement aménagés à cet effet.

Article 7

Il est interdit de laisser les enfants de moins de 11 ans inclus, sans surveillance d'un adulte.

Article 8 : Interdiction des chiens au Parc Rasquinet

Par dérogation aux articles 100, 109 § 1 et au chapitre 6 du RGP ainsi qu'à l'article 6 du présent Règlement de Police, les chiens sont strictement interdits dans le Parc Rasquinet 24h/24 et 7j/7. Des panneaux signaleront l'interdiction à l'entrée du parc.

Article 8bis : Interdiction de fumer dans certains parcs

Sans préjudice des dispositions de la loi du 22 décembre 2009 instaurant une réglementation générale relative à l'interdiction de fumer dans les lieux fermés accessibles au public et à la protection des travailleurs contre la fumée du tabac, il est strictement interdit de fumer (en ce compris l'usage de la cigarette électronique ou de tout dispositif similaire) sur toute la superficie des parcs suivants : Rasquinet, Reine-Verte, Lacroix et Van Dyck.

Par dérogation à l'article 9 du présent règlement, les infractions à cette interdiction spécifique ne font pas l'objet de sanctions administratives communales.

Des panneaux signalétiques indiqueront cette interdiction complète aux entrées desdits parcs.

Article 9 : Sanctions

Toute infraction aux règles contenues dans le présent Règlement, sera sanctionnée par une amende administrative conformément à la procédure définie dans la Loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales. Cette amende administrative pourra atteindre un maximum de 500 euros. L'amende sera infligée proportionnellement à la gravité des faits. Toutefois, en cas de récidive dans les 24 mois suivant l'imposition de la sanction, l'amende administrative pourra être augmentée sans qu'elles puissent excéder la somme de 500 €.

Un recours contre la sanction peut être introduit par requête écrite auprès du tribunal de police, selon la procédure civile, dans le mois de la notification de la décision.

Article 10 : Entrée en vigueur

Ce règlement abroge et remplace le Règlement de Police du 07 Septembre 2022 concernant l'usage des Espaces Verts situés sur le domaine public de la commune de Schaerbeek.

Le présent Règlement de police entrera en vigueur le 5ème jour suivant celui de sa publication par voie d'affichage.

DE GEMEENTERAAD

Besloten, met 32 stem(men) tegen 0 en 7 onthouding(en). 2 leden hebben niet gestemd

Gelet op de Nieuwe gemeentewet, met name artikels 117, 119, 119bis en 135;

Gelet op de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties en de Koninklijke besluiten die hierop volgen;

Gelet op het Koninklijk besluit van 1 December 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg, "de Wegcode";

Gelet op de Ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 29 november 2018

betreffende het delen van vrije vloot vervoersmodi die een alternatief zijn voor de auto;
Gelet op het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 17 januari 2019 houdende uitvoering van de ordonnantie van 29 november 2018 betreffende het delen van vrije vloot vervoersmodi die een alternatief zijn voor de auto en het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 31 januari 2019 tot wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 21 maart 2013 houdende de voorwaarden voor het gebruik van parkeerplaatsen door operatoren van gedeelde motorvoertuigen;

Gelet op het algemeen gemeentereglement voor de bezetting van gemeentelijke lokalen en landerijen;

Gelet op het algemeen politiereglement dat de 19 gemeenten van Brussel gemeen hebben;
Overwegende dat door het systeem van de gemeentelijke administratieve sancties, de gemeente de gelegenheid krijgt om vlugger en op een efficiëntere manier de strijd aan te gaan met de "kleine criminaliteit" alsook tegen verstoringen aangaande de netheid, gezondheid, veiligheid en de openbare rust en tegen de openbare verstoringen op haar grondgebied;
Overwegende dat het Hoofdstuk 5 "Groene ruimten" van de Gemeenschappelijk Algemeen Politiereglement aan de Gemeente de toelating geeft om bijzondere reglementen in deze materie te nemen;

Overwegende dat verscheidene parken, groene ruimten en speeltuinen in het openbaar domein van de gemeente zijn gelegen;

Overwegende dat het College van Burgmeester en Schepenen, op datum van 4 februari 2020, een gedragslijn heeft goedgekeurd betreffende het verkeer van fietsen en step in het Josaphatpark;

Overwegende dat het Gemeenschappelijk Algemeen Politiereglement zwijgzaam blijft aangaande niet-gemotoriseerde wegvoertuigen in de groene ruimten en dat ten gevolge hiervan het nodig is om dit te reguleren;

Overwegende dat het park gelegen aan de Josaphatstraat 117, genaamd "Rasquinetpark", bijzonderheden heeft die het onderscheiden van andere gemeenteparken; dat deze kenmerken speciale waakzaamheid vereisen; dat deze regeling derhalve tot doel heeft het algemeen belang te beschermen;

Overwegende dat het bijzondere karakter van dit park op de volgende fundamenten is gebaseerd:

- Het is de enige doorgangsweg om toegang te krijgen tot de kinderopvang gelegen te 115 Josaphatstraat, bekend als "Planète Bleue";
- Het is ook de enige weg die toegang geeft tot de accommodatie van de Schaarbeekse Haard, gelegen aan de Josaphatstraat 111;
- Om toegang te krijgen tot de ONE-consultatie, moet u door dit park gaan;
- Het communiceert rechtstreeks met de gemeenschapszaal "Rasquinet", gelegen op Josaphatstraat 109;
- Een doorgangsweg voor al deze gebruikers, voornamelijk kinderwagens en zeer jonge kinderen, wordt nog ingewikkelder wanneer mensen vergezeld worden door hun hond;
- Dit park wordt vooral bezocht door zeer jonge kinderen door de aanwezigheid van een grote speeltuin;
- De oppervlakte (+6000 m²) en de configuratie maken het moeilijk om kinderspelletjes en hondenwandelingen samen te verenigen omdat deze speeltuin eigenlijk een centrale plek in het park inneemt;
- Er is slechts één pad rond het park, wat inhoudt dat er in het geval van een hondenwandeling noodzakelijkerwijs een doorgang is die zeer dicht bij de speeltuin, de crèche en de accommodatie ligt.

Overwegende dat in de loop van de tijd klachten van omwonenden de gemeente hebben bereikt over ongepast gedrag van honden en hun baasjes; dat gebruikers van het Rasquinetpark, gezinnen die in voornoemde accommodatie wonen en klanten van voornoemde crèche en haar directeur de bron zijn van deze klachten; dat ze, met ondersteunende foto's, angstaanjagende handelingen beschrijven, zoals het trainen van honden om te vechten of het aanmoedigen van honden om boomtakken af te scheuren; dat het gevoel van onveiligheid van omwonenden niet over het hoofd kan worden gezien;

Overwegende dat de vaststellingen op het terrein bevestigen dat deze context het park ongeschikt maakt voor de aanwezigheid van honden; dat er verschillende bijeenkomsten tussen de diensten (niet minder dan 5) zijn gehouden om het probleem op te lossen met het oog op een verbod op honden te vermijden in het park; dat het, gelet op de tekortkomingen

van de verschillende onderzochte pistes, het de verantwoordelijkheid is van de gemeente om passende maatregelen te nemen voor de situatie in het park; dat na 2 jaar nadenken moet worden erkend dat het dringend nodig is om honden in het park te verbieden;

Overwegende dat, afgezien van het zwarte cijfer, van januari 2021 tot juni 2022 maar liefst 254 keer de gemeenschapswachten moesten ingrijpen wegens overlast gelinkt aan honden en hun baasjes in dit park; dat gemeenschapswachten getuige waren van hondengevechten en hondentraining tegen bomen; dat de beschadigde schors van de bomen in het park laat zien dat deze trainingen vandaag de dag nog steeds plaatsvinden; dat het gevaar daarmee is vastgesteld;

Overwegende dat de gemeenten tot taak hebben de inwoners te laten genieten van de voordelen van een goede politiemacht, in het bijzonder de openbare veiligheid; dat het daarom noodzakelijk is om een belangenafweging te vinden tussen de veiligheid van Rasquinetparkgebruikers en de bewegingsvrijheid van honden en hun baasjes; dat gelet op het voorgaande de bij deze reglement genomen maatregel evenredig is;

Overwegende dat de bescherming van de volksgezondheid, de jeugd en het milieu in de gemeentelijke parken en groenruimten een prioriteit is voor de gemeente Schaarbeek;

Overwegende dat krachtens de federale wetgeving het rook- en dampverbod van rechtswege van toepassing is op speelpleinen in de openlucht, evenals binnen een straal van 10 meter aan de in- en uitgangen van kinderdagverblijven en scholen;

Overwegende dat het Rasquinetpark, het Groene Groentepark, het Lacroixpark en het Van Dyckpark specifieke kenmerken vertonen, die worden gekenmerkt door een beperkte oppervlakte en een bijzonder hoge aanwezigheid van zeer jonge kinderen; dat deze nabijheid een gezonde samenlevingsvorm tussen de gebruikers en sigarettenrook onmogelijk maakt;

Overwegende dat wegens deze beperkte ruimte de strikte toepassing van louter de federale wettelijke grenzen zou leiden tot een versnipperde en onduidelijke opdeling op het terrein; dat het technisch en praktisch onmogelijk is om er duidelijke "rokers-/niet-rokerszones" af te bakenen die coherent zijn en doeltreffend kunnen worden toegepast;

Overwegende dat het verplicht samenbrengen van rokers in beperkte ruimten binnen deze parken de facto zou leiden tot "openluchtrokersruimten" in de onmiddellijke nabijheid waarvan voorbijgaande kinderen onvermijdelijk zouden worden blootgesteld aan passief roken;

Overwegende bovendien dat het weggooien van sigarettenpeuken een grote vorm van vervuiling is en een direct gezondheids- en inslikingsrisico inhoudt voor kinderen, in het bijzonder in de infrastructuren die specifiek voor hen bestemd zijn, zoals zandbakken en speelpleinen;

Overwegende derhalve dat, gelet op de inrichting van deze vier locaties, alleen een algemeen rookverbod op hun volledige perimeter de duidelijkheid van de regel, de openbare gezondheid en de effectieve bescherming van de meest kwetsbare gebruikers kan garanderen;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT

de toepassing van het Politiereglement betreffende het gebruik van de groene ruimten gelegen op het openbaar domein van de gemeente Schaarbeek als volgt:

Artikel 1: Toepassingsgebied

Behoudens het Gemeenschappelijk Algemeen Politiereglement voor alle 19 Brusselse Gemeenten, is dit Politiereglement van toepassing op de groene ruimten gelegen op het openbaar domein van de gemeente Schaarbeek met uitzondering van de groene ruimten die door een ander bestuursorgaan beheerd worden.

Artikel 2

De bevoegde overheid voor de artikelen 98 – 99, § 1 – 100 – 103 – 105 – 106 – 107 – 109 van het Gemeenschappelijk Algemeen Politiereglement, is het College van Burgemeester en Schepenen.

De bevoegde overheid voor de artikelen 99, § 2 – 101 – 104, van het Gemeenschappelijk Algemeen Politiereglement, is de Burgemeester.

Artikel 3

De voetgangers zijn altijd en overal prioritair.

Artikel 4: In aanvulling op artikel 105 van het algemeen gemeenschappelijk politiereglement.

§ 1. Het verkeer van niet-gemotoriseerde voertuigen zoals fietsen, steps, skateboards en rolschaatsen is in de groene ruimte verboden, behalve die van kinderauto's en voertuigen van mindervalide personen.

In afwijking van het vorige lid is de circulatie van deze niet-gemotoriseerde voertuigen (zoals fietsen, steps, skateboards en rolschaatsen) bestuurd door kinderen tot en met 11 jaar oud

toegestaan, behalve als gevolg van een aanzienlijke densiteit van zwakkere gebruikers, de veiligheid van deze gebruikers kan in gevaar worden gebracht.

In ieder geval moet de gebruiker op eerste verzoek van de bevoegde ambtenaar, de politieagent of officier uit zijn voertuig stappen.

§ 2. Personen die niet toegestaan zijn om te circuleren met de voertuigen vermeld in § 1, zijn toegestaan om hiermee de groene ruimtes te betreden, terwijl ze er langslopen en het met de hand duwen.

§ 3. Het verkeer van dezelfde niet-gemotoriseerde voertuigen is toegestaan voor alle gebruikers op speciaal daarvoor bestemde plaatsen, op voorwaarde dat een specifiek bord dit aangeeft.

Artikel 5: Overeenkomstig artikel 105 van het algemeen gemeenschappelijk politiereglement
Bestuurders die mogen circuleren met gemotoriseerde voertuigen (artikel 105 van de RGPC) en van de in artikel 4 (van dit reglement) genoemde machines, moeten ermee stapvoets rijden, hun rechts moeten houden en altijd voorrang laten aan de zwakkere gebruikers.

Artikel 6: In aanvulling op de artikelen 100 en 109, § 1 en in overeenstemming met hoofdstuk 6 "Dieren" van het algemeen gemeenschappelijk politiereglement

Dieren moeten met alle geschikte middelen worden gehouden, minimaal met een korte lijn. Eigenaren van gezelschapsdieren of degenen die even af en toe de voogdij over hen hebben, moeten ervoor zorgen dat deze dieren:

1. het publiek op geen enkele manier overlast bezorgen;
2. de plantages of andere objecten op de openbare ruimte niet beschadigen;
3. andere dieren, zowel gedomesticeerd als wild, niet schaden;
4. hun uitwerpselen alleen achterlaten op speciaal daarvoor ingerichte plaatsen.

Artikel 7

Het is verboden kinderen tot en met 11 jaar, zonder begeleiding van een volwassene alleen te laten.

Artikel 8: Verbod van honden in het Rasquinetpark

In afwijking van de artikelen 100, 109 & 1 en hoofdstuk 6 van het Gemeenschappelijk Algemeen Politiereglement voor alle 19 Brusselse Gemeenten en van artikel 6 van dit Politiereglement, zijn honden ten strengste verboden in het Rasquinetpark, 24 uur per dag, 7 dagen per week. Bij de ingang van het park zullen borden het verbod aankondigen.

Artikel 8bis: Rookverbod in bepaalde parken

Onverminderd de bepalingen van de wet du 22 december 2009 betreffende het instellen van een algemene regeling inzake het rookverbod in besloten plaatsen toegankelijk voor het publiek en ter bescherming van de werknemers tegen tabaksrook, is het strikt verboden te roken (met inbegrip van het gebruik van de elektronische sigaret of elk gelijkaardig apparaat) op de volledige oppervlakte van de volgende parken: Rasquinetpark, Groene Groentepark, Lacroixpark en Van Dyckpark.

In afwijking van artikel 9 van dit reglement, vormen overtredingen van dit specifieke verbod geen voorwerp van gemeentelijke administratieve sancties (GAS).

Informatiepanelen zullen dit volledige verbod aanduiden aan de ingangen van de genoemde parken.

Artikel 9: Sancties

Elke overtreding van de regels vervat in dit Reglement zal worden bestraft met een administratieve boete overeenkomstig de procedure bepaald in de Wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties. Deze administratieve boete kan oplopen tot maximaal 500 euro. De boete wordt opgelegd in verhouding tot de ernst van de feiten. Bij recidive binnen 24 maanden na het opleggen van de sanctie kan de bestuurlijke boete echter worden verhoogd zonder het bedrag van € 500 te overschrijden.

Tegen de sanctie kan op schriftelijk verzoek beroep worden aangetekend bij de politierechter, volgens de burgerlijke procedure, binnen een maand na de bekendmaking van de beslissing.

Artikel 10: Inwerkingtreding

Dit reglement annuleert en vervangt het Politiereglement van 07 september 2022 betreffende het gebruik van Groene Ruimten gelegen op het openbaar domein van de gemeente Schaarbeek.

Dit politiereglement treedt in werking op de 5e dag volgende op die van publicatie door aanplakking.

Monsieur van den Hove intervient

Monsieur Bouhjar répond

Monsieur Demirhan intervient

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

L'urgence est admise à l'unanimité. -- De dringendheid wordt eenparig aangenomen.

Décidé, par 32 voix contre 0 et 7 abstention(s). 2 membres n'ont pas voté -- Besloten, met 32 stem(men) tegen 0 en 7 onthouding(en). 2 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Décidé, par 32 voix contre 0 et 7 abstention(s). 2 membres n'ont pas voté

Vu la Nouvelle Loi communale ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 1^{er} avril 2025 ;

Vu la « procédure de surveillance », adoptée par le Collège des Bourgmestres et Echevins le 17 février 2009 ;

Considérant la volonté de la commune de mener une politique sportive visant à assurer la variété des sports pratiqués sur son territoire et aussi de garantir leur accessibilité pour tous les publics (femmes, aînés, personnes en situation de handicap, etc.) ;

Considérant que les chèques-sports octroyés en vertu du présent règlement sont destinés à promouvoir la pratique assidue du sport en club et la politique de diversification sportive (sport pour tous, sport loisir, sport découverte, sport féminin, handisport, sport d'élite...) ;

Considérant la nécessité de réduire l'égalité de genre toujours présent dans le monde sportif qui s'illustre notamment par une sous-représentation des femmes dans les clubs sportifs et que la mise en place d'un chèque-sport surnuméraire contribue à corriger l'écart d'égalité de genre ;

Considérant qu'une politique inclusive pour les personnes en situation de handicap menée par la commune implique la mise en place de mesure d'aménagements particuliers dans le cadre de la politique sportive communale ;

Considérant que la commune poursuit également une politique d'aide à la pratique sportive par le biais de subventions à destination des clubs sportifs qui ne sont pas concernés par le présent règlement ; en effet il s'agit de subsides de fonctionnement ;

Considérant que le montant des cotisations ou des frais d'inscriptions à une activité sportive peut se révéler un frein à la pratique sportive, notamment pour les familles à revenus modestes ;

Considérant que la fiche d'imposition, demandée à l'article 3 paragraphe 5.5 du présent règlement, constitue la preuve la plus objective et pertinente de la situation financière des demandeurs, celle-ci étant également la plus accessible à obtenir et à analyser en vue de traiter la demande d'octroi d'un chèque-sport ;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

DECIDE

D'approuver les modifications apportées au règlement communal sur les chèques-sport du 25 mai 2025 comme suit :

TITRE I : Dispositions générales

Article 1 - Champ d'application

§1er. Le présent règlement vise exclusivement à instaurer et encadrer les modalités d'octroi d'un subside aux jeunes schaerbeekois et à leurs familles, sous forme d'un « chèque-sport », dans le cadre de la politique sportive menée par le Collège des Bourgmestre et Echevins de Schaerbeek.

Cette activité sportive doit être organisée par groupement sportif (personne morale, association de fait ou groupement sportif) reconnu par une commune ou une fédération sportive ou par la Vlaamse Gemeenschapscommissie (Sportdienst).

Le présent règlement est indépendant des dispositifs organisés par les ministères fédéraux ou communautaires ayant les sports dans leurs attributions.

Le Collège des Bourgmestre et Echevins peut préciser les procédures administratives ad hoc

ainsi qu'établir tous formulaires et placards nécessaires dans les limites du présent règlement.
§2. Le présent règlement, en ce qu'il vise des subventions aux personnes, d'un montant inférieur à 3.000, -€, s'appuiera sur les règles générales se rapportant à la « procédure de surveillance », adoptée par le Collège des Bourgmestres et Echevins, pour les subventions inférieures à 3.000 € et ses modifications ultérieures.

Il est néanmoins spécifique en ce que son champ d'attribution vise exclusivement la politique sportive et, plus particulièrement, les rapports entre cette politique sportive et la jeunesse schaerbeekoise pratiquant un sport de manière régulière dans un club sportif affilié à une Fédération sportive.

Il se distingue nettement des subventions octroyées aux clubs sportifs qui sont soumises exclusivement au règlement général relatif aux subventions communales et à la procédure de surveillance, mentionnés ci-avant.

Le règlement ne s'applique pas dans le cadre des subventions qu'une disposition légale mettrait obligatoirement à charge du budget communal.

Article 2 - Nature du subside et caractéristiques

§1er. Par chèque-sport, on entend une contribution financière, d'un montant de 60 euros, nominative déterminée par le Collège et révisable à tout moment sur proposition au Collège par le Service Sports.

§2. Le chèque-sport vise, notamment, l'aide directe aux familles et aux jeunes de Schaerbeekois via l'atténuation de l'impact financier des frais d'affiliation à un club sportif.

§3. Le chèque-sport n'est attribué qu'une seule fois durant la période référence, à tel bénéficiaire ou attributaire qu'il désigne.

§4. Le chèque sport est octroyé sous réserve des disponibilités budgétaires communales.

§5. Le montant octroyé d'un ou plusieurs chèques-sport ne pourra pas être supérieur à la cotisation sportive annuelle demandée par un club sportif (personne morale, association de fait ou groupement sportif) reconnu par une Commune ou une fédération sportive ainsi que les organisations des activités sportives de la Vlaamse Gemeenschapscommissie (Sportdienst).

§6. Le Chèque-sport, n'est en aucune manière :

- Aliénable par la voie de l'endossement ;
- Cessible ou échangeable car il sera, dans tous les cas, nominatif ;
- Cumulable, sauf dérogation visée à l'article 4 ;
- Extensible par rapport à ses conditions (de recevabilité et de fond) d'attribution sauf dérogations visée à l'art. 4.

TITRE II : Conditions d'octroi du subside

Article 3 - Règles d'attribution

§1^{er}. La demande de chèque-sport doit être complétée et signée par le bénéficiaire, nécessairement une personne physique ou son représentant légal. Elle doit être déposée durant l'année de référence.

§2. Un chèque-sport ne pourra être demandé qu'une fois par année de référence.

§3. Par année de référence, on entend la période du 1^{er} septembre au 30 novembre de l'année N.

§4. Aucun chèque ne sera attribué pour une année antérieure à l'année de référence.

§5. Le bénéficiaire devra obligatoirement remplir, au moment de l'introduction de la demande, les conditions cumulatives suivantes :

1. Être âgé de moins de 21 ans révolus durant l'année de référence pour l'octroi du subside chèque-sport ;
2. Être domicilié sur le territoire de la commune de Schaerbeek ou avoir au moins l'un de ses représentants légaux attitrés (l'attributaire) domicilié sur le territoire de la Commune de Schaerbeek ;
3. Être inscrit régulièrement dans un club sportif ou à une activité sportive de la Vlaamse Gemeenschapscommissie (Sportdienst) ;
4. Se conformer aux règles de déontologie et d'éthique sportive en vigueur au sein des clubs et fédérations de référence et ce, durant la saison sportive en cours ;
5. Les revenus imposables globalement du ménage des personnes dont le bénéficiaire est à charge, tels qu'ils figurent sur l'avertissement-extrait de rôle produit à l'appui de la demande, ne peuvent dépasser les plafonds financiers repris au §5 ; l'examen de cette condition s'effectue sur la base des revenus de l'année n-2, exercice d'imposition n-1, par rapport au début de l'année sportive de référence.

§6. Les plafonds de revenus applicables au §5, 5°, sont fixés comme suit :

Nombre de personnes à charge	Personne isolée ou ménage monoparental	Tout autre ménage	
0	73.884 €	94.034 €	
1	78.884 €	99.034 €	
2	83.884 €	104.034 €	
3	88.884 €	109.034 €	
4	93.884 €	114.034 €	

Ces montants sont majorés de 5.000 € par personne à charge supplémentaire

Article 4 – Régime dérogatoire

§1^{er}. Par dérogation aux conditions visées à l'article 2 :

- Un chèque surnuméraire est octroyé automatiquement sur base de la preuve d'une attestation d'allocations familiales majorées ;
- Un chèque surnuméraire est octroyé aux filles de moins de 21 ans inscrites dans une infrastructure sportive telle que définie ci-avant ;
- Un chèque surnuméraire est octroyé pour les pratiquants du handisport (reconnu par une commune ou une fédération ou une association nationale ou communautaire d'handisport) et cela sans limite d'âge ;

§2. Le Collège pourra décider de l'octroi du chèque-sport au bénéficiaire participant à une activité sportive organisée par la Vlaamse Gemeenschapscommissie (Sportdienst) ;

§3. Sauf pour ce qui concerne l'octroi d'un chèque surnuméraire sur base de la preuve d'une attestation d'allocations familiales majorées, toutes les dérogations mentionnées ci-avant seront examinées mensuellement par le Service Sport et feront l'objet d'un avis consultatif motivé soumis, pour décision, au Collège.

TITRE III : Procédure

Article 5 – Procédure

§1^{er} La demande du subside « Chèque-Sport » doit obligatoirement être introduite auprès du Service Sports de la commune de Schaerbeek, à l'exclusion de tout autre service communal.

La demande du subside « Chèque-Sport » devra, pour être recevable, être obligatoirement introduite durant l'année sportive de référence, entre le 1^{er} septembre et le 30 novembre de l'année N. A défaut, la demande sera irrecevable et le chèque ne pourra plus être octroyé.

§2. La demande de subside peut se faire entièrement en ligne, via le site web de la commune, ou via une prise de rendez-vous pour la permanence du Service Sport prévue à cet effet.

L'octroi des chèques-sport est en outre conditionné par la disponibilité des crédits inscrits à cet effet au budget communal, lesquels constituent une enveloppe fermée. Le dépôt d'une demande, que ce soit en ligne ou auprès des services communaux, ne constitue dès lors aucun droit à l'obtention d'un chèque-sport. Les demandes sont traitées selon le principe du « premier arrivé, premier servi » et dans la limite des crédits budgétaires disponibles. En cas d'épuisement des fonds alloués au dispositif, toute demande en cours de traitement ou introduite ultérieurement pourra être refusée. L'Administration se réserve également le droit de clôturer anticipativement la période d'introduction des demandes avant la date du 30 novembre lorsque les crédits disponibles sont entièrement consommés.

§3. Le Service Sports, dûment mandaté par le Collège, examine les conditions de recevabilité et de fond de la demande d'octroi du chèque-sport, sur la base des pièces justificatives suivantes :

- Carte d'identité ou passeport du bénéficiaire ou composition de ménage ;
- Carte d'identité ou passeport du / des représentants attitrés ;
- Numéro de compte bancaire du / des parent(s) attitré(s) ou du bénéficiaire ;
- Preuve de paiement de l'inscription/affiliation annuelle et/ou preuve de paiement de la cotisation annuelle échelonnée au club sportif ;
- Dans le cas d'un régime dérogatoire visé par l'article 4 §1, preuve de la perception d'allocations familiales majorées ;
- Dans le cas d'un régime dérogatoire visé par l'article 4§1, preuve de l'inscription à une discipline de handisport dans un club reconnu par une commune ou une fédération ou une association nationale ou communautaire d'handisport ;
- Dans le cas d'un régime visé par l'article 4 §2, preuve de la pratique sportive aux activités de la Vlaamse gemeenschapscommissie (Sportdienst) ;
- Le dernier avertissement-extrait de rôle (toutes les pages)

Les cas dérogatoires individuels font l'objet d'un rapport du Service Sport qui sera soumis au Collège des Bourgmestre et Echevins.

§4. A titre supplétif, le Service Sport peut éventuellement requérir toute information attenante telle que :

- La catégorie d'âge dans laquelle évolue le bénéficiaire au sein de son club sportif et les coordonnées identitaires et de contact du personnel statutaire, salarié ou bénévole qui encadre le bénéficiaire ;
- Les lieux d'exercice effectif de l'activité sportive dans une infrastructure sportive extra-communale.

§5. Si les conditions d'octroi visées aux articles 3 ou 4 sont respectées et que les disponibilités budgétaires communales le permettent, le Service Sports transmettra à l'issue de chaque mois un listing des chèques-sport octroyés aux services financiers de la Commune. Ces derniers procéderont à la liquidation des montants, dans les meilleurs délais, pour chacun des bénéficiaires du chèque-sport, au moyen d'un virement bancaire effectué sur le compte du bénéficiaire et / ou du/des représentant(s) attitré(s).

Article 6 – Sanctions

Le chèque-sport pourra faire l'objet d'un recouvrement, par les services financiers de la Commune, du montant octroyé dans les cas suivants :

- Si l'inscription à un club sportif (personne morale, association de fait ou groupement sportif) ou aux activités de la Vlaamse gemeenschapscommissie (Sportdienst) est frauduleuse, fictive ou entachée d'un vice quelconque ;
- Si le bénéficiaire transgresse les règles de déontologie et d'éthique sportive en vigueur dans le club/fédération auxquels il est inscrit durant l'année de référence.

Le Service Sport de la commune de Schaerbeek, de même que toutes les personnes dûment habilitées qu'il désigne (gardiens de sites sportifs, concierges, services communaux spécifiques tels que les services Enfance et Jeunesse, ...), pourront à tout moment vérifier, par des contrôles aléatoires, si les conditions d'octroi du chèque-sport sont intégralement respectées, durant le terme de référence, tant par les bénéficiaires que les clubs sportifs concernés.

La Commune pourra recouvrer, par voie de contrainte, le subsidie chèque-sport sujet à restitution ; cette contrainte est décernée par le receveur communal et rendue exécutoire par le Collège des Bourgmestre et Echevins de la Commune de Schaerbeek conformément à l'article 137bis de la nouvelle loi communale.

Article 7 – Recours

Si les conditions objectives d'éligibilité au chèque-sport sont déclarées comme satisfaisantes par le Service Sport, la procédure d'octroi du chèque-sport devra alors être poursuivie jusqu'à son terme. Les réclamations quant à la régularité du processus d'octroi du chèque-sport seront collectées et instruites par le Service Sports qui rédigera une analyse à destination du Collège des Bourgmestre et Echevins, qui tranchera le point litigieux.

Toutes les contestations relatives aux cas non prévus par le présent règlement sont de la compétence du Collège.

TITRE IV : Dispositions particulières

Article 8 – Révision financière des modalités d'octroi

Le montant nominal du chèque-sport schaerbeekois est fixé uniformément par le Collège des Bourgmestre et Echevins. Tout comme le présent règlement, il est révisable à tout moment sur proposition au Collège par le Service Sport.

Le Service Sport établira annuellement un rapport destiné au Collège en vue d'évaluer la pertinence du dispositif et ses modalités.

À cet effet, le rapport mentionnera le nombre total de chèques-sport octroyés de même que les statistiques mensuelles relatives à la période d'inscription.

Le rapport mentionnera également le nombre de litiges enregistrés par rapport à la procédure d'octroi du chèque-sport, de même que le nombre de demandes de recouvrement du chèque-sport.

Ce rapport sera soumis au Collège annuellement au cours du mois suivant la clôture de l'année sportive de référence pour prise d'acte.

Article 9 – Entrée en vigueur et disposition transitoire

Le présent règlement abroge tout règlement antérieur attribuant des chèques-sport ainsi que leurs annexes.

Le présent règlement entre en vigueur conformément à l'article 114 de la nouvelle loi communale.

DE GEMEENTERAAD

Besloten, met 32 stem(men) tegen 0 en 7 onthouding(en). 2 leden hebben niet gestemd

Gezien de Nieuwe Gemeentewet;

Gezien de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 1 april 2025;

Gezien de « procedure van toezicht », goedgekeurd door het College van Burgemeester en Schepenen op 17 februari 2009;

Overwegende de wil van de gemeente om een sportbeleid te voeren dat gericht is op het waarborgen van de verscheidenheid aan sporten die op haar grondgebied worden beoefend en ook om de toegankelijkheid ervan voor alle doelgroepen (vrouwen, ouderen, mensen met een handicap, enz.) te garanderen;

Overwegende dat de sportcheques die krachtens dit reglement worden verstrekt, bedoeld zijn om de regelmatige beoefening van sport in een club en het beleid van sportdiversificatie (sport voor iedereen, sport als vrijetijdsbesteding, sport als ontdekking, vrouwensport, gehandicaptensport, topsport...) te bevorderen;

Overwegende de noodzaak om de gendergelijkheid in de sportwereld, die zich onder andere uit in een ondervertegenwoordiging van vrouwen in sportclubs, te verkleinen en dat de invoering van een extra sportcheque bijdraagt aan het corrigeren van de gendergelijkheid;

Overwegende dat een inclusief beleid voor mensen met een handicap, gevoerd door de gemeente, de invoering van bijzondere aanpassingen binnen het gemeentelijke sportbeleid vereist;

Overwegende dat de gemeente ook een beleid van hulp bij de sportbeoefening nastreeft via subsidies voor sportclubs die niet onder dit reglement vallen; dit zijn inderdaad exploitatiesubsidies;

Overwegende dat de hoogte van de bijdragen of inschrijvingskosten voor een sportactiviteit een belemmering kan vormen voor de sportbeoefening, met name voor gezinnen met een bescheiden inkomen;

Gezien het feit dat de belastingaangifte, gevraagd in artikel 3, lid 5.5 van deze verordening, het meest objectieve en relevante bewijs vormt van de financiële situatie van de aanvragers, en tevens het meest toegankelijk is om te verkrijgen en te analyseren teneinde de aanvraag voor een sportvoucher te verwerken;

Op voorstel van het College van Burgemeesters en Schepenen;

BESLUIT

De wijzigingen in de gemeentelijke verordening betreffende sportvouchers van 25 mei 2025 goed te keuren, als volgt:

Sport en Burgerschap – Toekenning van de sportcheque – Reglement

TITEL I: Algemene bepalingen

Artikel 1 - Toepassingsgebied

§1. Het huidige reglement heeft uitsluitend tot doel het vaststellen en kaderen van de modaliteiten voor het toekennen van een subsidie aan jonge Schaerbeekenaars en hun gezinnen, in de vorm van een « sportcheque », in het kader van het sportbeleid gevoerd door het College van Burgemeester en Schepenen van Schaerbeek.

Deze sportactiviteit moet georganiseerd worden door een sportvereniging (rechtspersoon, feitelijke vereniging of sportgroep) die erkend wordt door een gemeente of een sportfederatie.

Dit reglement is onafhankelijk van de regelingen die georganiseerd worden door de federale of communautaire ministeries die verantwoordelijk zijn voor sport.

Het College van Burgemeester en Schepenen kan de administratieve procedures ad hoc verduidelijken en alle noodzakelijke formulieren en affiches opstellen binnen de grenzen van dit reglement.

§2. Het huidige reglement, voor zover het subsidies aan personen betreft van een bedrag lager dan 3.000 €, zal steunen op de algemene regels die betrekking hebben op de « toezichtprocedure », goedgekeurd door het College van Burgemeester en Schepenen, voor subsidies van minder dan 3.000 € en de latere wijzigingen daarvan.

Het is echter specifiek in die zin dat het toepassingsgebied uitsluitend gericht is op het sportbeleid en, meer bepaald, de relaties tussen dit sportbeleid en de Schaarbeeks jeugd die regelmatig sport beoefent in een sportclub aangesloten bij een sportfederatie.

Het onderscheidt zich duidelijk van de subsidies die aan sportclubs worden toegekend, die uitsluitend onderworpen zijn aan het algemeen reglement betreffende gemeentelijke subsidies en de bovengenoemde toezichtprocedure.

Het reglement is niet van toepassing op de subsidies die een wettelijke bepaling verplichtend ten laste van de gemeentelijke begroting zou stellen.

Artikel 2 – Aard van de subsidie en kenmerken

§1. De sportcheque wordt verstaan als een financiële bijdrage van een bedrag van 60 euro, een nominale waarde bepaald door het College en op elk moment herzien op voorstel van de Dienst Sporten aan het College.

§2. De sportcheque heeft tot doel, onder andere, directe steun te bieden aan de gezinnen en jongeren van Schaarbeek door de financiële impact van de lidmaatschapskosten van een sportclub te verlichten.

§3. De sportcheque wordt slechts één keer toegekend gedurende de referentieperiode, aan de begunstigde of ontvanger die wordt aangeduid.

§4. De sportcheque wordt toegekend onder voorbehoud van de gemeentelijke begrotingsmiddelen.

§5. Het toegekende bedrag van één of meerdere sportcheques mag niet hoger zijn dan de jaarlijkse sportbijdrage die door een sportclub (rechtspersoon, feitelijke vereniging of sportgroep) erkend door een gemeente of een sportfederatie wordt gevraagd.

§6. Het Sportcheque is op geen enkele manier:

- Overdraagbaar door middel van endorsing;
- Overdraagbaar of inwisselbaar, aangezien het in alle gevallen nominatief zal zijn;
- cumuleerbaar, behalve in geval van uitzondering zoals bedoeld in artikel 4;
- Uitbreidbaar met betrekking tot de voorwaarden (ontvankelijkheid en inhoud) voor toekenning, behalve in geval van uitzondering zoals bedoeld in artikel 4.

TITEL II: Voorwaarden voor de toekenning van de subsidie

Artikel 3 – Toekenningregels

§1. De aanvraag voor de sportcheque moet ingevuld en ondertekend worden door de begunstigde, noodzakelijkerwijs een natuurlijke persoon of zijn/haar wettelijk vertegenwoordiger. De aanvraag moet ingediend worden tijdens het referentiejaar.

§2. Een sportcheque kan slechts één keer per referentiejaar aangevraagd worden.

§3. Onder referentiejaar wordt verstaan de periode van 1 september tot en met 30 november van het jaar N.

§4. Geen cheque zal worden toegekend voor een jaar voorafgaand aan het referentiejaar.

§5. De begunstigde moet verplicht de volgende cumulatieve voorwaarden vervullen op het moment van de aanvraag:

1. Minder dan 21 jaar oud zijn tijdens het referentiejaar voor de toekenning van de sportcheque;
2. Gedomiciëerd zijn op het grondgebied van de gemeente Schaarbeek of ten minste één van zijn/haar wettelijk vertegenwoordigers (de ontvanger) moet gedomiciëerd zijn op het grondgebied van de gemeente Schaarbeek;
3. Ingeschreven zijn in een Schaarbeeks sportclub op het grondgebied van de gemeente Schaarbeek;
4. Zich houden aan de deontologische en ethische regels die van toepassing zijn binnen de clubs en federaties van referentie gedurende het lopende sportseizoen;
5. Het globaal belastbaar inkomen van het huishouden van de personen ten laste van de begunstigde, zoals vermeld op het aanslagbiljet dat ter ondersteuning van de aanvraag wordt voorgelegd, mag de financiële plafonds vermeld in §5 niet overschrijden; de beoordeling van deze voorwaarde gebeurt op basis van de inkomsten van jaar n-2, aanslagjaar n-1, ten opzichte van het begin van het referentiesportjaar.

§6. De in §5,°, toepasselijke inkomensplafonds worden als volgt vastgesteld:

Aantal personen ten laste	Alleenstaande of eenoudergezin	Elk ander huishouden
0	73.884 €	94.034 €
1	78.884 €	99.034 €
2	83.884 €	104.034 €
3	88.884 €	109.034 €
4	93.884 €	114.034 €

Deze bedragen worden verhoogd met 5.000 euro per bijkomende persoon ten laste.

Artikel 4 – Afwijkend regime

§1. In afwijking van de voorwaarden bedoeld in artikel 2:

- een extra cheque wordt automatisch toegekend op basis van het bewijs van een attest voor verhoogde gezinsbijslagen;
- een extra cheque wordt toegekend aan meisjes van minder dan 21 jaar die zijn ingeschreven in een sportinfrastructuur zoals hierboven gedefinieerd;
- een extra cheque wordt toegekend aan beoefenaars van gehandicaptensport (erkend door een gemeente of een federatie of een nationale of communautaire gehandicaptensportvereniging) en dit zonder leeftijdsbeperking.

§2. Het College kan beslissen om de sportcheque toe te kennen aan de begunstigde die deelneemt aan een sportactiviteit georganiseerd door de Vlaamse Gemeenschapscommissie (Sportdienst).

§3. Behalve voor de toekenning van een extra cheque op basis van het bewijs van een attest voor verhoogde gezinsbijslagen, zullen alle bovengenoemde afwijkingen maandelijks worden beoordeeld door de Dienst Sporten en zullen ze het voorwerp zijn van een gemotiveerd advies, dat ter beslissing aan het College wordt voorgelegd.

TITEL III: Procedure

Artikel 5 – Procedure

§1. De aanvraag voor de subsidie « Sportcheque » moet verplicht worden ingediend bij de Dienst Sporten van de gemeente Schaarbeek, met uitzondering van andere gemeentelijke diensten.

De aanvraag voor de subsidie « Sportcheque » moet, om ontvankelijk te zijn, verplicht worden ingediend tijdens het referentiesportjaar tussen 1 september en 30 november van het jaar N. Indien niet ingediend binnen deze periode, wordt de aanvraag niet-ontvankelijk en kan de cheque niet meer worden toegekend.

§2. De aanvraag voor de subsidie kan volledig online worden ingediend via de website van de gemeente of door een afspraak te maken voor de permanente van de Dienst Sporten die hiervoor is voorzien.

De toekenning van de sportcheques is bovendien afhankelijk van de beschikbaarheid van de kredieten die hiervoor in de gemeentebegroting zijn ingeschreven en die een gesloten enveloppe vormen. Het indienen van een aanvraag, hetzij online, hetzij bij de gemeentediensten, geeft bijgevolg geen enkel recht op de toekenning van een sportcheque. De aanvragen worden behandeld volgens het principe "wie eerst komt, eerst maalt" en binnen de grenzen van de beschikbare begrotingskredieten. In geval van uitputting van de voor het systeem voorziene middelen kan elke aanvraag die in behandeling is of later wordt ingediend worden geweigerd. De administratie behoudt zich eveneens het recht voor om de indieningsperiode vervroegd te sluiten vóór 30 november wanneer de beschikbare kredieten volledig zijn opgebruikt.

§3. De Dienst Sporten, bevoegd geacht door het College, onderzoekt de ontvankelijkheid en de inhoudelijke voorwaarden van de aanvraag voor de sportcheque, op basis van de volgende bewijsstukken:

- identiteitskaart of paspoort van de begunstigde of samenstelling van het gezin;
- identiteitskaart of paspoort van de / de wettelijk vertegenwoordiger(s);
- bankrekeningnummer van de / de wettelijk vertegenwoordiger(s) of van de begunstigde;
- bewijs van betaling van het inschrijvings-/lidmaatschapsbedrag bij een sportclub;
- in het geval van een afwijkend regime zoals bedoeld in artikel 4 §1, bewijs van het ontvangen van verhoogde gezinsbijslagen;
- in het geval van een afwijkend regime zoals bedoeld in artikel 4 §1, bewijs van inschrijving in een gehandicaptensportdiscipline bij een club erkend door een gemeente of een federatie of een nationale of communautaire gehandicaptensportvereniging;
- in het geval van een afwijkend regime zoals bedoeld in artikel 4 §2 en inschrijving bij een niet-Schaarbeeks club, bewijs dat de discipline niet beschikbaar is op het grondgebied van Schaarbeek;
- het laatste aanslagbiljet (alle pagina's).

Individuele afwijkingsgevallen worden gerapporteerd door de Dienst Sporten en voorgelegd aan het College van Burgemeester en Schepenen.

§4. Ter aanvulling kan de Dienst Sporten eventueel aanvullende informatie opvragen, zoals:

- de leeftijdscategorie waarin de begunstigde zich binnen zijn sportclub bevindt en de contactgegevens van het statutair, betaalde of vrijwillige personeel dat de begunstigde begeleidt;

- de feitelijke locaties waar de sportactiviteit wordt uitgeoefend in een sportinfrastructuur buiten de gemeente.

§5. Als de toekenningsvoorwaarden zoals bedoeld in de artikelen 3 of 4 zijn nageleefd en de gemeentelijke begrotingsmiddelen het toelaten, zal de Dienst Sporten aan het einde van elke maand een lijst met toegekende sportcheques naar de financiële diensten van de gemeente sturen. Deze diensten zullen de bedragen zo snel mogelijk verwerken en overmaken naar de rekening van de begunstigde en/of de wettelijk vertegenwoordiger(s) via een bankoverschrijving.

Artikel 6 - Sancties

De sportcheque kan door de financiële diensten van de gemeente worden teruggevorderd in de volgende gevallen:

- als de inschrijving bij een sportclub (rechtspersoon, feitelijke vereniging of sportgroep) frauduleus, fictief of op enige wijze gebrekkig is;
- als de begunstigde de deontologische en ethische regels overtreedt die van kracht zijn binnen de club/federatie waartoe hij is ingeschreven tijdens het referentiejaar.

De Dienst Sporten van de gemeente Schaarbeek, evenals alle personen die daartoe bevoegd zijn en die hij aanwijst (bewakers van sportlocaties, conciërges, specifieke gemeentelijke diensten zoals de diensten Jeugd en Kinderopvang, ...), kunnen te allen tijde, door middel van willekeurige controles, nagaan of de voorwaarden voor de toekenning van de sportcheque volledig worden nageleefd, gedurende de referentieperiode, zowel door de begunstigden als de betrokken sportclubs.

De gemeente kan de sportcheque-subsidie terugvorderen via een dwangmaatregel; deze dwang wordt opgelegd door de gemeentelijke ontvanger en uitvoerbaar gemaakt door het College van Burgemeester en Schepenen van de gemeente Schaarbeek overeenkomstig artikel 137bis van de nieuwe gemeentewet.

Artikel 7 - Beroep

Als de objectieve voorwaarden voor de geschiktheid voor de sportcheque door de Dienst Sporten als voldaan worden beschouwd, moet de procedure voor de toekenning van de sportcheque worden voortgezet tot het einde. Klachten over de regulariteit van het toekenningsproces van de sportcheque zullen worden verzameld en onderzocht door de Dienst Sporten, die een analyse zal opstellen voor het College van Burgemeester en Schepenen, dat het betwiste punt zal beslissen.

Alle betwistingen met betrekking tot gevallen die niet in dit reglement zijn voorzien, vallen onder de bevoegdheid van het College.

TITEL IV: Bijzondere bepalingen

Artikel 8 - Financiële van de toekenningsmodaliteiten

Het nominale bedrag van de Schaarbeeks sportcheque wordt uniform vastgesteld door het College van Burgemeester en Schepenen. Net als dit reglement kan het op elk moment worden herzien op voorstel van de Dienst Sporten aan het College.

De Dienst Sporten zal jaarlijks een rapport opstellen voor het College om de relevantie van het systeem en de modaliteiten ervan te evalueren.

Hiervoor zal het rapport het totale aantal toegekende sportcheques vermelden, evenals de maandelijkse statistieken met betrekking tot de inschrijvingsperiode.

Het rapport zal ook het aantal geschillen vermelden met betrekking tot de procedure voor de toekenning van de sportcheque, evenals het aantal verzoeken om terugvordering van de sportcheque.

Dit rapport zal jaarlijks in de maand na de afsluiting van het referentiejaar voor kennisgeving aan het College worden voorgelegd.

Artikel 9 - Inwerkingtreding en overgangsbepaling

Dit reglement heft alle eerdere reglementen op die sportcheques toekenden, evenals hun bijlagen.

Dit reglement treedt in werking overeenkomstig artikel 114 van de nieuwe gemeentewet.

Enfance - Jeunesse - Famille - Bien-être animal -- Kindertijd - Jeugd - Gezin - Dierenwelzijn
SP 110.- Concours photos "Drôles de Bêtes " du 21 au 27 septembre 2026 - Règlement -
Approbation -- Fotowedstrijd "Grappige Beesten" van 21 tot 27 september 2026 -
Reglement – Goedkeuring

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

L'urgence est admise à l'unanimité. -- De dringendheid wordt eenparig aangenomen.

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté -- Goedgekeurd met eenparigheid van
stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté

Vu la nouvelle loi communale ;

Vu les missions du service Bien-être animal ;

Vu la volonté du service Bien Être Animal d'organiser le concours photos "Drôles de Bêtes"
(ouvert gratuitement) tous les Schaerbeekoïses sur Instagram ;

Vu le besoin d'établir un règlement pour tous les participants ;

DECIDE

D'approuver le règlement du concours photos "Drôles de Bêtes" ouverts aux Schaerbeekoïses
sur Instagram.

Article 1 : Organisateur

L'Administration communale de Schaerbeek, dont le siège social est situé 100 place Colignon à
1030 Schaerbeek,

Ci-après nommée l'Organisateur,

Organise le concours photo « Drôles de bêtes » sur son compte Instagram
(www.instagram.com/1030be), dont les gagnants seront désignés par un comité de jury
constitué à cette fin.

Article 2 : Objet et thème

Le concours consiste à réaliser et soumettre une photographie originale mettant en scène un
animal. L'image peut être drôle, attendrissante ou insolite, en mettant particulièrement en
valeur un moment comique, une expression amusante ou une situation inattendue.

Ce concours a pour objectif de valoriser le lien privilégié qui unit les participants à leurs
animaux de compagnie, tout en encourageant l'expression de la créativité et le partage de
moments de complicité. Il s'inscrit également dans une démarche de sensibilisation à
l'importance du respect, de la dignité et du bien-être animal, qui doivent demeurer au cœur
de toute participation.

Les participants sont ainsi invités à mettre à l'honneur les animaux qui partagent leur
quotidien, dans un esprit à la fois bienveillant, responsable et respectueux de leurs besoins.

Le concours "Drôles de bêtes" est structuré en deux catégories, définies comme suit :

- Catégorie 1 : "Le roi de la pose" - l'animal est pris en photo seul ;
- Catégorie 2 : "Duo déjanté" - l'animal est pris en photo en compagnie du participant.

Article 3 : Conditions de participation

Le concours est gratuit et ouvert à toute personne physique, adulte ou enfant, domiciliée à
Schaerbeek, quelle que soit sa nationalité, à l'exclusion de toutes les personnes ayant participé
à l'organisation du concours.

La participation au concours implique l'acceptation irrévocable et sans réserve, des termes et
conditions du présent règlement.

Le concours est limité à une seule participation par personne et par catégorie. La participation
au concours est strictement personnelle et nominative.

Les participants mineurs doivent prendre part au concours sous la responsabilité d'au moins
un tuteur légal et indiquer le nom du parent responsable lors de l'inscription.

La personne (tuteur légale) qui prend les photos est responsable du double consentement
(prise de la photo et de sa publication sur Instagram).

Les participants doivent respecter le droit à l'image et ils ne peuvent publier sans l'accord des
personnes photographiées.

Le non-respect des conditions de participation énoncées dans le présent Règlement entraînera
la nullité de la participation du participant, sans préjudice des autres conséquences juridiques
que pourrait entraîner une quelconque violation des droits de la Commune ou des tiers,
notamment du droit à l'image ou du droit de propriété intellectuelle.

Article 4 : Conditions du concours/ modalités de participation :

Le concours débute le lundi 21 septembre 2026 à 10h00 et se déroule jusqu'au dimanche 27 septembre inclus à 23h59.

La participation à ce concours n'est possible que via Instagram sur le compte indiqué dans l'article 1 et aux dates indiquées dans le présent article.

Les participants sont invités à publier, par catégorie, une seule photographie sur le thème « Drôles de bêtes + le nom de la catégorie + nom du participant ».

Ladite photo doit être accompagnée d'un court commentaire / anecdote décrivant ou expliquant l'image.

La résolution minimale acceptée est 2 mégapixels (environ 1600 x 1200 pixels).

Les retouches logicielles susceptibles d'altérer la réalité de la scène (notamment l'ajout ou la suppression d'éléments, ainsi que les montages) sont strictement interdites. Seuls les ajustements de base, tels que la luminosité, le contraste ou le recadrage, sont autorisés.

Les photographies générées, partiellement générées ou modifiées par l'intelligence artificielle ne sont pas admises dans le cadre du concours.

Les photographies ne peuvent comporter aucun texte, logo ou filigrane, y compris une mention de copyright.

Article 5 : Règles de sécurité et d'éthique absolues

Tous les animaux domestiques sont acceptés sous réserve du respect absolu des règles de sécurité et d'éthique ci-dessous.

- L'animal ne doit en aucun cas être stressé, forcé, manipulé de façon inappropriée, mis en danger ou dérangé dans ses habitudes pour la prise de vue.
- Il est interdit de le costumer (sauf léger accessoire non contraignant et porté habituellement), de le placer dans une posture contre nature ou dans un environnement qui l'inquiète.

Article 6 : jury et critères de sélection

Le Jury sera composé d'un minimum de 4 personnes choisies par l'Organisateur. Il récompensera un maximum de 3 photographies par catégorie.

Les principaux critères de sélection sont :

- Le respect du thème "Drôles de bêtes", des catégories et des règles susmentionnées ;
- Originalité : Capacité de la photo à transmettre un message clair en lien avec la thématique et / ou mise en scène ou capture spontanée originale.
- Qualité esthétique relative (cadrage, netteté, absence d'éléments perturbateurs ou incohérents, traitement, absence de confusion visuelle...)

Toute photo ne respectant manifestement pas les critères susmentionnés sera automatiquement disqualifiée, sans appel.

Article 7 : Prix du concours et modalités d'utilisation des dotations

Suite à la décision du Jury, 3 gagnants par catégories seront sélectionnés. Au total 6 prix seront attribué et répartis comme suit :

- 1^{ère} place / catégorie (une carte cadeau d'une valeur de 150 euros, à faire valoir par une animalerie)
- 2^{ème} place / catégorie (une carte cadeau d'une valeur de 100 euros, à faire valoir par une animalerie)
- 3^{ème} place / catégorie (une carte cadeau d'une valeur de 75 à faire valoir par une animalerie)

Les cartes cadeaux offertes dans le cadre du concours sont valables pour une durée de 12 mois à compter de leur date d'émission. Le prix ne pourra être utilisé que pendant la période indiquée sur le chèque cadeau selon les modalités et conditions communiquées ultérieurement au gagnant.

Article 8 : Remise des prix

L'Organisateur du concours contactera par message privé sur Instagram les gagnants sélectionnés par les membres de jury et les informera des modalités à suivre pour recevoir leur prix. Aucun message privé ne sera adressé aux participants n'ayant pas gagné, seuls les gagnants seront contactés.

Les gagnants devront répondre dans les deux semaines calendrier suivant l'envoi de ce message privé et fournir leurs coordonnées complètes (Nom, prénom, adresse postale complète, adresse e-mail, numéro de téléphone). Toute preuve officielle de domiciliation sur la commune de Schaerbeek pourra être demandée par le service gestionnaire du concours dans le cadre de l'application de l'article 2, alinéa 1er.

Sans réponse de la part du gagnant dans les quatorze jours calendrier suivant l'envoi de ce message privé, il sera déchu de son lot et ne pourra prétendre à aucune indemnité, prix ou compensation.

Les gagnants devront se conformer au présent règlement.

S'il s'avère par la suite qu'ils ne répondent pas aux critères du présent règlement, leur lot ne leur sera pas attribué et sera acquis par l'Organisateur. À cet effet, les participants autorisent toutes les vérifications concernant leur identité, leur âge, leurs coordonnées et la bonne foi de leur participation.

Toute fausse déclaration, indication d'identité ou d'adresse postale entraîne la disqualification immédiate du participant et l'acquisition du lot par l'Organisateur.

Les gagnants désignés selon les critères de sélection ci-dessus et répondant au message privé annonçant les résultats, dans les délais susmentionnés, seront invités à une cérémonie de remise des prix qui se tiendra le mercredi 07 octobre à 16h00 à la salle du musée de l'Hôtel communal.

La présence des animaux lors de la cérémonie de remise des prix n'est pas requise, afin de garantir le respect de leur bien-être.

Article 9 : Droit à l'image :

En s'inscrivant au concours, le participant certifie être l'auteur des photographies soumises.

Si une ou plusieurs personnes physiques sont identifiables sur un cliché, le participant garantit avoir recueilli et conservé leurs autorisations écrites préalables à la diffusion de l'image dans le cadre du présent concours, ainsi que pour la diffusion ultérieure via les canaux communaux de communication.

Si la photographie représente un animal domestique dont le participant n'est pas le propriétaire, il lui incombe d'obtenir l'accord écrit du propriétaire avant toute publication de l'image.

Le participant cède à l'Organisateur, à titre gratuit, pour toute la durée de la protection légale des droits d'auteur, l'intégralité des droits patrimoniaux sur les photographies soumises au jury. Cette cession concerne notamment le droit pour l'Organisateur de :

- Reproduire, représenter, diffuser et exposer les photographies sur tous supports (papier, numérique, promotionnel, site internet, base de données, publications communales, etc.) ;
- Reproduire, représenter, diffuser et exposer les photographies sur les réseaux sociaux de l'échevine responsable du bien-être animal ;
- Utiliser les images dans le cadre d'expositions, d'articles de presse, du journal communal, ou de toute autre communication liée à la commune ;
- Intégrer les photos à ses archives et bases de données.

Le participant autorise l'Organisateur à utiliser les photographies sans mention de son nom, sous réserve que l'Organisateur n'attribue pas les photos à un autre auteur.

La cession s'applique à l'ensemble des photographies soumises, y compris celles qui ne seraient ni sélectionnées, ni primées par le jury.

L'Organisateur s'interdit de céder les droits ainsi acquis à un tiers, sauf accord exprès du participant.

Article 10– RGPD

Les données à caractère personnel que la commune de Schaerbeek sera amenée à collecter à l'occasion de ce concours, tel que défini à l'article 1er ne seront pas communiquées à des tiers et seront traitées par l'Administration communale de Schaerbeek comme responsable de traitement.

Les données récoltées, dont celles énumérées à l'article 8, ne sont jamais ni vendues ni cédées à des tiers.

Le règlement général sur la protection des données (RGPD) est applicable au présent règlement communal. Nous décrivons ci-dessous le traitement spécifique des données dans le cadre du concours. Pour le reste, nous vous invitons à vous référer à la politique générale de confidentialité et de respect de la vie privée : <https://www.1030.be/fr/content/informations-quant-aux-traitements-des-donnees-caractere-personnel> pour la commune de Schaerbeek.

Les informations recueillies sur les personnes qui participent au présent concours, et notamment celles visées à l'article 6, ne seront pas conservées au-delà de la durée du concours ; elles ne le seront qu'éventuellement pour une durée plus longue, exclusivement à des fins de contrôle de régularité des opérations de participation au présent concours et de lutte contre les éventuels abus et irrégularités.

Les personnes qui participent au présent concours ont le droit de consulter gratuitement les

gegevens persoonlijke gegevens betreffende en de ze laten gratis corrigeren als ze blijken te zijn onjuist, onvolledig of niet relevant.

Deze gegevens zullen worden gebruikt en verwerkt tot het doel van het beheren van de relatie met de winnaar om de nodige maatregelen te nemen met betrekking tot de uitreiking van de prijs en het verzenden van de cheque aan de winnaar.

Artikel 11 : Responsabiliteit

De Organisator zal niet aansprakelijk worden gesteld voor eventuele fouten die voortvloeien uit het gebruik van de naam, het adres en/of de contactgegevens die zijn medegedeeld door de personen die hebben deelgenomen aan de wedstrijd.

De Organisator behoudt het recht, als de omstandigheden het vereisen, de wedstrijd te beëindigen, te verlengen, te wijzigen, te onderbreken, te verschuiven of te annuleren, zonder dat de Organisator hiervoor aansprakelijk wordt gehouden.

De Organisator aanvaardt geen aansprakelijkheid in het geval van een storing die voortvloeit uit het gebruik van de wedstrijd, met name voortvloeit uit het gebruik van de wedstrijd door derden.

De Organisator kan de wedstrijd annuleren of gedeeltelijk annuleren als blijkt dat er fraude is gepleegd onder welke vorm ook, met name op informatieve wijze, in het kader van de deelname aan de wedstrijd of de selectie van de deelnemers.

Artikel 12 : Acceptatie van de voorwaarden

Alleen het feit van deelname aan de wedstrijd wordt geacht te betekenen dat de deelnemer de voorwaarden van de wedstrijd aanvaardt.

De Organisator behoudt het recht de voorwaarden van de wedstrijd of de wedstrijd te annuleren in het geval van een noodgeval of van een ander ongepland evenement dat de Organisator, voor zover het de Organisator betreft, speciaal motiveert.

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de opdrachten van de dienst Dierenwelzijn;

Gelet op de wil van de dienst Dierenwelzijn om de fotowedstrijd "Grappige beesten" gratis te organiseren voor alle Schaarbekenaren via Instagram;

Gelet op de noodzaak om een reglement vast te stellen voor alle deelnemers;

BESLUIT

Het reglement van de fotowedstrijd "Grappige beesten", open voor Schaarbekenaren via Instagram, goed te keuren.

Artikel 1: Organisator

Het Gemeentebestuur van Schaarbeek, met maatschappelijke zetel gevestigd te Colignonplein 100, 1030 Schaarbeek,

hierna de Organisator genoemd,

organiseert de fotowedstrijd "Grappige beesten" op zijn Instagramaccount (www.instagram.com/1030be), waarvan de winnaars worden aangeduid door een jurycomité dat hiertoe wordt samengesteld.

Artikel 2: Voorwerp en thema

De wedstrijd bestaat erin een originele foto te maken en in te dienen waarop een dier centraal staat. De foto mag grappig, vertederend of ongebruikelijk zijn en moet in het bijzonder een komisch moment, een amusante uitdrukking of een onverwachte situatie in de kijker zetten.

Deze wedstrijd heeft tot doel de bijzondere band tussen de deelnemers en hun gezelschapsdieren te valoriseren, en tegelijk creativiteit en het delen van momenten van verbondenheid aan te moedigen. De wedstrijd kadert eveneens in een sensibiliserende aanpak rond het belang van respect, waardigheid en dierenwelzijn, die bij elke deelname centraal moeten staan.

De deelnemers worden uitgenodigd om de dieren die hun dagelijks leven delen in de kijker te zetten, in een geest van welwillendheid, verantwoordelijkheid en respect voor hun behoeften. De wedstrijd "Grappige beesten" is onderverdeeld in twee categorieën, als volgt gedefinieerd:

- Categorie 1: "De koning van de pose" – het dier wordt alleen gefotografeerd;
- Categorie 2: "Dol duo" – het dier wordt samen met de deelnemer gefotografeerd.

Artikel 3: Deelnemersvoorwaarden

De wedstrijd is gratis en staat open voor elke natuurlijke persoon, volwassene of kind, die woonachtig is in Schaarbeek, ongeacht zijn of haar nationaliteit, met uitsluiting van alle

personen die hebben meegewerkt aan de organisatie van de wedstrijd.

Deelname aan de wedstrijd houdt de onherroepelijke en onvoorwaardelijke aanvaarding in van de bepalingen en voorwaarden van dit reglement.

De wedstrijd is beperkt tot één deelname per persoon en per categorie. De deelname aan de wedstrijd is strikt persoonlijk en nominatief.

Minderjarige deelnemers moeten deelnemen onder de verantwoordelijkheid van minstens één wettelijke vertegenwoordiger en bij de inschrijving de naam van de verantwoordelijke ouder vermelden.

De persoon, of de wettelijke vertegenwoordiger, die de foto's maakt, is verantwoordelijk voor de dubbele toestemming: zowel voor het nemen van de foto als voor de publicatie ervan op Instagram.

De deelnemers moeten het recht op afbeelding respecteren en mogen geen foto's publiceren zonder de toestemming van de gefotografeerde personen.

Niet-naleving van de deelnamevoorwaarden zoals bepaald in dit reglement leidt tot de nietigheid van de deelname, onverminderd de andere juridische gevolgen die kunnen voortvloeien uit een eventuele schending van de rechten van de Gemeente of van derden, met name het recht op afbeelding of het intellectuele eigendomsrecht.

Artikel 4: Wedstrijdvoorwaarden en deelnamemodaliteiten

De wedstrijd start op maandag 21 september 2026 om 10.00 uur en loopt tot en met zondag 27 september om 23.59 uur.

Deelname aan deze wedstrijd is enkel mogelijk via Instagram, op het account vermeld in artikel 1 en binnen de data vermeld in dit artikel.

De deelnemers worden uitgenodigd om per categorie één enkele foto te publiceren rond het thema "Grappige beesten + de naam van de categorie + naam van de deelnemer".

De foto moet vergezeld zijn van een korte commentaar of anekdote die het beeld beschrijft of toelicht.

De minimaal aanvaarde resolutie bedraagt 2 megapixels, ongeveer 1600 x 1200 pixels.

Softwarematige bewerkingen die de werkelijkheid van de scène kunnen wijzigen, met name het toevoegen of verwijderen van elementen en montages, zijn strikt verboden. Enkel basisaanpassingen, zoals helderheid, contrast of bijsnijden, zijn toegestaan.

Foto's die geheel of gedeeltelijk door artificiële intelligentie zijn gegenereerd of gewijzigd, worden niet toegelaten in het kader van de wedstrijd.

De foto's mogen geen tekst, logo of watermerk bevatten, met inbegrip van een copyrightvermelding.

Artikel 5: Absolute veiligheids- en ethische regels

Alle gezelschapsdieren worden aanvaard, op voorwaarde dat de onderstaande veiligheids- en ethische regels strikt worden nageleefd.

- Het dier mag in geen geval gestresseerd, gedwongen, ongepast gemanipuleerd, in gevaar gebracht of in zijn gewoonten verstoord worden voor het nemen van de foto.
- Het is verboden het dier te verkleeden, behalve met een licht, niet-belemmerend accessoire dat het gewoonlijk draagt, of het in een onnatuurlijke houding of in een verontrustende omgeving te plaatsen.

Artikel 6: Jury en selectiecriteria

De jury bestaat uit minstens 4 personen die door de Organisator worden gekozen. De jury bekroont maximaal 3 foto's per categorie.

De belangrijkste selectiecriteria zijn:

- De naleving van het thema "Grappige beesten", de categorieën en de hierboven vermelde regels;
- Originaliteit: het vermogen van de foto om een duidelijke boodschap over te brengen in verband met het thema en/of een originele inscenering of spontane opname.
- Relatieve esthetische kwaliteit: kadering, scherpheid, afwezigheid van storende of onsamenhangende elementen, bewerking en afwezigheid van visuele verwarring.

Elke foto die duidelijk niet voldoet aan de hierboven vermelde criteria wordt automatisch en zonder beroep gediskwalificeerd.

Artikel 7: Wedstrijdprijzen en gebruiksmodaliteiten van de prijzen

Na de beslissing van de jury worden 3 winnaars per categorie geselecteerd. In totaal worden 6 prijzen toegekend en als volgt verdeeld:

- 1e plaats per categorie: een cadeaukaart ter waarde van 150 euro, te gebruiken in een dierenwinkel;

- 2e plaats per categorie: een cadeaukaart ter waarde van 100 euro, te gebruiken in een dierenwinkel;
- 3e plaats per categorie: een cadeaukaart ter waarde van 75 euro, te gebruiken in een dierenwinkel.

De cadeaukaarten die in het kader van de wedstrijd worden aangeboden, zijn geldig gedurende 12 maanden vanaf hun uitgiftedatum. De prijs kan enkel worden gebruikt tijdens de periode vermeld op de cadeaukaart, volgens de modaliteiten en voorwaarden die later aan de winnaar worden meegedeeld.

Artikel 8: Prijsuitreiking

De Organisator van de wedstrijd neemt via een privébericht op Instagram contact op met de winnaars die door de juryleden werden geselecteerd en informeert hen over de te volgen modaliteiten om hun prijs te ontvangen. Er wordt geen privébericht gestuurd naar deelnemers die niet gewonnen hebben; enkel de winnaars worden gecontacteerd.

De winnaars moeten binnen twee kalenderweken na de verzending van dit privébericht antwoorden en hun volledige contactgegevens bezorgen: naam, voornaam, volledig postadres, e-mailadres en telefoonnummer. Een officieel bewijs van domicilie in de gemeente Schaarbeek kan door de dienst die de wedstrijd beheert worden gevraagd in het kader van de toepassing van artikel 2, eerste lid.

Indien de winnaar niet antwoordt binnen veertien kalenderdagen na de verzending van dit privébericht, verliest hij of zij het recht op de prijs en kan hij of zij geen aanspraak maken op enige vergoeding, prijs of compensatie.

De winnaars moeten dit reglement naleven.

Indien achteraf blijkt dat zij niet voldoen aan de criteria van dit reglement, wordt hun prijs niet toegekend en blijft deze verworven door de Organisator. Daartoe staan de deelnemers alle controles toe met betrekking tot hun identiteit, leeftijd, contactgegevens en de goede trouw van hun deelname.

Elke valse verklaring of onjuiste vermelding van identiteit of postadres leidt tot de onmiddellijke diskwalificatie van de deelnemer en tot het behoud van de prijs door de Organisator.

De winnaars die op basis van de hierboven vermelde selectiecriteria worden aangeduid en die binnen de voormelde termijn antwoorden op het privébericht waarin de resultaten worden meegedeeld, worden uitgenodigd voor een prijsuitreiking die plaatsvindt op woensdag 7 oktober om 16.00 uur in de museumzaal van het Gemeentehuis.

De aanwezigheid van de dieren tijdens de prijsuitreiking is niet vereist, om hun welzijn te waarborgen.

Artikel 9: Recht op afbeelding

Door zich in te schrijven voor de wedstrijd verklaart de deelnemer dat hij of zij de auteur is van de ingediende foto's.

Indien een of meerdere natuurlijke personen herkenbaar zijn op een foto, waarborgt de deelnemer dat hij of zij vooraf hun schriftelijke toestemming heeft verkregen en bewaard voor de verspreiding van het beeld in het kader van deze wedstrijd, alsook voor latere verspreiding via de gemeentelijke communicatiekanalen.

Indien de foto een gezelschapsdier toont waarvan de deelnemer niet de eigenaar is, dient hij of zij vóór elke publicatie van het beeld de schriftelijke toestemming van de eigenaar te verkrijgen.

De deelnemer draagt kosteloos aan de Organisator, voor de volledige duur van de wettelijke bescherming van de auteursrechten, alle vermogensrechten over op de foto's die aan de jury worden voorgelegd.

Deze overdracht betreft onder meer het recht voor de Organisator om:

- de foto's te reproduceren, weer te geven, te verspreiden en tentoon te stellen op alle dragers: papier, digitaal, promotioneel, website, databank, gemeentelijke publicaties, enz.;
- de foto's te reproduceren, weer te geven, te verspreiden en tentoon te stellen op de sociale media van de schepen bevoegd voor dierenwelzijn;
- de beelden te gebruiken in het kader van tentoonstellingen, persartikels, het gemeentelijk infoblad of elke andere communicatie in verband met de gemeente;
- de foto's op te nemen in zijn archieven en databanken.

De deelnemer geeft de Organisator toestemming om de foto's te gebruiken zonder vermelding van zijn of haar naam, op voorwaarde dat de Organisator de foto's niet aan een andere auteur toeschrijft.

De overdracht is van toepassing op alle ingediende foto's, met inbegrip van de foto's die niet door de jury worden geselecteerd of bekroond.

De Organisator verbindt zich ertoe de aldus verkregen rechten niet aan een derde over te dragen, behalve met de uitdrukkelijke toestemming van de deelnemer.

Artikel 10: AVG

De persoonsgegevens die de gemeente Schaarbeek in het kader van deze wedstrijd, zoals omschreven in artikel 1, kan verzamelen, worden niet meegedeeld aan derden en worden verwerkt door het Gemeentebestuur van Schaarbeek als verwerkingsverantwoordelijke.

De verzamelde gegevens, waaronder de gegevens vermeld in artikel 8, worden nooit verkocht of overgedragen aan derden.

De Algemene Verordening Gegevensbescherming (AVG) is van toepassing op dit gemeentelijk reglement. Hieronder beschrijven wij de specifieke verwerking van gegevens in het kader van de wedstrijd. Voor het overige verwijzen wij naar het algemene privacy- en gegevensbeschermingsbeleid van de gemeente Schaarbeek: <https://www.1030.be/fr/content/informations-quant-aux-traitements-des-donnees-caractere-personnel>.

De gegevens die worden verzameld over de personen die aan deze wedstrijd deelnemen, met name de gegevens bedoeld in artikel 6, worden niet langer bewaard dan de duur van de wedstrijd, tenzij eventueel voor een langere periode uitsluitend met het oog op de controle van de regelmatigheid van de deelnameverrichtingen en de bestrijding van eventuele misbruiken en onregelmatigheden.

De personen die aan deze wedstrijd deelnemen, hebben het recht om hun persoonsgegevens kosteloos te raadplegen en deze kosteloos te laten verbeteren indien ze onjuist, onvolledig of niet ter zake dienend blijken te zijn.

Deze gegevens worden gebruikt en verwerkt voor het beheer van de relatie met de winnaar, zodat de nodige regelingen kunnen worden getroffen voor de prijsuitreiking en de verzending van de cadeaukaart aan de winnaar.

Artikel 11: Aansprakelijkheid

De Organisator kan niet aansprakelijk worden gesteld voor eventuele fouten die te goeder trouw werden gemaakt in de naam, het adres en/of de contactgegevens die door de deelnemers aan de wedstrijd werden meegedeeld.

De Organisator behoudt zich het recht voor om, indien de omstandigheden dit vereisen, de wedstrijd in te korten, te verlengen, te wijzigen, te onderbreken, uit te stellen of te annuleren, zonder dat zijn aansprakelijkheid in het gedrang komt, op voorwaarde dat hij zijn beslissing bijzonder motiveert.

De Organisator wijst elke aansprakelijkheid af in geval van een storing die de toegang tot en/of het goede verloop van de wedstrijd verhindert, met name wanneer deze te wijten is aan kwaadwillige handelingen van derden.

De Organisator kan de wedstrijd geheel of gedeeltelijk annuleren indien blijkt dat er fraude heeft plaatsgevonden, in welke vorm dan ook, met name informaticafraude, in het kader van de deelname aan de wedstrijd of de aanduiding van de winnaars.

Artikel 12: Aanvaarding van het reglement

Het loutere feit deel te nemen aan de wedstrijd geldt als onvoorwaardelijke aanvaarding van alle bepalingen van dit reglement.

De Organisator behoudt zich het recht voor om dit reglement te wijzigen of de wedstrijd te annuleren in geval van overmacht of van elke andere gebeurtenis onafhankelijk van zijn wil, op voorwaarde dat hij zijn beslissing bijzonder motiveert.

FINANCES / RECEVEUR COMMUNAL -- FINANCIËN / GEMEENTEONTVANGER

Fiscalité locale -- Lokale fiscaliteit

SP 121.- Réglementation fiscale générale sur les mesures de soutien économique aux établissements accessibles au public à 1h du matin au plus tard dans le Quartier Nord – Instauration -- Algemeen fiscaal reglement houdende economische steunmaatregelen voor alle voor het publiek toegankelijke inrichtingen onderworpen aan een verplichte sluiting in de Noordwijk– Invoering

Monsieur Mahieu a exposé le point lors des débats au point 107 qui a été débattu en début de séance

* * *

Monsieur Clerfayt et Madame Bestrioui quittent la séance -- De heer Clerfayt en Mevrouw Bestrioui verlaten de vergadering

* * *

* * * * *

Après le point 121 vote nominal auquel participent les conseillers communaux suivants --
Na het punt 121 hoofdelijke stemming waaraan de volgende gemeenteraadsleden
deelnemen : M.-h. Hasan KOYUNCU; M.-h. Martin DE BRABANT; M.-h. Vincent VANHALEWYN;
Mme-mevr. Justine HARZE; MM.-hh. Cédric MAHIEU, Frédéric NIMAL, Abobakre BOUHJAR;
Mmes-mevr. Laure LITA, Gudrun WILLEMS; Mme-mevr. Deborah LORENZINO; M.-h. Thomas
ERALY; M.-h. Quentin VAN DEN HOVE; Mmes-mevr. Angelina CHAN, Döne SONMEZ; MM.-hh.
Bernard CLERFAYT, Georges VERZIN; Mme-mevr. Cécile JODOGNE; M.-h. Ibrahim DONMEZ;
Mme-mevr. Leila LAHSSAINI; M.-h. Yusuf YILDIZ; Mmes-mevr. Naïma BELKHATIR, Emel KOSE,
Marie GERVAIS; M.-h. Anton SCHUURMANS; Mme-mevr. Farida TAHAR; MM.-hh. Ufuk
NARINC, Elias AMMI; Mmes-mevr. Barbara TRACHTE, Isabelle DURANT, Sarah BESTRIOUI,
Chloé DEGUIDE, Yousra Dohri, Marie SPEECKAERT; MM.-hh. Benjamin DEVOS,
Abdourahmane BALDE, Saït KÖSE, Olivier WILLOCX, Matthieu DEGREZ, Quentin VANBAELEN,
Mathias GYSELEN, Salih Emin DEMIRHAN.

* * * * *

RESULTAT DU VOTE – UITSLAG VAN DE STEMMING

OUI – JA : 0

NON – NEEN : N

ABSTENTION – ONTHOUDING : -

PAS DE VOTE/VOTE ANONYME – GEEN STEM/ANONIEME STEMMING : —

Points de l'O.J. Punten agenda	1-5, 7, 14-17, 20-67, 69, 71-78, 106, 110	10-11, 107	18, 70, 87	108-109
KOYUNCU HASAN	0	0	0	0
VANHALEWYN VINCENT	0	0	0	0
HARZE JUSTINE	0	0	0	0
MAHIEU CÉDRIC	0	0	0	0
NIMAL FRÉDÉRIC	0	0	0	0
BOUHJAR ABOBAKRE	0	0	0	0
LITA LAURE	0	0	0	0
WILLEMS GUDRUN	0	0	0	0
LORENZINO DEBORAH	0	0	0	0
ERALY THOMAS	0	0	0	0
VAN DEN HOVE QUENTIN	0	0	0	0
CHAN ANGELINA	0	0	0	0
SONMEZ DÖNE	0	0	0	0
CLERFAYT BERNARD	—	—	—	—
VERZIN GEORGES	0	N	0	0
OZKARA EMIN	—	—	—	—
JODOGNE CÉCILE	0	0	0	0
DONMEZ IBRAHIM	0	0	0	0
KOKSAL SADIK	—	—	—	—
LAHSSAINI LEILA	0	N	N	-
YILDIZ YUSUF	0	0	0	0
BELKHATIR NAÏMA	0	0	0	0
KOSE EMEL	0	0	0	0
GERVAIS MARIE	0	0	0	0
SCHUURMANS ANTON	0	0	0	0
HENRY AUDREY	—	—	—	—
TAHAR FARIDA	0	0	0	0
NARINC UFUK	0	N	N	-
AMMI ELIAS	0	N	0	-
TRACHTE BARBARA	0	0	0	0
DURANT ISABELLE	0	0	0	0
EL BARGERAGEI AHMED	—	—	—	—
OUCHEN YOUSRA	—	—	—	—
BESTRIOUI SARAH	—	—	—	—
DEGUIDE CHLOÉ	0	N	N	-
YIGIT AYSE	—	—	—	—
DOUHRI YOUSRA	0	0	0	0
SPEECKAERT MARIE	0	0	0	0
DEVOS BENJAMIN	0	N	N	-
BALDE ABDOURAHMANE	0	N	N	-
KÖSE SAÏT	0	N	0	0
WILLOCX OLIVIER	0	0	0	0
DEGREZ MATTHIEU	0	0	0	0
VANBAELEN QUENTIN	0	N	N	-
GYSELEN MATHIAS	0	0	0	0
DEMIRHAN SALIH EMIN	0	0	0	0
DE BRABANT MARTIN	0	0	0	0
OUI-JA	39	30	33	32
NON-NEEN	0	9	6	0
ABSTENTIONS - ONTHOUDINGEN	0	0	0	7

RESULTAT DU VOTE – UITSLAG VAN DE STEMMING

OUI – JA : O

NON – NEEN : N

ABSTENTION – ONTHOUDING : -

PAS DE VOTE/VOTE ANONYME – GEEN STEM/ANONIEME STEMMING : —

Points de l'O.J. Punten agenda	8	9	12	13
KOYUNCU HASAN	O	O	O	O
VANHALEWYN VINCENT	O	O	O	O
HARZE JUSTINE	O	O	O	O
MAHIEU CÉDRIC	O	O	O	O
NIMAL FRÉDÉRIC	O	O	O	O
BOUHJAR ABOBAKRE	O	O	O	O
LITA LAURE	O	O	O	O
WILLEMS GUDRUN	O	O	O	O
LORENZINO DEBORAH	O	O	O	O
ERALY THOMAS	O	O	O	O
VAN DEN HOVE QUENTIN	O	O	O	O
CHAN ANGELINA	O	O	O	O
SONMEZ DÖNE	O	O	O	O
CLERFAYT BERNARD	—	—	—	—
VERZIN GEORGES	-	-	-	N
OZKARA EMIN	—	—	—	—
JODOGNE CÉCILE	O	O	O	O
DONMEZ IBRAHIM	O	O	O	O
KOKSAL SADIK	—	—	—	—
LAHSSAINI LEILA	-	N	-	-
YILDIZ YUSUF	O	O	O	O
BELKHATIR NAÏMA	O	O	O	O
KOSE EMEL	O	O	O	O
GERVAIS MARIE	O	O	O	O
SCHUURMANS ANTON	O	O	O	O
HENRY AUDREY	—	—	—	—
TAHAR FARIDA	O	O	O	O
NARINC UFUK	-	N	-	-
AMMI ELIAS	O	N	N	N
TRACHTE BARBARA	O	O	O	O
DURANT ISABELLE	O	O	O	O
EL BARGERAGEI AHMED	—	—	—	—
OUCHEN YOUSRA	—	—	—	—
BESTRIOUI SARAH	—	—	—	—
DEGUIDE CHLOÉ	-	N	-	-
YIGIT AYSE	—	—	—	—
DOUHRI YOUSRA	O	O	O	O
SPEECKAERT MARIE	O	O	O	O
DEVOS BENJAMIN	-	N	-	-
BALDE ABDOURAHMANE	-	N	-	-
KÖSE SAÏT	-	-	-	N
WILLOCX OLIVIER	O	O	O	O
DEGREZ MATTHIEU	O	O	O	O
VANBAELEN QUENTIN	-	N	-	-
GYSELEN MATHIAS	O	O	O	O
DEMIRHAN SALIH EMIN	O	O	O	O
DE BRABANT MARTIN	O	O	O	O
OUI-JA	31	30	30	30
NON-NEEN	0	7	1	3
ABSTENTIONS - ONTHOUDINGEN	8	2	8	6

RESULTAT DU VOTE – UITSLAG VAN DE STEMMING

OUI – JA : 0

NON – NEEN : N

ABSTENTION – ONTHOUDING : -

PAS DE VOTE/VOTE ANONYME – GEEN STEM/ANONIEME STEMMING : —

Points de l'O.J.	68
Punten agenda	
KOYUNCU HASAN	0
VANHALEWYN VINCENT	0
HARZE JUSTINE	0
MAHIEU CÉDRIC	0
NIMAL FRÉDÉRIC	0
BOUHJAR ABOBAKRE	0
LITA LAURE	0
WILLEMS GUDRUN	0
LORENZINO DEBORAH	0
ERALY THOMAS	0
VAN DEN HOVE QUENTIN	0
CHAN ANGELINA	0
SONMEZ DÖNE	0
CLERFAYT BERNARD	—
VERZIN GEORGES	0
OZKARA EMIN	—
JODOGNE CÉCILE	0
DONMEZ IBRAHIM	0
KOKSAL SADIK	—
LAHSSAINI LEILA	-
YILDIZ YUSUF	0
BELKHATIR NAÏMA	0
KOSE EMEL	0
GERVAIS MARIE	0
SCHUURMANS ANTON	0
HENRY AUDREY	—
TAHAR FARIDA	0
NARINC UFUK	-
AMMI ELIAS	0
TRACHTE BARBARA	0
DURANT ISABELLE	0
EL BARGERAGEI AHMED	—
OUCHEN YOUSRA	—
BESTRIOUI SARAH	—
DEGUIDE CHLOÉ	-
YIGIT AYSE	—
DOUHRI YOUSRA	0
SPEECKAERT MARIE	0
DEVOS BENJAMIN	-
BALDE ABDOURAHMANE	-
KÖSE SAÏT	0
WILLOCX OLIVIER	0
DEGREZ MATTHIEU	0
VANBAELEN QUENTIN	-
GYSELEN MATHIAS	0
DEMIRHAN SALIH EMIN	0
DE BRABANT MARTIN	0
OUI-JA	33
NON-NEEN	0
ABSTENTIONS - ONTHOUDINGEN	6

RÉSULTAT DES VOTES ANONYMES – UITSLAG VAN ANONIEME STEMMINGEN

NUMÉRO DU POINT/ PUNT NUMMER	OUI/ JA	NON/ NEE	ABSTENTION/ ONTHOUDING
121	39	0	0
80	34	0	0

ORDRE DU JOUR (REPRISE) -- AGENDA (VERVOLG)

POINT(S) INSCRIT(S) À LA DEMANDE DE CONSEILLERS COMMUNAUX -- PUNT(EN) OPGETEKEND OP VERZOEK VAN GEMEENTERAADSLEDEN

SP 79.- Renforcer l'application de l'interdiction de distribution de supports publicitaires sur les véhicules (Motion de Madame Marie SPEECKAERT) -- De handhaving van het verbod op het verspreiden van reclamemateriaal op voertuigen versterken (Motie van Mevrouw Marie SPEECKAERT)

Ce point est reporté -- Dit punt wordt overgedragen
La motion est reportée au prochain conseil communal

* * *

Monsieur Bouhjar et Madame Harze quittent la séance -- De heer Bouhjar en Mevrouw Harze verlaten de vergadering

* * *

SP 80.- Motion relative au renforcement structurel de la politique d'accompagnement des troubles du spectre de l'autisme à Schaerbeek (Motion de Madame Emel KÖSE) -- Motie betreffende de structurele versterking van het begeleidingsbeleid voor autismespectrumstoornissen in Schaerbeek (Motie van Mevrouw Emel KÖSE)

Madame Köse expose sa motion
Madame Sönmez, Madame Taher, Madame Chan, Madame Lahssaini, Monsieur Verzin et Monsieur Ammi interviennent
Monsieur Vanhalewyn répond

Vote sur la motion -- Stemming op de motie :

34 voix pour, 0 contre et 0 abstentions -- 34 stemmen voor, 0 stemmen tegen en 0 onthoudingen

3 conseillers communaux ne prennent pas part au vote -- 3 gemeenteraadsleden nemen niet deel aan de stemming

De motie wordt met eenparigheid van stemmen aangenomen

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. 3 membres n'ont pas voté -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 3 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. 3 membres n'ont pas voté

Vu la déclaration de politique communale ;
Vu la Convention des Nations Unies relative aux droits des personnes handicapées ;
Vu la Convention relative aux droits de l'enfant ;
Vu les articles 10 et 11 de la Constitution belge consacrant le principe d'égalité et de non discrimination ;
Vu l'article 22ter de la Constitution belge qui vise à ce que chaque personne en situation de

handicap ait droit à une pleine inclusion dans la société, y compris droit à des aménagements raisonnables ;

Vu la loi du 10 mai 2007 tendant à lutter contre certaines formes de discrimination ;

Vu la législation fédérale relative à la reconnaissance du handicap et à l'octroi des allocations et avantages aux personnes en situation de handicap ;

Vu le Code bruxellois de l'égalité, de la non-discrimination et de la promotion de la diversité ;

Vu les compétences de la COCOM en matière de santé et de diagnostic ; les compétences de la COCOF en matière de handicap et d'accompagnement ; les compétences de la VGC en matière d'enseignement et d'handicap ;

Vu les compétences de la Fédération Wallonie-Bruxelles en matière d'enseignement ;

Considérant que les troubles du spectre de l'autisme nécessitent un diagnostic précoce et un accompagnement adapté ;

Considérant que les délais d'attente actuels pour un diagnostic restent excessivement longs à Bruxelles ;

Considérant que ces délais ont des conséquences directes sur le développement des enfants et sur le bien-être des familles ;

Considérant que les parcours d'accompagnement sont aujourd'hui fragmentés entre plusieurs niveaux de pouvoir ;

Considérant que l'inclusion des personnes autistes dans l'enseignement, les loisirs et l'espace public demeure insuffisamment développée ;

Considérant que la formation des professionnels constitue un levier essentiel pour améliorer cette inclusion ;

Considérant que les communes disposent d'un rôle clé dans la mise en oeuvre de politiques inclusives de proximité ;

Considérant que certaines initiatives locales démontrent l'efficacité d'actions concrètes (signalétique adaptée, aménagements, sensibilisation) ;

Considérant qu'une approche coordonnée entre les différents niveaux de pouvoir est indispensable et un financement adéquat, dans les limites de moyens budgétaires disponibles, des actions locales par les autres niveaux de pouvoir est essentiel ;

DECIDE :

1. de souligner le rôle central des communes comme acteurs de proximité dans la mise en oeuvre de politiques inclusives ;
2. de réaffirmer la nécessité d'une approche coordonnée entre niveaux de pouvoir, articulée avec des actions concrètes au niveau local, et d'un financement adéquat, dans les limites de moyens budgétaires disponibles, des actions locales par les autres niveaux de pouvoir ;
3. de demander au Collège des Bourgmestre et Échevins :
 1. Accessibilité et espace public
 - De confirmer les engagements « handistreaming » de la commune lors de la réalisation d'aménagements d'espaces publics et/ou la rénovation des bâtiments publics, et en particulier de s'engager dans une démarche « Autism friendly » en déployant, dans la limite des moyens budgétaires disponibles, une signalétique adaptée (pictogrammes, repères visuels) pour les personnes autistes;
 - Aménager, à terme, à l'hôtel communal un espace calme (style snoezelen) et envisager des expériences pilotes dans différents bâtiments scolaires
 2. Formation
 - d'organiser, en partenariat avec des opérateurs spécialisés (ex : SUSA), dans la limite des moyens budgétaires disponibles, des formations à destination :
 - o du personnel communal ;
 - o des acteurs locaux du sport, de la cohésion sociale, de la culture, de l'accueil extrascolaire et de la jeunesse;
 3. Inclusion dans toutes les politiques locales
 - Inclure dans l'ensemble des appels à projets (handicap, sport, jeunesse, aînés,...) un critère de sélection permettant de soutenir des projets d'inclusions des personnes atteintes du troubles de l'autisme;
 - Garantir dans chacun des domaines (sport, jeunesse, extrascolaire, aînés,...) que des activités proposées permettent l'inclusion des personnes atteintes du troubles de l'autisme;
 4. Partenariats

- de soutenir la mise en réseau de l'ensemble des acteurs actifs au niveau de l'autisme présentes sur le territoire de Schaerbeek.
- 5. État des lieux, monitoring et consultation du public concerné
 - D'associer les familles concernées, les associations spécialisées, les acteurs du territoire et les services communaux compétents à l'élaboration et à la mise en œuvre des politiques en faveur des personnes en situation de handicap en général et des personnes atteintes du trouble de l'autisme en particuliers
 - De présenter annuellement au Conseil communal un rapport de suivi sur la mise en oeuvre de la présente motion.
- 4. de demander au Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, à la COCOM, à la COCOF, la VGC et à la Fédération Wallonie-Bruxelles :
 1. Diagnostic et santé (COCOM)
 - de renforcer les capacités de diagnostic afin de réduire significativement les délais d'attente ;
 - de soutenir le développement d'équipes multidisciplinaires ;
 2. Handicap et accompagnement (COCOF & VGC)
 - d'augmenter l'offre de services d'accompagnement pour les personnes autistes et leurs familles ;
 - de soutenir les dispositifs d'aide aux familles ;
 - de renforcer structurellement les moyens alloués au transport scolaire spécialisé afin de réduire les temps de trajet, d'augmenter la fréquence des circuits, de garantir un encadrement spécifiquement formé aux besoins des élèves autistes ou en situation de handicap et de renforcer la formation des accompagnateurs de bus dans la limite des moyens budgétaires disponibles ;
 3. Enseignement (Fédération Wallonie-Bruxelles)
 - de renforcer structurellement la formation des enseignants aux TSA, y compris dans l'enseignement ordinaire ;
 - de favoriser les dispositifs inclusifs dans les écoles ;
 4. Inclusion et coordination (Région)
 - de développer une stratégie régionale coordonnée en matière d'autisme ;
 - de définir un cadre clair pour la future Maison de l'Autisme ;
 5. Sport, jeunesse et loisirs
 - de soutenir le développement d'activités inclusives (sportives et extrascolaires) ;
 - de financer la formation des encadrants ;
 - de faciliter l'accès au sport en levant les obstacles financiers et organisationnels ;
- 5. De charger le Collège des Bourgmestre et Échevins de mettre en oeuvre, dans les meilleurs délais, dans la limite des moyens budgétaires disponibles, les mesures relevant de ses compétences telles que prévues dans la présente motion
- 6. De transmettre la présente motion au Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, à la COCOF, à la VGC, à la COCOM, à la Fédération Wallonie-Bruxelles, aux membres du Parlement bruxellois, ainsi qu'aux communes de la Région de Bruxelles-Capitale, afin de garantir une réponse à la hauteur des besoins identifiés sur le terrain.

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 3 leden hebben niet gestemd

Gezien de gemeentelijke beleidsverklaring;

Gezien het Verdrag van de Verenigde Naties inzake de rechten van personen met een handicap;

Gezien het Verdrag inzake de rechten van het kind;

Gezien de artikelen 10 en 11 van de Belgische Grondwet, waarin het beginsel van gelijkheid en non-discriminatie is vastgelegd;

Gezien artikel 22ter van de Belgische Grondwet, dat erop gericht is dat elke persoon met een handicap recht heeft op volledige inclusie in de samenleving, met inbegrip van het recht op redelijke aanpassingen;

Gezien de wet van 10 mei 2007 ter bestrijding van bepaalde vormen van discriminatie;

Gezien de federale wetgeving betreffende de erkenning van een handicap en de toekenning

van uitkeringen en voordelen aan personen met een handicap;
 Gezien het Brusselse Wetboek inzake gelijkheid, non-discriminatie en bevordering van diversiteit;
 Gezien de bevoegdheden van de COCOM op het gebied van gezondheidszorg en diagnostiek; de bevoegdheden van de COCOF op het gebied van handicap en begeleiding; de bevoegdheden van de VGC op het gebied van onderwijs en handicap;
 Gezien de bevoegdheden van de Federatie Wallonië-Brussel op het gebied van onderwijs;
 Overwegende dat stoornissen uit het autismespectrum een vroegtijdige diagnose en aangepaste begeleiding vereisen;
 Overwegende dat de huidige wachttijden voor een diagnose in Brussel nog steeds buitensporig lang zijn;
 Overwegende dat deze wachttijden directe gevolgen hebben voor de ontwikkeling van kinderen en het welzijn van gezinnen;
 Overwegende dat de begeleidingstrajecten momenteel versnipperd zijn over verschillende bestuursniveaus;
 Overwegende dat de inclusie van personen met autisme in het onderwijs, de vrijetijdsbesteding en de openbare ruimte nog onvoldoende ontwikkeld is;
 Overwegende dat de opleiding van professionals een essentiële hefboom vormt om deze inclusie te verbeteren;
 Overwegende dat de gemeenten een sleutelrol spelen bij de uitvoering van inclusief beleid op lokaal niveau;
 Overwegende dat bepaalde lokale initiatieven de doeltreffendheid van concrete maatregelen aantonen (aangepaste bewegwijzering, aanpassingen, bewustmaking);
 Overwegende dat een gecoördineerde aanpak tussen de verschillende bestuursniveaus onontbeerlijk is en dat een adequate financiering, binnen de grenzen van de beschikbare begrotingsmiddelen, van lokale acties door de andere bestuursniveaus essentieel is;

BESLUIT

1. de centrale rol van de gemeenten als lokale actoren bij de uitvoering van inclusief beleid te benadrukken;
2. opnieuw de noodzaak van een gecoördineerde aanpak tussen de bestuursniveaus, gekoppeld aan concrete maatregelen op lokaal niveau, en van een toereikende financiering, binnen de grenzen van de beschikbare begrotingsmiddelen, van lokale maatregelen door de andere bestuursniveaus te bevestigen;
3. het College van Burgemeester en Schepenen te verzoeken om op vlak van :
 1. Toegankelijkheid en openbare ruimte
 - De „handstreaming“-toezeggingen van de gemeente te bevestigen bij de inrichting van openbare ruimtes en/of de renovatie van openbare gebouwen, en zich in het bijzonder in te zetten voor een „autismevriendelijke“ aanpak door, binnen de grenzen van de beschikbare begrotingsmiddelen, aangepaste bewegwijzering (pictogrammen, visuele aanwijzingen) voor mensen met autisme in te voeren;
 - Op termijn in het gemeentehuis een rustige ruimte (in snoezelstijl) inrichten en proefprojecten in verschillende schoolgebouwen overwegen
 2. Opleiding
 - in samenwerking met gespecialiseerde organisaties (bijv. SUSA), binnen de grenzen van de beschikbare begrotingsmiddelen, opleidingen organiseren voor:
 - o gemeentepersoneel;
 - o lokale actoren op het gebied van sport, sociale cohesie, cultuur, buitenschoolse opvang en jeugd;
 3. Inclusie in alle lokale beleidsmaatregelen
 - In alle projectoproepen (handicap, sport, jeugd, senioren,...) een selectiecriteria opnemen waarmee projecten ter bevordering van de inclusie van mensen met autisme kunnen worden ondersteund;
 - Ervoor zorgen dat op elk van de domeinen (sport, jeugd, buitenschoolse opvang, ouderen, ...) de aangeboden activiteiten de inclusie van personen met een autismespectrumstoornis mogelijk maken;
 4. Partnerschappen
 - Het opzetten van een netwerk ondersteunen van alle actoren die op het gebied van autisme actief zijn op het grondgebied van Schaarbeek.

5. Stand van zaken, monitoring en raadpleging van de betrokken doelgroep
 - De betrokken gezinnen, gespecialiseerde verenigingen, lokale actoren en de bevoegde gemeentelijke diensten betrekken bij de uitwerking en uitvoering van het beleid ten gunste van personen met een handicap in het algemeen en personen met een autismespectrumstoornis in het bijzonder
 - Jaarlijks aan de Gemeenteraad een voortgangsrapport voorleggen over de uitvoering van deze motie.
4. de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de COCOM, de COCOF, de VGC en de Federatie Wallonië-Brussel, te verzoeken om op vlak van :
 1. Diagnostiek en gezondheid (COCOM)
 - de diagnostische capaciteit te versterken om de wachttijden aanzienlijk te verkorten;
 - de ontwikkeling van multidisciplinaire teams te ondersteunen;
 2. Handicap en begeleiding (COCOF & VGC)
 - het aanbod aan begeleidingsdiensten voor mensen met autisme en hun gezinnen uit te breiden;
 - de steunmaatregelen voor gezinnen te ondersteunen;
 - de middelen voor gespecialiseerd schoolvervoer structureel te versterken om de reistijden te verkorten, de frequentie van de ritten te verhogen, begeleiding te garanderen die specifiek is opgeleid voor de behoeften van leerlingen met autisme of een handicap, en de opleiding van busbegeleiders te versterken binnen de grenzen van de beschikbare begrotingsmiddelen;
 3. Onderwijs (Federatie Wallonië-Brussel)
 - de opleiding van leerkrachten op het gebied van ASS structureel te versterken, ook in het reguliere onderwijs;
 - inclusieve voorzieningen op scholen te bevorderen;
 4. Inclusie en coördinatie (Regio)
 - een gecoördineerde regionale strategie op het gebied van autisme te ontwikkelen;
 - een duidelijk kader vast te stellen voor het toekomstige Autismehuis;
 5. Sport, jeugd en vrije tijd
 - de ontwikkeling van inclusieve activiteiten te ondersteunen (sport- en buitenschoolse activiteiten);
 - de opleiding van begeleiders te financieren;
 - de toegang tot sport te vergemakkelijken door financiële en organisatorische belemmeringen weg te nemen;
5. Het College van Burgemeester en Schepenen te belasten met de zo spoedig mogelijke uitvoering, binnen de grenzen van de beschikbare begrotingsmiddelen, van de maatregelen die onder zijn bevoegdheid vallen, zoals voorzien in deze motie;
6. deze motie door te sturen naar de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de COCOF, de VGC, de COCOM, de Federatie Wallonië-Brussel, de leden van het Brusselse Parlement en de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, teneinde een antwoord te garanderen dat beantwoordt aan de behoeften die in de praktijk zijn vastgesteld.

SP 111.- Ordonnance de police du 25 mars 2026 portant fermeture des établissements accessibles au public à 1h du matin dans le Quartier Nord (Demande de Monsieur Georges VERZIN) --> Politieverordening van 25 maart 2026 betreffende de sluiting van voor het publiek toegankelijke gelegenheden om 1 uur 's nachts in de Noordwijk (Verzoek van de heer Georges VERZIN)

Ce point a été débattu lors des débats au points 107 en début de séance

SP 112.- Disparition du statut d'enseignant en FWB, création d'un CDI enseignant et regroupement des PO - Conséquences et impacts sur Schaerbeek (Demande de Monsieur Matthieu DEGREZ) --> Afschaffing van het lerarenstatuut in de FWB, invoering van een

vaste aanstelling voor leraren en samenvoeging van de PO's – Gevolgen en effecten voor Schaarbeek (Verzoek van de heer Matthieu DEGREZ)

Monsieur Degrez expose son point
Madame Deguide, Madame Trachte et Monsieur Ammi interviennent
Monsieur Eraly répond

SP 113.- Mise en œuvre du règlement Horeca - Bilan et perspectives (Demande de Madame Yousra DOUHRI) -- Toepassing van de Horeca-verordening – Balans en vooruitzichten (Verzoek van Mevrouw Yousra DOUHRI)

Ce point est reporté -- Dit punt wordt overgedragen

QUESTIONS ORALES -- MONDELINGE VRAGEN

SP 81.- Bout piste cyclable Impens/Binjé/Eisenhower (Question de Monsieur Georges VERZIN) -- Einde fietspad Impens/Binjé/Eisenhower (Vraag van de heer Georges VERZIN)

Monsieur Verzin pose sa question
Madame Harze répond

SP 114.- La propreté dans le Quartier Marbotin (Question de Monsieur Ibrahim DÖNMEZ) -
-- Netheid in de wijk Marbotin (Vraag van de heer Ibrahim DÖNMEZ)

Ce point est reporté -- Dit punt wordt overgedragen

SP 115.- Déplacement de la bulle à verre Place de Houffalize (Question de Monsieur Ibrahim DÖNMEZ) -- Verplaatsing van de glazen koepel op het Houffalize-plein (Vraag van de heer Ibrahim DÖNMEZ)

Ce point est reporté -- Dit punt wordt overgedragen

SP 116.- Le besoin de places de stationnement sécurisées pour les vélos (Question de Monsieur Mathias GYSELEN) -- De nood aan veilige fietsparkeerplaatsen (Vraag van de heer Mathias GYSELEN)

Ce point est reporté -- Dit punt wordt overgedragen

SP 117.- Suivi de la motion s'opposant aux visites domiciliaires (Question de Monsieur Benjamin DEVOS) -- Opvolging van de motie tegen huiszoekingen (Vraag van de heer Benjamin DEVOS)

Monsieur Devos pose sa question
Monsieur le Bourgmestre ff répond

SP 118.- Les fortes chaleurs dans les classes (Question de Monsieur Matthieu DEGREZ) -- De hoge temperaturen in de klaslokalen (Vraag van de heer Matthieu DEGREZ)

Monsieur Degrez pose sa question
Monsieur Eraly et Madame Willems répondent

SP 119.- Le réaménagement du Boulevard Reyers (Question de Madame Cécile JODOGNE) -
-- De herinrichting van de Reyersboulevard (Vraag van Mevrouw Cécile JODOGNE)

Ce point est retiré de l'ordre du jour -- Dit punt wordt aan de agenda onttrokken
Cette question est transformée en question écrite

SP 120.- Les mesures urgentes qu'impose la multiplication et la durée des canicules (Question de Madame Isabelle DURANT) -- De dringende maatregelen die nodig zijn vanwege de toename en de duur van hittegolven (Vraag van Mevrouw Isabelle DURANT)

Madame Durant pose sa question
Monsieur Vanhalewyn répond

La séance publique est levée à 22 heures et 55 minutes -- De openbare vergadering wordt beëindigd om 22.55 uur.